

Chambre des Représentants

SESSION 1983-1984

17 FÉVRIER 1984

BUDGET

du Ministère des Affaires étrangères,
du Commerce extérieur
et de la Coopération au Développement
pour l'année budgétaire 1984

(Crédits afférents aux Affaires étrangères)

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES RELATIONS EXTERIEURES (1)

PAR Mme SMET

SOMMAIRE

	Pages
I. — Exposé introductif du Ministre des Relations extérieures	2
Partie 1: La problématique européenne	2
Partie 2: Les relations Est-Ouest	5
A. Conférence sur les mesures de confiance et de sécurité et le désarmement en Europe (C.D.E.)	5
I. Antécédents	5
II. Déroulement de la séance d'ouverture solennelle	6

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Grootjans.

A. — Membres : Mme Demeester-De Meyer, MM. Desmarets, Peeters, Mme Smet, MM. Steverlynck, Swaelen, Thys, Van Wambeke. — MM. Biefnot, W. Claes, Dejardin, Denison, Glinne, Van Elewyck, Vanvelthoven. — MM. Bril, Cornet d'Elzuis, De Winter, Grootjans, Militis, Petitjean. — MM. Baert, Van Grembergen.

B. — Suppléants : MM. Bockstal, Bourgeois, d'Alcantara, Desutter, Dhoore, le Hardy de Beaulieu, Lestienne, Van Rompaey, Wauthy. — MM. Bugeon, Coëme, M. Colla, Cools, Mme Lefeber, MM. Sleenckx, Urbain, Vanderheyden. — MM. Beysen, Ducarme, Mundeeler, Pans, Poswick, Sprockeels, Van Belle. — MM. Caudron, De Mol, Kuijpers.

Voir :

4-VIII (1983-1984) :

- N° 1 : Budget.
- N° 2 : Amendement.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1983-1984

17 FEBRUARI 1984

BEGROTING

van het Ministerie van Buitenlandse Zaken,
Buitenlandse Handel
en Ontwikkelingssamenwerking
voor het begrotingsjaar 1984

(Kredieten betreffende de Buitenlandse Zaken)

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE
VOOR DE BUITENLANDSE BETREKKINGEN (1)

UITGEBRACHT DOOR Mevr. SMET

INHOUD

	Blz.
I. — Inleidende uiteenzetting van de Minister van Buitenlandse Betrekkingen	2
Deel 1: Europese problematiek	2
Deel 2: Oost-West betrekkingen	5
A. Conferentie over vertrouwens- en veiligheidswerkende maatregelen en ontwapening in Europa (C.D.E.)	5
I. Achtergrond	5
II. Verloop van de plechtige openingsvergadering	6

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Grootjans.

A. — Leden : Mevr. Demeester-De Meyer, de heren Desmarets, Peeters, Mevr. Smet, de heren Steverlynck, Swaelen, Thys, Van Wambeke. — de heren Biefnot, W. Claes, Dejardin, Denison, Glinne, Van Elewyck, Vanvelthoven. — de heren Bril, Cornet d'Elzuis, De Winter, Grootjans, Militis, Petitjean. — de heren Baert, Van Grembergen.

B. — Plaatsvervangers : de heren Bockstal, Bourgeois, d'Alcantara, Desutter, Dhoore, le Hardy de Beaulieu, Lestienne, Van Rompaey, Wauthy. — de heren Bugeon, Coëme, M. Colla, Cools, Mevr. Lefeber, de heren Sleenckx, Urbain, Vanderheyden. — de heren Beysen, Ducarme, Mundeeler, Pans, Poswick, Sprockeels, Van Belle. — de heren Caudron, De Mol, Kuijpers.

Zie :

4-VIII (1983-1984) :

- N° 1 : Begroting.
- N° 2 : Amendement.

	Pages
III. Conversations Tindemans-Gromyko	7
B. Initiative belge à l'OTAN	8
C. Les négociations relatives aux forces nucléaires à portée intermédiaire (I.N.F.)	9
I. Le déroulement des négociations de Genève ...	9
a) Rappel historique de l'évolution suivie depuis le début	9
b) Evolution des discussions en 1983	10
II. Rôle et travaux du Groupe consultatif spécial ...	12
III. Communiqué du Gouvernement du 30 décembre 1983	12
Partie 3 : Les chiffres budgétaires	13
II. — Discussion	16
1. Défense et désarmement	16
2. Relations Est-Ouest	18
3. Relations entre l'Europe et les Etats-Unis	19
4. Communauté européenne	21
5. Benelux	22
6. La Turquie	23
7. Chypre	24
8. Le monde arabe	25
9. Le Zaïre	26
10. L'Afrique australe	28
11. L'Amérique centrale	29
12. Les droits de l'homme	30
13. Les réfugiés et les étrangers	31
14. Industrie et commerce de l'armement	32
15. Diplomatie	33
16. Divers	35
III. — Votes	38
Annexes	39

MESDAMES, MESSIEURS,

I. — EXPOSE INTRODUCTIF DU MINISTRE DES RELATIONS EXTERIEURES

Partie 1 — La problématique européenne

1. A l'issue du sommet d'Athènes, le Ministre a brièvement analysé les circonstances et les raisons ayant entraîné l'échec de la conférence.

Depuis ce Conseil européen, aucune modification fondamentale n'a été observée au sein de la Communauté.

La période ayant précédé les vacances de Noël fut plutôt une période de résignation et de réflexion, dans l'attente d'ailleurs du 1^{er} janvier 1984, date à laquelle la France devait assumer à son tour la Présidence de la Communauté européenne.

2. Le Ministre rappelle qu'au cours de la réunion d'Athènes le Président Mitterrand avait pratiquement accepté que les dernières propositions (grecques) servent de base aux futures discussions, ce qui ne signifie évidemment pas qu'il n'est plus possible de formuler d'autres idées ou propositions. Si l'on se base sur la stratégie actuelle de la Présidence française, tout indique d'ailleurs que de nouvelles propositions devront effectivement être faites si l'on souhaite résoudre la crise actuelle et obtenir des résultats lors du prochain Conseil européen qui se tiendra en mars à Bruxelles.

	Blz.
III. Gesprek Tindemans-Gromyko	7
B. Belgisch initiatief bij de NATO	8
C. Onderhandelingen over de kernstrijdkrachten voor de middellange afstand (I.N.F.)	9
I. Het verloop van de onderhandelingen te Genève	9
a) Historisch overzicht van de evolutie vanaf het begin	9
b) Ontwikkeling van de gesprekken in 1983 ...	10
II. Rol en werkzaamheden van de bijzondere overleggroep	12
III. Mededeling van de Regering van 30 december 1983	12
Deel 3 : Begrotingscijfers	13
II. — Bespreking	16
1. Defensie en ontwapening	16
2. Oost-West betrekkingen	18
3. Verhouding Europa-Verenigde Staten	19
4. Europese Gemeenschap	21
5. Benelux	22
6. Turkije	23
7. Cyprus	24
8. Arabische wereld	25
9. Zaïre	26
10. Zuidelijk Afrika	28
11. Centraal-Amerika	29
12. Mensenrechten	30
13. Vluchtelingen en vreemdelingen	31
14. Wapenindustrie en wapenhandel	32
15. Diplomatie	33
16. Diversen	35
III. — Stemmingen	38
Bijlagen	39

DAMES EN HEREN,

I. — INLEIDENDE UITEENZETTING VAN DE MINISTER VAN BUITENLANDSE BETREKKINGEN

Deel 1 — Europese problematiek

1. Na de Top van Athene heeft de Minister een korte analyse gemaakt van de omstandigheden en de motieven die tot een mislukking van deze vergadering hebben geleid.

Fundamenteel is er sinds deze Europese Raad geen verandering waar te nemen in de schoot van de Gemeenschap.

De periode die de kerstvakantie voorafging, was meer een periode van berusting en bezinning, in afwachting trouwens van de datum van 1 januari 1984, datum waarop de Fransen het Voorzitterschap van de Europese Gemeenschap hebben overgenomen.

2. Ter herinnering vermeldt de Minister dat President Mitterrand tijdens de vergadering te Athene *grosso modo* had aanvaard de laatste (Griekse) voorstellen als gespreksbasis te nemen voor de komende besprekingen, wat natuurlijk niet inhield dat er geen andere ideeën of voorstellen ter tafel zouden kunnen worden gelegd. Zich baserend op de strategie van het huidige Franse Voorzitterschap, wijst alles er trouwens op dat men inderdaad met iets nieuws voor de dag zal moeten komen, wil men uit de crisis geraken en wil men op de komende Europese Raad in maart a.s. te Brussel resultaten boeken.

Il ressort clairement des contacts qui ont été pris avec la Présidence française que tous les espoirs sont placés dans la réunion des chefs d'Etat et chefs de Gouvernement qui se tiendra les 19 et 20 mars à Bruxelles et que l'on ne veut pas courir le risque de voir l'ensemble des problèmes reportés au mois de juin.

3. On peut déjà affirmer dès à présent qu'on n'évitera pas — et cela sera également le cas en mars — une discussion sur les différents problèmes qui ont été soulevés depuis le sommet de Stuttgart.

Il faudra en effet aborder les questions suivantes :

- la maîtrise de la politique agricole commune;
- la maîtrise des dépenses budgétaires et par conséquent aussi dans une large mesure des dépenses agricoles;
- les déséquilibres budgétaires (problème britannique);
- les nouveaux axes politiques;
- l'augmentation des ressources propres;
- l'élargissement de la Communauté.

Il a été beaucoup question des effets néfastes de l'approche de Stuttgart qui a abouti à une interdépendance de tous les dossiers, de sorte qu'il n'a plus été possible de résoudre le moindre problème et qu'il y a eu un blocage général. La réunion d'Athènes en fut la preuve. D'autre part, il ne faut pas non plus tomber dans l'excès contraire et se limiter à la discussion d'un ou deux dossiers avec la vague promesse politique que les autres dossiers seront traités dans les mois à venir.

Dans la pratique, une telle attitude se traduirait par le fait que dans les prochains mois on s'occuperait uniquement du problème agricole, des économies et du problème des déséquilibres budgétaires. Il s'ensuivrait que la relance de la Communauté — qui était pourtant le défi lancé à Stuttgart — serait bien vite oubliée.

4. En ce qui concerne la procédure, la Présidence française a clairement précisé que c'en était fini des procédures spéciales, qu'au cours de ces six derniers mois celles-ci s'étaient avérées totalement inefficaces et qu'il fallait en revenir à l'orthodoxie institutionnelle. Cela signifie concrètement que l'on supprime la mauvaise habitude qui consiste à permettre à n'importe quelle délégation de déposer n'importe quelle proposition à n'importe quel moment, de sorte qu'en fait la Commission n'était plus en mesure d'exercer le droit d'initiative que lui confèrent les traités.

L'on s'attend à ce que différents contacts bilatéraux ainsi que de nombreux contacts avec la Commission aient lieu dans les semaines à venir; tous ces contacts devraient aboutir non pas nécessairement à de nouvelles propositions mais en tout cas à des idées nuancées qui pourraient permettre de sortir de l'impasse actuelle.

La délégation belge a affirmé à plusieurs reprises que ces contacts bilatéraux peuvent être extrêmement utiles mais qu'ils ne peuvent en aucun cas se substituer aux négociations multilatérales normales prévues dans le cadre des traités. Cela signifie que des contacts bilatéraux peuvent précéder les discussions multilatérales mais qu'ils ne peuvent influencer en aucune manière le déroulement normal de celles-ci. En d'autres termes, les négociateurs ne peuvent pas être placés devant des faits accomplis.

Au cours du récent Conseil des Affaires étrangères un calendrier précis a été établi jusqu'au prochain Conseil européen prévu à Bruxelles les 19 et 20 mars prochains.

Uit de contacten met het Franse Voorzitterschap is duidelijk gebleken dat alles wordt gezet op de bijeenkomst van Staatshoofden en Regeringsleiders op 19 en 20 maart te Brussel en dat men niet het risico wil lopen de hele problematiek in één keer naar juni te verschuiven.

3. Men kan nu reeds zeggen dat men niet zal ontkomen — ook niet in maart — aan een discussie over de respectieve problemen, zoals die sinds Stuttgart ter tafel gelegd werden.

Men zal het inderdaad moeten hebben over :

- de beheersing van de gemeenschappelijke landbouwpolitiek;
- de beheersing van de budgettaire uitgaven en dus in grote mate ook van de landbouwuitgaven;
- de begrotingsonevenwichten (Brits probleem);
- de nieuwe beleidsvormen;
- de verhoging van de eigen middelen;
- de uitbreiding van de Gemeenschap.

Men heeft veel gesproken over het nefaste effect van de aanpak van Stuttgart, omdat men in een situatie geraakt waarbij het ene dossier aan het andere gekoppeld wordt; zodanig dat men uiteindelijk niets meer kan oplossen en totaal vastloopt; Athene was daar het bewijs van. Anderzijds mag men niet vervallen in het andere extreem en zich beperken tot een discussie van één of twee dossiers met de vage politieke belofte dat men de rest zal afhandelen in de komende maanden.

In de praktijk zou zulks erop neerkomen dat men in de komende maanden alle aandacht zou toespitsen op de landbouwproblematiek, op de bezuinigingen en op het vraagstuk van de budgettaire onevenwichten. Het gevolg ervan zou zijn dat de relance van de Gemeenschap — en dat was toch de uitdaging van Stuttgart — weldra in de vergetelheid zou geraken.

4. Wat de procedure betreft, werd van de kant van het Franse Voorzitterschap duidelijk onderstreept dat de speciale procedures hebben afgedaan, dat deze tijdens de voorbije zes maanden totaal ondoeltreffend zijn gebleken en dat men dus absoluut moet terugkeren naar de institutionele orthodoxie. Dit betekent in concreto dat men afstapt van de slechte gewoonte dat om het even welke delegatie, om het even welk voorstel op eender welk ogenblik kan indienen, en dat in feite de Commissie het haar door de Verdragen toebedeelde initiatiefrecht niet meer kan uitoefenen.

Men verwacht in de komende weken verschillende bilaterale contacten en vele contacten met de Commissie; dat alles zou moeten uitmonden in niet noodzakelijk nieuwe voorstellen, maar in elk geval in genuanceerde ideeën om uit de huidige impasse te geraken.

De Belgische delegatie heeft herhaaldelijk gezegd dat deze bilaterale contacten uiterst nuttig kunnen zijn, maar dat zij in geen geval de plaats mogen innemen van de normale multilaterale onderhandelingen in het kader van de Verdragen. Dit betekent dat de bilaterale contacten de multilaterale gesprekken kunnen voorafgaan, maar wij moeten in elk geval naderhand de mogelijkheid hebben een normale open onderhandeling aan te gaan, met andere woorden men mag niet voor « faits accomplis » geplaatst worden.

Tijdens de recente Raad van Buitenlandse Zaken werd een precies tijdschema opgesteld tot en met de Europese Raad te Brussel van 19-20 maart.

5. Aux points précédents, il a déjà été question du retour à l'orthodoxie institutionnelle dont il faut espérer qu'elle sera réellement appliquée. Lorsque des problèmes se posent, on constate invariablement une tendance à instaurer des procédures spéciales pour tenter de les résoudre. Entre les sommets de Stuttgart et d'Athènes, il a été question du Conseil spécial, du Groupe unique de préparation, du High level group, etc. Cependant, le caractère spécial de ces groupes ne signifie pas nécessairement qu'ils portent en eux un embryon de solution.

Les Traités ont prévu une infrastructure institutionnelle qui a prouvé son efficacité durant plus de 25 années. Il est frappant de constater que c'est surtout au cours de ces dernières semaines que le caractère génial des traités de Paris et de Rome a été souvent mis en valeur. Nous devons en effet admettre que jusqu'à présent les dispositions des Traités n'ont guère pu être améliorées.

Le retour à l'orthodoxie implique également que le Conseil des Ministres des Affaires étrangères assume de nouveau son rôle de coordination. Par le passé, ce Conseil s'est trop souvent limité à une sorte de préparation procédurale du Conseil européen, alors que la discussion sur le fond des problèmes était généralement laissée aux Chefs de gouvernement. Dans la plupart des délégations, la réaction quasi automatique était désormais de laisser les problèmes difficiles en suspens jusqu'au Conseil européen, ce qui a en fait provoqué une dénaturation de la véritable mission du Conseil européen, qui consiste à donner des orientations et des impulsions au niveau politique et à en confier l'élaboration aux organes du Conseil. On peut par conséquent s'attendre à ce que la mission du Conseil des Ministres des Affaires étrangères reprenne de l'importance au cours des prochaines semaines.

La réunion informelle des Ministres des Affaires étrangères qui se tiendra les 18 et 19 février prochains dans les environs de Paris à l'initiative du Président français doit être vue dans ce contexte. Au cours de cette réunion, les Ministres des Dix devront définir les grandes lignes politiques dans lesquelles devront s'inscrire les solutions, lignes qui devront ensuite être précisées au cours des réunions ordinaires du Conseil.

Il va de soi que les Ministres des Affaires étrangères devront en premier lieu s'occuper des problèmes financiers (déséquilibres budgétaires, discipline financière et augmentation des moyens propres).

Il est évident — et il s'agit d'ailleurs d'une condition *sine qua non* — que le Conseil des Ministres de l'Agriculture devra faire des progrès au niveau de la réforme de la politique agricole commune. Au cours de la même période aura également lieu la discussion sur les prix agricoles pour la campagne 1984-1985. Il est évident qu'il n'est pas possible d'examiner le premier problème sans tenir compte du second.

6. Enfin, se pose le problème de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal. Le Président Mitterand avait déjà annoncé, lors du Conseil d'Athènes, que l'objectif de la Présidence française était de terminer les négociations pour le 30 septembre 1984. Le Président Mitterand semble vouloir se tenir à cette déclaration. Cependant, les personnes qui sont quelque peu familiarisées avec les problèmes difficiles qui se posent dans ce domaine savent que le délai de huit mois dont nous disposons encore est relativement court.

7. Les problèmes qui se sont posés à l'issue des Conseils de Stuttgart et d'Athènes donnent l'impression que la coopération politique européenne se réduit peu à peu à néant. Le Ministre souligne que tel n'est pas du tout le cas. Il

5. In de vorige punten werd reeds gewezen op de terugkeer naar de institutionele orthodoxie, waarvan men toch moet verhoppen dat men ze in werkelijkheid ook zal toepassen. Wanneer de zaken niet vlot verlopen komt steeds dezelfde tendens tot uiting om speciale procedures in het leven te roepen, omdat men hoopt dat zo de oplossing zal worden gevonden. Tussen Stuttgart en Athene noemde men het Speciale Raad, Groupe Unique de Préparation, High Level Group en dies meer, allemaal namen die een speciaal karakter aan de oefening gaven, maar die niet noodzakelijk het embryo van een oplossing in zich hielden.

In de Verdragen werd een ganse institutionele infrastructuur uitgewerkt die gedurende meer dan 25 jaar haar efficiëntie heeft bewezen. Het valt op dat vooral de laatste weken het geniale karakter van de Verdragen van Parijs en Rome zo vaak wordt onderstreept. Men moet inderdaad toegeven dat er tot op heden niet veel beters aan werd toegevoegd.

De terugkeer naar de orthodoxie houdt ook in dat de Raad van Ministers van Buitenlandse Zaken opnieuw zijn coördinerende rol op zich moet nemen. Al te vaak heeft de Raad van Ministers van Buitenlandse Zaken zich in het verleden beperkt tot een soort procedurele voorbereiding van de Europese Raad, terwijl de grond van de problematiek zeer vaak naar de Regeringsleiders werd verwezen. Bij de meeste delegaties was er een bijna automatische reactie gegroeid om de moeilijke problemen naar de Europese Raad te verschuiven, wat in feite de oorzaak is geworden van een uitholling van de eigenlijke taak van de Europese Raad, nl. oriëntaties en impulsen te geven op politiek niveau en de uitwerking ervan toe te vertrouwen aan de Raadsinstanties. Men kan dus verwachten dat de taak van Buitenlandse Zaken in de komende weken in belang zal toenemen.

In die context moet men ook de informele vergadering zien van de Ministers van Buitenlandse Zaken die de Franse Voorzitter heeft gepland op 18-19 februari e.k. in de buurt van Parijs. Daar zullen de Ministers van de Tien moeten trachten de grote politieke lijnen te trekken van mogelijke oplossingen om ze dan naderhand in de gewone raadsvergaderingen verder uit te werken.

Het ligt voor de hand dat de Ministers van Buitenlandse Zaken zich in de eerste plaats bezig zullen moeten houden met de financiële problemen (budgettaire onevenwichten, financiële discipline en verhoging van de eigen middelen).

Het spreekt vanzelf — en het is een condition *sine qua non* — dat de Raad van Ministers van Landbouw vooruitgang moet boeken inzake de hervorming van de gemeenschappelijke landbouwpolitiek. In dezelfde periode heeft ook de prijzenronde voor de landbouwprodukten — campagne 1984-1985 — plaats, en het hoeft geen betoog dat net ene niet kan worden onderzocht zonder dat men enige kijk heeft op het andere.

6. Tenslotte stelt zich ook nog de problematiek van de toetreding van Spanje en Portugal. President Mitterand heeft reeds tijdens de Europese Raad van Athene aangekondigd dat de doelstelling van het Franse Voorzitterschap afgestemd is op het beëindigen van de onderhandelingen tegen 30 september 1984 en de Franse President schijnt zich aan deze uitspraak te willen houden. Maar ieder die een beetje vertrouwd is met de moeilijke toetredingsproblemen weet ook dat de tijd die ons nog rest, d.w.z. acht maanden, toch vrij kort is.

7. De post-Stuttgart en de post-Athene problematiek geeft meer en meer de indruk dat de Europese politieke samenwerking langzaam in het niet aan het verdwijnen is. De Minister stelt met klem dat dit helemaal niet het geval

est vrai que certains problèmes se sont posés au cours de ces derniers mois, notamment à propos de l'attitude particulière adoptée par la Grèce sur certaines questions. Il est vrai que le sommet d'Athènes n'a pas abouti à la rédaction d'un communiqué commun sur la coopération politique, mais à cette époque tout le monde estimait qu'il était peut-être préférable de ne pas donner l'impression de vouloir faire la leçon à des pays tiers à un moment où nous étions totalement divisés sur des problèmes qui, aux yeux de ces pays tiers en tous cas, sont d'un intérêt relativement secondaire.

Le Ministre est persuadé que la Présidence française à l'intention de faire fonctionner au mieux la coopération politique européenne au cours de ces six prochains mois. La délégation belge a également certaines idées à ce propos, et notamment sur les aspects politiques de la sécurité, qui doivent encore être mieux définis.

Partie 2 — Les relations Est-Ouest

A. — La C. D. E.

Conférence sur les mesures de confiance et de sécurité et le désarmement en Europe

I. Antécédents

L'un des résultats concrets de la conférence d'évaluation de Madrid est l'accord en vue d'organiser la C. D. E. La C. D. E. s'inscrit donc dans le cadre plus large du processus d'Helsinki (Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe) qui constitue un fil conducteur pour les relations entre les 35 Etats participants (tous les Etats européens sauf l'Albanie, plus le Canada et les Etats-Unis).

A l'initiative des pays occidentaux, un mandat précis à exécuter par la C. D. E. a été élaboré et adopté lors de la conférence d'évaluation de Madrid. Aux termes de ce mandat, la C. D. E. doit, dans une première phase qui débute actuellement à Stockholm, prendre les dispositions efficaces et concrètes nécessaires au renforcement de la confiance et de la sécurité en Europe, afin de réduire le risque d'un conflit militaire en Europe, et, dans une deuxième phase ultérieure, mettre au point des mesures en vue de réaliser le désarmement.

Le résultat de la première phase de la C. D. E. sera examiné lors de la conférence d'évaluation suivante, qui est prévue en 1986 à Vienne, où il pourra être décidé, sur base de cette évaluation et à la lumière des autres négociations sur le désarmement intéressant l'Europe, de passer éventuellement à la deuxième phase de la C. D. E.

Ce mandat prévoit également que les mesures de confiance et de sécurité doivent être équilibrées et réciproques, qu'elles seront applicables sur l'ensemble du territoire européen (de l'Océan Atlantique à l'Oural), et enfin qu'elles auront une incidence militaire tangible, qu'elles seront impératives sur le plan politique et qu'elles pourront être vérifiées (contrôlées) efficacement.

La Belgique observera strictement ce mandat assigné à la C. D. E. et interviendra activement dans ce cadre afin d'élaborer des propositions qui répondent aux critères fixés. En effet, seule une approche concrète et pragmatique permettra de réduire les tensions actuelles en Europe. Bien plus que de déclarations d'intention générales et grandiloquentes, l'Europe a besoin actuellement d'accords concrets, même à une échelle limitée, qui puissent former la base d'une résorption durable de la crise de confiance grave qui règne sur notre continent. L'objectif louable de la première phase de

is. Het is waar dat er tijdens de voorbije maanden wel enkele moeilijkheden zijn geweest die o.m. te maken hadden met de speciale houding die Griekenland innam in verband met bepaalde vraagstukken. Het is waar dat de Top van Athene geen enkele tekst heeft voortgebracht inzake politieke samenwerking, maar iedereen was het er op dat ogenblik over eens dat het misschien beter was niet de indruk te geven de les te willen lezen aan derde landen, op een ogenblik dat men eindeloos verdeeld is over problemen, die althans in de ogen van deze derde landen, vrij marginaal zijn.

De Minister is ervan overtuigd dat het Franse Voorzitterschap de bedoeling heeft de Europese politieke samenwerking tijdens de komende zes maanden maximaal te laten functioneren. Ook van Belgische zijde leven bepaalde ideeën dienaangaande onder meer in verband met de politieke aspecten van de veiligheid, die nog nader moeten worden uitgewerkt.

Deel 2 — Oost-West betrekkingen

A. — C. D. E.

Conferentie over vertrouwens- en veiligheidswekkende maatregelen en ontwapening in Europa

I. Achtergrond

De overeenkomst om de C. D. E. te houden is een van de substantiële resultaten van de toetsingsconferentie van Madrid. De C. D. E. speelt zich dus af in het ruimere kader van het zgn. Helsinki-proces (Conferentie over Veiligheid en Samenwerking in Europa) dat een leidraad bevat voor de betrekkingen tussen de 35 deelnemende Staten (alle Europese Staten min Albanië en plus Canada en de V. S. A.).

Op de toetsingsconferentie van Madrid werd tevens, op westers initiatief, een precies mandaat voor de C. D. E. uitgewerkt en aanvaard. Blijkens dit mandaat moet de C. D. E. in een eerste fase, die thans te Stockholm van start gaat, doeltreffende en concrete stappen ondernemen om het vertrouwen en de veiligheid in Europa te versterken, zodat het risico van een militaire confrontatie in Europa vermindert, en in een latere tweede fase maatregelen uitwerken om ontwapening tot stand te brengen.

Het resultaat van de eerste fase van de C. D. E. zal onderzocht worden op de volgende toetsingsconferentie, die gepland is in 1986 te Wenen, waar, op basis van die evaluatie en in het licht van de andere ontwapeningsonderhandelingen die Europa aangaan, kan worden beslist om eventueel over te stappen naar de tweede fase van de C. D. E.

Het mandaat stelt verder dat de vertrouwens- en veiligheidswekkende maatregelen evenwichtig en wederkerig moeten zijn, toepasselijk zullen zijn op het hele Europese grondgebied (van de Atlantische Oceaan tot de Oeral) en tenslotte militair betekenisvol, politiek bindend en op toereikende wijze verifieerbaar (controleerbaar) moeten zijn.

België zal dit mandaat voor de C. D. E. strikt naleven en binnen dit kader actief optreden om voorstellen uit te werken die voldoen aan de gestelde criteria. Het is immers slechts door een concrete en pragmatische aanpak dat de vermindering van de huidige spanningen in Europa kan worden gerealiseerd. Veel meer dan aan algemene welluidende intentieverklaringen heeft Europa thans nood aan concrete afspraken, zelfs op beperkte schaal, die de basis kunnen vormen voor een duurzame verbetering van de ernstige vertrouwenscrisis op ons continent. Door het

la C. D. E. est de réaliser une plus grande transparence sur le plan conventionnel ce qui réduira le risque d'un conflit militaire en Europe.

Les représentants belges sont donc partis à Stockholm pour aller y défendre des idées bien définies au sujet de mesures de confiance et de sécurité à élaborer. Il existe des possibilités de progrès réels par rapport à l'acte final d'Helsinki sur le plan de l'information mutuelle, par exemple une plus grande transparence en ce qui concerne les budgets militaires, sur le plan de la stabilisation, par exemple par une généralisation du système de notification préalable de manœuvres, et sur le plan de la vérification.

Ce dernier aspect devra évidemment jouer un rôle important dans le cadre de la C. D. E., étant donné que l'efficacité de l'ensemble du processus est en grande partie tributaire de la disposition de tous les Etats participants à permettre le contrôle de l'exécution réelle des engagements contractés.

Pour la Belgique, cet ensemble de mesures de confiance et de sécurité est réaliste et réalisable et fournit le fondement nécessaire au développement ultérieur du processus de désarmement.

La Belgique espère que par cette approche concrète, la C. D. E., outre les négociations plus particulières sur le désarmement, telles que START, I.N.F. et M.B.F.R. (auxquelles la C. D. E. ne se substitue d'ailleurs pas), contribuera au maintien de la paix en Europe.

II. Déroulement de la séance d'ouverture solennelle (du 16 au 19 janvier 1984)

La Conférence de Stockholm s'est ouverte dans une atmosphère de doutes qui n'ont d'ailleurs pas été entièrement dissipés.

Le discours inaugural a été prononcé par le Premier Ministre suédois, Olaf Palme, qui en dehors d'un texte préparé a évoqué, d'une manière pas très heureuse, les problèmes des I. N. F. et des armements conventionnels.

M. Shultz, tout en étant moins modéré que celui prononcé l'avant-veille par le Président Reagan, s'est prononcé pour une ouverture vers le dialogue.

L'intervention de M. Gromyko a été, dans une première partie, d'un ton violent et accusateur. Tout en étant plus positive, la seconde partie relevait encore de la propagande. Le Ministre soviétique y a évoqué des thèmes plus généraux (non-recours à la force) qui, à la rigueur, pourraient être pris en considération au terme d'un processus de réduction des tensions mais qui ne peuvent constituer un point de départ vraiment utile.

Il y a lieu de remarquer que les Soviétiques rejettent toute « mesure de confiance » qu'ils considèrent comme étant à l'avantage exclusif de l'Occident (la transparence).

Les ministres des Affaires étrangères des pays participants étaient présents à la conférence sauf quelques exceptions mineures.

L'un des principaux avantages de la Conférence de Stockholm a été de permettre une série de contacts bilatéraux dont :

a) l'entretien Shultz-Gromyko qui a duré plus de 5 heures

Le dialogue a été dur mais « nécessaire » (Shultz) et « utile » (Gromyko). Les deux ministres se sont déclarés contrariés par le discours de l'autre.

Le Ministre soviétique a laissé clairement entendre que si les U.S.A. voulaient donner une image trop optimiste de la situation actuelle (business as usual), il serait obligé de réfuter pareille version. Une certaine discrétion s'impose donc dans l'évaluation publique des relations Est-Ouest.

scheppen van transparantie, grotere doorzichtigheid op het conventionele vlak, vermindert het risico van een militaire confrontatie in Europa, wat het nobele doel is van de eerste C. D. E.-fase.

België is dan ook naar Stockholm vertrokken met welbepaalde ideeën over de uit te werken vertrouwens- en veiligheidswekkende maatregelen. Mogelijkheden voor reële vooruitgang ten opzichte van de Slotakte van Helsinki bestaan op het vlak van de wederzijdse informatie, bv. meer doorzichtigheid inzake de militaire budgetten, op het vlak van de stabilisatie, bv. door een uitbreiding van het systeem van voorafgaande aankondigingen van manoeuvres, en op het vlak van de verificatie.

Dit laatste aspect zal uiteraard ook op de C. D. E. een belangrijke plaats moeten krijgen, daar de efficiëntie van het hele proces voor een groot gedeelte afhankelijk is van de bereidheid bij alle deelnemende Staten om te laten controleren dat de aangegane verbintenissen werkelijk uitgevoerd worden.

België meent dat dergelijk pakket van vertrouwens- en veiligheidswekkende maatregelen realistisch en haalbaar is en een noodzakelijke fundering biedt voor de ontwikkeling van het verdere ontwapeningsproces.

België hoopt dat door deze concrete aanpak de C.D.E., naast de nadere ontwapeningsgesprekken zoals START, I. N. F. en M. B. F. R. (waarvoor de C. D. E. trouwens geen substituut is), zal bijdragen tot de vrede in Europa.

II. Verloop van de plechtige openingsvergadering (van 16 tot 19 januari 1984)

De Conferentie van Stockholm werd geopend in een sfeer van twijfels die overigens nog niet volledig zijn verdwenen.

De openingstoespraak werd gehouden door de Zweedse Eerste Minister, Olaf Palme, die in een geslaagde parenthesis op zijn voorbereide tekst de vraagstukken van de I.N.F. en van de conventionele bewapening schetste.

De heer Shultz sprak zich uit voor het houden van een dialoog, maar hij was toch minder gematigd dan President Reagan twee dagen voordien.

Het eerste gedeelte van de toespraak van de heer Gromyko was heftig en beschuldigend. Het tweede gedeelte was weliswaar positiever, maar zweemde toch naar propaganda, toen de Sovjetminister de algemene thema's aansneed (het niet gebruik maken van geweld), die desnoods in overweging zouden kunnen worden genomen na een periode van spanningsvermindering, maar die geen echt nuttig uitgangspunt kunnen vormen.

Er zij aangestipt dat de Sovjets elke « vertrouwensmaatregel » verwerpen die zij beschouwen uitsluitend in het voordeel van het Westen (doorzichtigheid) te zijn.

De ministers van Buitenlandse Zaken van de deelnemende landen waren, enkele kleine uitzonderingen niet te na gesproken, op de Conferentie aanwezig.

Een van de grote voordelen van Stockholm was dat een reeks bilaterale contacten mogelijk waren waaronder :

a) het onderhoud tussen Shultz en Gromyko (meer dan vijf uur)

Het gesprek was hard maar « noodzakelijk » (Shultz) en « nuttig » (Gromyko). Beide ministers verklaarden geërgerd te zijn door de toespraak van de andere.

De Sovjetminister liet duidelijk verstaan dat, mochten de U. S. A. een al te optimistisch beeld van de huidige toestand willen schetsen (business as usual), hij verplicht zou zijn een dergelijke versie tegen te spreken. Bijgevolg moet wat terughoudendheid in de openbare evaluatie van de Oost-Westbetrekkingen aan de dag gelegd worden.

M. Gromyko a confirmé l'attitude actuelle de l'U.R.S.S. en matière de négociations I. N. F.; en ce qui concerne les START, il a laissé entendre qu'une évaluation de la situation était en cours à Moscou, ce qui laisse présager un retour des Soviétiques à la négociation lorsque cette évaluation serait terminée; pour ce qui a trait aux M. B. F. R., M. Gromyko a laissé entrevoir une reprise prochaine (depuis lors, la date du 16 mars a été précisée).

La situation dans le monde (Moyen-Orient, Amérique centrale, etc.) a été évoquée, les deux interlocuteurs demeurant sur leurs positions traditionnelles.

L'entretien n'a donc rien débloqué mais le fait que ces sujets aient pu être abordés constitue en lui-même un facteur positif.

Il n'a pas été question de sommet et les questions économiques n'ont pas été évoquées.

b) les entretiens entre M. Gromyko et les autres ministres.

Aucun de ceux-ci n'a amené d'éléments nouveaux. Il semblait que pour M. Gromyko, cette série de conversations devenait accessoire après l'entretien avec M. Shultz. Détendu et même aimable, M. Gromyko s'est contenté de demeurer sur un plan assez superficiel. Dans son entretien avec le ministre allemand Genscher, le ministre soviétique a, en particulier, rejeté l'idée de « transparence ».

III. Conversations Tindemans-Gromyko

Avec le ministre belge, M. Gromyko a évoqué l'idée de la conclusion d'un pacte de non-recours à la force. Ce même sujet a fait également l'objet d'entretiens du ministre belge avec d'autres collègues.

Le Ministre des Relations extérieures n'a pas rejeté d'emblée l'idée d'un pacte à ce sujet, encore qu'il faille se poser la question de savoir si cela ne serait pas prématuré à l'heure actuelle. Que veulent exactement les Soviétiques? Sont-ils prêts à traduire l'idée en propositions concrètes allant au-delà de simples formules déclaratoires? Selon le Ministre des Relations extérieures, il s'agit avant tout de restaurer un climat de confiance et il convient de commencer par de petites mesures concrètes (block-building process) avant d'aborder les grands principes. Par ailleurs, on peut se demander si nos opinions publiques ne s'étonneraient pas de voir nos gouvernements signer un accord de non-recours à la force, alors que l'U. R. S. S. occupe toujours l'Afghanistan. Cela ne serait-il pas perçu comme une « légitimation » de l'occupation soviétique de ce pays?

Le ministre belge a estimé que la seconde partie du discours de M. Gromyko lui avait paru comporter certaines ouvertures et certains aspects positifs. Cela signifie-t-il que l'U. R. S. S. est prête à œuvrer activement et utilement pour le succès de la C. D. E. à Stockholm? M. Gromyko a donné une réponse positive.

Dans ces conditions, le Ministre des Relations extérieures voit trois raisons de relatif optimisme quant à l'avenir de la Conférence :

a) la présence des ministres de l'Est, de l'Ouest et des pays non alignés aux séances inaugurales et leurs très nombreuses rencontres;

b) le dernier discours du président Reagan, le discours de M. Shultz et la seconde partie du discours de M. Gromyko à l'inauguration de la C. D. E.;

De heer Gromyko heeft de huidige houding van de U. S. S. R. inzake het I. N. F.-overleg bevestigd; inzake de START heeft hij laten verstaan dat men in Moskou bezig was de toestand te evalueren (wat het vermoeden doet rijzen dat de Sovjets weer aan de onderhandelingsstafel zullen plaatsnemen wanneer die evaluatie zal zijn beëindigd); aangaande M. B. F. R. heeft de heer Gromyko een hervatting in het vooruitzicht gesteld (sindsdien werd de datum van 16 maart vastgelegd).

De toestand in de wereld (Nabije Oosten, Midden Amerika enz.) werd ter sprake gebracht, waarbij beide gesprekspartners op hun traditionele standpunt bleven staan.

Het onderhoud heeft derhalve niets gedeblokkeerd, maar het feit alleen al dat die onderwerpen konden worden aangesneden, is op zichzelf reeds een positieve factor.

Er was geen sprake van een topontmoeting en de economische vraagstukken bleven onaangeroerd.

b) het onderhoud tussen Gromyko en de andere ministers.

Geen van die ontmoetingen heeft nieuwe elementen opgeleverd. Het ziet er naar uit dat die gesprekken voor Gromyko van bijkomstig belang waren na het onderhoud met Shultz. De heer Gromyko was ontspannen en zelfs vriendelijk en hij vergenoegde zich ermee vrij oppervlakkig te blijven. In zijn onderhoud met de Duitse minister Genscher heeft de Sovjetminister in het bijzonder de idee van « doorzichtigheid » verworpen.

III. Gesprek Tindemans-Gromyko

Met de Belgische minister heeft de heer Gromyko de idee van het sluiten van een pact van het niet gebruik maken van geweld aangesneden (datzelfde onderwerp kwam eveneens ter sprake in gesprekken van de Belgische minister met andere collega's).

De Minister van Buitenlandse Betrekkingen heeft de idee van een dergelijk pact niet terstond afgewezen, hoewel de vraag rijst of een en ander thans niet voorbarig zou zijn. Wat willen de Russen eigenlijk? Zijn zij bereid om die idee om te zetten in concrete voorstellen die verder reiken dan louter holle formules? Volgens de Minister van Buitenlandse Betrekkingen gaat het er in de eerste plaats om een sfeer van vertrouwen te herstellen en men moet met kleine concrete maatregelen beginnen (block-building process) alvorens de grote beginselen aan te vatten. Overigens kan men zich afvragen of de bevolking van onze Westerse landen niet met grote verwondering de respectieve regeringen een akkoord voor het niet gebruik maken van geweld zou zien ondertekenen, terwijl de U. S. S. R. nog steeds Afghanistan bezet. Zou dat niet worden gezien als een « legitimatie » van de Sovjetbezetting van dat land?

De Belgische minister was van oordeel dat het tweede gedeelte van de toespraak van de heer Gromyko enkele openingen en sommige positieve aspecten scheen te bevatten. Betekent zulks dat de U. S. S. R. bereid is actief en opbouwend te ijveren voor het succes van de C. D. E. in Stockholm? De heer Gromyko bevestigde dat.

In die context ziet de Minister van Buitenlandse Betrekkingen drie redenen voor een voorzichtig optimisme aangaande de toekomst van de Conferentie :

a) de aanwezigheid van de ministers van het Oostblok, van de Westerse landen en van de niet-gebonden landen op de openingsvergadering, en hun talrijke ontmoetingen;

b) De laatste toespraak van President Reagan, de toespraak van de heer Shultz en het tweede gedeelte van de toespraak van de heer Gromyko op de openingsvergadering van de C. D. E.

c) le long entretien Shultz-Gromyko : quand on se parle si longtemps c'est qu'on a beaucoup de choses à se dire dont certaines sont constructives.

B. — Initiative belge à l'OTAN

Le Ministre Tindemans a proposé, le 8 décembre, au Conseil ministériel de l'OTAN que l'Alliance entreprenne une évaluation approfondie des relations Est-Ouest. Cette étude se placerait dans le cadre du rapport sur les futures tâches de l'Alliance (Rapport Harmel), de décembre 1967, et plus particulièrement de ses paragraphes 5, 7, 16 et 17. Elle porterait essentiellement sur le volet « dialogue et diminution des tensions » du binôme défense-détente (§ 5). En cela, elle formerait un exercice parallèle, consacré à la détente, à la concertation intensive qui vient de se dérouler sur les I. N. F.

Un des dangers qui guettent l'Alliance en ce moment est que certains pays membres ne considèrent le problème I. N. F. comme « réglé » et, ne ressentant plus la nécessité d'une concertation aussi serrée, ne se lancent dans des initiatives individuelles et non préparées qui porteraient gravement préjudice à la cohésion, si chèrement acquise, de l'Alliance.

Il y a, sur la réalité soviétique, des perceptions fort différentes, par exemple, celles des Américains, celles des Allemands et celles des pays nordiques; ces différences d'évaluation peuvent mener à des politiques divergentes. Un exercice de réflexion en commun pourrait, dans une certaine mesure, harmoniser ces vues.

L'initiative belge repose essentiellement sur deux convictions et sur une conclusion. Les convictions sont :

1. qu'il n'y a pas d'alternative à la détente (ou à l'établissement de relations « normales » entre l'Est et l'Ouest).

2. qu'il faut éviter les erreurs du passé, car une détente véritable ne peut se construire qu'avec une parfaite connaissance de ses objectifs et de ses limitations.

La conclusion est qu'il est impératif de dégager, au sein de l'Alliance, les orientations d'une politique concertée, cohérente et durable des relations Est-Ouest.

Il n'y a, pour les sociétés occidentales, par d'alternative à une politique de dialogue et de diminution des tensions. Par contre, les pays de l'Est peuvent maintenir indéfiniment une telle politique de confrontation et même en tirer parti, puisqu'elle leur permet de renforcer la discipline intérieure, d'exciter la xénophobie, de raviver les sentiments patriotiques et d'exiger des sacrifices plus lourds. En outre, il y aurait pour nous un sérieux danger à vouloir maintenir la confrontation trop longtemps : elle augmente le sentiment d'encerclement et d'insécurité de l'U. R. S. S., ce qui pourrait avoir des effets très déstabilisants. D'ailleurs, si on devait lui imposer une politique de confrontation à long ou, même à moyen terme, l'opinion européenne refuserait bientôt de suivre cette voie et de graves divisions apparaîtraient dans l'Alliance, voire à l'intérieur des pays membres.

L'Occident a cependant été profondément désillusionné par ses tentatives précédentes de détente. La coexistence pacifique annoncée par Krouchtchev et qui avait culminé dans le Printemps de Prague et l'optimisme du Rapport Harmel, a brusquement révélé ses limitations lors de l'in-

c) Het lange onderhoud Shultz-Gromyko : wanneer men zo lang met elkaar spreekt, heeft men heel wat — ook constructieve — dingen te zeggen.

B. — Belgisch initiatief bij de NATO

Minister Tindemans stelde op 8 december aan de Raad van ministers van de NATO voor dat de Alliantie de Oost-Westbetrekkingen ten gronde zou evalueren. Die studie zou kaderen in het verslag betreffende de toekomstige taken van de Alliantie (Verslag Harmel van december 1967) en meer in het bijzonder betreffende de paragrafen 5, 7, 16 en 17. Ze zou hoofdzakelijk moeten slaan op het stuk « dialoog en vermindering van de spanningen » van het binomium defensie-ontspanning (§ 5). Zodoende zou die studie een aan de detente gewijde oefening vormen die parallel loopt met het intensieve overleg dat zopas over de I. N. F. heeft plaatsgehad.

Een van de gevaren die de Alliantie thans bedreigen, is dat sommige landen-leden het I. N. F.-probleem als « opgelost » beschouwen, dat zij derhalve niet meer de noodzaak van een zo intensief overleg aanvoelen en zich op het pad van de individuele en niet-voorbereide initiatieven gaan begeven, die de zo duur betaalde samenhang van de Alliantie ernstig in gevaar kunnen brengen.

Zo wordt de Sovjetrealiteit op een heel verschillende manier ervaren door de Amerikanen, de Duitsers en de Scandinavische landen; die verschillen in beoordeling kunnen tot een uiteenlopend beleid voeren. Een gemeenschappelijke bezinningsoefening zou die zienswijze enigszins kunnen harmoniseren.

Het Belgische initiatief steunt hoofdzakelijk op twee overtuigingen en op een besluit. De overtuigingen zijn :

1. dat er geen alternatief voor de detente is (of voor het totstandkomen van « normale » betrekkingen tussen Oost en West).

2. dat men moet vermijden te hervallen in de vergissingen van het verleden; een echte ontspanning kan immers slechts tot stand komen wanneer de doelstellingen en de grenzen ervan volledig gekend zijn.

Hieruit moet worden besloten dat het hoognodig is in de Alliantie te komen tot een goed overlegd, samenhangend en duurzaam beleid inzake Oost-Westbetrekkingen.

Voor de Westerse landen bestaat geen andere keuze dan een beleid dat gericht is op een dialoog en of een vermindering van de spanningen. De landen van het Oostblok kunnen daarentegen zulk een confrontatiebeleid onbeperkt voortzetten en er zelfs voordeel uit halen, aangezien het hun de kans biedt de binnenlandse disciplines te versterken, de xenofobie aan te wakkeren, de patriotische gevoelens te doen herleven en nog zwaardere lasten op te leggen. Bovendien zou er voor ons een groot gevaar kunnen zijn wanneer wij de confrontatie al te lang willen doorzetten : zij verhoogt in de U. S. S. R. het gevoel van ingeslotenheid en van onzekerheid, hetgeen tot een verregaande destabilisatie kan leiden. Indien men haar op lange of middellange termijn een op een confrontatie gericht beleid mocht opleggen, dan zou de Europese opinie weldra weigeren die weg te volgen en zou grote verdeeldheid binnen de Alliantie of zelfs binnen de lid-staten ontstaan.

Toch heeft het Westen een diepe ontgoocheling opgelopen met zijn vroegere pogingen om tot een ontspanning te komen. De grenzen van de door Kroustjev aangekondigde vreedzame coëxistentie die haar climax bereikte in de Praagse lente en het optimisme van het Verslag Harmel,

vasion de la Tchécoslovaquie et du triomphe de la « souveraineté limitée ». Un nouveau départ avait été donné à la détente par l'élaboration de la C.S.C.E., qui avait trouvé un couronnement à Helsinki, en 1975. Cette dernière tentative d'établir un ordre international basé sur le respect du droit international et des principes essentiels du bon voisinage entre Etats et de la dignité humaine s'est enlisée avec l'invasion de l'Afghanistan et les événements en Pologne.

Ces deux échecs ont clairement démontré les faiblesses et les insuffisances de notre conception de la détente. Celle-ci pêchait sans doute par excès d'idéalisme : l'Occident en attendait trop et ne tenait pas compte des réalités politiques et idéologiques de l'autre côté.

Afin d'éviter que les pays européens ne se précipitent dans une nouvelle tentative de détente, sans se concerter, sans tenir compte des erreurs du passé et sans savoir où ils veulent aller, il convient d'évaluer de façon approfondie et objective, le passé de la détente, ses limitations inhérentes et ses objectifs futurs. Cette étude pourrait servir de base à l'établissement de principes directeurs, utilisables par tous les pays membres de l'Alliance dans leurs relations avec les pays de l'Est.

L'élaboration d'une telle doctrine de la détente, souple mais durable, concise mais cohérente, devrait en outre permettre aux démocraties occidentales d'assurer une continuité de conception et d'exécution suffisante pour assurer leur sécurité à long terme. Peu d'entreprises nécessitent autant de continuité dans la pensée et dans l'exécution que l'établissement d'une paix durable et juste, qui sauvegarde notre sécurité et notre liberté.

C. — Les négociations relatives aux forces nucléaires à portée intermédiaire (I. N. F.)

1. Le déroulement des négociations de Genève

a) Rappel historique de l'évolution suivie depuis le début

1. Les négociations se sont ouvertes à Genève en date du 30 novembre 1981. La raison de ce début tardif est double :

a) du côté américain, le Président Reagan qui avait accédé au pouvoir en janvier 1981 a voulu que son administration entreprenne une étude en profondeur de tous les dossiers « maîtrise des armements et désarmement » hérités de l'administration précédente;

b) du côté soviétique, Moscou refusait d'ouvrir des négociations tant que l'Alliance n'aurait pas annulé sa « double décision ».

2. De l'automne 1980 à l'automne 1981, des réunions préliminaires entre parties négociatrices (E. U. et U. R. S. S.) ont mis au point l'approche des négociations.

3. Durant la première phase de celles-ci (30 novembre 1981-16 mars 1982), les Etats-Unis ont annoncé qu'ils étaient prêts à renoncer au déploiement des 572 P.II et G. L. C. M. si l'U. R. S. S., de son côté, acceptait de détruire la totalité de ses missiles S. S.-4, 5 et 20. Cette proposition,

kwamen op brutale wijze aan het licht op het ogenblik van de invasie van Tsjechoslovakije en de triomf van de « beperkte solidariteit ». Aan de ontspanning werd een nieuwe start gegeven door de uitwerking van de C.V.S.E., die haar bekroning vond in 1975 te Helsinki. Deze laatste poging om een internationale orde te creëren op basis van de eerbiediging van het internationale recht en van de essentiële principes inzake goede nabuurschap tussen de Staten zowel als van de menselijke waardigheid is teniet gegaan met de invasie van Afghanistan en de gebeurtenissen in Polen.

Beide mislukkingen hebben duidelijk de zwakheid en de ontoereikendheid van onze opvatting inzake ontspanning aangetoond. Ongetwijfeld was die opvatting gekenmerkt door een overdreven idealisme : het Westen verwachtte er veel van en hield geen rekening met de politieke en ideologische realiteit aan de overkant.

Wil men vermijden dat de Europese landen hals over kop een nieuwe op detente gerichte poging wagen zonder overleg en zonder rekening te houden met de vergissingen uit het verleden en zonder te weten waar zij heen willen, dan moeten de precedentes i.v.m. de ontspanning, de inherente beperkingen ervan en de toekomstige doelstellingen grondig en op objectieve wijze worden bestudeerd. Die studie zou kunnen dienen als basis voor het vaststellen van de hoofdprincipes die door alle lid-staten van de Alliantie in hun betrekkingen met de Oostbloklanden zou kunnen worden toegepast.

Het uitwerken van een dergelijke soepele maar duurzame, beknopte maar samenhangende ontspanning-doctrine zou bovendien de Westerse democratieën in staat moeten stellen voldoende continuïteit inzake opvatting en uitvoering te waarborgen opdat hun zekerheid op lange termijn veilig gesteld zou zijn. Weinig initiatieven vergen zoveel continuïteit in gedachtengang en uitvoering als het tot stand brengen van een duurzame en rechtmatige vrede die onze veiligheid en onze vrijheid moet waarborgen.

C. — Onderhandelingen over de kernstrijdkrachten voor middellange afstand (I. N. F.)

1. Het verloop van de onderhandelingen te Genève

a) Historisch overzicht van de evolutie vanaf het begin

1. De onderhandelingen werden op 30 november 1981 te Genève geopend. Twee oorzaken lagen aan deze laat-tijdige start ten grondslag.

a) van Amerikaanse zijde wilde president Reagan, die in januari 1981 aan de macht was gekomen, dat zijn regering een grondige studie zou ondernemen van alle door de vorige regering nagelaten « wapenbeheersing- en ontwapeningsdossiers »;

b) van Sovjetzijde weigerde Moskou de onderhandelingen te openen zolang de Alliantie niet van zijn « dubbelbesluit » afziet.

2. Tussen de herfst van 1980 en de herfst van 1981 werd tijdens voorafgaande vergaderingen door de onderhandelende partijen (Verenigde Staten en U. S. S. R.) hun respectieve benadering van de onderhandelingen vastgelegd.

3. Tijdens de eerste fase (30 november 1981-16 maart 1982) kondigden de Verenigde Staten dat ze bereid waren af te zien van de opstelling van de 572 P.II en G. L. C. M., indien de U. S. S. R. haar S. S.-4, S. S.-5 en S. S.-20 wou vernietigen. Dit voorstel, waarover reeds voordien binnen

préalablement concertée au sein de l'Alliance, a été connue sous le nom d'« option zéro » et visait à rendre superflu tout déploiement américain en Europe. Cette proposition a été présentée sous forme de projet de traité le 2 février 1982.

Ce projet prévoyait également des mesures complémentaires destinées à accroître l'efficacité de la « solution zéro », en limitant le nombre des missiles S. R. I. N. F. (S. S.-23, S. S.-12, S. S.-22 et S. S.-21) que l'U. R. S. S. serait autorisée à déployer dans les positions avancées des pays d'Europe de l'Est.

De leur côté, les Soviétiques ont déposé le 4 février 1981 une « déclaration d'intentions » prévoyant essentiellement que les Etats-Unis et l'U. R. S. S. ramèneraient le nombre de leurs missiles et avions à « moyenne portée » déployés ou « destinés à être utilisés » en Europe à 600 unités pour fin 1985 et à 300 unités pour la fin de 1990. Les forces françaises et britanniques étaient prises en compte dans le plafond fixé pour les Etats-Unis.

M. Brejnev a annoncé le 16 mars un « moratoire unilatéral » dans le déploiement des SS-20. Le moratoire était restreint à la construction de nouvelles bases de missiles dans la partie européenne du territoire soviétique.

4. Au cours de la seconde phase des négociations (20 mai 1982-20 juillet 1982), les Etats-Unis ont continué à défendre la « position zéro ». L'U. R. S. S., pour sa part, a repris dans un projet de traité les propositions contenues dans sa « déclaration d'intentions » en les modifiant légèrement.

5. Les négociations ne marquant guère de progrès, l'ambassadeur américain Nitze a été autorisé en juin 1982, à sonder, dans des conversations privées, les domaines dans lesquels l'U. R. S. S. pourrait faire preuve de souplesse. Ces rencontres ont reçu ultérieurement la dénomination de « promenade dans les bois ». Les propositions qui furent formulées à cette occasion prévoyaient :

— la réduction des déploiements de part et d'autre à 225 lanceurs de missiles et avions;

— un sous-plafond de 75 lanceurs de missiles LRINF comprenant pour l'U. R. S. S. uniquement des missiles balistiques et pour les U. S. A. uniquement des missiles de croisière.

Washington exprimait des réserves au sujet de certains aspects de cette formule mais a autorisé M. Nitze à poursuivre ce type de sondage informel. Moscou de son côté a rejeté l'ensemble du concept.

6. Durant la troisième phase des négociations (30 septembre 1982-30 novembre 1982), les Etats-Unis et l'U. R. S. S. ont continué à fournir des explications au sujet de leurs propositions respectives.

b) *Evolution des discussions en 1983*

1. a) Au cours de la quatrième phase des négociations (27 janvier 1983-29 mars 1983), la délégation américaine a tout d'abord poursuivi et approfondi sa présentation de la « solution zéro/zéro ». Outre que pareille solution présentait des avantages évidents en matière de contrôle et de surveillance, elle constituait une mesure de désarmement véritable et non seulement une limitation des armements. Tout en avançant cette proposition, la délégation américaine a fait connaître à ses interlocuteurs soviétiques qu'elle demeurait prête à prendre en considération toute proposition sérieuse émanant de leur part.

het Bondgenootschap overleg werd gepleegd, werd bekend als de « nul-optie » en trachtte elke Amerikaanse opstelling in Europa overbodig te maken. Op 2 februari 1982 werd dit voorstel ingediend als verdragsontwerp.

Dit ontwerp voorzag eveneens, bijkomende maatregelen om de doeltreffendheid van de « nul-oplossing » te verhogen door beperking van het aantal S. R. I. N. F.-raketten (S. S.-23, S. S.-12, S. S.-22 en S. S.-21) dat de U. S. S. R. in vooruitgeschoven posities in de Oosteuropese landen zou mogen ontplooiën.

Op 4 februari 1981 dienden de Sovjets een « intentieverklaring » in, die er hoofdzakelijk in voorzage dat de Verenigde Staten en de U. S. S. R. hun aantal raketten en vliegtuigen « voor de middellange afstand », die reeds waren opgesteld of « bestemd voor gebruik in Europa », vóór eind 1985 tot 600 stuks zouden terugbrengen en tot 300 stuks vóór eind 1990. De Franse en Britse strijdkrachten waren in de berekening van het vastgelegde plafond voor de Verenigde Staten opgenomen.

Op 16 maart kondigde de heer Brezjnev een « unilateraal » moratorium inzake de S. S.-20 ontplooiing aan. Dat moratorium was beperkt tot de opbouw van nieuwe raket-bassissen in het Europese gedeelte van het Sovjet grondgebied.

4. In de loop van de tweede onderhandelingsfase (20 mei 1982-20 juli 1982) zetten de Verenigde Staten de verdediging van het « nul-voorstel » voort. De U. S. S. R. wijzigde de in een verdragsontwerp vastgelegde voorstellen van haar « intentieverklaring » lichtjes.

5. Daar de onderhandelingen bijna geen vooruitgang boekten, werd het de Amerikaanse Ambassadeur Nitze in juni 1982 toegestaan tijdens privé-gesprekken te peilen naar de gebieden waarop de U. S. S. R. blijk van soepelheid zou kunnen geven. Die ontmoetingen werden later als de « boswandeling », bekend. De voorstellen die hierbij geopperd werden, voorzagen in :

— de wederzijdse vermindering tot 225 lanceersystemen en vliegtuigen;

— een subplafond van 75 LRINF-raketdragers dat voor de U. S. S. R. uitsluitend ballistische raketten omvat en voor de Verenigde Staten uitsluitend kruisraketten.

Washington tekende voorbehoud aan voor bepaalde aspecten van die formule (maar wenste het gesprek te zetten). Moskou echter verwierp het concept in zijn geheel.

6. Tijdens de derde fase van de onderhandelingen (30 september 1982-30 november 1982) gaven de Verenigde Staten en de Sovjetunie meer uitleg over hun wederzijdse voorstellen.

b) *Ontwikkeling van de gesprekken in 1983*

1. a) Tijdens de vierde onderhandelingsfase (17 januari 1983-29 maart 1983) zette de Amerikaanse delegatie eerst de uiteenzetting van de nul/nul oplossing voort en diepte ze uit. Naast het feit dat een dergelijke oplossing duidelijke voordelen inzake controle en toezicht inhield, vormde ze ook een maatregel om tot een echte ontwapening en niet alleen tot een wapenbeperking te komen. De Amerikaanse delegatie gaf aan haar Sovjetrussische gesprekspartners te kennen dat ze bereid bleef elk ernstig voorstel van hun zijde in overweging te nemen.

Dans ce dernier contexte, la partie américaine a énuméré les critères à partir desquels une proposition soviétique serait évaluée :

- égalité des droits et des obligations entre les deux parties négociatrices, Etats-Unis et U. R. S. S.;
- prise en compte uniquement des systèmes de ces deux parties;
- limitation des LRINF sur une base globale et non simplement géographique, c'est-à-dire indépendamment de la localisation des systèmes (en Europe ou en Asie);
- non-réduction de la contribution américaine aux capacités de défense conventionnelles de l'Alliance (une telle réduction eût découlé de la prise en compte des avions à double capacité, nucléaire et conventionnelle);
- nécessité d'un contrôle adéquat.

b) Il est rapidement apparu que les Soviétiques, non seulement n'étaient pas prêts à engager une discussion sérieuse sur base des critères avancés, mais qu'ils se refusaient à formuler des propositions qui eussent tenu compte des préoccupations fondamentales de sécurité des Alliés.

c) Dès lors, afin de rendre plus de flexibilité à une négociation qui risquait de se diriger vers une impasse, la délégation américaine, après consultation de ses alliés, a avancé, en date du 29 mars, une proposition de « solution intérimaire ». Aux termes de celles-ci, les Etats-Unis étaient disposés à limiter à un niveau devant être négocié le nombre d'ogives nucléaires montées sur les LRINF basés à terre, pourvu que l'Union soviétique réduise à ce même niveau ses armements de même type, quelle que soit la localisation de ces derniers.

d) Les Soviétiques, pour leur part, ont, dès l'ouverture de la quatrième phase, présenté sous forme de projet de traité leur « nouvelle » proposition antérieure :

Le nombre de missiles que l'U. R. S. S. aurait le droit de déployer se situerait à un niveau équivalent à celui du nombre de missiles détenus par la France et le Royaume-Uni (soit 162 selon les calculs soviétiques).

2. Au cours de la cinquième phase de négociations (17 mai 1983-14 juillet 1983), la délégation américaine s'est efforcée de faire progresser les discussions sur des points subsidiaires de manière à ce que la conclusion d'un accord éventuel ne souffre pas de retard en raison de la nécessité de trouver les consensus nécessaires sur des questions secondaires.

Dans cet esprit, la délégation américaine avait, au cours de la troisième session (30 septembre 1982 au 30 novembre 1982), obtenu la création de deux groupes de travail. La partie soviétique a refusé de s'engager dans cette voie.

Le 3 mai 1983, M. Andropov a laissé entendre que l'Union soviétique pourrait envisager de tenir compte des ogives nucléaires aussi bien que des missiles comme unités de compte des négociations.

La partie soviétique n'a pas voulu fournir de plus amples précisions tant que les Etats-Unis n'auraient pas accepté les lignes fondamentales de la position soviétique.

3. La sixième phase des négociations s'est ouverte le 6 septembre 1983 pour se clôturer brutalement le 23 novembre 1983, lorsque les Soviétiques ont rompu unilatéralement les négociations.

In die context hebben de Amerikanen de criteria opgesomd die als uitgangspunt zullen dienen om een Sovjet-russisch voorstel te evalueren :

- gelijkheid van rechten en plichten van beide onderhandelingspartijen, Verenigde Staten en U. S. S. R.;
- er wordt enkel met de systemen van die beide partijen rekening gehouden;
- beperking van de LRINF op een globale en niet louter geografische basis, d.w.z. los van de plaats waar de systemen opgesteld zijn (in Europa of Azië);
- geen vermindering van de Amerikaanse bijdrage tot de conventionele verdedigingscapaciteit van het Bondgenootschap (een dergelijke vermindering zou volgen uit het feit dat in de onderhandelingen ook rekening gehouden zou worden met de vliegtuigen voor zowel nucleaire als conventionele opdrachten);
- noodzaak van een adequate controle.

b) Al spoedig bleek dat de Sovjets niet alleen niet bereid waren om een ernstige discussie aan te gaan op basis van de aangehaalde criteria, maar dat zij ook weigerden voorstellen te formuleren die rekening zouden houden met de fundamentele bezorgdheid van de Bondgenoten over hun veiligheid.

c) Ten einde de onderhandelingen, die in een impasse dreigden terecht te komen, vlotter te doen verlopen, heeft de Amerikaanse delegatie, na ruggespraak met haar bondgenoten op 29 maart « een interim-oplossing » voorgesteld. Volgens dat voorstel zijn de Verenigde Staten bereid het aantal kernkoppen van de te land opgestelde LRINF te beperken tot een niveau waarover onderhandeld moet worden, op voorwaarde dat de Sovjetunie haar wapens van hetzelfde type tot eenzelfde niveau zou terugbrengen, om het even waar ze opgesteld zijn.

d) De Sovjets dienden vanaf het begin van de vierde fase hun vroegere « nieuw » voorstel in de vorm van een verdragsontwerp in :

Het aantal raketten dat de U. S. S. R. het recht had op te stellen zou gelijk zijn aan het aantal raketten dat Frankrijk en het Verenigd Koninkrijk bezitten (162 volgens de Sovjet-berekeningen).

2. Tijdens de vijfde onderhandelingsfase (17 mei 1981-14 juli 1983), spande de Amerikaanse delegatie zich in om de besprekingen over subsidiaire punten vlot te doen verlopen, zodat het afsluiten van een eventueel akkoord niet vertraagd zou worden, omdat een consensus over bijkomstige kwesties moest bereikt worden.

In die geest had de Amerikaanse delegatie in de loop van de derde zitting (van 30 september 1982 tot 30 november 1982) de oprichting van twee werkgroepen bekomen. De Sovjetrussische gesprekspartners weigerden die weg op te gaan.

Op 3 mei 1983 gaf de heer Andropov te verstaan dat de U. S. S. R. zowel het aantal kernkoppen, als het aantal raketten, als rekeneenheid voor de onderhandelingen zou kunnen gebruiken.

De Sovjetunie heeft geen verduidelijkingen willen geven, zolang de Verenigde Staten niet de hoofdlijnen van het Sovjetstandpunt aanvaardden.

3. De zesde onderhandelingsfase begon op 6 september 1983 en nam onverwacht een einde op 23 november 1983, toen de Sovjets de onderhandelingen eenzijdig afbraken.

a) D'emblée, la délégation soviétique avait rejeté la proposition de fin août concernant la « liquidation des missiles excédentaires » uniquement le démantèlement ou la destruction des lanceurs excédentaires ainsi que les installations et équipements y afférents.

b) Le 27 octobre, l'U. R. S. S. présentait une proposition modifiée :

— il n'y aurait aucun déploiement américain en Europe;

— l'U. R. S. S. réduirait à environ 140 le nombre de ses lanceurs de missiles SS 20 en Europe;

— au moment de l'entrée en vigueur d'un accord sur l'Europe et pourvu qu'aucun changement n'intervienne dans la situation stratégique en Asie, les Soviétiques mettraient unilatéralement fin au déploiement de nouveaux systèmes dans la partie asiatique de leur territoire.

c) De leur côté et après avoir consulté leurs alliés, les Etats-Unis ont tenté de relancer la négociation en proposant, le 22 septembre, trois initiatives visant à rencontrer des préoccupations exprimées antérieurement par la partie soviétique.

II. Rôle et travaux du Groupe consultatif spécial

Lors de leur réunion du 12 décembre 1979, les Ministres ont décidé la création « d'un organe consultatif spécial de haut niveau » pour appuyer les efforts de négociation des Etats-Unis.

Cet organe, qui a reçu le nom de « Groupe consultatif spécial » (G. C. S.), a reçu pour mandat de :

— suivre en permanence le déroulement des négociations;

— faire rapport aux Ministres qui en examineront l'évolution.

L'influence des Européens au sein du G. C. S. s'est manifestée principalement à trois occasions :

1) La « solution zéro » qui a constitué l'objectif initial des négociateurs américains, est d'inspiration européenne et a été adoptée par les Etats-Unis à l'initiative des alliés européens.

2) Lorsque les négociations ont paru se diriger vers l'impasse en mars 1983, c'est à nouveau à l'initiative des alliés européens que les Etats-Unis ont englobé dans leur proposition de base l'alternative de la « solution intérimaire ».

3) Les trois initiatives proposées par les Etats-Unis le 22 septembre ont été prises sur la proposition des alliés européens.

Si les négociations de Genève revêtent un caractère bilatéral, la « présence morale » des alliés européens est néanmoins incontestable.

III. Communiqué du Gouvernement du 30 décembre 1983

« Le Gouvernement belge a entendu le rapport que lui a fait le Ministre des Relations extérieures sur l'état actuel de la question des forces nucléaires à portée intermédiaire (I. N. F.). Ce rapport a analysé successivement : la double décision de l'Alliance du 12 décembre 1979, le déroulement

a) Vanaf de aanvang bood de Sovjetdelegatie aan « overtollige raketten te liquideren », een voorstel dat eind augustus werd geopperd. Het aanbod bevatte enkel de ontmanteling of vernietiging van de overtollige lanceerraketten, zowel als van de bijbehorende installaties en uitrustingen.

b) Op 27 oktober maakte de U. S. S. R. een gewijzigd voorstel bekend :

— er zou geen enkele Amerikaanse lanceerbasis in Europa komen;

— de U. S. S. R. zou haar SS-20 raketdragers in Europa op ongeveer 140 eenheden terugbrengen;

— op het ogenblik dat een akkoord over Europa van kracht zou worden en indien geen enkele wijziging zich zou voordoen, zouden de Sovjets unilateraal een einde maken aan de opstelling van nieuwe systemen in het Aziatisch gedeelte van hun grondgebied.

c) Na ruggespraak met hun bondgenoten probeerden de Verenigde Staten de onderhandelingen nieuw leven in te blazen door op 22 september drie initiatieven op tafel te leggen die bedoeld waren om tegemoet te komen aan de bezorgdheid die reeds voordien van Sovjetzijde ter sprake was gebracht.

II. Rol en werkzaamheden van de Bijzondere Overleggroep

Tijdens hun vergadering van 12 december 1979 besloten de Ministers tot de oprichting van een « bijzonder overlegorgaan op hoog niveau » om de onderhandelingen van de Verenigde Staten kracht bij te zetten.

Dat orgaan, « Bijzondere Overleggroep » (S. C. G.) geheten, kreeg de volgende opdracht :

— het verloop van de onderhandelingen voortdurend volgen;

— er verslag over uitbrengen aan de Ministers die de ontwikkeling ervan zullen onderzoeken.

De invloed van de Europese partners binnen de S. C. G. kwam tot uiting in drie initiatieven :

1) De « nul/nul-oplossing » die het uitgangspunt van de Amerikaanse onderhandelaars uitmaakte, was van Europese inspiratie en werd op initiatief van de Europese Bondgenoten door de Verenigde Staten aangenomen.

2) Toen de onderhandelingen in maart 1983 in een impasse dreigden te raken, werd nogmaals op initiatief van de Europese Bondgenoten in de basisvoorstellen van de Verenigde Staten het alternatief van de « interim-oplossing » opgenomen.

3) De drie initiatieven die door de Verenigde Staten op 22 september werden voorgesteld, zijn genomen op voorstel van de Europese Bondgenoten.

Hoewel de onderhandelingen van Genève een bilateraal karakter hebben, zijn de Europese Bondgenoten en niettemin « geestelijk aanwezig ».

III. Mededeling van de Regering van 30 december 1983

« De Belgische Regering heeft kennis genomen van het verslag van de Minister van Buitenlandse Betrekkingen over de huidige stand van zaken in verband met de Kernstrijdkrachten voor de Middellange Afstand (I. N. F.). Dit verslag analyseert achtereenvolgens : het dubbelbesluit van het

des négociations de Genève, le rôle et les travaux du Groupe consultatif spécial (G. C. S.), l'état des déploiements soviétiques et américains et, finalement, la position belge. Le Ministre a également tiré les conclusions de cette évaluation.

Le Gouvernement a noté le contenu de ce rapport et en a adopté les conclusions.

Le Gouvernement a constaté que deux faits constituent la base de toute réflexion au sujet de la situation actuelle : d'une part, les négociations de Genève n'ont pas conduit jusqu'à présent à des résultats concrets; d'autre part, ces négociations ont été interrompues par la partie soviétique.

Le Gouvernement regrette vivement cette interruption unilatérale des pourparlers de Genève car il estime qu'une solution négociée est non seulement celle qui correspond le mieux à ses souhaits et à sa philosophie mais encore la seule qui permettrait à la Belgique d'éviter, totalement ou partiellement, de devoir déployer des missiles sur son territoire. L'adhésion de la Belgique à la double décision de 1979 est basée sur sa conviction qu'une réponse à la menace spécifique posée par les armes I. N. F. soviétiques est indispensable à sa sécurité. Aussi, en l'absence de solutions négociées, le programme de déploiements devra-t-il se poursuivre selon le rythme et le calendrier prévus.

Ce n'est toutefois pas là une situation irréversible. Au contraire, l'on doit espérer que l'Union soviétique trouvera de son intérêt de revenir aux différentes tables de négociation qu'elle a aujourd'hui quittées et que les discussions pourront reprendre et, finalement, aboutir. En effet, l'objectif ultime de la Belgique demeure la conclusion d'un accord qui rendrait superflu tout déploiement allié.

C'est pourquoi, conformément aux décisions gouvernementales du 12 décembre 1979 et du 19 décembre 1980, le Gouvernement continuera à évaluer régulièrement la situation dans cette optique. Il demande au Ministre des Relations extérieures d'entreprendre toute action ou démarche qu'il juge nécessaire afin d'inciter l'Union soviétique à reprendre le dialogue dans le respect de notre sécurité. Dans cet esprit, il a d'ailleurs noté avec satisfaction la décision du Ministre d'être présent à l'ouverture, à Stockholm, en date du 17 janvier prochain, de la Conférence pour la sécurité et le désarmement en Europe, ainsi que sa récente initiative au Conseil de l'OTAN portant sur une meilleure concertation au sein de l'Alliance en matière de politique de relâchement des tensions.

Cette position correspond à celles adoptées par le Parlement à l'issue des débats qui ont eu lieu les 8 et 9 novembre et le 7 décembre.

Le Gouvernement belge est résolu à persévérer dans la double voie de la fermeté dans la défense et de l'ouverture au dialogue, dans le respect de la doctrine Harmel de l'Alliance atlantique, qui plus que jamais, conserve toute sa validité. »

Partie 3 — Les chiffres budgétaires

La Section 31 du projet de budget du Département pour 1984, relative au Secteur Relations extérieures et Commerce extérieur, porte sur un montant total de 12 585,1 millions de F répartis selon cinq grandes rubriques de la manière indiquée ci-après :

— Dépenses de personnel	3 630,1 millions
— Dépenses de fonctionnement de l'Administration centrale et des postes à l'étranger	1 256,6 millions

Bondgenootschap van 12 december 1979, het verloop van de onderhandelingen te Genève, de rol en de werkzaamheden van de Bijzondere Overleggroep (S. C. G.), de stand van de Sovjetrussische en Amerikaanse opstellingen en, ten slotte, het Belgische standpunt. De Minister heeft tevens de besluiten getrokken uit deze evaluatie.

De Regering nam nota van de inhoud van dit verslag en nam de conclusie ervan aan.

De Regering stelde vast dat twee feiten de basis vormen van elk onderzoek van de huidige situatie : enerzijds, de onderhandelingen te Genève hebben tot nog toe tot geen concrete resultaten geleid; anderzijds werden die onderhandelingen van Sovjetzijde onderbroken.

De Regering betreurt ten eerste deze unilaterale onderbreking van de besprekingen te Genève, want zij is van oordeel dat een door onderhandeling tot stand gebrachte oplossing niet enkel het best beantwoordt aan haar wensen en haar filosofie, maar dat zulk een oplossing ook de enige is die volledig of gedeeltelijk zou kunnen vermijden dat België kernraketten moet opstellen op zijn grondgebied. Wij hebben ons bij het dubbelbesluit van 1979 aangesloten, omdat we er van overtuigd waren dat het voor onze veiligheid onontbeerlijk is een antwoord te geven op de specifieke bedreiging van de Sovjetrussische I. N. F.-wapens. Bijgevolg moet het programma van de opstelling van de raketten bij gebrek aan een door onderhandelingen tot stand gekomen oplossing, worden voortgezet volgens het voorziene ritme en tijdschema.

Nu is die situatie niet onomkeerbaar. Integendeel, het ware te hopen dat de Sovjetunie in haar eigen belang zal terugkeren naar de verschillende onderhandelingsstafels, dat de besprekingen zullen kunnen worden hervat en ten slotte zullen slagen. Het einddoel van de Belgische Regering blijft immers het sluiten van een akkoord dat elke geallieerde opstelling overbodig zou maken.

Daarom zal de Regering overeenkomstig de regeringsbeslissingen van 12 december 1979 en 19 september 1980 doorgaan regelmatig de situatie in die zin te evalueren. Zij vraagt aan de Minister van Buitenlandse Betrekkingen elk mogelijk en nodig geacht initiatief te ontwikkelen om de Sovjetunie ertoe te bewegen de dialoog te hervatten, met inachtneming van onze veiligheid. In die geest heeft zij trouwens met tevredenheid kennis genomen van de beslissing van de Minister, aanwezig te zullen zijn bij de opening van de Europese Veiligheids- en Ontwapeningsconferentie te Stockholm op 17 januari eerstkomende. Tevens begroet zij het recente initiatief van de Minister van Buitenlandse Betrekkingen dat door de NAVO-Raad werd aanvaard met het oog op een beter overleg binnen de Bondgenootschap over een beleid dat gericht is op de vermindering van de spanningen.

Zulks beantwoordt aan de standpunten die het Parlement heeft aangenomen aan het einde van de debatten op 8 en 9 november en op 7 december jongstleden.

De Belgische Regering is vastbesloten voort te gaan met een vastberaden verdediging en openheid van dialoog volgens de « Harmeldoctrine » van het Atlantisch Bondgenootschap, die meer dan ooit geldig blijft. »

Deel 3 — Begrotingscijfers

Sectie 31 van het begrotingsontwerp van het departement pour 1984, betreffende de sector Buitenlandse Betrekkingen en Buitenlandse Handel, slaat op een totaalbedrag van 12 585,1 miljoen F, als volgt uitgesplitst over vijf hoofdrubrieken :

— Personeelsuitgaven	3 630,1 miljoen
— Werkingsuitgaven van het Hoofdbestuur en de posten in het buitenland ...	1 256,6 miljoen

— Transferts de revenus aux ménages (subventions et indemnités à des tiers) ... 139,2 millions

— Transferts de revenus à l'étranger (contributions à des organismes internationaux) ... 2 456,1 millions

— Transferts de revenus aux fonds et institutions sans caractère d'entreprise (Fonds du Commerce extérieur, O.B.C.E. et COPROMEX) ... 5 103,1 millions

Seules les deux premières rubriques citées ci-dessus concernent le fonctionnement proprement dit des Services du département et des postes diplomatiques et consulaires à l'étranger.

Ce projet de budget a été établi avec la plus grande parcimonie et avec le souci constant de concilier les impératifs d'économie que s'est assignés le Gouvernement et les besoins indispensables au maintien en état de l'instrument de la représentation de la Belgique à l'étranger.

Une comparaison du projet au budget initial de 1983 fait apparaître les variations suivantes :

— Inkomensoverdrachten aan gezinnen (toelagen en schadevergoedingen aan derden) ... 139,2 miljoen

— Inkomensoverdrachten aan het buitenland (bijdragen aan internationale instellingen) ... 2 456,1 miljoen

— Inkomensoverdrachten aan fondsen en instellingen zonder bedrijfskarakter (Fonds voor de Buitenlandse Handel, B.D.B.H. en COPROMEX) ... 5 103,1 miljoen

Alleen de eerste twee van de bovenstaande rubrieken hebben betrekking op de eigenlijke werking van de Diensten van het departement en de diplomatieke en consulaire posten in het buitenland.

Bij het opstellen van dit begrotingsontwerp werd de meest verregaande inkrimping nagestreefd en werd voortdurend getracht de eisen van de Regering inzake bezuinigingen af te stemmen op de noodzakelijke middelen om de vertegenwoordiging van ons land in het buitenland in stand te houden.

Uit een vergelijking van het ontwerp met de oorspronkelijke begroting voor 1983 blijken de volgende verschillen :

Nature des dépenses	Crédits prévus pour 1983 — Kredieten voor 1983	Crédits demandés pour 1984 — Kredieten aangevraagd voor 1984	Différence en pourcentage — Procentueel verschil	Aard van de uitgaven
<i>Dépenses de personnel</i>				<i>Personeelsuitgaven.</i>
— Administration centrale ...	694,8	753,9	+ 8,51	— Hoofdbestuur.
— Service extérieur et carrière de chancellerie ...	1 564,1	1 668,6	+ 6,68	— Buitenlandse dienst en kanselarij.
— Agents auxiliaires des postes diplomatiques et consulaires ...	1 035,5	1 207,6	+ 16,61	— Hulp personeel van de diplomatieke en consulaire posten.
Totaux pour les dépenses du personnel ...	3 294,4	3 630,1	+ 10,19	Totaal personeelsuitgaven.
<i>Frais de fonctionnement des services</i>				<i>Werkingskosten van de diensten.</i>
— Loyers des locaux occupés par l'Administration centrale ...	109,7	121,6	+ 10,85	— Huur van de door het Hoofdbestuur betrokken lokalen.
— Loyers des résidences et des chancelleries des postes à l'étranger qui ne sont pas propriété de l'Etat ...	182,6	213,5	+ 16,92	— Huur van de residenties en kanselarijen voor de posten in het buitenland, die niet aan de Staat toebehoren.
— Frais de fonctionnement de l'Administration centrale ...	380,9	406,6	+ 6,74	— Werkingskosten van het Hoofdbestuur.
— Frais de fonctionnement des postes diplomatiques et consulaires ...	485,1	514,9	+ 6,14	— Werkingskosten van de diplomatieke en consulaire posten.
Totaux pour les frais de fonctionnement ...	1 158,3	1 256,6	+ 8,46	Totaal werkingskosten.
— Transferts de revenus aux ménages (subventions et indemnités à des tiers) ...	145,0	139,2	+ 4,—	— Inkomensoverdrachten aan gezinnen (toelagen en schadevergoedingen aan derden).
— Transferts de revenus à l'étranger (contributions à des organismes internationaux) ...	2 039,4	2 456,1	+ 20,43	— Inkomensoverdrachten aan het buitenland (bijdragen aan internationale instellingen).
— Transferts de revenus aux fonds et institutions sans caractère d'entreprise (Fonds du Commerce extérieur, O.B.C.E. et COPROMEX) ...	4 811,4	5 103,1	+ 6,06	— Inkomensoverdrachten aan fondsen en instellingen zonder bedrijfskarakter (Fonds voor de Buitenlandse Handel, B.D.B.H. en COPROMEX).
Totaux ...	11 448,5	12 585,1	+ 9,93	Totaal.

Une lecture rapide des pourcentages d'augmentation résultant de cette analyse permet de constater aisément que les plus importantes se situent dans les crédits relatifs aux dépenses faites en monnaies étrangères et singulièrement aux salaires du personnel auxiliaire, aux loyers des immeubles loués à l'étranger et aux contributions aux organisations internationales.

Bij het overlopen van de stijgingspercentages in deze analyse, stelt men vast dat de hoogste voorkomen bij de kredieten voor de uitgaven in vreemde valuta, meer bepaald het loon van het hulp personeel, de huur van in het buitenland gehuurde onroerende goederen en de bijdragen aan internationale instellingen.

Quant au taux de croissance des autres crédits demandés, il n'est pas plus élevé que celui de l'ensemble des dépenses de l'Etat, abstraction faite de celles relatives au secteur social.

Il y a lieu d'observer que les chiffres que comporte ce projet relatifs aux dépenses faites en monnaies étrangères ont été déterminés sur base des taux de changes pratiqués au mois de mars 1983.

C'est assez dire que dès avant l'approbation de ce projet par le Parlement, l'on peut affirmer que les crédits qui y sont sollicités ne correspondent plus à la réalité.

Aussi, le contrôle budgétaire du début de l'année sera-t-il mis à profit pour solliciter des ajustements nécessaires pour combler les déficits engendrés par l'augmentation des taux de change des monnaies étrangères intervenus depuis la fin du mois de mars 1983.

On peut constater à ce propos que, les taux de change de trois des monnaies les plus importantes, à savoir, le dollar américain, le dollar canadien et le Yen ont augmenté de plus de 20 % pendant les neuf derniers mois de l'année qui vient de s'écouler.

	Taux de change		% d'augmentation
	au 31-3-1983	au 15-1-1984	
Dollar américain	48,18	57,88	+ 20,13 %
Dollar canadien	39,215	46,2975	+ 18,06 %
Yen (100)	20,12	24,675	+ 22,64 %

Augmentation moyenne :

$$\frac{20,13 + 18,06 + 22,64}{3} \text{ ou } 20,25 \%$$

Dans le même ordre d'idées, l'on observe que les cours des quatre monnaies européennes les plus représentatives ont augmenté en moyenne de plus de 8 % pendant le même temps.

	Taux de change		% d'augmentation
	au 31-3-1983	au 15-1-1984	
Livre Sterling ...	70,20	81,06	+ 15,47 %
Franc suisse ...	23,1975	25,78	+ 11,16 %
Mark allemand ...	19,89	20,43	+ 2,71 %
Florin	17,89	18,185	+ 2,93 %

Augmentation moyenne :

$$\frac{15,47 + 11,16 + 2,72 + 2,93}{4} \text{ ou } 8,07 \%$$

Considérant qu'une quotité importante (environ 40 %) des dépenses faites en monnaies étrangères est influencée par les variations des cours des devises de la zone « dollar » et qu'une autre part de ces dépenses (quelque 30 %) est influencée par les variations des cours des monnaies européennes, les crédits supplémentaires qui devront être demandés à l'occasion du contrôle budgétaire atteindront 497,3 millions répartis de la manière suivante :

— Dépense de personnel	222,4 millions
— Frais de fonctionnement des postes diplomatiques et consulaires	92,3 millions
— Transferts de revenus à l'étranger ...	152,9 millions
— Transferts de revenus aux fonds et institutions sans caractère d'entreprise ...	30,0 millions

Het stijgingspercentage van de overige kredieten ligt niet hoger dan dat van alle Staatsuitgaven samen, met uitzondering van die voor de sociale sector.

Daarbij zij opgemerkt dat de bedragen die het ontwerp bevat voor de uitgaven in vreemde valuta, berekend werden op grond van de wisselkoersen van maart 1983.

Een en ander betekent uiteraard dat al vóór het ontwerp door het Parlement wordt goedgekeurd, de gevraagde kredieten niet meer met de werkelijkheid overeenstemmen.

Daarom zullen bij de begrotingscontrole in het begin van het jaar de vereiste aanpassingen worden gevraagd om het tekort aan te vullen dat ontstaan is door de stijging van de wisselkoersen van de vreemde munten na eind maart 1983.

In dat verband kan worden vastgesteld dat de wisselkoersen van de drie belangrijkste munten, de Amerikaanse dollar, de Canadese dollar en de yen de laatste negen maanden van vorig jaar met meer dan 20 % is gestegen.

	Wisselkoers		Stijgingspercentage
	per 31-3-1983	per 15-1-1984	
Amerikaanse dollar	48,18	57,88	+ 20,13 %
Canadese dollar	39,215	46,2975	+ 18,06 %
yen	20,12	24,675	+ 22,64 %

Gemiddelde stijging :

$$\frac{20,13 + 18,06 + 22,64}{3} \text{ of } 20,25 \%$$

In dat verband zij opgemerkt dat de koers van de vier belangrijkste Europese munten in diezelfde periode gemiddeld met meer dan 8 % is gestegen.

	Wisselkoers		Stijgingspercentage
	per 31-3-1983	per 15-1-1984	
Pond Sterling ...	70,20	81,06	+ 15,47 %
Zwitserse frank ...	23,1975	25,78	+ 11,16 %
Duitse Mark ...	19,89	20,43	+ 2,71 %
Gulden	17,89	18,185	+ 2,93 %

Gemiddelde stijging :

$$\frac{15,47 + 11,16 + 2,72 + 2,93}{4} \text{ of } 8,07 \%$$

Gaat men ervan uit dat een aanzienlijk deel (zowat 40 %) van de uitgaven in buitenlandse munt wordt beïnvloed door de koersschommelingen van de valuta in de « dollarzone » en dat een ander deel van die uitgaven (ongeveer 30 %) wordt beïnvloed door de koersschommelingen van de Europese munten, dan moet bij de begrotingscontrole een bedrag van 497,3 miljoen aan bijkredieten worden gevraagd, verdeeld als volgt :

— Personeelsuitgaven	222,4 miljoen
— Werkingskosten van de diplomatieke en consulaire posten	92,3 miljoen
— Inkomensoverdrachten aan het buitenland	152,9 miljoen
— Inkomensoverdrachten aan fondsen en instellingen zonder bedrijfskarakter ...	30,0 miljoen

Il importe encore de savoir que toutes les augmentations et ajustements dont il vient d'être fait mention n'auraient d'autres effets que de reconstituer la capacité budgétaire du département sans que la moindre amélioration des conditions de travail, pourtant précaires, des services établis à l'étranger ne puisse être envisagée.

II. — DISCUSSION

1. Défense et désarmement

Un membre estime que plusieurs signes font pressentir une nouvelle pause en matière d'armement nucléaire. L'intervenant se réfère notamment aux déclarations de la commission Palme et de M. Kissinger (à l'émission de télévision « Confrontatie »).

Aux Pays-Bas, il existe au sein du parti de la majorité C. D. A. une tendance de plus en plus marquée en faveur du report de la décision concernant l'installation de missiles dans ce pays.

Quel est le point de vue du Ministre des Relations extérieures à ce sujet ?

Prévoit-il une reprise des négociations ?

Toujours à propos des négociations sur le désarmement, un membre croit savoir qu'il existe souvent une différence entre les propositions qui ont été présentées effectivement au cours des négociations et celles que les parties intéressées ont fait connaître à l'opinion publique.

Le Ministre peut-il donner un aperçu des propositions concrètes des deux parties, qui ont effectivement fait l'objet de négociations ?

Le même intervenant estime que la déclaration faite par M. Kissinger au cours d'une émission de la B. R. T., selon laquelle les Etats-Unis pourraient accepter que 100 missiles, dont 36 Pershing, soient installés en Europe paraît trop concrète pour que l'on puisse considérer qu'il s'agit d'une simple hypothèse.

Dans quelle mesure s'agit-il d'une proposition concrète ?

Sera-t-elle effectivement présentée en cas de reprise de négociations ?

Le Ministre des Relations Extérieures répond qu'il est exact, ainsi que l'a déclaré un des intervenants, que l'on peut faire une distinction entre les suggestions qui circulent officieusement dans les couloirs au cours des négociations I. N. F. et les propositions qui sont effectivement présentées lors des négociations. Il remet à la Commission une liste des propositions soviétiques (voir annexe I).

La déclaration de M. Kissinger selon laquelle les Etats-Unis se satisferaient de l'installation de 100 missiles n'a jamais été traduite en une proposition officielle. Il s'agit d'une hypothèse qui est actuellement à l'étude. Selon le Ministre, il ne faut pas s'attendre à une reprise des négociations dans un proche avenir.

Un membre constate qu'une partie de l'opinion publique est extrêmement réticente à l'implantation d'armes nucléaires. Il croit cependant savoir que l'armement nucléaire est beaucoup moins onéreux que l'armement conventionnel. Quelles seraient les conséquences de l'option conventionnelle en ce qui concerne les effectifs nécessaires et sur le plan financier ?

Certains pays, comme les Pays-Bas, paraissent vouloir s'engager le moins possible dans le domaine nucléaire. Est-ce aussi la volonté de la Belgique ?

En ce qui concerne l'attitude des Pays-Bas, le Ministre des Relations extérieures fait observer que l'implantation d'un nombre plus réduit d'armes nucléaires ne lève évidemment pas l'objection fondamentale des adversaires de ce type d'armement. Si l'on opte néanmoins pour cette limitation quantitative, c'est pour des raisons purement politiques, afin de faire un pas dans le sens des revendications de l'important mouvement d'opposition.

Er zij nog op gewezen dat alle verhogingen en aanpassingen, waarvan hierboven sprake, alleen tot gevolg zullen hebben dat de budgettaire armslag van het departement wordt hersteld, zonder dat enige verbetering van de nochtans precare arbeidsomstandigheden voor de diensten in het buitenland kan worden verwacht.

II. — BESPREKING

1. Defensie en ontwapening

Er zijn volgens een lid diverse aanwijzingen dat er inzake kernbewapening een nieuwe adempauze te verwachten is. Spreker verwijst o.m. naar uitspraken van de zogeheten Commissie Palme en van de heer Kissinger (in de T. V.-uitzending « Confrontatie »).

In Nederland is er binnen de meerderheidspartij C. D. A. een sterker wordende beweging merkbaar om tot een uitsluit van de beslissing tot plaatsing van raketten te komen.

Wat denkt de Minister van Buitenlandse Betrekkingen hiervan ?

Verwacht hij dat de onderhandelingen hervat zullen worden ?

Nog in verband met de ontwapeningsbesprekingen meent een lid te weten dat er vaak een onderscheid is tussen de voorstellen die werkelijk op de onderhandelings tafel hebben gelegen en die welke door beide partijen ten overstaan van de publieke opinie naar voren werden gebracht.

Kan de Minister een overzicht geven van de concrete voorstellen van beide zijden die daadwerkelijk het voorwerp van discussies zijn geweest ?

De uitspraak van de heer Kissinger in een B. R. T.-programma dat de Verenigde Staten akkoord zouden kunnen gaan met de opstelling van 100 raketten in Europa, waarvan 36 Pershings, wordt door hetzelfde lid dermate concreet genoemd dat het toch om meer dan een vage hypothese moet gaan.

Hoe concreet is dit voorstel ?

Zal het in de toekomst bij een mogelijke hervatting van de besprekingen effectief ter tafel worden gelegd ?

De Minister van Buitenlandse Betrekkingen verklaart dat er bij de I. N. F.-besprekingen inderdaad, zoals door een van de vraagstellers werd gesteld, een onderscheid kan worden gemaakt tussen suggesties die officieus in de wandelgangen worden geopperd en voorstellen die werkelijk op de onderhandelings tafel komen. Hij stelt de Commissie een lijst van de Sovjet voorstellen ter beschikking (zie bijlage I).

De uitspraak van de heer Kissinger dat de Verenigde Staten met de plaatsing van 100 raketten genoeg zouden nemen is nooit in een officieel voorstel vertaald. Het is een hypothese die momenteel wordt onderzocht. De hervatting van de besprekingen is volgens de Minister niet in de nabije toekomst te verwachten.

Een lid stelt vast dat er bij een deel van de publieke opinie een sterke weerzin bestaat tegen kernwapens. Spreker meent echter te weten dat kernbewapening stukken goedkoper uitvalt dan conventionele bewapening. Wat zouden de gevolgen van de conventionele optie zijn inzake het aantal in te zetten mensen en op financieel vlak ?

Sommige landen, zoals Nederland, lijken ernaar te streven nucleaire opdrachten zoveel mogelijk af te schuiven. Is dit ook het streven van België ?

Wat de houding van Nederland betreft, merkt de Minister van Buitenlandse Betrekkingen op dat minder kernwapens opstellen uiteraard het fundamentele bezwaar van degenen die kernbewapening bestrijden niet wegneemt. Wanneer men toch die richting uitgaat, is het om louter politieke redenen, om enigszins toe te geven aan de sterke tegenbeweging.

L'option purement conventionnelle coûterait trois fois plus cher que l'option nucléaire et n'assurerait pas le même degré de sécurité. Aucun pays ne voudra non plus faire les frais de ce revirement dont l'incidence financière serait énorme.

Un membre souligne que le Ministre a déclaré à plusieurs reprises qu'il s'étonnait que l'Union soviétique ait rompu les négociations sur les missiles à moyenne portée. Cette réaction suscite à son tour l'étonnement de l'intervenant, qui rappelle que les Soviétiques avaient annoncé qu'ils quitteraient la table de négociation si les pays occidentaux commençaient à déployer les Pershing et les Cruise.

L'intervenant est partisan d'un moratoire en matière de déploiement des missiles nucléaires. Il doute cependant que les Etats-Unis soient véritablement disposés à négocier.

Le membre voudrait également savoir à quel niveau la Belgique est représentée au sein du « Special consultative group ». A-t-on du reste procédé à une évaluation dans le cadre de l'OTAN avant les premiers déploiements ? Si tel n'est pas le cas, le membre estime que la double décision n'a pas été respectée.

Le Ministre déclare qu'en ce qui concerne l'implantation des missiles à moyenne portée, la Belgique s'en tient à la double décision de l'OTAN de 1979. Cette décision, qui prévoyait que les négociations se poursuivraient parallèlement au programme de modernisation, a d'ailleurs reçu l'approbation du Parlement belge. Pendant le déroulement des négociations, les Soviétiques ont poursuivi sans relâche l'installation d'armes à moyenne portée. Néanmoins, les Occidentaux sont restés à la table de négociation et, à présent, ils ont commencé à mettre en œuvre les déploiements prévus par la double décision, aux dates qui avaient été fixées.

La situation fait régulièrement l'objet d'une évaluation dans le cadre de l'OTAN. La Belgique est représentée au « Special consultative group » par l'ambassadeur de la Barre, direction du Service politico-militaire au département.

Le Ministre communique, pour information, un aperçu des principales initiatives de la Belgique sur le plan de la sécurité et du désarmement (voir annexe II).

Un autre membre souligne la nécessité de poursuivre les négociations avec l'U. R. S. S. L'intervenant reste convaincu de la possibilité d'un dialogue effectif. Les deux parties sont en fait d'accord pour considérer que l'option zéro, c'est-à-dire le bannissement total des armes nucléaires dans les deux camps, doit être l'objectif final.

L'intervenant considère que le problème essentiel se situe sur le plan du retrait des armes. Que faut-il entendre par retrait ? Les armes seront-elles détruites ou seulement entreposées ailleurs ? Le démantèlement sera-t-il limité aux armes proprement dites ou portera-t-il également sur les installations de lancement ? Le membre estime essentiel que cet aspect puisse faire l'objet d'un contrôle mutuel.

Le Ministre déclare que le climat de confiance entre l'Est et l'Ouest doit être établi progressivement et que la conférence de Stockholm sur le désarmement en offre la possibilité. Le problème du désarmement proprement dit sera examiné au cours de la deuxième phase de la conférence, à partir de 1986. Le Ministre se dit également convaincu de l'importance essentielle de la possibilité de contrôle en cette matière. Les deux parties doivent pouvoir contrôler si et comment les phases du désarmement qui ont été convenues sont mises en œuvre.

Un membre déclare que d'aucuns souhaiteraient que l'assemblée interparlementaire de l'OTAN se prononce sur des questions telles que des conflits qui se déroulent dans d'autres parties du monde (par exemple au Moyen-Orient, en Afrique australe, aux Caraïbes), et qui ne relèvent pas de la compétence de l'OTAN.

De zuiver conventionele optie zou driemaal zoveel kosten als de kernoptie en niet dezelfde veiligheids garanties bieden. Voor de enorme financiële weerslag van een koersverandering zal dan ook geen enkel land willen opdraaien.

De Minister heeft, volgens een lid, herhaaldelijk verklaard dat hij zich erover verbaasde dat de Sovjet-Unie de besprekingen over de middellange afstands raketten heeft afgebroken. Dit wekt op zijn beurt de verbazing van het lid, dat eraan herinnert dat de Sovjets van tevoren hadden aangekondigd te zullen opstappen indien met de opstelling van Pershings en Cruises werd begonnen.

Spreker is aanhanger van een moratorium inzake plaatsing. Hij twijfelt echter aan de onderhandelingsbereidheid van de Verenigde Staten.

Voorts wenst het lid te vernemen op welk niveau België vertegenwoordigd is in de « special consultative group ». Heeft er in het kader van de NAVO overigens vóór de eerste plaatsingen een evaluatie plaatsgevonden ? Zoniet is volgens spreker het dubbelbesluit niet nageleefd.

De Minister verklaart dat voor België het NAVO-dubbelbesluit van 1979 het vertrekpunt is en blijft voor wat betreft de middellange afstands raketten. Daarin werd bepaald dat de onderhandelingen gelijktijdig met het moderniseringsprogramma zouden worden voortgezet. Dit dubbelbesluit werd door het Belgische Parlement trouwens aanvaard. De Sovjets zijn tijdens de besprekingen onverminderd doorgegaan met het plaatsen van wapens voor de middellange afstand. Toch is het Westen aan de onderhandelings tafel gebleven. Thans is men, op de vooraf vastgestelde data, begonnen met de uitvoering van het dubbelbesluit (plaatsing van de eerste raketten in de Bondsrepubliek en Groot-Brittannië).

Er heeft in NAVO-verband een geregelde evaluatie van de toestand plaats. In de « special consultative group » wordt België vertegenwoordigd door ambassadeur la Barre, directeur van de politiek-militaire dienst op het departement.

Ter informatie van de leden verstrekt de Minister een overzicht van de voornaamste Belgische activiteiten op het gebied van veiligheid en ontwapening (bijlage II).

Een ander lid beklemtoont de noodzaak van verdere onderhandelingen met de Sovjetunie. Zelf blijft spreker geloven in de mogelijkheid van een echte dialoog. Beide partijen zijn het er in wezen over eens dat de « nul-optie », nl. geen kernwapens aan beide zijden, het einddoel moet zijn.

Het grote probleem is hem volgens spreker gelegen in de controle op de verwijdering van wapens. Wat wordt daaronder verstaan ? Worden zij vernietigd of alleen elders opgeslagen ? Worden alleen de wapens zelf of ook de lanceerinstallaties ontmanteld ? Het is volgens het lid van essentieel belang dat dit wederzijds kan worden gecontroleerd.

De Minister meent dat het vertrouwen tussen Oost en West stukje bij beetje moet worden opgebouwd. De ontwapeningsconferentie te Stockholm biedt daartoe een gelegenheid. Tijdens het tweede gedeelte van de conferentie, vanaf 1986, zal de ontwapening zelf worden aangepakt. De Minister is het er volmondig mee eens dat de controle mogelijkheid daarbij van wezenlijk belang is. Wederzijds moet kunnen worden nagegaan of, en op welke wijze, de afgesproken ontwapeningsstappen worden uitgevoerd.

Volgens een lid gaan er stemmen op om de Interparlementaire NAVO-vergadering uitspraken te laten doen over aangelegenheden die buiten het eigenlijke domein van de NAVO-bevoegdheden vallen, zoals conflicten die zich in andere delen van de wereld voordoen (bv. Midden-Oosten, Zuidelijk Afrika, de Caraïben, ...).

L'intervenant estime qu'il s'agit en l'occurrence d'une évolution dangereuse et il demande dans quelle mesure ces suggestions traduisent les intentions des divers gouvernements. Il craint que l'ensemble des pays ne finissent de ce fait par être obligés de suivre la politique d'un des partenaires sous l'effet d'une pression morale. Le Ministre peut-il fournir des éclaircissements à ce sujet ?

Le Ministre des Relations extérieures déclare que des débats portant sur des sujet non militaires ont lieu assez fréquemment dans le cadre de l'OTAN. Ces débats peuvent porter sur des thèmes politiques, voire économiques, bien que certains Etats membres ne soient pas favorables à de telles initiatives.

Il peut exister des divergences de vues quant à l'opportunité de ces larges débats politiques, mais il est en tout cas évident qu'ils ne peuvent entraîner aucune décision obligatoire concernant des régions étrangères à la zone géographique de l'Alliance ou ayant pour effet d'engager activement l'OTAN dans ces régions.

Le Ministre souligne que les forces américaines et européennes qui sont actuellement stationnées au Liban, ne s'y trouvent pas en tant que forces de l'OTAN et qu'elles ne représentent que leur propre pays.

2. Relations Est-Ouest

Un membre rappelle que dans le cadre de la doctrine qui porte son nom, M. Harmel avait eu à l'époque des contacts avec de hauts responsables polonais dans le but de promouvoir la détente. Le membre plaide en faveur d'un retour à cette stratégie.

Selon lui, des deux côtés du rideau de fer, les petits pays peuvent contribuer ensemble à relancer la Doctrine Harmel. Quel est le point de vue du Ministre ?

Le Ministre des Relations extérieures rappelle les circonstances dans lesquelles la « Doctrine Harmel » a vu le jour. Dans les années soixante, les pays membres de l'OTAN se sont interrogés sur l'opportunité de maintenir cette alliance au-delà de 1969, c'est-à-dire du terme pour lequel celle-ci avait été conclue initialement. Dans son rapport de synthèse établi sur la base de quatre rapports spécifiques, M. Harmel a tenté de définir les missions futures de l'OTAN. Une double stratégie, conjuguant la détermination dans la défense et l'ouverture dans le dialogue, fut adoptée comme ligne directrice. Sur la base de cette stratégie, M. Harmel essaya de réaliser un rapprochement Est-Ouest, notamment par des contacts avec l'homme d'Etat polonais Rapacki.

Le Ministre estime que cette stratégie reste valable et souligne que des tentatives de rapprochement ont également lieu aujourd'hui. En ce moment, la Pologne ne constitue cependant pas l'interlocuteur idéal.

Le Conseil atlantique a préconisé que les directeurs politiques tentent de formuler de nouvelles propositions visant à relancer le dialogue Est-Ouest dans le cadre du « deuxième volet » de la Doctrine Harmel. Un membre voudrait savoir si de telles propositions ont déjà été formulées ou si l'on est toujours occupé à mettre au point une méthode de travail. La Belgique fera-t-elle des propositions concrètes ?

Le Ministre des Relations extérieures précise qu'aucune proposition n'a encore été formulée sur ce plan. Sur les instances de la Belgique, il a toutefois été convenu qu'un premier rapport de travail serait soumis au Conseil atlantique dans le courant du mois de mai.

Spreker acht dit een gevaarlijke ontwikkeling en vraagt zich af in hoeverre deze ideeën een weergave zijn van de intenties van de diverse Regeringen. Hij vreest trouwens dat het erop neer zou komen dat alle landen onder morele druk de politiek van een van de partners zouden volgen. Kan de Minister hierover iets meer zeggen ?

De Minister van Buitenlandse Betrekkingen verklaart dat in NAVO-verband wel vaker niet-militaire debatten zijn gevoerd. Politieke en zelfs economische thema's kunnen er aan bod komen, al zijn sommige lid-staten daartegen gekant.

Over de wenselijkheid van dergelijke ruimere politieke discussies kan men van mening verschillen. In geen geval echter kunnen bindende beslissingen worden genomen die betrekking hebben op gebieden buiten de geografische zone van de alliantie en die de NAVO daar een actieve rol zouden toebedelen.

De Minister onderstreept dat de Amerikaanse en Europese troepen die zich thans in Libanon bevinden daar niet zijn als NAVO-troepen, maar uitsluitend als vertegenwoordigers van hun eigen land.

2. Oost-Westbetrekkingen

Een lid herinnert eraan dat de heer Harmel destijds, in het kader van de naar hem genoemde « doctrine », contacten had met Poolse prominenten om langs die weg de détente te bevorderen. Het lid bepleit een terugkeer naar deze strategie.

Zijns inziens kunnen de kleine landen aan weerszijden van het ijzeren gordijn samen een rol spelen om de Harmel-doctrine opnieuw op gang te brengen. Wat is het standpunt van de Minister ?

De Minister van Buitenlandse Betrekkingen brengt de historische omstandigheden waarin de « Harmel-doctrine » is ontstaan, in herinnering. In de jaren '60 rees de vraag of de NAVO na 1969 — het einde van de termijn waarvoor de alliantie oorspronkelijk was opgericht — nog moest blijven bestaan. In het overkoepelend rapport, dat de heer Harmel op basis van vier bijzondere rapporten opstelde, werd gepeild naar de toekomstige taken die voor de NAVO waren weggelegd. Als richtsnoer werd een dubbele strategie uitgewerkt: tegelijk vastberadenheid in de verdediging en openheid in de dialoog. Op basis van die strategie probeerde de heer Harmel toenadering tot stand te brengen door contacten met o.m. de Poolse staatsman Rapacki.

De Minister is van mening dat deze strategie haar geldigheid heeft behouden. Ook nu worden pogingen tot toenadering ondernomen. Polen is op dit ogenblik echter niet het meest aangewezen land om als gesprekspartner te kiezen.

De Atlantische Raad heeft een voorstel gedaan om op het niveau van de politieke directeurs te trachten nieuwe voorstellen te formuleren om, in het kader van het zogenaamde tweede deel van de Harmel-doctrine, de dialoog tussen Oost en West opnieuw op gang te brengen. Een lid wenst te vernemen of op grond daarvan reeds nieuwe voorstellen werden gedaan, dan wel of het vooralsnog gebleven is bij het vaststellen van een werkmethode. Zullen van Belgische zijde concrete voorstellen worden gedaan ?

De Minister van Buitenlandse Betrekkingen deelt mede dat terzake nog geen voorstellen zijn gedaan. Wel is op aandringen van België overeengekomen dat in de loop van de maand mei een eerste werkrapport zal worden ingediend bij de NAVO-raad.

La Belgique formulera elle-même des propositions. Il n'est pas exclu qu'elle arrête une position commune avec les Pays-Bas. Pour l'instant, le Ministre n'a encore aucune idée concrète de ce que sera le contenu de ces propositions.

Un membre souligne qu'au cours de la récente conférence sur le désarmement qui s'est tenue à Stockholm dans le cadre de la C. S. C. E., le Secrétaire d'Etat américain, M. Shultz, a déclaré qu'il ne fallait pas considérer la situation dans les pays du bloc de l'Est comme immuable.

D'après M. Shultz, une évolution est possible dans certains de ces pays. Les Etats-Unis sont toutefois opposés à une ingérence étrangère dans ces pays et estiment qu'il faut miser sur l'évolution intérieure.

Le membre constate par contre que les pays communistes suivent manifestement une autre philosophie. L'intervenant fait allusion à ce propos à l'ingérence cubaine, notamment au Nicaragua. Quel est le point de vue du Ministre à cet égard ?

D'après le Ministre des Relations extérieures, c'est la conférence de Yalta qui est à l'origine du problème des petits pays du bloc de l'Est.

La division de l'Europe, décidée lors de cette conférence, était en fait considérée comme une mesure provisoire, en préparation d'une conférence plus large sur la paix.

Celle-ci n'a cependant jamais été organisée et depuis lors les zones d'influence sont restées immuables.

Lorsque l'on parle d'une évolution naturelle éventuelle dans les pays du bloc de l'Est, il ne faut pas perdre de vue que l'Union soviétique continue d'appliquer la doctrine dite de Brezjnev, suivant laquelle une intervention de l'Union soviétique dans sa zone d'influence est justifiée lorsque le régime socialiste est mis en péril dans l'un de ces pays.

D'après le Ministre, une ingérence étrangère n'est jamais admissible, et doit par conséquent être condamnée, tant en Amérique centrale que, par exemple, en Angola.

La présence de troupes étrangères constitue souvent un des obstacles majeurs à une solution pacifique.

3. Relations entre l'Europe et les Etats-Unis

Un membre fait référence à une interview du Ministre néerlandais des Affaires étrangères, M. Vandenbroek, au cours de laquelle celui-ci a déclaré que l'Alliance atlantique reste la base de la politique de sécurité, mais a préconisé d'autre part que l'Europe joue un rôle actif au sein de l'Alliance.

Le membre constate que l'opinion publique manifeste avec de plus en plus d'insistance son désir d'une plus grande indépendance de l'Europe. Deux arguments sont avancés à ce sujet : certains estiment qu'une trop grande dépendance par rapport aux Etats-Unis dessert les intérêts de l'Europe. D'autres nourrissent en outre une certaine méfiance à l'égard des Etats-Unis et craignent que l'allié américain n'abandonne l'Europe dans un moment critique.

Dans ce même contexte, le membre se réfère à une déclaration récente de l'ex-chancelier Helmut Schmidt, dans laquelle celui-ci attirait l'attention sur les dangers qu'implique pour une Europe de plus en plus dépendante la position dominante des Etats-Unis sur le plan économique et monétaire. Quelle est l'opinion du Ministre des relations extérieures sur les rapports entre l'Europe et les Etats-Unis ?

Un autre membre indique qu'il apparaît manifestement que les partenaires européens au sein de l'OTAN doivent souvent se contenter d'écouter les déclarations publiques faites par les autorités américaines, comme s'ils ne faisaient

België zal zelf voorstellen formuleren. Het is niet uitgesloten dat een gemeenschappelijk standpunt met Nederland wordt ingenomen. Vooral nog heeft de Minister echter nog geen concreet idee van de inhoud daarvan.

Tijdens de recente ontwapeningsconferentie in het kader van de C. V. S. E. te Stockholm heeft de Amerikaanse Minister van Buitenlandse Zaken Shultz verklaard dat men de situatie in de Oostbloklanden niet als voor eens en altijd vastliggend moet beschouwen, aldus een lid.

In verscheidene van die landen is volgens de h. Shultz een ontwikkeling mogelijk. De Verenigde Staten zijn echter tegen een buitenlandse inmenging in die landen gekant en vinden dat men op de interne ontwikkeling moet vertrouwen.

Daarentegen constateert het lid dat de communistische landen blijkbaar een andere filosofie toegeedaan zijn. Spreker verwijst terzake naar de Cubaanse inmenging in o.a. Nicaragua. Wat is het standpunt van de Minister dienaangaande ?

De Minister van Buitenlandse Betrekkingen meent dat de oorzaak van het probleem van de kleine Oostbloklanden in de Conferentie van Yalta moet worden gezocht.

De aldaar uitgewerkte verdeling van Europa was eigenlijk bedoeld als een voorlopige maatregel, in voorbereiding van een meer omvattende vredesconferentie.

Die is er echter nooit gekomen en de invloedzones lijken sindsdien onwrikbaar vast te liggen.

Wanneer men aan een mogelijke natuurlijke ontwikkeling in de Oostbloklanden denkt, mag men ook niet uit het oog verliezen dat de Sovjet-Unie nog steeds de zgn. Brezjnev-doctrine aankleeft, die luidt dat een optreden van de Sovjet-Unie in haar invloedzone gerechtvaardigd is wanneer het socialistische stelsel in een van de landen in gevaar komt.

Vreemde inmenging is volgens de Minister steeds en overal uit den boze, en moet daarom worden veroordeeld, zowel in Centraal-Amerika als in b.v. Angola.

De aanwezigheid van vreemde troepen vormt vaak een van de grootste hinderpalen om tot een vreedzame oplossing te komen.

3. Verhouding Europa-Verenigde Staten

Een lid verwijst naar een interview met de Nederlandse Minister van Buitenlandse Zaken Van den Broek, waarin die weliswaar stelt dat het Atlantische bondgenootschap de basis van het veiligheidsbeleid blijft, maar waarin hij aan de andere kant een actievere rol voor Europa binnen de alliantie bepleit.

Het lid constateert dat ook in de publieke opinie steeds sterker de roep om een grotere Europese zelfstandigheid te horen valt. Daarbij worden twee argumenten naar voren geschoven : sommigen vinden dat het voor Europa een kwalijke zaak is indien het te zeer afhankelijk is van de Verenigde Staten. Anderen koesteren daarenboven een zeker wantrouwen jegens de Verenigde Staten en vrezen dat de Amerikaanse bondgenoot Europa op een kritisch ogenblik misschien in de steek zou laten.

In hetzelfde verband verwijst het lid naar de recente verklaring van ex-bondskanselier Helmut Schmidt, waarin die waarschuwde voor de gevaren die de dominerende positie van de Verenigde Staten op economisch en monetair gebied meebrengt voor een steeds afhankelijker wordend Europa. Wat denkt de Minister van Buitenlandse Betrekkingen over de verhouding Europa-Verenigde Staten ?

Een ander lid vermeldt in dezelfde context dat de Europese NAVO-partners blijkbaar vaak als willekeurige buitenstaanders moeten luisteren naar de publieke verklaringen van Amerikaanse gezagdragers, waarna ze dan proberen te

pas partie de l'Alliance, et s'efforcer ensuite d'interpréter le message de leur partenaire d'outre-atlantique. Cela ne prouve-t-il pas qu'il existe un problème au niveau des relations entre les partenaires ? Ne faudrait-il pas s'efforcer d'affirmer davantage les caractéristiques propres du partenaire européen au sein de l'Alliance ?

Un autre membre insiste sur la nécessité pour la Belgique de préciser son point de vue sur les relations entre l'Europe et les Etats-Unis. Tout comme M. Schmidt, l'orateur estime qu'il convient en premier lieu d'examiner les rapports sur le plan économique. Il plaide en la matière pour une plus grande unité au sein de l'Europe.

Il estime en outre qu'il existe également des problèmes politiques : les relations préférentielles entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne créent des tensions entre celle-ci et les autres pays européens. Le membre estime que les petits pays pourraient, ensemble, jouer un rôle dans le maintien de l'équilibre.

Un membre demande ce que le Ministre pense des déclarations de la France et de l'Italie concernant l'U. E. O. et la défense européenne. L'orateur souligne à ce propos que l'U. E. O. est la seule organisation européenne disposant de certaines compétences dans le domaine de la défense.

Le Ministre des Relations extérieures précise qu'il approuve dans une large mesure le point de vue de son collègue néerlandais Van den Broek que l'on vient de citer. Il renvoie au rapport qu'il a lui-même rédigé en 1976 sur l'Union européenne. Il y plaiderait déjà en faveur d'une politique extérieure commune qu'il faudrait, pour commencer, mener à quatre niveaux, dont celui de la défense. Le Ministre est par conséquent favorable à une prise de conscience européenne plus profonde au sein de l'Alliance atlantique.

En ce qui concerne les propositions visant à confier de nouvelles tâches à l'U. E. O., le Ministre précise que dans le cadre de la coopération politique européenne on prépare actuellement de nouvelles initiatives de coopération dans le domaine de la défense.

Les problèmes ne sont pas encore résolus, mais on envisage de faire d'une U. E. O. renouée le « pilier européen » de l'OTAN, ce qui requiert une adaptation du Pacte de Bruxelles (portant création de l'U. E. O.). Ce Pacte, élaboré immédiatement après la deuxième guerre mondiale, contient en effet un certain nombre d'éléments anti-allemands.

Le Ministre place certains espoirs dans cette initiative et souligne qu'il faut de plus en plus remplacer la notion de « défense de l'Europe » par celle de « défense européenne ». L'Europe doit se rendre compte que c'est elle-même qui assure sa défense. La conviction que toutes les décisions sont imposées par les Etats-Unis est encore trop répandue dans l'opinion publique.

D'ailleurs, il s'en faut de beaucoup que tous les partenaires européens soient d'accord sur un « renforcement du pilier européen ». Certains craignent que l'Europe ne soit pas disposée à fournir un effort suffisant pour assurer sa défense. Ils estiment en outre que si les Européens adoptent une position plus autonome, les Etats-Unis poursuivront vraisemblablement leur retrait de notre continent. Or, ce désengagement poserait un grave problème, étant donné que la puissance nucléaire occidentale se trouve presque entièrement entre les mains des Américains.

Un membre demande si l'on peut mesurer l'incidence budgétaire de la constitution du « pilier européen ». Est-il possible d'évaluer la contribution des différents pays européens à leur défense commune ?

Le Ministre déclare que les chiffres relatifs à la contribution actuelle des différents pays sont disponibles mais qu'il est difficile d'évaluer leur évolution future (voir annexe III).

interpréteren wat de partner aan de overzijde van de oceaan heeft bedoeld. Wijst dit er niet op dat er iets schort in de relaties tussen de partners ? Moet er niet naar worden gestreefd de Europese pijler van het Bondgenootschap in ruimere mate een eigen gezicht te geven ?

Nog een ander lid legt de nadruk op de noodzaak voor België om een duidelijker standpunt in te nemen inzake de verhouding Europa-Verenigde Staten. Spreker ziet dit — in de lijn van Helmut Schmidt — in de eerste plaats op economisch gebied.

Hij pleit terzake voor meer Europese eensgezindheid. Er zijn zijns inziens echter ook politieke problemen : door de preferentiële relatie die tussen de Verenigde Staten en Groot-Brittannië bestaat, ontstaan er spanningen tussen Groot-Brittannië en de andere Europese landen. Volgens het lid kunnen de kleine landen samen een rol spelen om het evenwicht in stand te houden.

Een lid wenst te vernemen wat de Minister vindt van de verklaringen van Frankrijk en Italië inzake de W. E. U. en de Europese defensie. Spreker wijst er daarbij op dat de W. E. U. de enige Europese organisatie is die bevoegdheden heeft op defensiegebied.

De Minister van Buitenlandse Betrekkingen verklaart zich in grote trekken akkoord met het geciteerde standpunt van zijn Nederlandse ambtgenoot Van den Broek. Hij herinnert aan het door hemzelf in 1976 opgestelde rapport over de Europese Unie, waarin hij reeds pleitte voor een gezamenlijk Europees extern beleid, te beginnen met vier aspecten, waaronder de defensie. Een grotere Europese bewustwording binnen het Atlantisch bondgenootschap juicht de Minister dan ook toe.

Wat de voorstellen om aan de W. E. U. nieuwe taken toe te wijzen betreft, verklaart de Minister dat op dit ogenblik in het kader van de Europese politieke samenwerking aan nieuwe samenwerkingsinitiatieven op defensiegebied wordt gewerkt.

De problemen zijn nog niet opgelost, maar er wordt inderdaad aan gedacht de zgn. « Europese pijler » van de NAVO concreet gestalte te geven in een vernieuwde W. E. U. Daartoe moet dan wel het Verdrag van Brussel (houdende oprichting van de W. E. U.) worden aangepast. Dat verdrag, opgesteld vlak na de tweede wereldoorlog, bevat immers nog een aantal anti-Duitse elementen.

De Minister ziet wel wat in dit initiatief en beklemtoont dat het begrip « verdediging van Europa » meer en meer dient te worden vervangen door het begrip « Europese verdediging ». Europa moet zich ervan bewust worden dat het zelf instaat voor zijn verdediging. Te veel heerst in de publieke opinie nog de overtuiging dat alle beslissingen worden opgelegd door de Verenigde Staten.

Overigens zijn lang niet alle Europese partners het eens over een « versterking van de Europese pijler ». Sommigen vrezen dat Europa niet voldoende inspanningen zal willen leveren op defensiegebied. Zij achten het tevens waarschijnlijk dat de Verenigde Staten zich verder uit Europa terugtrekken, wanneer dit zich autonomer gaat opstellen. Dit zou een bijzonder probleem doen rijzen, aangezien de westerse kernmacht nagenoeg geheel in Amerikaanse handen is.

Een lid vraagt of de budgettaire gevolgen van de uitbouw van de Europese pijler te berekenen zijn. Is het mogelijk de inbreng van de verschillende Europese landen voor defensie te evalueren ?

De Minister verklaart dat de cijfers over de huidige inbreng van de verschillende landen beschikbaar zijn, maar dat het moeilijk is de toekomstige ontwikkeling te evalueren (zie bijlage III).

Dans le domaine économique également, il y a actuellement des tensions et des oppositions entre les Etats-Unis et l'Europe. Le Ministre signale à ce propos, en guise de mise en garde, qu'un courant anti-européen s'est formé en Amérique. Ce climat de méfiance réciproque croissante constitue selon lui une évolution dangereuse. Les accusations mutuelles concernant l'acier, les produits agricoles, la politique monétaire, etc., ne mènent à rien.

Le Ministre estime qu'il serait préférable que les partenaires créent un forum où ils pourraient vider leurs différends.

A propos du discours de l'ancien chancelier fédéral Helmut Schmidt, auquel il a été fait allusion, le Ministre fait remarquer que celui-ci a sans doute exprimé son point de vue en termes quelque peu outranciers afin de provoquer des réactions. Ses critiques à l'égard de la politique monétaire américaine sont certes fondées dans une certaine mesure, mais il n'est d'autre part que normal qu'un pays défende en premier lieu ses propres intérêts. La Bundesbank veille elle aussi en premier lieu aux intérêts de l'économie allemande.

D'autre part, le Ministre fait remarquer que la Federal Reserve Bank, la Banque centrale américaine, mène une politique très autonome sur laquelle le gouvernement n'a guère d'influence directe. La politique monétaire de la Federal Reserve Bank ne plaît d'ailleurs pas à toutes les branches de l'industrie aux E. U.

Un membre attire l'attention sur le fait que le directeur de la Federal Reserve Bank, actuellement M. Volcker, est chaque fois élu pour une période relativement courte et qu'il s'efforcera toujours par conséquent d'aligner sa politique sur celle du président dans l'espoir d'obtenir une prolongation de son mandat.

Un autre membre ajoute que la politique économique générale détermine dans une large mesure la politique monétaire.

Le Ministre réplique que la politique budgétaire et la politique monétaire peuvent cependant prendre chacune une orientation spécifique. La préoccupation primordiale d'une banque centrale est de protéger la monnaie nationale, ce qui peut conduire à des emprunts à l'étranger qui augmentent la charge de la dette et qu'il est donc préférable d'éviter du point de vue budgétaire.

Afin de mieux pouvoir faire face aux conséquences de la politique monétaire américaine, la meilleure solution serait que l'Europe tente de créer une zone monétaire européenne par opposition à la zone du dollar et à la zone du yen. Les dissensions européennes en la matière doivent être aplanies. Le Ministre conclut que, plutôt que de s'accuser réciproquement, les Etats-Unis et l'Europe devraient négocier ensemble afin d'aboutir à une solution.

Il précise en passant qu'il estime que l'Europe ne peut être représentée par la Commission de la C. E. lors de semblables discussions, étant donné que cette commission n'est pas un organe politique. Ce sont les dix ministres des Affaires étrangères qui doivent participer à ces discussions au nom de l'Europe.

4. Communauté européenne

Un membre aimerait que le Gouvernement fasse connaître précisément son point de vue au sujet de l'élargissement de la Communauté européenne à l'Espagne et au Portugal. D'après lui, l'absence de décision définitive est principalement due à la mauvaise volonté politique.

Ook op economisch gebied zijn er momenteel spanningen en tegenstellingen tussen de V. S. en Europa. De Minister waarschuwt dat er in Amerika een anti-Europese stroming op gang is gekomen. Dit toenemende klimaat van wederzijds wantrouwen ziet hij als een gevaarlijke ontwikkeling. De wederzijdse beschuldigingen in verband met het staal, de landbouw, het monetair beleid, enz. leiden tot niets.

De partners zouden er beter aan doen een forum te creëren om hun meningsverschillen uit te praten, aldus de Minister.

Met betrekking tot de geciteerde rede van Helmut Schmidt merkt de Minister op dat de voormalige bondskanselier zijn standpunt wellicht wat overtrokken heeft om reacties uit te lokken. Zijn kritiek op het Amerikaanse monetaire beleid is weliswaar in zekere mate gegrond, maar het is aan de andere kant niet meer dan normaal dat een land in de eerste plaats zijn eigen belangen verdedigt. Ook de Bundesbank behartigt in de eerste plaats de belangen van de Duitse economie.

Overigens wijst de Minister erop dat de Federal Reserve, de Amerikaanse Centrale Bank, een zeer autonoom beleid voert dat nauwelijks direct beïnvloed kan worden door de regering. Het monetaire beleid van de Federal Reserve wordt trouwens ook niet door alle bedrijfstakken in de V. S. toegejuicht.

Een lid vestigt de aandacht erop dat het hoofd van de Federal Reserve, thans de heer Volcker, telkens voor een vrij korte termijn verkozen wordt en dat hij bijgevolg, met het oog op een verlenging van zijn termijn, steeds zal trachten zijn beleid af te stemmen op dat van de president.

Een ander lid voegt hieraan toe dat het algemeen economisch beleid in ruime mate het monetair beleid bepaalt.

De Minister repliceert hierop dat de begrotingspolitiek en het monetair beleid toch ieder een eigen weg kunnen inslaan. De primordiale zorg van een centrale bank is de nationale munt te beschermen, wat tot buitenlandse leningen kan leiden, die uit een begrotingsoogpunt, wegens de verhoging van de schuldenlast, liever worden vermeden.

Om sterker te staan tegen de gevolgen van de Amerikaanse monetaire politiek, zou de beste oplossing zijn dat Europa tegenover de dollarzone en de yenzone een Europese muntzone probeert te stellen. De Europese verdeeldheid terzake moet worden overwonnen. Liever dan elkaar te beschuldigen, zouden de Verenigde Staten en Europa samen aan tafel moeten gaan zitten om tot een oplossing te komen, aldus de conclusie van de Minister.

Hij geeft terloops als zijn mening te kennen dat Europa bij dergelijke besprekingen niet door de E. G.-Commissie kan worden vertegenwoordigd, aangezien zij geen politiek orgaan is. Het moeten de tien Ministers van Buitenlandse Zaken zijn die namens Europa aan de besprekingen deelnemen.

4. Europese Gemeenschap

Een lid verlangt van de Regering een duidelijk standpunt betreffende de uitbreiding van de Europese Gemeenschap met Spanje en Portugal. Zijns inziens is het uitblijven van een definitieve beslissing in hoofdzaak een kwestie van politieke onwil.

Le Ministre des Relations extérieures souligne que la Belgique est favorable à l'adhésion de l'Espagne et du Portugal. Il convient cependant de définir clairement les conditions dans lesquelles cette adhésion aura lieu et de prévoir en outre une période de transition.

Il faut prévenir les difficultés qui se sont présentées lors de l'adhésion de la Grèce à cause d'un manque de préparation.

Il est évident que cette préparation prendra encore un certain temps. Le Ministre estime cependant qu'une décision de principe devra être prise rapidement. On ne peut pas faire patienter indéfiniment les candidats à l'adhésion sans leur donner certaines assurances sur les intentions définitives de la Communauté européenne.

La question est de savoir si tous les Etats membres sont disposés à prendre une décision positive, d'autant plus que les parlements nationaux devraient ratifier la décision.

Un membre voudrait savoir dans quelle mesure l'attitude de l'Espagne vis-à-vis de l'OTAN peut avoir une influence sur son adhésion.

Le Ministre précise qu'officiellement les négociations ne portent pas sur ce point. Néanmoins, il est pratiquement certain que si son adhésion à la Communauté européenne est refusée, l'Espagne se retirera également de l'OTAN.

5. Benelux

Un membre estime que dans le cadre européen l'avis des petits pays est souvent ignoré. Non seulement leur contribution aux organisations européennes est limitée, mais en outre les grands pays ont tendance à conclure des accords bilatéraux entre eux. Dans ce contexte, ne serait-il pas souhaitable de renforcer le Benelux afin qu'ensemble les pays qui le composent puissent mieux défendre leur intérêts? Quelle est l'évolution des activités au sein du Benelux?

Un autre membre demande si l'ensemble du Gouvernement est encore favorable au principe d'une union au sein du Benelux. Au cours de la dernière réunion au Conseil interparlementaire de Benelux, il est apparu que les francophones se distancient du Benelux. L'orateur déplore cette attitude et espère qu'on n'en arrivera pas à une rupture.

Le Ministre des Relations extérieures reconnaît qu'il existe effectivement au sein des grands pays européens une tendance à régler une série de problèmes entre eux sans consulter les petits pays. Une meilleure coopération entre les petits pays, afin qu'ils puissent occuper ensemble une position plus forte, serait certainement utile.

Le Ministre estime donc que la poursuite du développement de Benelux est un élément positif pour autant qu'aucun problème ne se pose en Belgique. Il convient de veiller en l'occurrence à ce que les francophones ne se sentent pas minorisés et à ce qu'ils soient associés activement à la vie de l'institution. Les comités ministériels font en tout cas du bon travail.

Une rencontre informelle s'est d'ailleurs tenue tout récemment dans le cadre de Benelux. Il n'en demeure pas moins qu'il existe aussi des divergences de vues entre la Belgique et les Pays-Bas, notamment sur le plan de l'agriculture. Notre pays accorde une importance particulière aux exploitations familiales alors que les Pays-Bas encouragent plutôt l'agriculture de type industriel, ce qui aboutit à des prises de position contradictoires, notamment en ce qui concerne les seuils de production et les prélèvements sur les huiles et les graisses.

De Minister van Buitenlandse Betrekkingen onderstreept dat België voorstander is van de toetreding van Spanje en Portugal. Daartoe moeten wel duidelijk de voorwaarden worden omschreven en moet in een overgangperiode worden voorzien.

De moeilijkheden die er met de toetreding van Griekenland zijn geweest door gebrek aan voorbereiding moeten worden voorkomen.

Die voorbereiding zal uiteraard nog tijd vergen. Toch stelt de Minister dat een principiële beslissing spoedig dient te worden genomen. Men mag de kandidaatlanden niet cindeloos aan het lijntje houden, zonder dat zij enige zekerheid hebben over de uiteindelijke bedoelingen van de Europese Gemeenschap.

De vraag is of alle Lid-Staten al klaar zijn voor een positieve beslissing, temeer daar de nationale parlementen de beslissing zullen moeten bekrachtigen.

Een lid wenst te vernemen in welke mate de houding van Spanje ten opzichte van de NAVO de toetreding van dat land beïnvloedt.

De Minister verklaart dat dit punt niet officieel in de onderhandelingen betrokken wordt. Het is echter zo goed als zeker dat Spanje, wanneer het niet tot de Europese Gemeenschap wordt toegelaten, zich ook uit de NAVO zal terugtrekken.

5. Benelux

Binnen het Europese kader worden de kleine landen vaak over het hoofd gezien, aldus een lid. Niet alleen is hun inbreng in de Europese organisaties beperkt, bovendien hebben de grote landen de neiging onder elkaar bilaterale akkoorden te sluiten. Is het daarom niet wenselijk de Benelux te versterken, ten einde samen de belangen van onze landen beter te kunnen behartigen? In welke zin ontwikkelen de activiteiten in Beneluxverband zich?

Een ander lid werpt de vraag op of de hele Belgische Regering nog wel achter de Beneluxgedachte staat. Tijdens de laatste vergadering van de Interparlementaire Beneluxraad is gebleken dat de Franstaligen afstand nemen van de Benelux. Spreker betreurt dit en hoopt dat het niet tot een breuk komt.

De Minister van Buitenlandse Betrekkingen erkent dat er inderdaad een tendens bestaat onder de grote Europese landen om allerlei zaken onderling te regelen en de kleine landen er buiten te laten. Een betere samenwerking tussen de kleine landen om samen sterker te staan zou zeker een goede zaak zijn.

Een verdere uitbouw van de Benelux vindt de Minister dan ook positief, voor zover in België geen problemen rijzen. Het komt er daarbij wel op aan de Franstaligen niet de indruk te geven dat zij worden overheerst en hen er actief bij te betrekken. De Ministercomités leveren in ieder geval goed werk.

Nog pas heeft een informele ontmoeting in het kader van de Benelux plaatsvonden. Men mag echter niet vergeten dat er ook meningsverschillen bestaan tussen België en Nederland, vooral op landbouwgebied. Bij ons wordt de nadruk gelegd op gezinsbedrijven, terwijl in Nederland veeleer de massale landbouwproductie wordt aangemoedigd wat leidt tot strijdige standpunten, o.m. inzake productiedrempels en heffingen op oliën en vetten.

Des problèmes se sont également posés entre les Pays-Bas et la Belgique en ce qui concerne l'Escaut. Ainsi, la perception de droits de starie pour les navires qui furent obligés de rester en attente devant Flessingue pendant la grève du port d'Anvers n'a guère contribué à créer un climat favorable. Cette question a été réglée entre-temps.

Sans méconnaître la valeur de Benelux, le Ministre souligne enfin qu'il serait dangereux de constituer un bloc au sein de la Communauté européenne.

6. La Turquie

En ce qui concerne la Turquie, plusieurs membres soulignent qu'en dépit des élections la démocratie n'est apparemment pas entièrement rétablie dans ce pays. La Commission s'interroge au sujet de la position que doit adopter la Belgique, notamment en vue de la prochaine réunion de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Il convient de déterminer si les lettres de créance des représentants turcs pourraient être acceptées si une délégation de ce pays se présentait.

Un membre souligne que les dernières élections parlementaires qui ont eu lieu en Turquie se sont incontestablement déroulées dans des conditions antidémocratiques.

La délégation d'une assemblée élue de cette manière ne devrait normalement pas être admise au sein d'une organisation telle que le Conseil de l'Europe.

On constate par ailleurs un certain progrès (quoiqu'il subsiste encore entre 34 000 et 80 000 détenus politiques) et certaines mesures de libéralisation sont prévues. Le membre estime qu'il serait dès lors malheureux de couper les ponts à l'heure actuelle.

Le problème est qu'une admission inconditionnelle est actuellement impossible et qu'une exclusion sera ressentie par les Turcs comme une offense irréparable. Une tentative de médiation a été entreprise par le président du Conseil de l'Europe. Son objectif était que la Turquie ne participe pas à la session de février (afin que le problème ne vienne pas à l'ordre du jour) et soit éventuellement admise à la session suivante en mai — lorsque la situation se serait améliorée en ce qui concerne les droits de l'homme. La Turquie semble cependant avoir l'intention d'envoyer une délégation.

Le Ministre ne pourrait-il pas insister auprès de la Turquie pour qu'elle accepte ce compromis ?

Le Ministre des Relations extérieures évoque les antécédents du problème qui se pose actuellement au Conseil de l'Europe au sujet de la Turquie. Un régime autoritaire a été au pouvoir pendant trois ans en Turquie. A ce propos, il ne faut pas non plus perdre de vue que le régime précédent n'était pas à même de gouverner et de garantir le calme et la sécurité à l'intérieur du pays. Dans les faits, la démocratie n'existait déjà plus à l'époque.

En tout cas, les militaires ont rétabli l'ordre et le calme. Le Ministre rappelle encore que, contrairement aux autres pays du monde islamique, la Turquie est un état laïque depuis Ataturk. Lorsque les militaires se sont emparés du pouvoir en Turquie, ils ont toujours admis spontanément un retour à la démocratie. Cet esprit persiste encore actuellement.

Entre-temps, des élections, fort restrictives il est vrai, ont eu lieu, mais le fait que ce ne soit pas le candidat soutenu par les militaires qui l'ait emporté prouve qu'elles n'étaient pas truquées. En outre, des élections communales sont prévues, auxquelles tous les partis pourront participer. Il apparaît donc de certains indices que le retour à la démocratie a été effectivement entamé. Il y a lieu de tenir compte de ce fait au moment de décider de l'admission de la délégation turque à l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Voorts zijn er tussen Nederland en België op een gegeven ogenblik problemen geweest in verband met de Schelde. Zo was bijvoorbeeld het heffen van kadegeld op de schepen die tijdens de Antwerpse havenstaking verplicht voor Vlis-singen moesten blijven liggen, niet bevorderlijk voor het goede klimaat. Dit werd echter inmiddels geregeld.

Tenslotte merkt de Minister — zonder afbreuk te doen aan de waarde van b.v. de Benelux — op dat blokvorming binnen de Europese Gemeenschap een gevaarlijke ontwikkeling zou zijn.

6. Turkije

Met betrekking tot Turkije merken verscheidene leden op dat de democratie er blijkbaar nog niet ten volle hersteld is, ondanks de verkiezingen. Er wordt nader ingegaan op de door België aan te nemen houding, mer bepaald met het oog op de komende bijeenkomst van de parlementaire vergadering van de Raad van Europa.

De vraag is of de geloofsbrieven van de Turkse vertegenwoordigers kunnen worden aanvaard, wanneer een delegatie van dat land zich aanmeldt.

Een lid beklemtoont dat de voorbije parlementsverkiezingen in Turkije zonder enige twijfel in ondemocratische omstandigheden hebben plaatsgevonden.

Normaal kan een delegatie van een op die wijze gekozen vergadering in een orgaan als de Raad van Europa niet worden toegelaten.

Aan de andere kant is er een zekere vooruitgang merkbaar (al blijven er nog tussen de 34 000 en de 80 000 politieke gevangenen) en worden verdere liberalisering in het vooruitzicht gesteld. Daarom zou het jammer zijn nu alle bruggen op te blazen, aldus het lid.

Het probleem is dat een onvoorwaardelijke aanvaarding vooreerst onmogelijk is, terwijl een afwijzing door de Turken als een onherstelbare belediging zal worden opgevat. Een bemiddelingspoging werd ondernomen door de voorzitter van de Raad van Europa. Het opzet was dat Turkije van de februarizitting zou wegblijven (zodat het probleem niet aan de orde zou komen) en dan eventueel op de volgende zitting in mei — bij een verdere verbetering van de toestand inzake mensenrechten — zou worden toegelaten. Turkije lijkt echter toch van plan een delegatie te zenden.

Kan de Minister er bij Turkije niet op aandringen het compromis alsnog te aanvaarden ?

De Minister van Buitenlandse Betrekkingen schetst de achtergrond van het probleem dat zich thans in de Raad van Europa voordoet in verband met Turkije. Drie jaar lang is in Turkije een autoritair regime aan de macht geweest. Daarbij mag men echter niet uit het oog verliezen dat het voorafgaande regime niet in staat was te regeren en de binnenlandse rust en veiligheid te verzekeren. Er was de facto toen reeds geen democratie meer.

De rust en de orde werden door de militairen in ieder geval hersteld. De Minister brengt voorts in herinnering dat Turkije, in tegenstelling tot de andere landen van de islamwereld, reeds sedert Ataturk een lekenstaat is. Wanneer de militairen er de macht grepen zijn zij ook steeds vrijwillig tot de democratie teruggekeerd. Die geest leeft ook nu nog.

Verkiezingen hebben inmiddels plaatsgevonden, weliswaar met veel beperkingen, maar het feit dat niet de door de militairen gesteunde kandidaat het heeft gehaald, bewijst dat het toch ook geen doorgestoken kaart was. Bovendien werden inmiddels gemeenteraadsverkiezingen uitgeschreven, waaraan alle partijen zullen mogen deelnemen. Er zijn dus tekenen dat de weg naar de herdemocratisering wel degelijk is ingeslagen. Hierbij dient bij de beslissing over de toelating van de Turkse delegatie tot de parlementaire vergadering van de Raad van Europa rekening te worden gehouden.

Le Ministre craignait effectivement l'échec de la tentative de médiation du président Arens. Renoncer volontairement à participer à cette session est une solution quasiment inadmissible pour le fier peuple turc. C'est pourquoi il appartient aux membres de l'assemblée de trancher. Il y a trois possibilités :

— ou bien on se fonde sur l'article 12 de la résolution 812 et l'on exclut la délégation turque parce que les élections ne répondaient pas aux normes démocratiques;

— ou bien la délégation est provisoirement admise et l'examen des lettres de créance est reporté à la session suivante;

— ou bien la délégation est admise sans autres formalités sur base de l'article 6 du règlement.

Le Ministre attire enfin l'attention sur le contexte international du problème. Il existe dans la même région plusieurs foyers de tension internationale : l'Iran, l'Afghanistan, le Liban... Il convient donc de choisir une solution qui fasse autant que possible de la Turquie un facteur de stabilité dans la région.

7. Chypre

Le Conseil de l'Europe est également confronté au problème de Chypre.

Un membre rappelle que la communauté chypriote turque a proclamé unilatéralement son indépendance. Quelle position la Belgique adoptera-t-elle à cet égard ?

Le Ministre des Relations Extérieures répond que le problème chypriote procède de l'antagonisme séculaire entre les Grecs et les Turcs et qu'il sera extrêmement difficile de trouver une solution définitive.

En ce qui concerne la déclaration unilatérale d'indépendance des Chypriotes turcs, il convient de prendre position dans le cadre de la C. E. Les Chypriotes turcs souhaitent en effet nouer des relations commerciales particulières avec la C. E., laquelle considère qu'elle ne peut traiter qu'avec un gouvernement officiel.

Le leader chypriote turc Denktash a toutefois fait impression en déclarant, lors de son intervention devant l'Assemblée de l'ONU, qu'il était disposé à négocier en vue de constituer une confédération ou une fédération. Le Ministre estime par conséquent qu'il faut éviter de heurter de front les Chypriotes turcs afin de ne pas compromettre les chances d'une solution négociée.

Le Ministre évoque ensuite la présence d'observateurs militaires belges au Moyen-Orient.

En juin 1948 déjà, lors d'un conflit territorial en Palestine, un groupe d'observateurs, l'U. N. T. S. O. (United Nations Truce Supervision Organisation in Palestina), fut envoyé sur place à l'initiative du Conseil de sécurité des Nations unies afin de contrôler le cessez-le-feu entre Israël d'une part et l'Égypte, la Jordanie, le Liban et la Syrie d'autre part, qui avait été exigé par le Conseil de sécurité.

Outre des officiers américains et français, des officiers belges faisaient déjà partie de cette mission.

À l'issue de la guerre de juin 1967, les Nations unies ont estimé qu'il était nécessaire d'envoyer des « peacekeeping-forces » dans les territoires occupés.

Sur les hauteurs du Golan, au Sud-Liban et dans le Sinaï, des observateurs de l'U. N. T. S. O. ont été placés sous le contrôle opérationnel des commandants des forces suivantes : U. N. D. O. F. (UN Disengagement Observer Force), U. N. I. F. I. L. (UN Interim Force in Lebanon) et U. N. E. F. (UN Emergency Force) (1).

(1) Suite aux accords de Camp David entre l'Égypte et Israël et au retrait partiel des troupes israéliennes du Sinaï, le mandat de l'U. N. E. F. s'est achevé le 24 juillet 1979. Le retrait total eut lieu le 25 avril 1982. Toutefois, des observateurs de l'U. N. T. S. O. sont toujours présents dans le Sinaï.

Dat de bemiddelingspoging van voorzitter Arens zou mislukken, had de Minister wel gevreesd. Van deze zitting vrijwillig wegblijven, is een oplossing die voor het trotse Turkse volk vrijwel ondenkbaar is. Het is derhalve aan de leden van de assemblee om de knoop door te hakken. Er zijn drie mogelijkheden :

— ofwel baseert men zich op artikel 12 van resolutie 812 en sluit men de Turkse delegatie uit omdat de verkiezingen niet aan de democratische normen beantwoorden;

— ofwel wordt de delegatie voorlopig toegelaten en wordt het onderzoek van de geloofsbrieven uitgesteld tot de volgende zitting;

— ofwel wordt de delegatie zonder meer toegelaten op grond van artikel 6 van het reglement.

De Minister wijst tenslotte op de internationale context van het probleem. In dezelfde regio bevinden zich verscheidene haarden van internationale onrust : Iran, Afghanistan, Libanon... Het komt er daarom op aan een oplossing te kiezen die in de mate van het mogelijke althans van Turkije een stabiele factor in de regio maakt.

7. Cyprus

In het kader van de Raad van Europa stelt zich ook het probleem van Cyprus.

Een lid merkt op dat de Turks-Cypriotische gemeenschap eenzijdig haar onafhankelijkheid heeft uitgeroepen. Welke houding zal België hiertegenover aannemen ?

De moeilijkheden in Cyprus gaan, volgens de Minister van Buitenlandse Betrekkingen, terug op de eeuwenoude tegenstelling tussen Grieken en Turken. Een definitieve oplossing van het probleem is uiterst moeilijk te vinden.

Ten aanzien van de eenzijdige onafhankelijkheidsverklaring van de Turks-Cyprioten moet in E. G.-verband positie worden gekozen. De Turks-Cyprioten willen namelijk een onafhankelijke handelsrelatie met de E. G. opbouwen. Het gezamenlijke standpunt van de E. G. terzake is dat alleen met een officiële regering kan worden gehandeld.

Niettemin heeft de Turks-Cypriotische voorman Denktash indruk gemaakt met zijn rede voor de UNO-vergadering. Daaruit bleek dat hij bereid is te onderhandelen om tot een confederatie of federatie te komen. De Minister meent derhalve dat moet worden vermeden de Turks-Cyprioten te zeer voor het hoofd te stoten, ten einde de kansen op een oplossing aan de onderhandelingstafel gaaf te houden.

De Minister gaat terloops even in op de aanwezigheid van Belgische militaire waarnemers in het Midden-Oosten.

Reeds in juni 1948 werd, naar aanleiding van territoriale geschillen in Palestina, op initiatief van de UNO-Veiligheidsraad, een waarnemersgroep, de U. N. T. S. O. (United Nations Truce Supervision Organization in Palestina) naar ginds gezonden teneinde toezicht te houden op de door de de Veiligheidsraad geëiste Wapenstilstand tussen Israël enerzijds en Egypte, Jordanië, Libanon en Syrië anderzijds.

Reeds toen maakten Belgische officieren naast Amerikaanse en Franse deel uit van de zending.

Na de oorlog van juni 1967 voelde de UNO zich genoodzaakt « peacekeepingforces » naar de bezette gebieden te zenden.

Op de Golan- hoogvlakte, in Zuid-Libanon en in de Sinaï werden U. N. T. S. O.-waarnemers respectievelijk onder de operationele controle geplaatst van de bevelhebbers van de « forces » : U. N. D. O. F. (U. N. Disengagement Observer Force), U. N. I. F. I. L. (U. N. Interim Force in Lebanon) en U. N. E. F. (U. N. Emergency Force) (1).

(1) Ingevolge het Camp David-vredesverdrag tussen Egypte en Israël en een gedeeltelijke terugtrekking van de Israëlische strijdkrachten in de Sinaï, verviel het mandaat van U. N. E. F. op 24 juli 1979. De totale terugtrekking vond plaats op 25 april 1982. Toch verblijven nog steeds U. N. T. S. O.-waarnemers in de Sinaï.

Le nombre d'officiers de l'U. N. T. S. O. pouvant se trouver sur place s'élève actuellement à 298 et ils ne peuvent être envoyés que par des pays qui ne sont pas membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies.

Quatre officiers belges se trouvent actuellement en tant qu'U. N. O. M. (UN Military Observer) dans les territoires occupés : le capitaine J.-M. Desmarets, le commandant E. A. Henckaerts, le capitaine-commandant M. Peeters et le commandant I. Saelens. On est toujours à la recherche d'un remplaçant pour le major K. Verbrugghe dont la mission s'est achevée le 14 septembre 1983.

La durée de la mission est d'un an, mais elle peut être prorogée. Cette prorogation doit être autorisée par le Secrétaire-général des Nations unies moyennant l'accord du Ministère de la Défense nationale et de l'intéressé.

8. Le monde arabe

Un membre estime que les troubles qui se sont produits récemment en Tunisie et au Maroc sont dus non seulement à la hausse du prix des denrées alimentaires, qui en fut la cause directe, mais aussi à la situation économique générale de ces pays et aux activités d'infiltration et d'agitation auxquelles se livrent les fondamentalistes islamiques. Ces activités et celles d'autres organisations terroristes semblent se développer de plus en plus et sont la cause d'une part importante de l'insécurité qui règne dans le monde. L'orateur se réfère notamment à la situation au Liban. Quel est le point de vue du Ministre en ce qui concerne le développement, la puissance et les relations du mouvement révolutionnaire islamique ?

Un autre membre souligne lui aussi l'importance des fondamentalistes islamiques dans la problématique du Moyen-Orient et estime qu'ils jouent un rôle dans l'ensemble de la politique mondiale. L'Europe s'associe-t-elle aux efforts visant à résoudre le problème du Moyen-Orient et, si oui, de quelle manière ?

Quelle est la position de la Belgique vis-à-vis du Liban ?

Toujours à propos du Moyen-Orient, un membre se réjouit de la création d'une commission pour le dialogue euro-arabe. D'autre part, il déplore qu'une note établie par le « high-levelgroup » ait été retirée en raison de l'échec du sommet d'Athènes et que l'Europe rétracte apparemment ses déclarations de Venise et de Luxembourg concernant le Moyen-Orient.

Selon ce membre, les événements de Tunisie et du Maroc ne résultent pas tellement d'un complot islamique ou marxiste. Ils découlent dans une bien plus large mesure du fait que les conditions dont le F. M. I. assortit l'octroi de prêts à ces pays sont si rigoureuses que de telles réactions sont inévitables.

La Belgique ne pourrait-elle pas attirer l'attention du F. M. I. sur ce problème ?

D'après le Ministre des Relations extérieures, il n'est pas encore possible d'indiquer avec certitude les causes précises des émeutes qui ont éclaté en Tunisie et au Maroc.

Il est incontestable que le mouvement des intégristes islamiques, qui s'est propagé à partir de l'Iran, a joué un certain rôle, mais il semble que cela a surtout été le cas dans les régions rurales. Dans les villes, où le niveau d'instruction de la population est plus élevé, ce facteur a été beaucoup moins déterminant et ce sont plutôt des facteurs d'ordre socio-économique qui ont été à l'origine des soulèvements. Peut-être la Libye ou l'Union soviétique ont-elles aussi contribué à susciter certaines tendances révolutionnaires.

Het toegestane aantal U. N. T. S. O.-officiëren bedraagt momenteel 298 en deze mogen slechts geleverd worden door landen die niet permanent lid zijn van de UNO-Veiligheidsraad.

Thans zijn 4 Belgische officieren werkzaam als U. N. M. O. (U. N. Military Observer) in de bezette gebieden : Kap. J.-M. Desmarets, Cdt. E. A. Henckaerts, Kap.-Cdt. M. Peeters en Cdt. I. Saelens. Er wordt nog steeds gezocht naar een vervanger van Majoor K. Verbrugghe, die zijn dienstbeurt beëindigd heeft op 14 september 1983.

De duur van de zending bedraagt één jaar met mogelijkheid tot verlenging, die moet worden toegestaan door het Secretariaat-Generaal van de UNO en mits akkoord van het Ministerie van Landsverdediging en van de betrokken persoon.

8. Arabische wereld

De recente onlusten in Tunesië en Marokko houden, volgens een lid, niet alleen verband met de stijging van de voedselprijzen, die er de directe oorzaak van was, maar ook met de algemene economische situatie van die landen enerzijds en met de infiltratie en agitatie door islamitische fundamentalisten anderzijds. Dit laatste verschijnsel lijkt steeds grotere proporties aan te nemen en, in nauw verband met andere terroristische organisaties, verantwoordelijk te zijn voor een belangrijk stuk onveiligheid in de wereld. Spreker wijst o.m. naar de situatie in Libanon. Heeft de Minister enig idee van de ontwikkeling, de sterkte en de relaties van de islamitische revolutionaire beweging ?

Ook een ander lid beklemtoont het belang van de islamitische fundamentalisten in de problematiek van het Midden-Oosten en meent dat zij een rol spelen in het geheel van de wereldpolitiek. Heeft Europa een aandeel in de oplossing van het vraagstuk van het Midden-Oosten, en zo ja welk ?

Welke houding neemt België aan ten opzichte van Libanon ?

Nog in verband met het Midden-Oosten verheugt een lid zich over de oprichting van een commissie voor de Euro-Arabische dialoog. Anderzijds betreurt hij dat een nota van de « high-levelgroup » wegens de mislukking van de top van Athene werd ingetrokken en dat Europa zijn verklaringen van Venetië en Luxemburg inzake het Midden-Oosten blijkbaar weer inslikt.

De gebeurtenissen in Tunesië en Marokko moeten volgens dit lid niet zozeer worden verklaard als een islamitisch of marxistisch complot. Een veel belangrijker oorzaak is zijns inziens dat de voorwaarden die het I. M. F. deze landen oplegt om steun te verlenen zo streng zijn dat dergelijke reacties wel moeten volgen.

Kan België de I. M. F.-instanties hierop niet attent maken ?

Volgens de Minister van Buitenlandse Betrekkingen zijn de precieze oorzaken van de opstanden in Tunesië en Marokko nog niet met zekerheid aan te wijzen.

Zeker is dat de beweging van islamitische integristen, overgewaaid uit Iran, een zekere rol heeft gespeeld, naar het zich laat aanzien echter vooral op het platteland. In de steden, waar de mensen meer onderwijs hebben genoten, speelt dit niet zozeer mee en moeten de motieven veeleer op het sociaal-economische vlak worden gezocht. Wellicht speelt ook een zekere beïnvloeding in revolutionaire zin vanuit Lybië of de Sovjetunie mee.

Le Ministre confirme que le renouveau islamique dans l'ensemble du monde arabe constitue un élément d'une très grande importance que nous ne connaissons en fait que très mal. Le monde islamique n'est pas monolithique; il est aussi en proie à des tensions internes et il est notamment manifeste que les membres des catégories plus développées ne se laissent pas entraîner si facilement au fanatisme.

Le dialogue euro-arabe est actuellement rendu difficile par l'attitude maximaliste des pays arabes. En ce qui concerne l'Europe des Dix, celle-ci maintient en principe sa déclaration de Venise. Vu le manque de transparence de la situation au Moyen-Orient, il est malaisé d'adopter une position nette.

D'une manière générale, l'influence de l'Europe sur la problématique du Moyen-Orient est assez minime, étant donné que l'Europe n'agit pas en tant que puissance. On n'exerce une influence réelle que lorsqu'on dispose de troupes et que l'on est prêt à les envoyer sur place.

9. Le Zaïre

Un membre se réfère à la question écrite n° 11 de M. Vanvelthoven du 21 octobre 1983 concernant le rééchelonnement de la dette extérieure du Zaïre (voir le Bulletin n° 3 du 22 novembre 1983, p. 223). Depuis lors, ce rééchelonnement a été réalisé. A-t-on imposé au Zaïre des conditions de nature politique dans le cadre de cette opération? Un membre estime que les conditions imposées par le Fonds monétaire international pour l'octroi d'un crédit de transition (dévaluation, promotion d'une production axée sur l'exportation) auront un effet défavorable pour la population zaïroise. Quel est l'avis du Ministre à ce propos?

Le Ministre des Relations extérieures fournit les précisions suivantes à propos de l'élaboration de l'accord entre le Zaïre et le F. M. I. :

Dans sa lettre d'intention du 12 septembre 1983, le gouvernement zaïrois demandait au F. M. I. un « arrangement de transition » pour une durée de 15 mois et pour un montant de 228 millions de DTS (droits de tirage spéciaux).

Le Conseil d'administration du F. M. I. a marqué son accord le 16 décembre 1983. Cet accord devient effectif à la date à laquelle le F. M. I. jugera qu'un rééchelonnement satisfaisant de la dette extérieure du Zaïre a été réalisé.

Le Zaïre peut prélever le montant accordé jusqu'en mars 1985, sans dépasser les maxima suivants :

- 36 millions de DTS jusqu'au 28 février 1984;
- 78 millions de DTS jusqu'au 30 mai 1984;
- 118 millions de DTS jusqu'au 30 août 1984;
- 158 millions de DTS jusqu'au 29 novembre 1984;
- 198 millions de DTS jusqu'au 27 février 1985.

Le Conseil d'administration du F. M. I. a autorisé, sous les mêmes conditions, le Zaïre à acheter 114,5 millions de DTS dans le cadre du mécanisme de financement compensatoire (Compensatory Financing Facility).

Les possibilités d'un rééchelonnement de la dette extérieure du Zaïre ont alors été examinées dans le cadre de ce que l'on appelle le Club de Paris :

De Minister bevestigt dat de islamitische heropleving in de gehele Arabische wereld een factor van zeer groot gewicht is, waarvan wij eigenlijk zeer slecht op de hoogte zijn. De Islamwereld is echter geen monolithisch blok. Er zijn ook interne spanningen. Met name de meer ontwikkelde landen laten zich niet zo gemakkelijk meeslepen in fanatisme.

De Euro-Arabische dialoog wordt momenteel bemoeilijkt doordat de Arabische landen een maximalistische houding aannemen. Van de zijde van het Europa van de 10 blijft de verklaring van Venetië in principe geldig. Te Athene werd geen enkele nieuwe tekst aangenomen. Het is, gelet op de ondoorzichtigheid van de huidige situatie in het Midden-Oosten, ook moeilijk een duidelijk standpunt in te nemen.

Al bij al is de invloed van Europa op de Midden-Oosten-problematiek vrij gering, aangezien het niet als machtsblok optreedt. Echte invloed heeft men maar als men troepen heeft en ook bereid is die ter plaatse te zenden.

9. Zaïre

Een lid herinnert aan de schriftelijke vraag n° 11 van de heer Vanvelthoven dd. 21 oktober 1983 over de herschikking van de buitenlandse schuld van Zaïre (zie Bull. n° 3 van 22 november 1983, blz. 223). Deze herschikking heeft inmiddels plaatsgevonden. Werden daarbij aan Zaïre politieke voorwaarden opgelegd? De voorwaarden die door het I. M. F. werden opgelegd voor het verlenen van een stand-by-krediet (devaluatie, bevordering van de exportgerichtheid), worden door het lid ongunstig geacht voor de Zaïrese bevolking. Wat vindt de Minister hiervan?

Over de totstandkoming van het akkoord tussen Zaïre en het Internationaal Monetair Fonds verklaart de Minister van Buitenlandse Betrekkingen het volgende :

Met haar intentiebrief van 12 september 1983 vroeg de Zaïrese regering aan het I. M. F. een « stand-by-arrangement » voor 15 maanden voor een bedrag van 228 miljoen STR (speciale trekkingsrechten).

De Raad van Beheer van het I. M. F. gaf zijn goedkeuring op 16 december 1983. Het akkoord wordt effectief op de datum dat het I. M. F. oordeelt dat een voldoening gevende herschikking van de Zaïrese buitenlandse schuld tot stand komt.

Zaïre mag het toegestane bedrag opnemen tot maart 1985, zonder de volgende maxima te mogen overschrijden :

- 36 miljoen STR tot 28 februari 1984;
- 78 miljoen STR tot 30 mei 1984;
- 118 miljoen STR tot 30 augustus 1984;
- 158 miljoen STR tot 29 november 1984;
- 198 miljoen STR tot 27 februari 1985.

Onder dezelfde voorwaarde gaf de Raad van Beheer van het I. M. F. Zaïre machtiging tot aankoop van 114,5 miljoen STR in het kader van het mechanisme van compensatiefinanciering (Compensatory Financing Facility).

Dientengevolge werden de mogelijkheden om te komen tot een herschikking van de buitenlandse schuld van Zaïre onderzocht in het kader van de zgn. Club van Parijs :

I. Les principaux créanciers du Zaïre (la Belgique, le Canada, la République fédérale d'Allemagne, la France, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas, l'Autriche, le Royaume-Uni, les Etats-Unis, la Suède et la Suisse) se sont entretenus les 19 et 20 décembre 1983 à Paris avec des représentants du gouvernement zaïrois afin d'examiner la demande d'allègement du service de la dette extérieure du Zaïre. Ces pays n'ont pas l'intention de lier ce problème à celui du respect des droits de l'homme.

II. Les représentants du F.M.I. ont exposé la situation économique du Zaïre ainsi que le programme de relance mis en œuvre par le gouvernement zaïrois. Ce programme s'appuie sur un accord conclu avec le F.M.I. pour une durée de 15 mois, accord approuvé le 16 décembre 1983 par le Conseil d'Administration du Fonds et qui entrera en vigueur lorsque le Fonds estimera que des accords de rééchelonnement de la dette qui permettent un allègement suffisant du service de la dette pour 1983 et 1984 auront été conclus.

III. Les pays créditeurs se sont mis d'accord sur les recommandations suivantes, qui doivent à présent être coulées dans des accords de rééchelonnement bilatéraux entre le Zaïre et chaque pays participant :

A. Dettes concernées :

1. Crédits et prêts commerciaux cautionnés ou garantis de gouvernements ou d'organismes officiels, au terme d'échéance supérieur à un an, contractés avant le 30 juin 1983;

2. Remboursements tant en intérêts qu'en principal de crédits, au terme d'échéance de plus d'un an, qui ont fait l'objet de consolidations antérieures;

3. Remboursements tant en intérêts qu'en principal de crédits à court terme pour autant qu'ils aient été compris dans des consolidations antérieures.

B. Mode de rééchelonnement :

1. Dettes mentionnées sous A.1. et A.2. (moyen terme) :

95 % des montants payables entre le 1^{er} janvier 1984 et le 31 décembre 1984 doivent être remboursés en 12 versements semestriels égaux à partir du 31 décembre 1989 jusqu'au 30 juin 1995, ce qui représente un sursis de 5 ans.

2. Dettes mentionnées sous A.3. : (déjà consolidées, à court terme) :

95 % des montants payables entre le 1^{er} janvier 1984 et le 31 décembre 1984 doivent être remboursés en 6 versements semestriels égaux à partir du 31 décembre 1987 jusqu'au 30 juin 1990.

3. Les 5 % restants doivent être remboursés comme suit :

2,5 % au 31 décembre 1984 et 2,5 % au 31 décembre 1985.

4. Les intérêts de retard dus au 31 décembre 1983 doivent être payés en 12 versements annuels égaux à partir du 30 juin 1984 jusqu'au 30 juin 1995.

C. Conditions générales et exécution :

1. Pour des dettes comparables envers d'autres créanciers, y compris les banques, le Zaïre s'efforcera d'obtenir un rééchelonnement selon des conditions comparables (règle anti-discriminatoire);

I. De belangrijkste landen-schuldeisers (België, Canada, Duitse Bondsrepubliek, Frankrijk, Italië, Japan, Nederland, Noorwegen, Oostenrijk, Verenigd Koninkrijk, Verenigde Staten, Zweden en Zwitserland) vergaderden op 19 en 20 december 1983 te Parijs met vertegenwoordigers van de Zaïrese regering ten einde het verzoek tot verlichting van de dienst van de buitenlandse schuld van Zaïre te onderzoeken. Deze partners werden niet bereid gevonden dit te binden aan de eerbiediging van de mensenrechten.

II. De vertegenwoordigers van het I.M.F. gaven een beschrijving van de economische toestand van Zaïre en van het door de Zaïrese Regering in uitvoering gestelde herstelprogramma. Dit laatste wordt ondersteund door een akkoord met het I.M.F., voor de duur van 15 maanden, dat door de Raad van Beheer van het Fonds op 16 december 1983 werd goedgekeurd en dat van toepassing wordt wanneer het Fonds oordeelt dat schuldherbschikkingsakkoorden worden gesloten die een voldoende verlichting van de dienst van de schuld voor 1983 en 1984 inhouden.

III. De landen-schuldeisers geraakten het eens over volgende aanbevelingen, die thans moeten worden vertaald in bilaterale herschikkingsakkoorden tussen Zaïre en ieder deelnemend land :

A. Betrokken schulden :

1. Commerciële gewaarborgde of verzekerde kredieten en leningen van regeringen of officiële organismen, met een looptijd van meer dan 1 jaar, aangegaan vóór 30 juni 1983;

2. Terugbetalingen zowel van intrest als hoofdsom van kredieten, met looptijd van meer dan 1 jaar, die het voorwerp waren van vroegere consolidaties;

3. Terugbetalingen van zowel intrest als hoofdsom van kredieten op korte termijn voor zover zij besloten waren in vroegere consolidaties.

B. Wijze van herschikking :

1. Van schulden vermeld onder A.1. en A.2. (middellange termijn) :

95 % der van 1 januari 1984 tot 31 december 1984 betaalbare bedragen moeten betaald worden in 12 gelijke semestriële stortingen beginnend op 31 december 1989 en eindigend op 30 juni 1995. Dus een respijttermijn van 5 jaar.

2. Van schulden vermeld onder A.3. (reeds geconsolideerde korte termijn) :

95 % der van 1 januari 1984 tot 31 december 1984 betaalbare bedragen moeten terugbetaald in 6 gelijke semestriële stortingen beginnend op 31 december 1987 en eindigend op 30 juni 1990.

3. De overige 5 % moeten terugbetaald worden als volgt :

2,5 % op 31 december 1984 en 2,5 % op 31 december 1985.

4. De op 31 december 1983 verschuldigde nalatigheidsintresten moeten betaald worden in 12 gelijke jaarlijkse stortingen beginnend op 30 juni 1984 en eindigend op 30 juni 1995.

C. Algemene voorwaarden en uitvoering :

1. Zaïre zal, voor vergelijkbare schulden aan andere schuldeisers, met inbegrip der banken, een herschikking volgens vergelijkbare voorwaarden nastreven (anti-discriminatieregel);

2. Les termes échus des dettes qui ne sont pas visées par l'accord devront être réglés le plus rapidement possible et en tout cas avant le 30 juin 1984.

3. Le Zaïre doit maintenir l'accord avec le F. M. I.

4. Les accords bilatéraux de rééchelonnement doivent être conclus avant le 30 juin 1984.

5. A la fin de chaque mois de l'année 1984, le Zaïre devra verser l'équivalent de 14,5 millions de DTS sur un compte spécial de la Federal Reserve Bank à New York, afin de faciliter les versements à effectuer lors de la conclusion des accords bilatéraux de rééchelonnement (« monthly monitoring procedure »).

IV. Le représentant du F. M. I. a estimé que l'opération de rééchelonnement proposée permettrait de ramener le service de la dette à un niveau compatible avec le programme de redressement du Zaïre.

Le Ministre des Relations extérieures reconnaît qu'il s'agit là de conditions sévères. Il faut cependant savoir que le F. M. I. ne se base pas sur des critères sociaux, mais uniquement sur des considérations économiques. Agir autrement compromettrait d'ailleurs sa survie.

En outre, il n'est guère étonnant que dans la situation économique actuelle les pays prêteurs souhaitent conserver un certain contrôle sur l'utilisation des fonds qu'ils prêtent. Etant donné qu'ils sont eux-mêmes limités dans les prêts qu'ils peuvent accorder, ils veulent avoir la certitude que l'argent sera utilisé à bon escient.

Le Ministre précise que selon les informations dont il dispose, les conditions imposées par le F. M. I. et les créanciers sont jusqu'à présent scrupuleusement observées par le Premier Ministre zaïrois, M. Kengo.

Un membre fait observer que la politique menée par le F. M. I. est totalement contraire à l'attitude que la Commission Brandt recommande d'adopter envers le Tiers-Monde. Les conditions imposées ont bien souvent des conséquences tellement catastrophiques sur le plan social qu'elles peuvent facilement provoquer des troubles.

Un autre membre réplique que le fait de confier intégralement le pouvoir de décision aux pays bénéficiaires peut engendrer des réactions d'opposition. Qu'on l'approuve ou non, la réalité est que les multiples exigences des pays bénéficiaires effrayent et détournent certains pays fournisseurs d'aide.

L'intervenant rappelle le retrait des Etats-Unis de l'UNESCO, ce qui provoquera une telle régression des moyens de cette organisation que son action sera finalement réduite à néant.

10. L'Afrique australe

En ce qui concerne les problèmes posés par l'Afrique australe, un membre fait référence à une interview que Sir Harry Oppenheimer a accordée au *New York Times* et au cours de laquelle celui-ci a mis en garde contre les conflits internes graves auxquels la politique de l'Afrique du Sud doit fatalement conduire à terme. L'intervenant constate que les pays européens réagissent de manière divergente et que la Belgique s'abstient de prendre parti lors des votes. On peut se demander si l'on a suffisamment réagi à l'occupation illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud et à l'invasion de l'Angola.

Le Ministre des Relations extérieures souligne qu'un facteur important permettant d'aboutir à une solution en Afrique australe est le retrait de toutes les troupes étrangères. A cet égard, la Belgique a joué un rôle de médiateur. D'après de récents communiqués, un accord entre l'Afrique du Sud, les Etats-Unis et l'Angola relatif à l'indépendance de la Namibie et au retrait des troupes cubaines d'Angola, où l'UNITA et le F. N. L. A. seraient neutralisés, serait en préparation.

2. De vervallen termijnen der niet in het akkoord begrepen schulden zullen zo spoedig mogelijk en alleszins vóór 30 juni 1984 worden vereffend;

3. Zaïre moet het akkoord met het I. M. F. behouden;

De bilaterale herschikkingsakkoorden moeten vóór 30 juni 1984 worden gesloten;

5. Zaïre zal het equivalent van 14,5 miljoen STR op het einde van iedere maand van 1984 storten op een speciale rekening bij de Federal Reserve Bank te New York om de betalingen te vergemakkelijken die verschuldigd worden bij de totstandkoming van de bilaterale herschikkingsakkoorden (« monthly monitoring procedure »).

IV. De vertegenwoordiger van het I. M. F. was van oordeel dat de beschreven herschikkingsoperatie voldoende was om de dienst van de schuld te herleiden tot een met het herstelprogramma van Zaïre verenigbaar niveau.

De Minister van Buitenlandse Betrekkingen erkent dat dit strenge voorwaarden zijn. Het I. M. F. hanteert echter geen sociale criteria, maar baseert zich louter op economische overwegingen. Als het dit niet deed, zou het trouwens zelf niet kunnen overleven.

Overigens is het niet verwonderlijk dat de geldverschaffende landen in de huidige economische wereldsituatie een zekere controle willen blijven behouden over de aanwending van het geld dat zij ter beschikking stellen. Zij hebben zelf zo weinig te geven dat zij zekerheid willen dat hetgeen zij geven goed besteed wordt.

Naar verluidt worden de door het I. M. F. en de schuldeisers opgelegde voorwaarden tot dusver nauwgezet in acht genomen door de Zaïrese premier Kengo, aldus de Minister.

Een lid doet opmerken dat de politiek van het I. M. F. volkomen indruist tegen de door de Commissie-Brandt aanbevolen houding ten opzichte van de Derde Wereld. De opgelegde voorwaarden hebben vaak zo'n rampzalige gevolgen op sociaal vlak dat zij gemakkelijk tot opstanden kunnen leiden.

In antwoord hierop verklaart een ander lid dat het volledig overlaten van het beslissingsrecht aan de verkrijgende landen tot tegenreacties kan leiden. Of men het nu goedkeurt of niet, de realiteit is dat de veeleisendheid van de verkrijgende landen sommige hulpverschaffende landen afschrikt en doet afhaken.

Spreker verwijst naar de terugtrekking van de Verenigde Staten uit de UNESCO waardoor de fondsen van deze organisatie zo drastisch zullen teruglopen dat uiteindelijk niets meer kan worden gerealiseerd.

10. Zuidelijk Afrika

Omtrent de problematiek van Zuidelijk Afrika verwijst een lid naar een interview van de *New York Times* met Sir Harry Oppenheimer, waarin die ervoor waarschuwt dat de politiek van Zuid-Afrika op termijn fataal tot zware interne conflicten moet leiden. Spreker constateert dat de Europese landen verdeeld reageren en dat België zich bij stemmingen telkens op de vlakte houdt. Is er wel voldoende gereageerd op de onwettige bezetting van Namibië door Zuid-Afrika en op de inval van Angola?

De Minister van Buitenlandse Betrekkingen onderstreept dat een belangrijke factor om tot een oplossing te komen in Zuidelijk Afrika de terugtrekking van alle vreemde troepen is. België heeft in deze problematiek een bemiddelende rol gespeeld. Volgens recente berichten zou er een overeenkomst tussen Zuid-Afrika, de V. S. en Angola op til zijn over de onafhankelijkheid van Namibië en de terugtrekking van de Cubaanse troepen uit Angola, waar UNITA en F. N. L. A. geneutraliseerd zouden worden.

II. L'Amérique centrale

D'après un membre, le rapport Kissinger relatif à l'Amérique centrale reconnaît que les conflits et les tensions que connaît cette région ont des causes socio-économiques. Si les Etats-Unis fournissent effectivement une aide économique à cette région, c'est cependant surtout l'assistance militaire qui est prépondérante. Dans le rapport, il a été proposé de subordonner cette aide militaire au respect des droits de l'homme dans les pays concernés, mais le Président a rejeté cette proposition.

L'intervenant pose à ce propos les questions suivantes. Le Ministre pourrait-il communiquer le rapport Kissinger à la Commission ? Quel est le point de vue du Ministre au sujet de ce rapport et de la position des Etats-Unis ? Quels ont été les résultats des tentatives de médiation du groupe de Contadora ? Le Ministre a-t-il pris officiellement position au sujet de l'invasion de la Grenade par les Etats-Unis ?

Le Ministre des Relations extérieures estime qu'une prise de position politique de la Belgique au sujet du rapport Kissinger serait prématurée, étant donné que le gouvernement des Etats-Unis lui-même ne s'est pas encore prononcé. Il s'agit en tout cas d'un document important dans lequel il est également question du rôle de l'Europe. Il est notamment suggéré que la Communauté européenne permette aux pays d'Amérique centrale d'adhérer à la Convention de Lomé.

Le Ministre considère que le concept de base du rapport, selon lequel la cause des troubles réside dans le contexte social et économique, est un élément intéressant. Le rapport souligne par ailleurs que l'apparition d'une zone d'insécurité au sud des Etats-Unis empêchera inévitablement ceux-ci d'honorer certains engagements. Le Ministre remet une synthèse officieuse du rapport (voir annexe IV).

En ce qui concerne notre propre politique à l'égard de l'Amérique centrale, le Ministre déclare que notre pays a appuyé d'emblée les initiatives du groupe de Contadora et qu'il poursuit cette politique. La Belgique a d'ailleurs proposé un programme d'aide à l'Amérique centrale dans le cadre de la Communauté européenne. Après avoir été bloqué en raison de divergences de vues politiques, ce programme va à présent pouvoir être mis en œuvre du fait qu'il a été convenu, à l'initiative de notre pays, que l'aide serait accordée directement à la population, et ce, sans distinction aucune et pour tous les pays de la région.

Le Ministre ajoute que l'Amérique centrale continue de poser un problème, étant donné que plusieurs pays connaissent une situation explosive et que la seule solution possible réside dans la suppression des ingérences étrangères.

En ce qui concerne la Grenade, le Ministre renvoie au communiqué officiel que le Gouvernement a publié à ce sujet (voir annexe V). En cette matière, comme en toute circonstance, la position de la Belgique se fonde sur la non-ingérence, le droit des peuples à l'autodétermination et la non-violence. Le problème pratique consiste à déterminer de manière permanente la portée de ces principes et les limites dans lesquelles il est possible de s'y conformer.

Au cours du débat sur l'invasion de la Grenade qui s'est déroulé aux Nations Unies, la Belgique a contribué de manière positive à l'élaboration de la résolution qui a été adoptée.

II. Centraal-Amerika

In het rapport Kissinger over Centraal-Amerika wordt volgens een lid, erkend dat de conflicten en spanningen die zich in dat gebied voordoen op sociaal-economische oorzaken berusten. Nu wordt door de Verenigde Staten weliswaar economische hulp verstrekt aan die regio, maar wordt toch vooral de militaire hulp opgedreven. In het rapport werd voorgesteld die militaire hulp te binden aan de eerbiediging van de mensenrechten in de betrokken landen, maar dit is door de president van de hand gewezen.

Het lid koppelt hieraan de volgende vragen : kan de Minister de tekst van het rapport Kissinger aan de Commissie bezorgen ? Wat denkt de Minister over het rapport en over de houding van de Verenigde Staten ? Welke resultaten heeft de zogenaamde Contadoragroep met zijn bemiddelingspogingen al bereikt ? Heeft de Minister al een officieel standpunt bepaald ten aanzien van de Amerikaanse inval in Grenada ?

De Minister van Buitenlandse Betrekkingen meent dat het voor België nog te vroeg is ten aanzien van het rapport-Kissinger een politiek standpunt in te nemen, aangezien de Amerikaanse regering er zich zelf nog niet over heeft uitgesproken. Wel is het in ieder geval een belangrijk document, waarin ook de rol van Europa wordt besproken. Met name wordt gesuggereerd dat de Europese Gemeenschap de landen van Centraal-Amerika zou opnemen in de Lomé-conventie.

Het uitgangspunt van het rapport, nl. dat de oorzaken van de onrust van sociaal-economische aard zijn, noemt de Minister interessant. Voorts wordt er in het rapport op gewezen dat het ontstaan van een onveilige zone vlak ten zuiden van de Verenigde Staten, onvermijdelijk meebrengt dat dit land andere verplichtingen niet zal kunnen nakomen. De Minister bezorgt een officieuze samenvatting van de tekst van het rapport (zie bijlage IV).

Wat het eigen beleid ten aanzien van Centraal-Amerika betreft, verklaart de Minister dat de Regering van meetaf aan de initiatieven van de zogenaamde Contadoragroep heeft gesteund, en dat nog doet. Door België werd trouwens in het kader van de Europese Gemeenschap een hulpprogramma voor Centraal-Amerika voorgesteld. Na een oorspronkelijke blokkering van het programma wegens politieke meningsverschillen, kan dit programma thans worden uitgevoerd, nu op initiatief van België werd overeengekomen de hulp zonder onderscheid rechtstreeks ten goede te laten komen aan de bevolking, en dit in alle landen van de regio.

Centraal-Amerika blijft een probleem, aldus de Minister. De situatie is in verscheidene landen explosief, en dit is alleen op te lossen door de opheffing van iedere buitenlandse inmenging.

In verband met Grenada verwijst de Minister naar het inmiddels gepubliceerde officiële regeringscommuniqué terzake (zie bijlage V). België gaat in dit geval, zoals steeds, uit van de beginselen van niet-inmenging, zelfbeschikkingsrecht der volkeren en niet-gebruik van geweld. In de praktijk komt het er op aan steeds af te wegen wat deze begrippen precies inhouden en waar de grens ligt in de toepassing ervan.

Tijdens het debat over Grenada in de Verenigde Naties heeft België een positieve bijdrage geleverd aan de opstelling van de aangenomen resolutie.

12. Les droits de l'homme

Un membre estime que le principe qui régit traditionnellement nos relations diplomatiques, à savoir que la Belgique ne reconnaît que des États et non des régimes, peut influencer notre position à l'égard de pays qui ne respectent pas les droits de l'homme.

C'est probablement en raison de ce principe que la Belgique fait preuve d'une prudence toute particulière quand elle adresse des signaux politiques à ces pays. Existe-t-il un document énonçant les principes directeurs en fonction desquels la Belgique définit son attitude ?

L'intervenant estime que le fait qu'un pays respecte ou non les droits de l'homme ne peut pas avoir une influence déterminante sur la politique économique que nous menons à son égard. Il faut être réaliste en ce domaine. À la suite de circonstances historiques, la Belgique a développé avec certains pays des relations commerciales qu'elle ne peut pas rompre purement et simplement. Par ailleurs, elle est pratiquement contrainte de poursuivre certaines relations avec d'autres pays qui disposent de matières premières rares. La question est toutefois de savoir où il faut fixer la limite.

Un autre membre insiste cependant pour que la Belgique se prononce clairement au sujet du respect des droits de l'homme, étant entendu qu'il faut veiller à ce que nous puissions également supporter les répercussions de notre attitude. Pour montrer à quel point ces problèmes sont délicats, l'intervenant cite l'exemple de la Turquie.

Un membre fait observer que le Gouvernement belge déclare vouloir défendre les droits de l'homme, alors que son délégué au Conseil de l'Europe vote en faveur de la suppression d'un crédit qui est précisément destiné à en assurer le respect. Il juge regrettable que l'on économise sur ce genre de dépenses, d'autant plus que l'on compromet ainsi l'une des missions spécifiques du Conseil de l'Europe.

Le Ministre précise que s'il est louable, en théorie, de lier l'octroi d'une aide à un pays au respect des droits de l'homme par ce pays, il est très difficile de ne pas s'écarter de ce principe dans la pratique.

Le Ministre cite l'exemple de la requête adressée par les évêques polonais à la Communauté européenne, dans laquelle ceux-ci demandent à la Communauté de mettre sur pied pour leur pays un programme d'aide en matière agricole. Faut-il rejeter cette requête sous le prétexte que les droits de l'homme ne sont pas respectés en Pologne ? Il est clair qu'il s'agit là d'une situation de crise dont la population est en fin de compte la victime.

Un membre fait valoir que l'octroi d'une aide à la Pologne aurait pour effet que les autorités polonaises et le bloc économique auquel appartient la Pologne ne devraient plus s'efforcer eux-mêmes d'améliorer la situation et qu'ils pourraient dès lors continuer à consacrer tous leurs efforts financiers à l'armement. L'orateur fait observer qu'il y a dès lors une différence essentielle entre un pays comme la Pologne et un pays en voie de développement.

Le Ministre des Relations extérieures précise que tous les éléments doivent être pris en considération mais qu'il importe avant tout de savoir si l'aide soulage effectivement la détresse des populations concernées. Le fait de faire dépendre toutes les aides du respect des droits de l'homme reviendrait en fait à ne plus accorder aucune aide, car il n'y a dans le monde qu'une vingtaine de pays (industrialisés) qui soient irréprochables sous cet angle.

Le Ministre souligne en outre la résistance rencontrée dans les pays en voie de développement lorsqu'on aborde le problème des droits de l'homme. Ces pays ressentent en effet nos exigences et remarques en ce domaine

12. Mensenrechten

De traditionele stelregel van onze diplomatie dat België geen regimes maar alleen Staten erkent, kan volgens een lid gevolgen hebben voor de houding die ons land aanneemt ten aanzien van landen die de mensenrechten niet naleven.

Het maakt allicht dat België extra omzichtig is in de politieke signalen die het geeft aan deze landen. Bestaat er een document dat een leidraad biedt voor het bepalen van de aan te nemen houding ?

Spreeker meent dat het al dan niet eerbiedigen van de mensenrechten door een land niet van doorslaggevend belang mag zijn voor de economische politiek die ten opzichte van dat land wordt gevoerd. Men moet daarin realistisch zijn. Met sommige landen zijn er historische handelsbetrekkingen gegroeid die niet zonder meer kunnen worden afgebroken. Met andere landen, die over zeldzame grondstoffen beschikken, is men welhaast verplicht zekere banden te behouden. De vraag is echter waar de grens moet worden getrokken.

Een ander lid dringt er toch op aan dat België zich duidelijk zou uitspreken inzake mensenrechten, met dien verstande dat ervoor moet worden gezorgd dat we de consequenties van die uitspraken ook moeten kunnen dragen. Om aan te tonen hoe delicaat een en ander is haalt spreker het voorbeeld van Turkije aan.

De Belgische Regering verklaart zich voorstander van de verdediging van de mensenrechten, maar aan de andere kant stemt haar afgevaardigde in de Raad van Europa voor de schrapping van een krediet dat precies daarvoor bestemd is, aldus een lid. Het is volgens hem betreurenswaardig dat men op dergelijke zaken bezuinigt, temeer daar een van de specifieke taken van de Raad van Europa erdoor op de tocht komt te staan.

Het binden van hulp voor een land aan de naleving van de mensenrechten door dat land, is, volgens de Minister van Buitenlandse Betrekkingen, in theorie lovenswaardig, maar in de praktijk zeer moeilijk vol te houden.

De Minister haalt het voorbeeld aan van de vraag van de Poolse bisschoppen aan de Europese Gemeenschap om voor hun land een hulpprogramma op landbouwgebied op te zetten. Moet zulks worden geweigerd omdat de mensenrechten in Polen niet worden nageleefd ? Het is duidelijk dat zich een noodsituatie voordoet, waarvan de bevolking uiteindelijk het slachtoffer is.

Een lid voert aan dat hulpverlening aan Polen zou meebrengen dat de Poolse overheid en het economische blok waartoe Polen behoort, zelf geen inspanning moeten leveren om de toestand te verbeteren en door kunnen gaan met het besteden van geld aan bewapening. Spreker merkt op dat er daarom een wezenlijk verschil is tussen een land als Polen en een ontwikkelingsland.

De Minister van Buitenlandse Betrekkingen verklaart dat alle elementen in aanmerking moeten worden genomen, maar dat het belangrijkste criterium is of een noodlijdende bevolking werkelijk wordt geholpen. Iedere hulp afhankelijk maken van de eerbiediging van de mensenrechten zou erop neerkomen dat we helemaal geen hulp meer geven, want er zijn slechts een twintigtal (industrie-)landen waarop uit een oogpunt van mensenrechten niets aan te merken valt.

De Minister wijst voorts op de weerstand die men bij ontwikkelingslanden ontmoet in verband met mensenrechten, omdat zij onze eisen en opmerkingen terzake ervaren als een inmenging in hun interne aangelegenheden. Met name

comme une ingérence dans leurs affaires intérieures. Lorsqu'il fut notamment question d'inclure des clauses concernant les droits de l'homme dans la Convention de Lomé, les pays A. C. P. ont objecté que la Communauté européenne ne devait pas tenter d'imposer les conceptions occidentales en la matière.

Le Ministre souligne enfin qu'il serait erroné de croire que la Belgique se base uniquement sur des critères économiques pour dénoncer ou non les violations des droits de l'homme. En ce qui concerne l'Amérique centrale, afin de ne pas compromettre des démarches diplomatiques pouvant mener à une solution, la Belgique n'a jamais adopté une attitude radicale, alors qu'elle n'entretient pratiquement pas de relations commerciales avec les pays concernés.

13. Les réfugiés et les étrangers

Un membre attire l'attention sur le problème des réfugiés. Ces dernières années ont été particulièrement dramatiques en ce domaine. Les flux de réfugiés ont augmenté considérablement : le problème des Palestiniens n'est nullement résolu et, en outre, il y a par exemple l'expulsion de centaines de milliers d'immigrés du Nigeria.

Il devient de plus en plus malaisé d'assurer aux réfugiés une existence conforme à la dignité humaine. Or, les crédits de l'U. N. R. W. A., l'organisation des Nations Unies qui s'occupe des réfugiés palestiniens, sont identiques à ceux de l'année dernière, ce qui, compte tenu de l'inflation, équivaut à une réduction. Sur quoi ces chiffres sont-ils basés ? Quelles sont les institutions ayant pour objet la protection des réfugiés qui sont visées à l'article 34.19 du titre I, section 31 du budget ? Quelle est la politique générale du Gouvernement à l'égard des réfugiés ? Qu'envisage-t-on en ce qui concerne les réfugiés politiques du Zaïre ?

Quant aux différents crédits prévus en faveur des réfugiés, le Ministre fournit les données suivantes :

a) Article 34.18

Participation à l'action des Nations-Unies en faveur des réfugiés de Palestine;

(UNRWA)

Crédits prévus pour 1983 : 18,0 millions;

Crédits prévus pour 1984 : 18,0 millions.

b) Article 34.19

Subventions destinées aux institutions ayant pour objet la protection des réfugiés.

Crédits prévus pour :

1983 (initial) : 22,0 millions;

1983 (ajusté) : 24,0 millions;

1984 (initial) : 23,1 millions.

— Ajustement de 2,0 millions en 1983 demandé pour aider le Haut Commissariat des Réfugiés à affecter à sa délégation à Bruxelles le personnel supplémentaire rendu nécessaire par l'afflux considérable de candidats réfugiés en Belgique.

— Les spécialistes s'attendent à ce que cette situation se résorbe en un an suite aux mesures prises par le Ministre de la Justice.

— En réalité, le crédit demandé pour 1984 est de 5 % supérieur à celui prévu à l'origine pour 1983.

bij de pogingen om in de Lomé-overeenkomst clausules betreffende de mensenrechten te laten opnemen, wierpen de A. C. S.-landen op dat de E. G. hen niet de Westerse opvattingen terzake moest proberen op te dringen.

Tenslotte beklemtoont de Minister dat men het stellig niet mag doen voorkomen alsof België zich bij het al dan niet aan de kaak stellen van schendingen van de mensenrechten geheel op economische motieven zou baseren. Ten aanzien van Centraal-Amerika heeft België — met het oog op diplomatieke stappen naar een oplossing — nooit een radicale houding aangenomen, terwijl er toch nauwelijks handelsbetrekkingen met die landen bestaan.

13. Vluchtelingen en vreemdelingen

Een lid vestigt de aandacht op het vluchtelingenprobleem. De afgelopen jaren zijn op dit gebied bijzonder dramatisch geweest. De vluchtelingenstromen zijn enorm toegenomen : er blijft het probleem van de Palestijnen, en voorts is er b.v. de verjaging van honderdduizenden inwijkelingen uit Nigeria geweest.

Het wordt steeds moeilijker de vluchtelingen een menswaardig bestaan te bieden. De kredieten voor het U. N. R. W. A., de organisatie van de Verenigde Naties die zich met de Palestijnse vluchtelingen bezighoudt, blijven echter gelijk aan die van vorig jaar, wat gezien de inflatie, neerkomt op een vermindering. Waarop is dit gebaseerd ? Welke instellingen die de bescherming van vluchtelingen tot doel hebben worden bedoeld in artikel 34.19 van titel I, sectie 31 van de begroting ? Wat is het algemeen vluchtelingenbeleid van de Regering ? Wat met de politieke vluchtelingen uit Zaïre ?

In verband met de verschillende kredieten voor de vluchtelingen, verstrekt de Minister de volgende informatie :

a) Artikel 34.18

Aandeel in de actie van de Verenigde Naties ten bate van de Arabische vluchtelingen uit Palestina;

(UNRWA)

Kredieten voor 1983 : 18,0 miljoen;

Kredieten voor 1984 : 18,0 miljoen.

b) Artikel 34.19

Toelagen voor instellingen ter bescherming van vluchtelingen.

Kredieten voor :

1983 (oorspronkelijk) 22,0 miljoen;

1983 (aangepast) 24,0 miljoen;

1984 (oorspronkelijk) 23,1 miljoen.

— Aanpassing van 2,0 miljoen in 1983, ten einde het Hoog Commissariaat voor de Vluchtelingen te helpen om bij zijn delegatie te Brussel het bijkomende personeel aan te stellen dat nodig is gebleken wegens de grote toevloed van kandidaat-vluchtelingen in België.

— Deskundigen verwachten dat die toestand ingevolge de maatregelen van de Minister van Justitie binnen een jaar genormaliseerd zal zijn.

— In werkelijkheid ligt het voor 1984 aangevraagde krediet 5 % hoger dan wat aanvankelijk voor 1983 werd uitgetrokken.

c) Article 34.04

Subsides à des organisations humanitaires non gouvernementales chargées de missions par les Etats en vertu de conventions internationales engageant la Belgique.

Crédits prévus pour 1983 : 3,0 millions;

Crédits prévus pour 1984 : 5,0 millions.

— il s'agit en réalité d'un moyen d'aider le C. I. C. R. dans ses actions en faveur des réfugiés là où les Etats sont incapables d'agir directement.

Un membre fait observer que le Conseil de l'Europe a décidé d'organiser une action pour lutter contre la xénophobie mais qu'aucun crédit n'a été prévu à cet effet. L'augmentation des crédits ne compense même pas l'inflation, de sorte que le montant disponible se trouve en fait réduit.

Le membre signale incidemment que le C. I. M. E., visé au titre I, section 31, article 12.21 du budget s'appelle désormais « C. I. M. » puisque la dimension européenne a été dépassée. Il se demande par ailleurs si le crédit inscrit sera suffisant.

En ce qui concerne la participation dans les dépenses administratives et opérationnelles du C.I.M. (art. 34.03 (33)), le Ministre fait observer qu'en 1983 un crédit de 17 millions avait été prévu, tandis qu'en 1984, il a été prévu un crédit de 22 millions.

Le crédit demandé devait permettre le paiement des participations prévues, soit 292 050 \$ représentant la contribution aux dépenses opérationnelles ou un total de 458 390 \$ U.S. au cours de 48 FB pour 1 \$ U.S.

Il est vrai que le crédit demandé ne permettrait pas ce paiement au cours actuel de cette monnaie.

C'est la raison pour laquelle un crédit supplémentaire approprié sera demandé, à l'occasion des opérations de contrôle budgétaire, par la voie du feuillet d'ajustement.

14. L'industrie et le commerce des armes

Selon un membre, l'un des grands thèmes chers à diverses organisations sociales est la reconversion des usines d'armement en des usines fabriquant des produits à vocation pacifique. L'intervenant est toutefois parfaitement conscient du fait qu'une telle mutation ne peut s'opérer du jour au lendemain.

Le fait est là : la production d'armes est un mal nécessaire. Ne pourrait-on cependant faire un premier pas vers une reconversion partielle de l'industrie belge de l'armement ?

Le Ministre des Relations extérieures précise qu'il a été demandé à l'Organisation internationale du travail d'effectuer une étude sur l'industrie belge de l'armement et de tenter de cerner les possibilités de reconversion sans pertes d'emploi.

Pour ce qui est de la production d'armes en général, le Ministre fait observer que, d'une part, l'industrie de l'armement fait souvent des découvertes qui peuvent être utilisées à des fins non militaires et qui contribuent dès lors au progrès général et que, d'autre part, la recherche non militaire donne de plus en plus de résultats qui peuvent faire l'objet d'une application militaire. C'est ainsi que de nombreuses découvertes de l'industrie électronique servent également à des fins militaires. Il est par conséquent extrêmement difficile de faire une distinction nette entre l'industrie de l'armement et l'industrie à vocation pacifique.

c) Artikel 34.04

Toelagen aan niet-gouvernementele internationale humanitaire instellingen die door de Staten zijn belast met opdrachten krachtens internationale overeenkomsten welke bindend zijn voor België.

Kredieten voor 1983 : 3,0 miljoen;

Kredieten voor 1984 : 5,0 miljoen.

— in feite gaat het om een middel ter ondersteuning van het I. C. R. K. in zijn acties voor de vluchtelingen, wanneer de Staten niet rechtstreeks kunnen optreden.

In het kader van de Raad van Europa werd besloten een actie ter bestrijding van de xenofobie op te zetten, maar er worden geen kredieten voor uitgetrokken, aldus een lid. De verhoging van de kredieten dekt immers niet eens de inflatie, zodat er in feite een verlaging plaatsheeft.

Terloops merkt het lid op dat het I. C. E. M., waarvan sprake in titel I, sectie 31, artikel 12.21 van de begroting thans I. C. M. heet, aangezien de Europese dimensie werd doorbroken. Tevens vraagt hij zich af of het uitgetrokken krediet wel toereikend is.

In verband met de deelneming in de administratieve en operationele uitgaven van I. C. M. (art. 34.03 (33)), merkt de Minister op dat in 1983 een krediet van 17 miljoen en in 1984 een krediet van 22 miljoen werd uitgetrokken.

Met het aangevraagde krediet moet die deelneming kunnen worden betaald, zijnde 292 050 \$, wat de bijdrage in de operationele uitgaven vertegenwoordigt, of een totaal van 458 390 \$, tegen een wisselkoers van 1 U.S. \$ = 48 BF.

Nu is het zo dat het aangevraagde krediet die betaling niet tegen de huidige koers van die munt mogelijk zal maken.

Daarom zal via het aanpassingsblad een bijkrediet bij de verrichtingen van de begrotingscontrole worden gevraagd.

14. Wapenindustrie en wapenhandel

Een van de grote thema's die bij diverse sociale organisaties leven, is de overschakeling van de wapenindustrie op een productie voor vredesdoeleinden, aldus een lid. Nu is het voor spreker wel duidelijk dat dit niet van vandaag op morgen kan, en dat dit ook niet radicaal kan worden doorgedreven.

Wapenproductie is nu eenmaal een noodzakelijk kwaad. Kan echter toch geen stap worden gezet in de richting van een partiële omschakeling van de Belgische wapenindustrie ?

De Minister van Buitenlandse Betrekkingen verklaart dat aan de Internationale Arbeidsorganisatie werd gevraagd een studie te ondernemen over de Belgische wapenindustrie en de mogelijkheden tot omschakeling zonder verlies aan arbeidsplaatsen.

Over de wapenproductie in het algemeen merkt de Minister op dat enerzijds de wapenindustrie vaak ontdekkingen doet die voor niet-militair gebruik kunnen worden aangewend en die derhalve tot de algemene vooruitgang bijdragen. Anderzijds levert niet-militair onderzoek hoe langer hoe meer resultaten op die ook militair toepasbaar zijn. Zo vinden tal van ontdekkingen van de elektronica-industrie ook een militaire toepassing. Het is derhalve uiterst moeilijk nog een strikte grens te trekken tussen wapenproductie en « vredesindustrie ».

Au reste, la Belgique ne produit pas d'armes sophistiquées. Notre production d'armes est surtout destinée à notre pays et à nos partenaires de l'OTAN; seule une infime partie de cette production est destinée à d'autres pays.

Un membre estime que le Parlement devrait être informé de manière plus complète sur le commerce des armes. Le précédent Ministre des Relations extérieures avait fait quelques pas dans cette voie. Ne serait-il pas possible d'aller plus loin en ce sens ?

Le membre considère en outre que la facilité avec laquelle on peut apparemment exporter illégalement des armes à partir de la Belgique est préjudiciable à l'image de notre pays dans le monde.

En ce qui concerne l'information au sujet du commerce des armes, le Ministre souligne qu'un rapport semestriel est communiqué à la Commission. Il ne peut que déplorer l'existence d'un trafic illégal à côté de ces transactions connues.

15. La diplomatie

Plusieurs membres posent des questions au sujet de la carrière diplomatique. L'un d'eux se demande s'il ne conviendrait pas d'envisager de confier un nouveau rôle aux ambassades, à l'exemple de ce qui a été fait aux Pays-Bas. A présent que l'on dispose de techniques de communication sophistiquées, les ambassades, et surtout celles qui sont établies dans les pays voisins et dans les pays avec lesquels la Belgique coopère dans le cadre de l'une ou l'autre organisation, n'ont pratiquement plus aucune fonction réelle.

Le même membre se souvient d'un rapport interne qui concernait la suppression de la distinction entre le service intérieur et le service extérieur. Un seul système de roulement serait organisé pour tous les fonctionnaires. Quelle a été la suite réservée à ce rapport ?

Un membre demande également quelle est l'utilité des prospecteurs commerciaux. Leur statut n'est pas équivalent à celui des diplomates. Quel est le sens de cette distinction ? Le personnel diplomatique ne pourrait-il être formé pour remplir cette mission ?

Un autre membre pose des questions au sujet du recrutement du personnel diplomatique. Est-il vrai, comme on l'affirme, que l'on constate un manque d'intérêt ? Quelles en sont les raisons ? La carrière ne serait-elle pas assez attrayante au point de vue pécuniaire ?

Le même membre estime que l'accent doit être mis sur le rôle joué par les prospecteurs commerciaux. Surtout en période de crise économique, il est important d'explorer au maximum les possibilités d'importation et d'exportation.

Le Ministre des Relations extérieures estime qu'en Belgique, on met sans doute encore trop l'accent sur l'aspect purement politique de la carrière diplomatique. Cela s'explique d'un point de vue historique, mais un pays comme le nôtre, doit à présent accorder tout autant d'attention à l'aspect économique. Il faut tenir compte de cette évolution nécessaire lors du recrutement. Des discussions relatives à une réorientation dans ce sens sont en cours.

La fonction de prospecteur commercial a quelque peu dévié de sa conception initiale. Au départ, l'intention était de désigner, pour exercer cette fonction, des gens parfaitement familiarisés avec le pays et l'économie locale, dans la plupart des cas des ressortissants du pays même. La pratique est cependant tout autre. Le Ministre ajoute que la prospection économique constituera de plus en plus une des tâches essentielles de la diplomatie et que le statut de prospecteur commercial devra être revu.

Overigens worden in België geen geavanceerde wapens geproduceerd. De wapenproductie is ook vooral bestemd voor het eigen land en de NAVO-partners, en slechts in zeer geringe mate voor sommige andere landen.

Over de wapenhandel zou volgens een lid meer informatie moeten worden doorgespeeld aan het Parlement. De vorige Minister van Buitenlandse Zaken had enkele eerste stappen in die richting gezet. Kan die weg verder worden ingeslagen ?

Voorts is het gemak waarmee vanuit België blijkbaar wapens illegaal kunnen worden uitgevoerd volgens spreker schadelijk voor het imago van ons land in de wereld.

Wat de informatie over de wapenhandel betreft, vestigt de Minister de aandacht erop dat een zesmaandelijks rapport wordt medegedeeld aan de Commissie. Dat er daarbuiten ook nog wapens gesmokkeld worden kan hij alleen maar betreuren.

15. Diplomatie

Verscheidene leden hebben vragen in verband met de diplomatieke carrière. Een van hen vraagt zich af of, in navolging van Nederland, niet dient te worden overwogen de ambassades een nieuwe rol toe te kennen. Vooral de ambassades in buurlanden en landen waarmee België in een of ander organisatorisch verband samen werkt, hebben in deze tijd van geavanceerde communicatietechnieken nog nauwelijks enige reële functie.

Hetzelfde lid herinnert zich een intern rapport dat betrekking had op de opheffing van het onderscheid tussen binnen- en buitendienst. Alle ambtenaren zouden in één enkel roulatiesysteem worden opgenomen. Welk gevolg is aan dit rapport gegeven ?

Het lid vraagt zich voorts af wat het nut is van handelsprospectoren. Hun statuut is niet gelijkwaardig aan dat van de diplomaten. Wat is de bedoeling van dit onderscheid ? Kan het diplomatiek personeel niet voor de desbetreffende taken worden opgeleid ?

Een ander lid heeft het over de aanwerving van het diplomatieke personeel. Is er, zoals wordt beweerd, een gebrek aan belangstelling ? Wat zijn daarvan dan de redenen ? Is de carrière financieel te onaantrekkelijk ?

Volgens dit lid dient de rol van de handelsprospectoren te worden benadrukt. Vooral in tijden van economische crisis is het van belang de mogelijkheden inzake in- en uitvoer optimaal te exploreren.

De Minister van Buitenlandse Betrekkingen meent dat in België de nadruk in de diplomatieke carrière wellicht nog te veel op het louter politieke aspect ligt. Dit is historisch te verklaren, maar een land als het onze dient zich heden ten dage evenzeer op het economische te richten. Dit moet bij de aanwerving in aanmerking worden genomen. Besprekingen over een heroriëntering in die richting zijn aan de gang.

De functie van handelsprospecteur is enigszins van de oorspronkelijke bedoeling weggegroeid. Toen dit statuut werd ontworpen, dacht men aan mensen die met het land en de plaatselijke economie zeer goed vertrouwd waren, in de meeste gevallen onderdanen van het land zelf. De praktijk is echter anders. In de toekomst zal de economische prospectie meer en meer tot de essentiële taken van de diplomatie zelf gaan behoren, en zal het statuut van handelsprospectoren herzien moeten worden, aldus de Minister.

Le rôle des ambassades dans les pays voisins fait actuellement l'objet d'études. Une diminution du personnel de certaines grandes ambassades est envisagée. Etant donné leur rôle limité dans certaines régions éloignées, on examine également si une seule ambassade du Benelux ne pourrait éventuellement suffire.

En ce qui concerne l'organisation du département et la séparation des services intérieur et extérieur, le Ministre est prêt à en discuter. On n'est cependant parvenu à aucun accord en ce domaine.

A propos du manque d'intérêt pour la carrière diplomatique, le Ministre fait tout d'abord remarquer que le prestige dont jouissait auparavant la diplomatie s'est certainement estompé.

Bien souvent, le secteur privé offre en outre de meilleures rémunérations pour des fonctions équivalentes. Il n'est pas rare que les coopérants soient également mieux payés. Les diplomates sont en outre soumis à de fortes pressions psychologiques dues aux déménagements répétés, au fait qu'ils séjournent dans des régions où les conditions climatiques sont pénibles ou dans des régions où les contacts sont difficiles, ainsi qu'à d'autres inconvénients encore qui touchent plus particulièrement l'épouse et les enfants.

Il s'avère en outre que, pour beaucoup, l'examen constitue une barrière infranchissable. Les pourcentages de réussite sont extrêmement faibles. L'examen linguistique surtout pose de nombreux problèmes, tant du côté néerlandophone que du côté francophone d'ailleurs. Pour remédier à ce problème, on envisage soit de faire passer cette épreuve seulement à la fin de l'examen ou même à la fin du stage, soit d'organiser un examen de secrétaire d'administration après lequel un examen linguistique supplémentaire ouvrirait la voie à la carrière diplomatique.

Le Ministre fournit les chiffres suivants concernant la répartition linguistique actuelle dans la carrière — Service extérieur (d'où il résulte qu'aucun des deux cadres du personnel n'est complet) :

	F	N
1 ^{er} classe	9	8
2 ^{me} classe	66	67
3 ^{me} classe	45	65
4 ^{me} classe	17	25
5 ^{me} classe	26	26
6 ^{me} classe	18	22
Stagiaires	9	6
Total	190	219

Répartition linguistique des chefs de poste

Postes	F	N
A 1	11	11
A 2	16	16
A 3	36	39

En ce qui concerne l'importance accrue à donner à l'économie, le Ministre précise que cet objectif est atteint par différents moyens :

- l'examen porte également sur l'économie;
- lors du stage, l'accent est mis systématiquement sur l'aspect économique;
- après deux ans, tous les lauréats doivent participer à un examen commercial;
- des conférences et des cours de recyclage sont organisés pour tous les diplomates;
- dans chaque ambassade, un membre du personnel diplomatique est spécialement chargé des affaires économiques.

Over de rol van ambassades in naburige landen worden thans studies verricht. De inkrimping van sommige grote ambassades wordt overwogen. Ook wordt, gelet op hun beperkte rol, onderzocht of in sommige verafgelegen gebieden eventueel één enkele Benelux-ambassade niet kan volstaan.

Over de organisatie van het departement en de scheiding tussen binnen- en buitendienst is de Minister tot discussie bereid. Tot dusver is terzake evenwel geen akkoord bereikt.

Wat het gebrek aan belangstelling voor de diplomatieke carrière betreft, merkt de Minister allereerst op dat de uitstraling die de diplomatie vroeger had, zeker getaand is.

Vaak betaalt de privé-sector ook meer voor gelijkwaardige functies, en ook ontwikkelingshulpers worden niet zelden beter betaald. Bovendien brengt de diplomatieke carrière — door de veelvuldige verhuizingen, door het wonen in moeilijke klimaatzones en in gebieden met slechte contactmogelijkheden en door de andere ongemakken, vooral ook voor de echtgenote en de kinderen van de diplomaat — een zware psychologische druk mee.

Daarnaast blijkt het examen voor velen een onoverkomelijke hinderpaal te zijn. De slaagpercentages zijn zeer laag. Vooral ook het taalexamen blijkt problemen te stellen, overigens zowel aan Nederlandstalige als aan Frans-talige zijde. Om dit te verhelpen wordt overwogen deze proef aan het einde van het examen of zelfs pas aan het einde van de stage te laten plaatsvinden, dan wel een examen te organiseren voor bestuurssecretaris, waarbij het supplementaire taalexamen de weg zou openen tot de diplomatieke carrière.

Betreffende de huidige taalverhouding in de Carrière Buitenlandse Dienst verstrekt de Minister de volgende cijfergegevens (waaruit blijkt dat van beide zijden de bestaande personeelsformatie niet volledig bezet is) :

	F	N
1 ^e klasse	9	8
2 ^e klasse	66	67
3 ^e klasse	45	65
4 ^e klasse	17	25
5 ^e klasse	26	26
6 ^e klasse	18	22
Stag.	9	6
Totaal :	190	219

Taalverhouding postchefs

Posten	F	N
A 1	11	11
A 2	16	16
A 3	36	39

Wat de grotere nadruk op het economische betreft, precieert de Minister nog dat dit doel wordt bereikt langs verschillende wegen :

- het examen omvat het vak economie;
- in de stage ligt systematisch de nadruk op economie;
- na twee jaar moet iedereen aan een handelsexamen deelnemen;
- er worden voor alle diplomaten voordrachten en herscholingscursussen georganiseerd;
- in iedere ambassade is een lid van het diplomatiek personeel speciaal met economische zaken belast.

Un membre demande s'il est possible de fournir en annexe un aperçu des postes diplomatiques où les bâtiments sont la propriété de l'Etat belge ainsi que des loyers qui sont payés dans les postes où les bâtiments ne sont pas la propriété de l'Etat belge. Il a en effet appris que, dans certains cas, les loyers seraient exorbitants.

Le Ministre renvoie à ce propos au rapport du Sénat relatif au budget des Affaires étrangères pour 1983 (Doc. n° 5-VIII/5, session 1982-1983) :

- Chapitre 7, p. 40, points c) et d);
- Chapitre 7, p. 44, point i);
- Annexe II, pp. 55 et suivantes.

Le Ministre souligne encore qu'il conviendrait d'élaborer une politique cohérente en la matière. En fait, il faudrait qu'une personne experte en matière de transactions immobilières soit chargée en permanence de cette mission. Jusqu'à présent, la gestion du patrimoine immobilier des Affaires étrangères est de la compétence d'un diplomate qui est — toujours temporairement — en fonction dans le service intérieur.

16. Divers

Dans le cadre de la coopération politique entre les pays européens (dans le cadre de la Communauté européenne, mais aussi par exemple du Conseil de l'Europe), la Belgique prend constamment attitude par l'intermédiaire du Gouvernement. Un membre estime que les parlementaires, et en tout cas les membres des assemblées parlementaires respectives, devraient être tenus continuellement au courant de ces prises de position.

Le Ministre accepte d'informer les membres de la Commission des positions prises par la Belgique au sein des organisations internationales.

Un membre attire l'attention sur le fait que le processus de ratification des conventions de l'O. I. T. est bloqué depuis environ trois ans. A qui incombe-t-il de soumettre ces conventions au Parlement ? A quoi est dû ce retard ?

Le Ministre précise que ce sont les départements de la Santé publique, des Affaires sociales et de l'Emploi et du Travail qui sont compétents en ce qui concerne les matières qui font l'objet des conventions de l'O. I. T. Il insistera auprès de ses collègues pour que ces actes soient soumis rapidement au Parlement et il assure le membre que le retard constaté n'est aucunement dû à de la mauvaise volonté. Une note relative aux conventions O. I. T. concernant la marine marchande est publiée en annexe du présent rapport (Annexe VI).

Il y a quelques mois, la Convention relative au droit de la mer a fait l'objet d'une interpellation. Un membre demande si le problème a déjà été étudié.

La Belgique signera-t-elle cette Convention ?

Le Ministre répond que l'attitude de la Belgique vis-à-vis de la signature de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer peut être résumée comme suit :

1. Alors que la Convention des Nations Unies sur le Droit de la Mer a été élaborée pour instaurer, dans les multiples domaines qu'elle est appelée à régir, une sécurité et une harmonie auxquelles aspirent tous les Etats du monde, le régime d'exploration et d'exploitation des fonds marins qu'elle a institué dans sa Partie XI a provoqué tantôt l'hostilité et tantôt la méfiance des pays industrialisés capables de résoudre seuls, ou en coopération avec d'autres, les innombrables problèmes, techniques et économiques, posés par cette activité entièrement nouvelle.

Een lid vraagt of het niet mogelijk is in bijlage bij het verslag een overzicht te geven van de diplomatieke posten waar de gebouwen eigendom van de Belgische Staat zijn, en van de huurprijzen die worden betaald in de posten waar dit niet het geval is. Spreker heeft namelijk gehoord dat er in bepaalde gevallen buitensporige prijzen zouden worden betaald.

Terzake verwijst de Minister naar wat voorkomt in het Senaatsverslag over de begroting van Buitenlandse Zaken voor 1983 (Stuk n° 5-VIII/5, 1982-1983) :

- Hoofdstuk 7, blz. 40, punten c) en d);
- Hoofdstuk 7, blz. 44, punt i);
- Bijlage II, blz. 55 e.v.

De Minister wijst er voorts op dat terzake een coherente politiek zou moeten worden uitgewerkt. Eigenlijk zou een persoon met feeling voor onroerende transacties daarmee vast moeten worden belast. Tlans valt het beheer van het onroerend patrimonium van Buitenlandse Zaken onder de bevoegdheid van een diplomaat die — steeds tijdelijk — in de binnendienst werkzaam is.

16. Diversen

In het kader van de politieke samenwerking tussen de Europese landen (in het kader van de Europese Gemeenschap, maar ook b.v. de Raad van Europa) neemt België bij monde van de Regering voortdurend standpunten in. Een lid meent dat de parlementsleden, en zeker de leden van de respectieve parlementaire vergaderingen, steeds van al die standpunten op de hoogte moeten worden gehouden.

De Minister stemt ermee in de leden van de commissie op de hoogte te houden van de door België in internationale organisaties ingenomen standpunten.

Een lid vestigt de aandacht erop dat de bekrachtiging van de I. A. O.-verdragen sedert een drietal jaren is stilgevallen. Onder wiens verantwoordelijkheid valt het deze verdragen aan het Parlement voor te leggen ? Wat zijn de redenen van deze vertraging ?

De Minister deelt mede dat de departementen Volksgezondheid, Sociale Zaken en Tewerkstelling en Arbeid bevoegd zijn voor de in de I. A. O.-verdragen vastgelegde aangelegenheden. Hij zal bij zijn collega's aandringen op een spoedige voorlegging van deze akten aan het Parlement, maar verzekert de vraagsteller dat er geen kwade wil in het spel is. In bijlage VI gaat een nota i.v.m. I. O. A.-koopvaardijverdragen.

Enkele maanden geleden werd reeds geïnterpelleerd over het Verdrag inzake het zeerecht. Een lid wenst te vernemen of het probleem reeds bestudeerd is.

Zal België het Verdrag tekenen ?

De Minister antwoordt dat de houding van België ten opzichte van de ondertekening van het Verdrag van de Verenigde Naties inzake het zeerecht als volgt kan worden geresumeerd :

1. Het Verdrag van de Verenigde Naties inzake het zee-recht kwam tot stand om op de talloze gebieden waarvoor het moet gelden de zekerheid en harmonie tot stand te brengen waarnaar alle landen streven; die in Deel XI opgenomen regeling inzake exploratie en exploitatie van de zeebodem heeft echter zowel de vijandigheid als het wantrouwen van de geïndustrialiseerde landen gewekt, die in staat zijn alleen of in samenwerking met andere landen de ontelbare technische en economische problemen op te lossen die aan deze totaal nieuwe activiteit zijn verbonden.

2. L'hostilité des Etats-Unis s'est marquée par le refus de signer la Convention, de participer aux travaux de la Commission de Kingston, qui doit préparer l'élaboration des institutions prévues par elle, et de contribuer à son financement pour la part qui devrait normalement leur incomber.

3. La méfiance de la France et des Pays-Bas s'est traduite par les déclarations faites par leurs représentants au moment de la signature de la Convention, le 10 décembre 1982; il en résultait que ces deux pays ne ratifieraient la Convention que si certaines dispositions de sa Partie XI étaient rendues acceptables par la manière dont elles seraient appliquées par les nouveaux organes à créer.

4. La méfiance de la République Fédérale d'Allemagne, du Royaume-Uni, de l'Italie, du Luxembourg et de la Belgique s'est traduite par le délai que ces pays se sont accordé avant de décider si, oui ou non, ils signeraient la Convention avant le 9 décembre 1984, qui est la date ultime prévue pour la signature.

5. La Belgique a mis ce délai à profit pour procéder à une consultation générale des services publics intéressés à des titres divers par l'une ou l'autre disposition de la Convention; cette consultation est achevée; avant la fin de l'été, une consultation des entreprises du secteur privé également intéressées à des titres divers par l'une ou l'autre disposition de la Convention sera, elle aussi, achevée.

6. Eclairé par ces divers avis, le Gouvernement pourra, en septembre ou en octobre, délibérer sur l'attitude définitive qu'il prendra vis-à-vis de la Convention sur le Droit de la Mer, avant l'expiration du délai prévu pour la signature de cet instrument diplomatique.

Un membre souhaite qu'une liste des conventions internationales signées mais non encore ratifiées soit annexée au présent rapport.

Le Ministre communique cette liste (voir annexe VII).

Le Ministre a déclaré que les Communautés et les Régions pouvaient jouer un rôle sur le plan international. Un membre demande des précisions à ce sujet.

Le Ministre remet à la Commission sa note consacrée à cette question (voir annexe VIII).

Selon un membre, certains prétendent que la Belgique est sous-représentée au sein des organisations internationales, notamment par rapport aux Pays-Bas ? Qu'en est-il ?

Le Ministre communique des données chiffrées concernant la représentation de la Belgique au sein des principales organisations internationales. La participation belge au budget des diverses organisations est indiqué à titre de référence (voir annexe IX).

Un membre constate qu'à l'article 34.04 du titre 1, section 31, le crédit destiné aux organisations humanitaires non gouvernementales est porté de 3 millions pour 1983 à 5 millions pour cette année. De quelles organisations s'agit-il ? Pourquoi ce crédit a-t-il été augmenté ?

Un membre s'étonne que les montants inscrits à l'article 11.02 de la section 01 (p. 45) pour la majoration index (15 millions) soient si élevés par rapport aux traitements barémiques (7,4 millions).

Le Ministre répond que les échelles barémiques appliquées sont toujours celles de 1971 et que la majoration index comprend donc les majorations cumulées depuis lors, soit 220 % du montant de base.

Un membre se demande quelle est l'incidence de l'évolution du cours du dollar sur ces montants qui sont destinés à des institutions internationales et doivent donc être payés en dollars.

2. De vijandigheid van de Verenigde Staten kwam tot uiting in de weigering om het Verdrag te ondertekenen, om deel te nemen aan de werkzaamheden van de Commissie te Kingston die de totstandkoming van de door bedoeld Verdrag opgerichte instellingen moet voorbereiden, en om bij te dragen in de financiering ervan voor het gedeelte dat normaal ten laste van dat land had moeten vallen.

3. Het wantrouwen van Frankrijk en Nederland uitte zich in de verklaringen van hun afgevaardigden op het ogenblik dat het Verdrag op 10 december 1982 werd ondertekend; daaruit bleek dat beide landen het Verdrag niet zouden bekrachtigen indien sommige bepalingen van Deel XI niet aanvaardbaar werden gemaakt via de manier waarop ze door de op te richten nieuwe organen zouden worden toegepast.

4. Het wantrouwen van de Bondsrepubliek Duitsland, van het Verenigd Koninkrijk, Italië, Luxemburg en België kwam tot uiting in het feit dat deze landen eerst heel laat hebben besloten dat zij het Verdrag al dan niet zouden ondertekenen vóór 9 december 1984, dat als uiterste datum voor de ondertekening geldt.

5. België heeft die termijn te baat genomen om alle overheidsdiensten die om uiteenlopende redenen bij een of andere bepaling van het Verdrag belang hebben, te raadplegen; die raadpleging is thans beëindigd; vóór het einde van de zomer zal ook de raadpleging van de particuliere bedrijven, die eveneens om uiteenlopende redenen bij een of andere bepaling van het Verdrag belang hebben, beëindigd zijn.

6. Op grond van die verschillende adviezen zal de Regering zich in september of oktober beraden over de definitieve houding die zij ten opzichte van het Verdrag inzake het zeerecht zal aannemen, vooraleer de termijn voor de ondertekening ervan verstrijkt.

Een lid wenst dat een overzicht van de ondertekende, maar nog niet bekrachtigde internationale verdragen in een bijlage bij het verslag wordt opgenomen.

De Minister heeft de desbetreffende lijst bezorgd (zie bijlage VII).

Een lid wenst meer precieze gegevens over de rol die de Gemeenschappen en Gewesten volgens de Minister op internationaal vlak kunnen spelen.

De Minister bezorgt zijn nota terzake aan de Commissie (zie bijlage VIII).

Volgens een lid wordt beweerd dat België in internationale organisaties ondervertegenwoordigd is, met name in vergelijking met Nederland. Wat is hiervan aan ?

De Minister verstrekt cijfermateriaal betreffende de vertegenwoordiging van België in de voornaamste internationale organisaties. Als referentie wordt telkens ook het Belgische aandeel in de begroting vermeld (zie bijlage IX).

Een lid constateert dat in artikel 34.04 van titel I, sectie 31, het krediet voor niet-gouvernementele humanitaire organisaties wordt opgetrokken van 3 miljoen vorig jaar tot 5 miljoen dit jaar. Om welke organisaties gaat het ? Vanwaar die kredietverhoging ?

Een lid verbaast zich erover dat in artikel 11.02 van sector 01 (blz. 45) de bedragen uitgetrokken voor indexverhoging (15 miljoen) zo hoog liggen ten opzichte van de baremabezoldiging (7,4 miljoen).

De Minister antwoordt dat de toegepaste loonschalen nog steeds die van 1971 zijn en dat de indexverhoging dus de gecumuleerde verhogingen sedert die tijd omvat, d.w.z. 220 % van het basisbedrag.

Een lid vraagt zich af welke invloed de ontwikkeling van de dollarkoers heeft op de bedragen, bestemd voor internationale instellingen, die in dollars moeten worden betaald.

Le Ministre précise que l'an dernier, lors de l'établissement des prévisions budgétaires, les montants destinés aux organisations internationales ont été fixés compte tenu du cours du dollar à ce moment, c'est-à-dire 48 FB. Il est évident que ces montants ne suffiront donc pas et qu'il faudra demander des crédits supplémentaires.

Un membre se demande si les dépenses visées aux articles 34.05 à 34.16 de la section 31 (p. 20) ne devraient pas plutôt être supportées par le département des Affaires économiques.

Pour ce qui concerne l'article 34.05, le Ministre précise encore que, dans le cadre du plan décennal d'investissements du département de la Défense nationale, le Gouvernement a décidé le 9 février dernier d'autoriser le Ministre qui a cette matière dans ses attributions à conclure un contrat portant sur la coproduction de 44 avions F 16.

Ce contrat comporte notamment la garantie du maintien à un niveau déterminé de la charge de travail des chaînes de productions belges existantes durant la période précédant la production des avions acquis par la Belgique par l'exécution par l'industrie aéronautique belge de pièces détachées pour d'autres avions, destinées aux Etats-Unis d'Amérique et aux Pays-Bas.

Cette clause entraîne l'obligation pour la Belgique de rembourser au gouvernement américain les coûts supplémentaires dus à la production en Belgique de ces pièces détachées.

Ces coûts supplémentaires s'élèvent à 2 935 millions et doivent être remboursés en huit ans selon les modalités suivantes :

1983	573 millions	1987	180 millions
1984	843 millions	1988	146 millions
1985	549 millions	1989	102 millions
1986	494 millions	1990	48 millions

Considérant que le remboursement de ces coûts supplémentaires constitue une aide à l'exportation, le Gouvernement a décidé d'inscrire les crédits nécessaires au budget du Commerce extérieur, lequel est inclus dans la section 31 du budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement.

Telle est l'origine de l'inscription à l'article 34.05 de la section 31 du projet du budget de ce département pour 1983 d'un crédit d'engagement de 2 935 millions et d'un crédit de paiement de 573 millions et au même article de la même section du projet de budget pour 1984 d'un crédit de paiement de 843 millions.

Pour le surplus, c'est au Ministre qui a le budget dans ses attributions à veiller à ce que les compensations à opérer dans d'autres budgets par suppression et étalements d'investissement localisés en Wallonie et en Brabant soient réalisés conformément à la résolution du Gouvernement.

Un membre demande pourquoi les crédits destinés à l'alimentation du Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale (cf. art. 41.05 de la section 31, p. 21) sont repris au budget des Relations extérieures.

Un membre demande pourquoi les cotisations de la Belgique aux fonds d'aide au développement de la C.E. (art. 53.04 de la section 32, p. 33) sont rangées parmi les dépenses de capital.

Un membre voudrait savoir ce qu'il convient d'entendre par « Fonds ouvert dans le cadre de l'aide alimentaire en céréales » (cf. art. 60.54 A de la Section particulière, II — Secteur Coopération au développement, p. 40).

De Minister deelt mede dat vorig jaar, bij het opstellen van de budgettaire vooruitzichten uitgetrokken bedragen voor bijdragen aan internationale organisaties gebaseerd waren op de toenmalige dollarkoers van 48 F. Uiteraard zullen deze bedragen dus niet volstaan en zullen bijkredieten moeten worden gevraagd.

Een lid vraagt zich af of de uitgaven bedoeld in de artikelen 34.05 tot 34.16 van sectie 31 (blz. 20) niet veeleer door Economische Zaken zouden moeten worden gedragen.

Inzake artikel 34.05 preciseert de Minister nog dat de Regering in het kader van het tienjarenplan voor de investeringen van het Departement van Landsverdediging op 9 februari jl. besloten heeft de Minister onder wiens bevoegdheid die materie valt, ertoe te machtigen een overeenkomst te sluiten aangaande de coproductie van 44 F 16-toestellen.

Die overeenkomst bevat met name de waarborg dat de arbeidslast van de Belgische produktieketens, die bestonden tijdens de periode vóór de produktie van de door België gekochte vliegtuigen, op een welbepaald peil wordt gehandhaafd, omdat de Belgische luchtvaartindustrie losse onderdelen mag vervaardigen voor andere vliegtuigen die voor de Verenigde Staten en voor Nederland zijn bestemd.

Die bepaling brengt voor België de verplichting met zich om de Amerikaanse regering te vergoeden voor de bijkomende kosten die door de produktie van die losse onderdelen in België worden veroorzaakt.

Die bijkomende kosten bedragen 2 935 000 000 BF en moeten als volgt over een periode van acht jaar worden terugbetaald :

1983	573 miljoen	1987	180 miljoen
1984	843 miljoen	1988	146 miljoen
1985	549 miljoen	1989	102 miljoen
1986	494 miljoen	1990	48 miljoen

Overwegende dat de terugbetaling van die bijkomende kosten een steun voor de uitvoer is, heeft de Regering besloten de nodige kredieten uit te trekken op de begroting van Buitenlandse Handel, die vervat ligt in sectie 31 van de begroting van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, van Buitenlandse Handel en van Ontwikkelingssamenwerking.

Dat is de reden waarom op artikel 34.05 van sectie 31 van het begrotingsontwerp van bedoeld departement voor 1983 een vastleggingskrediet van 2 935 miljoen en een betalingskrediet van 573 miljoen en op hetzelfde artikel van dezelfde sectie van het begrotingsontwerp voor 1984 een betalingskrediet van 843 miljoen is uitgetrokken.

Voorts is het de Minister onder wiens bevoegdheid de begroting valt, die er moet voor waken dat de compensaties die in andere begrotingen worden aangebracht via schraping en spreiding van in Wallonië en in Brabant te lokaliseren investeringen, worden uitgevoerd overeenkomstig het regeringsbesluit.

Een lid vraagt waarom kredieten voor het F. E. E. R. (zie art. 41.05 van sectie 31, blz. 21) in de begroting van Buitenlandse Betrekkingen worden opgenomen.

Een lid wenst te vernemen waarom de bijdragen van België aan de fondsen voor ontwikkelingshulp van de E. G. (art. 53.04 van sectie 32, blz. 33) onder de kapitaaluitgaven zijn opgenomen.

Een lid verlangt te weten wat bedoeld wordt met het « Fonds voor voedselhulp in het raam van een internationale overeenkomst voor graangewassen » (zie art. 60.54 A van de Afzonderlijke Sectie, II — Sector ontwikkelingssamenwerking, blz. 40).

III. — VOTES

Les crédits afférents aux Affaires étrangères, prévus au budget pour 1984, sont votés par 14 voix contre 2.

Le Rapporteur,

M. SMET

Le Président,

F. GROOTJANS

III. — STEMMINGEN

De kredieten betreffende Buitenlandse Zaken, uitgetrokken op de begroting voor 1984, worden aangenomen met 14 tegen 2 stemmen.

De Rapporteur,

M. SMET

De Voorzitter,

F. GROOTJANS

ANNEXE I

**Note sur les positions soviétiques en matière I. N. F.,
adoptées à la table des négociations d'une part, et en public
d'autre part**

(Ouverture officielle des négociations à Genève
en date du 30 novembre 1981)

INTRODUCTION

Il n'est pas toujours aisé d'établir un strict départ entre les positions adoptées par les Soviétiques à la table de négociation d'une part et en public d'autre part. En effet, les déclarations publiques ont été extrêmement nombreuses (déclarations de hauts responsables politiques, articles dans la presse, interviews, prises de position de milieux académiques, etc...) et même lorsqu'elles s'adressaient à un même sujet, elles pouvaient donner lieu à des interprétations différentes selon les terminologies employées. En outre, le fait de passer sous silence dans une déclaration publique, certains aspects de la négociation I. N. F., constituait une autre manière de donner une image erronée de cette dernière.

En d'autres mots, les déclarations publiques soviétiques ont un caractère qualitatif aussi bien que quantitatif. Elles ont eu pour but essentiel de donner à l'opinion internationale une certaine image de flexibilité de la part de Moscou alors qu'à la table de négociation, la position soviétique s'est avérée totalement inflexible sur le point central, à savoir que Moscou a obstinément refusé de sanctionner quelque déploiement américain I. N. F. en Europe que ce soit, tout en se réservant pour lui-même le droit à un déploiement de SS-20 à des niveaux qui ont varié durant les négociations.

Pour tenter de dégager une image aussi précise que possible, la présente note a choisi une méthodologie qui reprend les attitudes soviétiques par sujet plutôt que dans une chronologie.

* * *

1. Thèse de base soviétique

Il existe un équilibre approximatif en matière d'armes nucléaires « à portée moyenne », au niveau de quelque 1000 systèmes.

Négociation : Cette thèse a été défendue d'emblée par le négociateur soviétique.

Public : Elle a toujours fait partie de la présentation publique de la position soviétique (voir par exemple les brochures « Une menace pour l'Europe » (Moscou, 1981) ou encore « A la veille de décembre - l'Europe face au choix » (Moscou, 1983). Elle a été souvent défendue par de hautes personnalités soviétiques (dont M. Brejnev) dès 1979 sans qu'il soit tenu compte de l'accroissement continu des déploiements de SS-20 durant une période où l'Alliance n'avait encore procédé à aucun déploiement. Dans une conférence de presse en date du 2 avril 1983, M. Gromyko a encore forcé davantage cette présentation en affirmant que l'OTAN possédait un avantage de 1,5 contre 1 en ce qui concernait le nombre de têtes nucléaires.

2. Concept du moratoire ou du gel

L'idée de « geler » les déploiements de part et d'autre a été avancée depuis plusieurs années par l'U.R.S.S.

Négociation : Elle a fait partie des toutes premières propositions soviétiques à Genève.

Public : L'on retiendra surtout la « proposition Brejnev » du 16 mars 1982 avancée devant le Congrès des Syndicats soviétiques et visant à ce que « l'on s'abstienne de déployer de nouvelles armes nucléaires à portée moyenne en Europe, tant que les négociations se poursuivent et à ce que l'on impose un gel quantitatif et qualitatif aux systèmes déjà déployés ».

Par contre, il n'a pas été précisé en public que selon les négociateurs soviétiques, le développement, les essais, la production et le stockage des systèmes en cause demeureraient autorisés durant la période couverte par le moratoire.

La déclaration de Brejnev précisait en outre « Ceci veut dire en particulier que les pays de l'OTAN ne déploieraient pas de Pershing II et de missiles de croisière tandis que l'U.R.S.S. mettrait un terme à ses déploiements de SS-20 ».

BIJLAGE I

**Nota over de Sovjetstandpunten inzake I. N. F.,
die eensdeels aan de onderhandelingstafel,
anderdeels in het openbaar werden ingenomen**

(Officiële opening van de onderhandelingen te Genève
op 30 november 1981)

INLEIDING

Het is niet altijd gemakkelijk de standpunten die de Sovjets eensdeels aan de onderhandelingstafel en anderdeels in het openbaar innemen, nauwkeurig te onderscheiden. Openbare verklaringen (verklaringen van hoge politieke leiders, persartikels, interviews, stellingen van onderwijskringen enz.) waren uiterst talrijk en ook wanneer zij tot een zelfde persoon waren gericht, konden zij tot verschillende interpretaties aanleiding geven, al naar gelang van de gebruikte terminologie. Bovendien betekende het feit dat in een openbare verklaring bepaalde aspecten van de I. N. F.-onderhandeling verzwegen werden, een andere manier om hiervan een verkeerd beeld te geven.

Met andere woorden, de openbare verklaringen van de Sovjets hebben evenzeer een kwalitatief als een kwantitatief kenmerk. Fundamenteel hadden zij ten doel de internationale opinie een bepaald beeld te bieden van de soepelheid vanwege Moskou, terwijl aan de onderhandelingstafel het Sovjetstandpunt volkomen onwrikbaar bleek wat het hoofdpunt betrof, te weten dat Moskou halstarrig weigerde welke ontplooiing van Amerikaanse I. N. F. in Europa ook goed te keuren, terwijl het zichzelf het recht voorbehield SS-20 te ontplooiën op een niveau dat gedurende de onderhandelingen schommelde.

Om te proberen een zo juist mogelijk beeld te schetsen is in deze nota gekozen voor een methodologie die de Sovjethoudingen eerder per onderwerp dan chronologisch behandelt.

* * *

1. Grondstelling van de Sovjets

Inzake kernwapens voor de middellange afstand bestaat bij een niveau van zowat 1000 systemen ruw geschat een evenwicht.

Onderhandeling : Deze stelling werd meteen al door de Sovjet-onderhandelaar verdedigd.

In het openbaar : Zij maakte altijd deel uit van de openbare voorstelling van het Sovjetstandpunt (zie bijvoorbeeld de brochures « Een bedreiging voor Europa » (Moskou, 1981) of nog « Aan de vooravond van December — Europa voor de keus » (Moskou, 1983). Zij werd dikwijls verdedigd door belangrijke Sovjetpersoonlijkheden (onder wie de heer Brejnev) al in 1979 zonder dat rekening werd gehouden met de voortdurende uitbreiding van de ontplooiing van SS-20 in een periode toen de Alliantie nog tot geen enkele ontplooiing was overgegaan. Op een persconferentie op 2 april 1983 voerde de heer Gromyko deze voorstelling nog hoger op, toen hij stelde dat de NAVO een voordeel van 1,5 tegenover 1 had wat het aantal kernkoppen betrof.

2. Het begrip moratorium of bevrozing

De gedachte de ontplooiingen aan weerszijden te « bevroren » werd jarenlang door de U. S. S. R. naar voren geschoven.

Onderhandeling : Zij behoorde tot de allereerste Sovjetvoorstellen te Genève.

In het openbaar : Vooral zal worden onthouden het « voorstel Brejnev » van 16 maart 1982 dat tegenover het Congres van de Sovjetvakbonden werd geopperd en ertoe strekte « dat zou worden afgezien van ontplooiing van nieuwe kernwapens voor de middellange afstand in Europa, zolang de onderhandelingen voortduren en dat een kwalitatieve en kwantitatieve bevrozing van de al ontplooiende systemen zou worden opgelegd ».

Daarentegen werd in het openbaar niet verklaard dat, volgens de Sovjet-onderhandelaars, de ontwikkeling, de proeven, de productie en het opslaan van de betrokken systemen gedurende de periode die het moratorium dekte, zouden worden toegestaan.

In zijn verklaring stelde Brejnev bovendien « Dit wil inzonderheid zeggen dat de NAVO-landen geen Pershings II of Cruiserafstanden zouden ontplooiën, terwijl de U. S. S. R. haar ontplooiingen van SS-20 zou stopzetten ».

Comme la partie américaine a fait valoir, au début de mai 1982 qu'elle constatait que les déploiements de SS-20 se poursuivaient sur les sites en construction, en dépit de la déclaration de Brejnev en date du 16 mars, ce dernier a été amené à préciser ce qui suit, le 18 mai 1982 devant le Congrès des Komsomolsk :

« Aucun missile à portée moyenne ne sera déployé en plus (de ce qui existe déjà) sur des sites à partir desquels la R.F.A. et d'autres pays de l'Europe occidentale demeureraient à portée.

... Le moratoire soviétique envisage un terme aux préparations de déploiement, à l'inclusion de la construction de sites de lancement ». Il demeurerait sous-entendu que la décision ne s'appliquerait pas à la partie du territoire soviétique en Asie à partir de laquelle la R.F.A. et les autres pays de l'Europe occidentale ne peuvent être atteints.

3. Réduction unilatérale

En cas d'acceptation du moratoire, l'U.R.S.S. serait prête à réduire unilatéralement une partie de ses armes « à portée moyenne » en acompte des réductions futures.

Négociation : Ce concept n'a jamais été formellement proposé à Genève bien que des délégués soviétiques en ont parlé en privé.

Public : L'idée a été évoquée par Tass et la Pravda en date du 10 février 1982. Elle a été reprise par le Comité des Ministres des Affaires étrangères du P.V., réuni à Sofia, le 14 octobre 1983.

4. Proposition soviétique de départ et évolution

— Réduction de tous les systèmes (avions et missiles) au niveau de 600 pour 1985 et au niveau de 300 pour 1990 (v. plus loin sous 5. Niveau des réductions).

— Les systèmes concernés sont ceux qui ont une portée de plus de 1 000 km et qui sont déployés en Europe et dans les eaux limitrophes, à l'inclusion des systèmes RU et F. (v. plus loin sous 6. Systèmes à prendre en considération).

— L'accord à ce sujet serait valable jusqu'en 1990.

Cette proposition a fait par la suite l'objet de modifications lors du dépôt en date du 25 mai 1982, d'un projet soviétique de traité :

— l'étape intermédiaire de 1985 était supprimée ;
— la date limite de validité d'un accord (1990) était supprimée ;

— la zone géographique d'application (en Europe) était étendue à une « zone de réduction et de limitation » et à une « zone de non-déploiement » définies par latitudes.

Négociation : La position soviétique de départ a fait l'objet à la mi-décembre 1981 d'un exposé verbal, puis d'une « déclaration d'intentions » déposée en date du 4 février 1982 pour être enfin incorporée sous sa forme modifiée dans un « projet de traité » en date du 25 mai 1982.

Public : Les grandes lignes de la position de départ avaient été dévoilées par M. Brejnev, dès le 2 novembre 1981, dans une interview au journal allemand « Der Spiegel ».

Les Soviétiques ont ouvert un débat public sur les points centraux de la négociation tels que le niveau des réductions, les systèmes à prendre en considération ou la prise en compte des systèmes RU et F. (voir plus loin sous 5, 6 et 7).

5. Niveau des réductions

Ce niveau a fait l'objet de propositions diverses, variant de 600 systèmes au total (v. sous 4. Proposition de départ) à $\pm$ 120 missiles SS-20.

Négociation : Dès l'automne 1982 apparaissait la première offre de réduction des missiles à 162 vecteurs (soit le nombre combiné des systèmes RU et F.).

Public : Avancée en date du 21 décembre 1982, une première « proposition Andropov » invitait à une réduction au niveau de 300 systèmes au total avec un sous-plafond de 162 missiles.

Négociation : Cette proposition a été formellement avancée à Genève en date du 1^{er} février 1983, par dépôt d'un amendement à l'article IV du projet soviétique de traité.

Public : Une nouvelle « proposition Andropov » en date du 26 octobre 1983 invitait à une réduction au niveau de 140 missiles (mais zéro américain) et de 300 à 400 avions de part et d'autre.

Aangezien van Amerikaanse kant begin mei 1982 er de aandacht op werd gevestigd dat kon worden vastgesteld dat de ontlooiing van SS-20 op de plaatsen die in aanleg waren, werd voortgezet, in weerwil van de verklaring van Brejnev van 16 maart, werd deze laatste ertoe gebracht op 18 mei 1982 tegenover het Congres van de Komsomolsk het volgende te verklaren :

« Er zal geen enkele raket voor de middellange afstand meer worden opgesteld (naast hetgeen al bestaat) op plaatsen vanwaar de B.R.D. en andere Westeuropese landen zouden kunnen worden bereikt.

... In het Sovjetmoratorium wordt een termijn voor ogen genomen voor de voorbereidselen van een ontplooiing, met inbegrip van de aanleg van lanceerbases ». Onderverstaan bleef dat de beslissing niet zou gelden voor het gedeelte van het Sovjetgrondgebied in Azië vanwaar de B.R.D. en de overige landen van West-Europa niet bereikt kunnen worden.

3. Eenzijdige vermindering

In geval van aanvaarding van het moratorium zou de U.S.S.R. hereid zijn eenzijdig een gedeelte van haar wapens « voor de middellange afstand » te verminderen als voorschot op de toekomstige verminderingen.

Onderhandeling : Dit begrip werd nooit formeel te Genève naar voren gebracht, hoewel de Sovjetafgevaardigden er onder vier ogen over spraken.

In het openbaar : De gedachte werd op 10 februari 1982 door « Tass » en de « Pravda » aangeroerd. Zij werd overgenomen door het Comité van Ministers van Buitenlandse Zaken van het Warschaupact op zijn bijeenkomst te Sofia op 14 oktober 1983.

4. Beginvoorstel van de Sovjets en ontwikkeling

— Vermindering van alle systemen (vliegtuigen en raketten) tot een hoogte van 600 voor 1985 en tot 300 voor 1990 (zie verder onder 5. Niveau van de verminderingen).

— De betrokken systemen zijn die, welke een reikwijdte van meer dan 1 000 km hebben en in Europa en in de aangrenzende wateren ontplooid zijn, met inbegrip van de systemen VK en F (zie verder onder 6. Systemen die in aanmerking moeten komen).

— Het akkoord hierover zou tot in 1990 van kracht blijven.

Dit voorstel werd nadien gewijzigd toen op 25 mei 1982 de Sovjets een ontwerp-verdrag indienen :

— de overgangsfase 1985 werd geschrapt ;
— de einddatum voor de geldigheid van een akkoord (1990) werd geschrapt ;
— de geografische zone voor de toepassing (in Europa) werd uitgebreid tot een « zone van vermindering en beperking » en tot een « zone van niet-ontplooiing » bepaald door breedtegraden.

Onderhandeling : Het aanvankelijk Sovjetstandpunt werd half-december 1981 mondeling uiteengezet, dan volgde een « intentieverklaring » die op 4 februari 1982 werd ingediend en tenslotte werd het in zijn gewijzigde vorm opgenomen in een « ontwerp-verdrag » op 25 mei 1982.

In het openbaar : De grote lijnen van het aanvankelijk standpunt waren op 2 november 1981 al door de heer Brejnev onthuld in een interview met de Duitse krant « Der Spiegel ».

De Sovjets begonnen een openbaar debat over de hoofdpunten van de onderhandeling, zoals het niveau van de verminderingen, de systemen die in aanmerking zouden komen of het in aanmerking nemen van de Britse en Franse systemen (zie verder onder 5, 6 en 7).

5. Niveau van de verminderingen

Over dit niveau werden allerlei voorstellen gedaan, gaande van 600 systemen in totaal (zie onder 4. Beginvoorstel) tot $\pm$ 120 SS-20 raketten.

Onderhandeling : Van in de herfst 1982 kwam het eerste aanbod van vermindering van de raketten tot 162 dragers (dit is het gecombineerde aantal van de Britse en Franse systemen).

In het openbaar : Een eerste « voorstel Andropov », dat op 21 december 1982 werd gedaan, verzocht te verminderen tot 300 systemen in totaal met een minimum van 162 systemen.

Onderhandeling : Dit voorstel werd te Genève op 1 februari 1983 formeel naar voren gebracht onder indiening van een amendement op artikel IV van het Sovjetontwerp-verdrag.

In het openbaar : Op 26 oktober 1983 verzocht een nieuw « voorstel Andropov » het niveau op 140 raketten (maar nul voor de Amerikanen) te brengen en de vliegtuigen aan weerszijden van 300 tot 400.

Négociation : La délégation soviétique s'est bornée à déclarer au début de novembre 1983 que la « proposition Andropov » constituait la position soviétique en la matière.

Cependant, l'ambassadeur Kvitzinsky évoque, en date du 13 novembre, dans une conversation privée avec le négociateur américain Nitze, l'idée d'une réduction de 572 systèmes, ce qui eut laissé aux Soviétiques la possibilité de maintenir en place quelque 120 SS-20.

Public : Après que cette idée ait filtré dans la presse à Bonn, un furieux débat public s'est engagé au cours duquel la partie soviétique a prétendu, contrairement à la vérité, que c'était la partie américaine qui avait pris l'initiative de cette proposition de réduction.

Bien qu'elle n'ait jamais fait l'objet de propositions officielles, il convient de mentionner la formule évoquée lors de la fameuse « promenade dans les bois » de juillet 1982. Celle-ci prévoyait une réduction au niveau de 225 têtes (75 SS-20 à 3 têtes) et excluait le Pershing II de l'arsenal de l'OTAN. L'on sait que cette formule a été catégoriquement rejetée par Moscou et a soulevé des objections de la part de Washington. Le débat public qui s'est élevé, en 1983, a surtout porté sur les responsabilités des parties en cause sur le rejet de la formule.

6. Systèmes à prendre en considération (et aire géographique)

Ce point touche à la fois aux systèmes devant tomber sous l'autorité de l'accord et à la portée des engins.

Négociation : La thèse défendue dès le départ par l'U.R.S.S. parlait des systèmes de plus de 1000 km, déployés en Europe et dans les eaux limitrophes.

Public : Dans un discours devant l'Internationale Socialiste en février 1982, M. Brejnev a parlé de systèmes « prenant l'Europe pour cible » (targeted on Europe).

Négociation : Considérant sans doute que cette dernière terminologie avait une consonance trop agressive la délégation soviétique à Genève a utilisé l'expression « systèmes destinés à être utilisés en Europe » (intended for use in Europe). Pris à la lettre ces mots incluaient des avions tels que le FBIII, basés aux Etats-Unis mais appelés à intervenir dans un éventuel conflit en Europe, ou encore les A.6 et A.7 basés sur porte-avions. Dans l'esprit des Soviétiques, l'expression excluait par contre les SS-20 déployés en Asie, hors de portée de l'Europe, bien que ces derniers puissent facilement être ramenés à portée de celle-ci en cas de besoin. Il est à noter qu'à un stade ultérieur des négociations, l'U.R.S.S. n'a plus insisté pour la prise en compte des FBIII.

Public : Le débat public a été moins précis; dans le nombreux articles et dans diverses déclarations, des personnalités soviétiques ont cependant insisté sur la nécessité de prendre en compte les « Forward Based Systems » (F.B.S.) visant par là les avions basés sur porte-avions mais non les sous-marins qui n'entraient pas dans le champ de la négociation.

7. Systèmes à prendre en considération (Suite) Les systèmes RU et F

La partie soviétique a toujours prétendu que les systèmes britanniques et français devaient être pris en compte.

Négociation : Cette exigence figure dans la position soviétique de départ et n'a cessé d'être répétée.

Public : Elle a également fait partie de tout le débat public soviétique. La position publique de Moscou n'a cependant pas mis l'accent sur l'exigence de lier tout niveau de déploiement, résultant d'un éventuel accord, à tout accroissement que pourraient connaître les forces I.N.F. du R.U. et de la F. En évitant d'être trop explicite à ce sujet, Moscou dissimulait le fait que le niveau qui lui serait imposé dans un éventuel accord, demeurerait en fait variable puisqu'il serait conditionné à des décisions, britanniques ou françaises, qui échapperaient à l'autorité de l'autre partie négociatrice, les U.S.A. Il aurait donc suffi à Moscou d'arguer d'un accroissement dans les programmes F et R.U. pour revoir vers la hausse le déploiement effectif des SS-20.

8. Elimination des systèmes en surnombre

La question se posait de savoir quel serait le sort réservé aux systèmes qui seraient en surnombre par rapport à un niveau établi dans un éventuel accord.

Onderhandelingen : De Sovjetafvaardiging beperkte zich ertoe in het begin van november 1983 te verklaren dat het « voorstel Andropov » het Sovjetstandpunt terzake uitmaakte.

Toch brengt Ambassadeur Kvitzinsky op 13 november in een gesprek onder vier ogen met de Amerikaanse onderhandelaar Nitze de gedachte van een vermindering van de 572 systemen ter sprake, wat de Sovjets de mogelijkheid liet ongeveer 120 SS-20 ter plaatse te houden.

In het openbaar : Nadat deze gedachte in de pers te Bonn was doorgesijpeld, kwam het tot een onstuimig openbaar debat, waarin de Sovjetafvaardigden in strijd met de waarheid beweerden dat het initiatief van dit voorstel tot vermindering van de Amerikanen was uitgegaan.

Het past de formule te vermelden die ter sprake kwam tijdens de veelbesproken « wandeling in de bossen » in juli 1982, hoewel die nooit tot een officieel voorstel is geworden. Zij voorzag in een vermindering tot 225 koppen (75 SS-20 met 3 koppen) en hield de Pershings II uit het NAVO-arsenaal. Het is bekend dat deze formule door Moskou onvoorwaardelijk van de hand is gewezen en op bedenkingen bij Washington stuitte. Het openbaar debat dat in 1983 werd gevoerd had vooral betrekking op de verantwoordelijkheid van de betrokken partijen voor de verwerping van de formule.

6. Systemen die in aanmerking moeten komen (en geografisch gebied)

Dit punt houdt tegelijk verband met de systemen die onder het akkoord zouden vallen en de reikwijdte van de tuigen.

Onderbreking : De stelling die de U.S.S.R. van het begin verdedigde, had betrekking op systemen van meer dan 1000 km, die in Europa en in de aangrenzende wateren waren ontplooid.

In het openbaar : In een rede voor de Socialistische Internationale in februari 1982 had de heer Brezjnev het over systemen « met Europa als doelwit » (targeted on Europe).

Onderhandeling : De Sovjetafvaardiging te Genève, die ongetwijfeld van oordeel was dat deze laatste terminologie te agressief klonk, gebruikte de formule « systemen bestemd om in Europa te worden gebruikt » (intended for use in Europe). Letterlijk opgevat houden deze woorden vliegtuigen in, zoals de F.B.I.I.I., die in de Verenigde Staten gestationeerd zijn, maar bestemd zijn om in een eventueel conflict in Europa in te grijpen of nog de A.6 en A.7 op vliegdekschepen. In de geest van de Sovjets sloot de uitdrukking daarentegen de in Azië opgestelde SS-20, buiten bereik van Europa, uit, hoewel deze laatste gemakkelijk desnoods binnen dat bereik kunnen worden gebracht. Aangestipt moet worden dat de U.S.S.R. in een later stadium van de onderhandelingen er niet meer op aandrong de F.B.I.I.I. in aanmerking te nemen.

In het openbaar : Het openbaar debat was minder duidelijk; in heel wat artikelen en allerlei verklaringen, legden Sovjet-personaliteiten er echter de nadruk op dat de « Forward Based Systems » (F.B.S.) in aanmerking moesten worden genomen, waarmee bedoeld werden de vliegtuigen op vliegdekschepen, maar niet de duikboten die niet in de onderhandelingsfeer werden opgenomen.

7. Systemen die in aanmerking moesten komen (vervolg) Britse en Franse systemen

De Sovjetafvaardigden hebben altijd betoogd dat de Britse en Franse systemen in aanmerking dienden te worden genomen.

Onderhandeling : Deze eis komt in het aanvankelijk standpunt van de Sovjets voor en werd voortdurend herhaald.

In het openbaar : Hij maakte ook deel uit van het gehele openbare debat bij de Sovjets. In het openbaar standpunt van Moskou werd echter niet de nadruk gelegd op de eis elk niveau inzake ontplooiing, die uit een eventueel akkoord zou voortvloeien, te verbinden met elke aangroei van I.N.F. wapens van Groot-Brittannië en Frankrijk.

Moskou vermeed op dit punt te expliciet te zijn en verheelde zo het feit dat het niveau dat in een eventueel akkoord zou worden opgelegd, in feite veranderlijk zou blijven, daar het afhankelijk zou zijn van Britse en Franse beslissingen, die zouden ontsnappen aan het gezag van de andere partij bij de onderhandelingen, de U.S.A. Voor Moskou zou het dus voldoende zijn geweest zich op een aangroei in de programma's van Frankrijk en Groot-Brittannië om de effectieve ontplooiing van de SS-20 op te voeren.

8. Uitschakeling van de overtallige systemen

De vraag rees te weten welk lot zou worden beschoren aan de overtallige systemen ten opzichte van het in een eventueel bepaalde akkoord.

Négociation : La partie soviétique a admis lors du troisième round des négociations que la destruction constituerait « la principale méthode d'élimination ». Elle n'a cependant pas voulu être plus précise à ce sujet tant qu'un accord de principe n'était pas intervenu sur les points centraux de la négociation et en particulier sur les niveaux de réduction. En outre, elle défendait la thèse que le développement, les essais, la production et le stockage des systèmes faisant l'objet d'une réduction demeureraient permis, ouvrant ainsi la porte à un renforcement très rapide des systèmes déployés en cas de rupture de l'accord. Ce dernier point n'a jamais été précisé en public.

Public : En décembre 1982, s'adressant à des Congressmen américains à Moscou, M. Andropov a laissé entendre que les systèmes en surnombre seraient détruits.

Le 26 août 1983, M. Andropov déclare en outre que ces systèmes seraient « liquidés ».

Négociation : Pressée par les Américains de préciser ce dernier terme, la partie soviétique à Genève a commencé par expliquer que la « liquidation » toucherait les lanceurs et non les missiles eux-mêmes, puis elle a fini par admettre que la « liquidation » impliquerait la destruction des missiles situés à portée de l'Europe mais non ceux situés en Asie en dehors de la « zone de réduction et de limitation ». Elle ajoutait au surplus que la « liquidation » s'étalerait sur 5 ans, n'empêcherait pas la poursuite de la production et devrait s'accompagner de la « liquidation » de l'infrastructure de déploiement que certains pays de l'Alliance mettaient alors sur pied. Ces conditions restrictives n'ont pas été rendues publiques.

9. Méthode de calcul

Négociation : Alors que le sujet revêtait pourtant un intérêt capital, les Soviétiques ont refusé d'entrer dans une discussion approfondie au sujet du point de savoir si les calculs devaient se faire sur base du nombre de têtes nucléaires ou du nombre de vecteurs. Ils arguaient que ce sujet ne pourrait être utilement abordé que lorsque la partie américaine aurait accepté de prendre en compte les systèmes RU et F.

Public : Dans sa « proposition » du 21 décembre 1982, M. Andropov a évoqué la possibilité de prendre en considération le nombre de têtes nucléaires.

En outre, les 10-12 janvier 1983, cette idée a été reprise devant M. Hans Vogel, Président du S. P. D. en visite à Moscou.

Négociation : Il a fallu attendre le cinquième round des négociations, en mai 1983, pour que la partie soviétique explicite les propos tenus en public relatifs à la prise en considération des têtes nucléaires. Dans l'esprit de Moscou, il s'agissait de :

- tenir compte des têtes nucléaires montées sur les missiles « à portée moyenne » ainsi qu'à bord des avions;
- tenir compte des têtes nucléaires du Royaume-Uni et de la France (dont le nombre, selon Moscou, s'élevait à l'époque à 434 unités mais augmenterait avec la mise en application des programmes de modernisation prévus par le Royaume-Uni et la France).

10. Proposition américaine de « solution intérimaire »

Négociation : Celle-ci a été avancée à la table des négociations en date du 29 mars 1983 et annoncée publiquement le 30 mars 1983.

Elle a fait l'objet d'un document officiel américain déposé le 17 mai suivant (ouverture du cinquième round).

Public : Dès le 2 avril, dans une conférence de presse, M. Gromyko a repoussé la proposition du fait qu'elle impliquait un certain déploiement américain. Cette prise de position publique a été confirmée par la partie soviétique dès l'ouverture du 5^e round.

11. Trois initiatives américaines visant à assouplir la « solution intérimaire »

Celles-ci visaient à préciser que :

- les Pershing II seraient compris dans tout plan de réduction;
- les déploiements américains en Europe n'égalleraient pas nécessairement le montant global qui aurait été reconnu à l'U. R. S. S. (Europe plus Asie);
- la partie américaine serait disposée à écouter ce que la partie soviétique aurait à proposer en ce qui concerne les avions.

Onderhandeling : In de derde onderhandelingsronde aanvaardde de Sovjetafvaardiging dat vernietiging « de voornaamste uitschakelingsmethode » zou zijn. Zij wilde echter niet nauwkeuriger zijn op dit punt, zolang geen beginselakkoord was bereikt over de hoofdpunten van de onderhandeling en inzonderheid over de niveaus van de vermindering. Bovendien verdedigde zij de stelling dat de ontwikkeling, de proeven, de productie en het opslaan van de systemen die verminderd zou worden, toegestaan zouden blijven, waarmee de deur werd opengezet voor een zeer snelle uitbreiding van de ontplooiende systemen bij een verbreking van het akkoord. Dit laatste punt werd nooit in het openbaar nauwkeurig onder woorden gebracht.

In het openbaar : In december 1982 gaf de heer Andropov aan Amerikaanse Congresleden te Moskou te verstaan dat de overtallige systemen vernietigd zouden worden.

Op 26 augustus 1983 verklaart de heer Andropov bovendien dat deze systemen zouden worden « opgeruimd ».

Onderhandelingen : Toen de Amerikanen er bij de Sovjetafvaardiging te Genève op aandrongen deze laatste term te verduidelijken, begon deze met de uitleg dat de « opruiming » betrekking had op de dragers en niet op de raketten zelf, maar aanvaardde tenslotte dat « opruiming » de vernietiging zou impliceren van de raketten die zich in het bereik van Europa bevonden, maar niet van die in Azië buiten de zone van « vermindering en beperking ». Bovendien voegde zij eraan toe dat de « opruiming » over 5 jaar zou worden gespreid, de voortzetting van de productie niet zou verhinderen en gepaard zou moeten gaan met de « opruiming » van de infrastructuur voor de ontplooiing die bepaalde landen van de Alliantie toen in gereedheid brachten. Deze restrictieve voorwaarden werden niet openbaar gemaakt.

9. Berekeningsmethode

Onderhandeling : Hoewel het onderwerp toch van kapitaal belang was, weigerden de Sovjets een grondige discussie te beginnen over de vraag of de berekeningen moesten worden gedaan op grond van het aantal kernkoppen of het aantal dragers. Zij voerden aan dat dit punt maar nuttig kon worden besproken nadat de Amerikanen zouden hebben aanvaard de systemen VK en F in aanmerking te nemen.

In het openbaar : In zijn « voorstel » van 21 december 1982 bracht de heer Andropov de mogelijkheid ter sprake het aantal kernkoppen in aanmerking te nemen.

Bovendien werd deze gedachte op 10-12 januari 1983 tegenover de heer Hans Vogel, Voorzitter van de S.P.D. op bezoek in Moskou opnieuw ter sprake gebracht.

Onderhandeling : Er moest tot de 5^e onderhandelingsronde in mei 1983 worden gewacht eer de Sovjetafvaardiging verduidelijkte wat in openbaar was gezegd over het in aanmerking nemen van de kernkoppen. In de opvatting van Moskou ging het om :

- het in aanmerking nemen van de kernkoppen op raketten voor « de middellange afstand », alsook aan boord van vliegtuigen;
- het in aanmerking nemen van de kernkoppen van het Verenigd Koninkrijk en Frankrijk (waarvan het aantal, volgens Moskou, op dat ogenblik 434 stuks bedroeg, maar zou toenemen door de uitvoering van de door het Verenigd Koninkrijk en Frankrijk geplande moderniseringsprogramma's).

10. Amerikaans voorstel voor een « tussenoplossing »

Onderhandeling : Het werd aan de onderhandelings tafel naar voren gebracht op 29 maart 1983 en op 30 maart 1983 openbaar gemaakt. Het werd opgenomen in een Amerikaans officieel stuk dat op 17 mei van dat jaar (opening van de 5^e ronde) werd ingediend.

In het openbaar : Op 2 april al verwierp de heer Gromyko op een persconferentie het voorstel omdat het een bepaalde Amerikaanse ontplooiing impliceerde. Deze openbare stellingname werd door de Sovjetafvaardiging bij de opening van de vijfde ronde bevestigd.

11. Drie Amerikaanse initiatieven om de « tussenoplossing » te versoepelen

Zij hadden ten doel te verduidelijken dat :

- de Pershings II in het gehele verminderingsplan zouden worden opgenomen;
- de Amerikaanse ontplooiingen in Europa niet noodzakelijk het totaal dat aan de U. S. S. R. (Europa plus Azië) zou worden toegestaan, zouden evenaren;
- de Amerikanen zouden bereid zijn aandacht te besteden aan wat de Sovjets zouden voorstellen in verband met de vliegtuigen.

Public : Le rejet de ces propositions est arrivé dès que le Président Reagan les eût annoncées dans son discours à l'O.N.U. en date du 26 septembre 1983.

Négociation : Tout en maintenant une approche très négative, la partie soviétique n'a pas exprimé, à la table des négociations, un rejet aussi définitif.

12. Aires géographique (voir ci-dessus sous 6)

Le débat latent relatif à l'aire géographique à laquelle devait s'étendre un éventuel accord, a été relancé par M. Gromyko, dans sa conférence de presse du 2 avril 1983. A cette occasion, le Ministre soviétique des Affaires étrangères a en effet déclaré « Pourquoi parler de l'Asie ? Les missiles (déployés la-bas) ne posent aucune menace pour l'Europe ».

Négociation : La partie soviétique avait toujours défendu la thèse que les déploiements dans la partie asiatique de son territoire ne concernaient pas la négociation de Genève. Devant l'instance des Américains qui évoquaient la portée des SS-20, elle a concédé qu'une « zone de réduction et de limitation » pourrait s'étendre jusqu'à 80° Est, derrière l'Oural, de manière à englober les systèmes tenant l'Europe à portée. Par contre, Moscou a toujours repoussé la thèse selon laquelle tous les déploiements de SS-20 devaient être pris en considération, en raison de la mobilité et la transportabilité du système.

Public : En date du 26 octobre 1983, M. Andropov a fait un pas en avant en évoquant le non-transfert vers l'Asie des systèmes en surnombre qui, selon sa déclaration du 26 août 1983, devaient être « liquidés » (voir ci-dessus point 8).

Au surplus, pour la première fois, le dirigeant soviétique a évoqué la possibilité d'un « gel » des déploiements en Asie.

Négociation : La partie américaine demandait que ces points soient éclaircis lorsque la suspension des négociations est intervenue en date du 23 novembre 1983.

13. Temps de vol du Pershing II

Négociation : Ce point n'a pas été évoqué en tant que tel au cours des séances formelles. Il a fait néanmoins l'objet de discussions techniques au sein d'un Groupe de Travail sur les données de base.

Public : Lors du débat public et notamment à l'occasion de la conférence de presse de M. Gromyko en date du 2 avril 1983, Moscou a tenu à souligner que « le temps de vol d'un missile américain (en fait le P.II) lancé d'Europe est environ de six à sept fois moindre que celui d'un missile soviétique lancé d'U. R. S. S. contre les Etats-Unis ». L'on notera que Moscou ne relevait pas le fait que le temps de vol des SS-20 pointés sur l'Europe était égal à celui d'un P.II pointé sur l'U. R. S. S.

D'autres déclarations publiques soviétiques ont eu pour thème non des points spécifiques de la négociation mais des concepts qui sous-tendaient la position générale de Moscou. L'on retiendra à cet égard, la déclaration de M. Gromyko, dans sa conférence de presse précitée du 2 avril 1983, relative au principe de « l'égalité et de la sécurité égale pour tous ». Il n'a jamais été précisé que sous cette terminologie, l'U. R. S. S. revendiquait le droit à une puissance égale à celle de la somme de tous ses adversaires potentiels réunis, ce qui n'est autre chose que la formule hégémonique « nec pluribus impar ».

dent Reagan ze had gedaan in zijn rede in de UNO op 26 september. *In het openbaar* : Deze voorstellen werden verworpen zodra President 1983.

Onderhandeling : Aan de onderhandelingstafel heeft de Sovjet-afvaardiging, hoewel zij een zeer negatieve houding handhaafde, niet een zo definitieve verwerping tot uiting gebracht.

12. Geografisch gebied (zie hiervoren onder 6.)

Het latente debat over het geografisch gebied waarop een eventueel akkoord betrekking zou hebben, werd door de heer Gromyko op zijn persconferentie van 2 april 1983 opnieuw op gang gebracht. Bij die gelegenheid verklaarde de Sovjetminister van Buitenlandse Zaken immers : « Waarom over Azië gesproken ? De (daar opgestelde) raketten betekenen geen bedreiging voor Europa. »

Onderhandeling : De Sovjetafvaardiging had altijd de stelling verdedigd dat de ontplooiingen in het Aziatisch gedeelte van haar grondgebied met de onderhandeling te Genève niets te maken hadden. Op aandringen van de Amerikanen, die op de reikwijdte van de SS-20 wezen, gaf zij toe dat een « zone van vermindering en beperking » zich tot 80° Oost, achter de Oeral, zou kunnen uitstrekken, zodat de systemen die Europa binne hun bereik hebben, erin opgenomen zouden worden. Daarentegen verwierp Moskou steeds de stelling dat alle ontplooiingen van SS-20 in aanmerking moesten worden genomen wegens de beweeglijkheid en de vervoerbaarheid van het systeem.

In het openbaar : Op 26 oktober 1983 zette de heer Andropov een stap door gewag te maken van het niet-overbrengen naar Azië van de overtallige systemen, die volgens zijn verklaring van 26 augustus 1983 « opgeruimd » moesten worden (zie hiervoren, punt 8).

Bovendien bracht de Sovjetleider voor het eerst de mogelijkheid van een « bevrozing » van de ontplooiingen in Azië ter sprake.

Onderhandeling : De Amerikanen vroegen deze punten te verduidelijken, toen op 23 november 1983 de onderhandelingen werden opgeschort.

13. Vliegduur van de Pershing II

Onderhandeling : Dit punt kwam als zodanig niet ter sprake op de formele bijeenkomsten. Toch werden er technische besprekingen aan gewijd in een Werkgroep over de basisgegevens.

In het openbaar : In het openbaar debat en bepaaldelijk ter gelegenheid van de persconferentie van de heer Gromyko op 2 april 1983 heeft Moskou erop gestaan te onderstrepen dat « de vliegduur van een Amerikaanse raket (in feite de P. II) die in Europa wordt afgevuurd ongeveer zes — tot zevenmaal kleiner is dan die van een Sovjetraket die in de U. S. S. R. tegen de Verenigde Staten wordt gelanceerd ». Opmerkelijk is dat Moskou geen melding maakte van het feit dat de vliegduur van de SS-20 die op Europa zijn gericht gelijk is aan die van een P. II gericht op de U. S. S. R.

Andere openbare verklaringen van de Sovjets hadden geen specifieke punten van de onderhandeling tot thema, maar begrepen die de basis vormden van het algemeen standpunt van Moskou. In dit verband van de verklaring van de heer Gromyko, op zijn persconferentie van 2 april 1983, waarvan sprake hiervoren, betreffende het beginsel van « de gelijkheid en gelijke veiligheid voor allen », worden onthouden. Er is nooit verduidelijkt dat de U. S. S. R. met deze terminologie het recht opeiste op een macht die gelijk is aan de som van al zijn mogelijke tegenstanders samen, wat niets anders is dan de hegomonieformule « nec pluribus impar ».

ANNEXE II

Principales activités de la Belgique
dans le domaine du désarmement et de la sécurité

A. ASPECTS INSTITUTIONNELS

1. Le poste d'« Ambassadeur pour la Paix » a été créé cette année, l'accent a été mis cette fois, non plus sur le processus d'Helsinki désormais institutionnalisé (Madrid, Stockholm, Vienne), mais sur les problèmes liés à l'implantation des armes nucléaires de portée intermédiaire.

La mission de M. l'Ambassadeur H. Walschap comporte deux volets essentiels :

a) celui d'ambassadeur itinérant chargé de recueillir et, si possible, de rapprocher les points de vue des divers pays intéressés;

b) celui d'informateur de l'opinion publique.

M. l'Ambassadeur H. Walschap a été chargé, en outre, de coordonner l'action des divers services du département concernés par l'« exercice Tindemans » à l'OTAN.

2. Le poste d'Ambassadeur directement accrédité auprès de la Conférence du Désarmement à Genève

La mission exclusive confiée à M. l'Ambassadeur M. Depasse devrait permettre d'intensifier l'action de la Belgique au sein de l'organe unique chargé de la négociation des conventions du désarmement dans le cadre de l'ONU.

B. INITIATIVES PRISES PAR LA BELGIQUE
OU AUXQUELLES ELLE S'EST ASSOCIÉE

1. Dans le cadre de l'OTAN

a) START

1. La Belgique a fait connaître aux autorités américaines son désir de voir poursuivre les négociations américano-soviétiques en matière d'armes stratégiques. Elle a donc encouragé Washington à ouvrir la négociation START (Strategic Armements Reduction Talks).

2. Au début et à l'issue de chacune des sessions de cette négociation, le négociateur américain, Ambassadeur Rowny, a fait un exposé devant le Conseil de l'OTAN au sujet de la marche des discussions. Pareille rencontre a non seulement eu pour but d'informer les partenaires européens et canadiens mais de recueillir leurs vues. La Belgique n'a pas manqué d'encourager les Etats-Unis à poursuivre dans la voie suivie et en particulier à arriver à un accord qui ne se borne pas à limiter mais également à réduire le niveau des armes stratégiques.

b) I. N. F.

1. La Belgique a adhéré à la « double décision de l'OTAN » du 12 décembre 1979 prévoyant :

- une modernisation des systèmes nucléaires à portée intermédiaire;
- une négociation en vue de réduire le niveau de ces derniers.

2. Au sein du Groupe consultatif spécial de l'OTAN (chargé de définir la position de négociation des U.S.A. et de suivre l'évolution de la négociation de Genève) la Belgique a défendu :

- l'option « zéro » qui eut rendu superflu un déploiement américain en Europe;
- la « solution intérimaire » qui visait à réduire ce déploiement au niveau le plus bas possible (après qu'il soit devenu clair que l'U. R. S. S. rejetait catégoriquement l'« option zéro »);
- les initiatives américaines adoptées en septembre 1983 qui introduisaient plus de flexibilité dans la formulation de la « solution intérimaire ».

3. Il est à noter que les 3 propositions précitées ont été avancées à l'initiative de pays européens, acceptées par les Etats-Unis et, dès lors, intégrées dans la position de négociation de ce pays à Genève. De ce fait, l'on peut dire que si les pays européens n'étaient pas physiquement présents à une négociation qui revêtait un caractère bilatéral, ils étaient présents en esprit et ont exercé une influence considérable dans la définition de la position américaine.

BIJLAGE II

Voornaamste activiteiten van België
op het gebied van ontwapening en veiligheid

A. INSTITUTIONELE ASPECTEN

1. De post van « Ambassadeur voor de Vrede » werd dit jaar ingesteld; ditmaal werd de nadruk niet meer gelegd op het voortaan geïnstitutionaliseerd proces van Helsinki (Madrid, Stockholm, Wenen), maar de problemen die verband houden met de plaatsing van kernwapens voor de middellange afstand.

De opdracht van ambassadeur H. Walschap omvat twee wezenlijke taken :

a) die van reizend ambassadeur belast met het verzamelen en zo mogelijk, het nader tot elkaar brengen van de standpunten van de verschillende betrokken landen;

b) die van informateur van de publieke opinie.

Ambassadeur H. Walschap werd bovendien belast met de coördinatie van de actie van de verschillende diensten van het Departement die betrokken zijn bij de « oefening Tindemans » in de NAVO.

2. De post van rechtstreeks bij de Ontwapeningsconferentie te Genève geaccrediteerd ambassadeur.

De exclusieve opdracht die aan ambassadeur M. Depasse werd toevertrouwd zou het moeten mogelijk maken de actie van België in het eenheidsorgaan dat belast is met de onderhandeling over de Ontwapeningsconventies in het kader van de UNO, op te voeren.

B. INITIATIEVEN DIE BELGIË NAM
OF WAAARBIJ HET ZICH AANSLOOT

1. In het kader van de NAVO

a) START

1. België bracht de Amerikaanse autoriteiten zijn wens ter kennis de Amerikaans-Russische onderhandelingen over strategische wapens te zien voortduren. Het moedigde dan ook Washington ertoe aan een begin te maken met de onderhandeling START (Strategic Armements Reduction Talks).

2. Bij het begin en het einde van elke zitting van deze onderhandeling hield de Amerikaanse onderhandelaar, Ambassadeur Rowny, een uiteenzetting tegenover de NAVO-raad over het verloop van de besprekingen. Zulke ontmoetingen hadden niet alleen tot doel de Europese en de Canadese partners in te lichten, maar ook hun inzichten te verzamelen. België liet niet na de Verenigde Staten aan te moedigen de ingeslagen weg te blijven volgen en in het bijzonder tot een akkoord te komen dat niet beperkt blijft tot een beperking maar ook een vermindering van het niveau van de strategische wapens inhoudt.

b) I. N. F.

1. België stemde in met het « dubbelbesluit van de NAVO » van 12 december 1979, dat voorziet in :

- een modernisering van de kernwapensystemen voor de middellange afstand;
- een onderhandeling om het niveau van deze systemen te verlagen.

2. In de Speciale Adviesgroep van de NAVO (belast met het bepalen van het onderhandelingsstandpunt van de U.S.A. en het volgen van het verloop van de onderhandeling te Genève) verdedigde België :

- de nuloptie, die een Amerikaanse ontplooiing in Europa overbodig zou hebben gemaakt;
- de « interimoplossing » die ertoe strekte deze ontplooiing tot het laagst mogelijke niveau te herleiden (nadat het duidelijk was geworden dat de U. S. S. R. onvoorwaardelijk de « nuloptie » verwierp);
- de Amerikaanse initiatieven die in september 1983 waren goedgekeurd en meer soepelheid in de formulering van de « tussenoplossing » brachten.

3. Opmerkelijk is dat de 3 voormelde voorstellen op initiatief van Europese landen werden gedaan, door de Verenigde Staten werden aanvaard en derhalve in het onderhandelingsstandpunt van dat land te Genève opgenomen. Daarom mag worden gezegd dat de Europese landen, hoewel niet lijfelijk aanwezig op een onderhandeling, die van bilaterale aard is, toch in de geest aanwezig waren en een grote invloed hadden in het bepalen van het Amerikaanse standpunt.

c) Conseil ministériel de l'OTAN de décembre 1983

A l'initiative de M. le Ministre, le conseil permanent a été chargé de procéder à une évaluation approfondie des relations Est-Ouest en vue de la relance d'un dialogue plus constructif et de la présentation d'un rapport sur cette matière pour la session ministérielle de Washington. A l'issue de la réunion de décembre, les Ministres ont réaffirmé leurs intentions constructives en matière de sécurité d'une manière solennelle dans un texte appelé *Déclaration de Bruxelles*.

d) Groupe des plans nucléaires

Les Alliés ont démontré en automne 1983 leur volonté d'assurer la sécurité au niveau de forces le plus bas possible en annonçant à l'issue de la réunion de Montebello du *Groupe des plans nucléaires* que les pays membres de celui-ci avaient décidé le retrait d'Europe de 1 400 têtes nucléaires faisant suite à la réduction du millier déjà opérée en 1980. Le niveau du stock restant sera ainsi le plus bas que l'Europe aura connu depuis une vingtaine d'années.

e) Les négociations de Vienne sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces conventionnelles en Europe (M.B.F.R.).

L'importante étude sur les tâches futures de l'Alliance (exercice Harmel) a abouti à l'adoption en juin 1968 d'une Déclaration des Ministres des Affaires étrangères de l'OTAN, réunis à Reykjavik, sur les Réductions mutuelles et équilibrées de Forces. Cette déclaration est à l'origine de l'ouverture à Vienne, en 1973, des négociations sur la réduction des forces conventionnelles en Europe centrale. Au cours des dix années écoulées, la Belgique s'y est montrée particulièrement active.

Elle a notamment contribué à l'élaboration d'un projet de Traité, déposé le 8 juillet 1982 par les négociateurs occidentaux, qui organise la réduction des forces respectives de l'OTAN et du Pacte de Varsovie en Europe centrale, jusqu'à un plafond maximum de 900 000 hommes de part et d'autre. Ce Traité est assorti de moyens de contrôle adéquats qui en garantissent le respect.

2. Dans le cadre des Nations Unies

a) Sur le plan spécifiquement politique

— La Belgique s'efforce d'apporter une contribution concrète à la paix dans le cadre des Nations Unies en participant aux différents comités chargés de promouvoir une solution pacifique aux problèmes namibien et cambodgien. Notre pays assure d'ailleurs la vice-présidence de la Commission chargée du problème cambodgien.

— La Belgique contribue également au maintien de la paix et de la sécurité par sa participation (envoi d'experts militaires) à :

- l'U.N.M.O.G.I.P. : United Nations military observer group in India and Pakistan;
- l'U.N.D.O.F. : United Nations disengagement observer forces (pour le Moyen-Orient).

— D'une manière générale, et plus particulièrement dans le cadre de la coopération politique européenne, la Belgique participe à l'élaboration de toutes les résolutions de l'ONU axées sur la défense et le renforcement de la paix et de la sécurité internationales, et ce conformément à nos conceptions et à nos principes.

b) Dans le domaine économique

Dans le cadre des travaux de la 2^e commission des Nations Unies, la Belgique a toujours souligné le rôle de la paix dans le développement économique et social des pays.

Notre pays s'efforce pendant les négociations à proposer des solutions de compromis de nature à diminuer les tensions entre le Nord et le Sud comme ce fut le cas en juin 1983 pour l'adoption du système de financement pour la science et la technique ou à éviter lors de l'adoption de programmes d'assistance spéciaux toute attaque politique susceptible d'envenimer les luttes locales (assistance au peuple palestinien, assistance au Nicaragua, au Tchad, etc...) et de freiner, de ce fait, la mise en œuvre des programmes d'assistance dans les pays ou régions occupées ou victimes de la guerre.

c) Problèmes sociaux et humanitaires (3^e commission)

1. Etant donné son incidence sur la politique étrangère des Etats, il est indéniable que le problème du respect et de la promotion des droits de l'homme exerce une influence sur les relations internationales. Toute initiative qui contribue à mieux garantir le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales contribue donc aussi indirectement (à la détente et donc) à la paix.

c) Ministerraad van de NAVO in december 1983

Op initiatief van de heer Minister werd de permanente raad ermee belast over te gaan tot een grondige waardering van de Oost-West-betrekkingen met het oog op het weer op gang brengen van een meer opbouwende dialoog en het indienen van een rapport hieromtrent voor de zitting van de ministers te Washington. Aan het slot van de bijeenkomst van december bevestigden de Ministers opnieuw hun constructieve bedoelingen inzake veiligheid op plechtige wijze in een tekst, genoemde de *Verklaring van Brussel*.

d) Groep voor de Kernplannen

In de herfst 1983 toonden de NAVO-landen hun wil aan de veiligheid te waarborgen met een zo laag mogelijk bewapeningsniveau, aan het slot van de bijeenkomst van de *Groep voor de Kernplannen* te Montebello, toen zij aankondigden dat de aangesloten landen besloten hadden 1 400 kernkoppen uit Europa te verwijderen, nadat al in 1980 een duizendtal waren verwijderd. De hoogte van de blijvende voorraad zal zo de laagste zijn die sinds een twintig jaren in Europa bestaan zal hebben.

e) De onderhandelingen te Wenen over de wederzijdse en evenwichtige vermindering van de conventionele strijdkrachten in Europa (M.B.F.R.).

De belangrijke studie over de toekomstige taken van de Alliantie (oefening Harmel) leidde in juni 1968 tot de goedkeuring van een Verklaring van de Ministers van Buitenlandse Zaken van de NAVO, bijeengekomen te Reykjavik over wederzijdse en evenwichtige verminderingen van de strijdkrachten. Deze verklaring leidde in 1973 tot de opening van onderhandelingen over de vermindering van de conventionele strijdkrachten in Centraal Europa, te Wenen. In de tien voorbije jaren toonde België zich er bijzonder actief.

Het droeg met name bij tot het uitwerken van een ontwerp-verdrag, dat op 8 juli 1982 door de westerse onderhandelaars werd ingediend en waarbij de vermindering van de respectieve strijdkrachten van de NAVO en het Warschaupact in Centraal Europa wordt geregeld. Dit Verdrag gaat vergezeld van passende controlemaatregelen die er de naleving van waarborgen.

2. In het kader van de Verenigde Naties

a) Op het specifiek politieke vlak

— België tracht een concrete bijdrage tot de vrede te leveren in het kader van de V.N. door deelname aan de onderscheiden comités inzake de bevordering van een verdelievende oplossing van de Namibische en Cambodjaanse kwestie. Trouwens ons land is ondervoorzitter van de Commissie die zich inlaat met Cambodja.

— Verder verzekert België steeds een bijdrage aan de instandhouding van de vrede en veiligheid door zijn deelname (uitsuren van militaire experts) aan :

- de U.N.M.O.G.I.P. : United Nations military observer group in India and Pakistan;
- de U.N.D.O.F. : United Nations disengagement observer forces (voor het Midden-Oosten).

— In het algemeen en voornamelijk in het kader van de Europese politieke samenwerking, verleent België zijn medewerking aan alle resoluties van de O.V.N. die de verdediging of de versteviging van de internationale vrede en veiligheid voor ogen hebben, overeenkomstig onze begrippen en beginselen.

b) Op economisch gebied

In het kader van de werkzaamheden van de tweede Commissie van de Verenigde Naties legde België altijd de nadruk op de vredesrol van de vrede in de economische en sociale ontwikkeling van de landen.

Bij de onderhandelingen probeert ons land compromisoplossingen voor te stellen die de spanningen tussen Noord en Zuid kunnen verminderen, zoals het geval was in juni 1983 voor de goedkeuring van het financieringssysteem voor wetenschap en techniek of om bij de goedkeuring van speciale bijstandsprogramma's elke politieke aanval te voorkomen die de plaatselijke geschillen zou kunnen toespitsen (bijstand aan het Palestijnse volk, bijstand in Nicaragua, Tsjaad, enz.) en hierdoor de uitvoering van de bijstandsprogramma's af te remmen in bezette landen en gewesten of in die, welke het slachtoffer van de oorlog zijn.

c) Sociale en humanitaire vraagstukken (3^e Commissie)

1. Het is onmiskenbaar dat de eerbied voor en de bevordering van de mensenrechten op zichzelf, evenals de weerslag die deze problematiek heeft gekregen in het kader van de buitenlandse politiek der Staten, een invloed uitoefenen op de betrekkingen tussen deze laatste. In dat licht is dus elk initiatief dat bijdraagt tot een betere naleving van de mensenrechten en de fundamentele vrijheden, onrechtstreeks bevorderend (voor de ontspanning en dus) voor de vrede.

Afin de contribuer au renforcement de la sécurité et de la paix, la Belgique a pris en 1982 une initiative remarquée visant à promouvoir le développement de mécanismes de protection des droits de l'homme sur le plan régional, en vue notamment d'aboutir à long terme à une meilleure coordination de l'action régionale et de l'action internationale pour la protection des droits de l'homme.

Lors de son intervention devant la 37^e Assemblée générale (1982), le Ministre des Relations extérieures a lancé l'idée d'instaurer une sorte de code des droits fondamentaux dont le contenu serait reconnu de manière générale par les divers régimes socio-économiques et politiques et dont le respect serait garanti par une série de procédures de protection dans un cadre régional. La presse belge a d'ailleurs fait un large écho à cette initiative qui s'est concrétisée par le dépôt d'une résolution tendant à charger le secrétaire général d'une étude concernant les moyens d'assurer une coopération plus étroite entre les organes régionaux chargés de la promotion des droits de l'homme et le mécanisme universel des Nations Unies.

Cette résolution belge, qui recueillit l'adhésion de plusieurs partenaires occidentaux mais aussi d'un certain nombre de pays non alignés, fut adoptée par consensus par l'Assemblée générale (résolution 37/172). Au cours de la dernière Assemblée générale en 1983, notre pays s'est efforcé d'obtenir que les Nations Unies poursuivent dans la même voie et il est parvenu à faire adopter par consensus une résolution permettant d'étoffer un rapport du secrétaire général, dont les résultats devraient permettre à terme de favoriser non seulement le développement de la protection régionale des droits de l'homme mais également de renforcer les liens entre cette protection régionale et la protection internationale (résolution 38/97).

d) Etude des Nations-Unies sur les aspects régionaux du désarmement

Cette étude, menée à l'initiative et sous présidence belges, a été adoptée à l'unanimité en 1980 et constitue, depuis, la charte du Désarmement régional. Il appartient désormais aux États et aux organisations régionales de formuler des propositions concrètes dans ce domaine, la Belgique veillant toutefois à maintenir le problème à l'ordre du jour des Assemblées générales.

e) Instauration d'un mécanisme de vérification du respect du Protocole de Genève de 1925 sur l'usage des armes chimiques et bactériologiques

La Belgique a déposé à la 2^e session spéciale de l'Assemblée générale de l'O.N.U. consacrée au désarmement (1982) un memorandum décrivant le mécanisme envisagé. Cette proposition n'a pas été discutée, comme telle, mais continue d'être prise en considération :

(i) Dans l'étude menée par le Secrétaire général de l'ONU (résolution 37/98D).

(ii) Au sein du groupe de travail du C.D. sur les armes chimiques.

f) Le Ministre des Relations extérieures, M. L. Tindemans a proposé, et obtenu, que le Bureau international du Travail entreprenne une étude sur le problème de la reconversion à des fins civiles de l'industrie d'armements. C'est un des problèmes essentiels à résoudre dans le cadre du binôme « Désarmement - Développement » qui intéresse particulièrement les pays en voie de développement.

g) La Belgique appuie les efforts menés au sein de l'O.N.U. en vue d'amener la réduction des budgets militaires. Elle compte parmi les rares pays qui communiquent annuellement à l'O.N.U. les informations détaillées sur son potentiel militaire.

3. Dans le cadre du Comité (Conférence) du Désarmement

a) Mesures propres à accroître la confiance dans le domaine nucléaire

Ainsi qu'annoncé par M. le Ministre Tindemans dans son discours au C.D. en juin 1983, la Belgique a proposé un programme de travail qui permettrait la multiplication et la multilatéralisation de certaines mesures bilatérales prises ou à prendre par les États nucléaires pour accroître la confiance et diminuer le risque de guerre nucléaire accidentelle (document C.D. 380). Cette proposition a été bien accueillie et pourrait connaître prochainement ses premiers développements.

b) Toujours dans son discours devant le C.D. en juin 1983, le Ministre des Relations extérieures a ouvert un nouveau champ aux mesures propres à accroître la confiance : l'information mutuelle sur les conditions du service militaire et autres obligations civiques du même ordre dans les divers pays. Cette proposition doit s'inscrire dans le cadre de la résolution autrichienne visant à fournir des informations objectives sur les potentiels militaires (37/99G) et (38/188C).

Teneinde zijn bijdrage te leveren tot het scheppen van grotere veiligheid en vrede heeft België in 1982 een opgemerkt initiatief genomen tot verdere ontwikkeling op regionaal vlak van mechanismen voor de bescherming van de rechten van de mens, met als neven doel op lange termijn tot een nauwere samenwerking te komen tussen enerzijds de regionale en anderzijds de internationale bescherming van de mensenrechten.

De Minister van Buitenlandse Betrekkingen heeft tijdens zijn toespraak tot de 37^e Algemene Vergadering (1982) de idee gelanceerd om tot een soort basisrechten te komen waarvan de inhoud door de verschillende sociaal-economische en politieke stelsels algemeen aanvaard zou worden en waarvan de naleving gewaarborgd zou worden door een reeks beschermingsprocedures in een regionaal kader.

De Belgische pers gaf trouwens grote ruchtbaarheid aan dit initiatief, dat concreet werd uitgewerkt door het indienen van een resolutie waarvan het opzet was de Secretaris-Generaal te belasten met een studie die zou afstellen hoe een nauwere samenwerking kon bekomen worden tussen de regionale organen belast met de bevordering van de mensenrechten en het Universele V.N.-mechanisme.

Deze Belgische resolutie, die naast enkele Westerse partners ook nog door een aantal niet-gebonden ondersteund werd, werd door de A.V. bij consensus aangenomen (resolutie 37/172). Tijdens de laatste A.V. in 1983 heeft ons land ervoor gezorgd dat de V.N. de ingeslagen weg zou voortzetten. Het slaagde erin weerom een resolutie bij consensus te doen aanvaarden die zou toelaten een verslag van de Secretaris-Generaal verder te stofferen, waarvan de resultaten op termijn zouden moeten toelaten, niet alleen de ontwikkeling van de regionale bescherming van de mensenrechten te begunstigen, doch ook om de banden tussen regionale en internationale bescherming te verstevigen (resolutie 38/97).

d) Studie van de Verenigde Naties over de regionale aspecten van de Ontwapening

Deze studie op Belgisch initiatief en onder voorzitterschap van een Belg werd in 1980 met algemene stemmen goedgekeurd en is sindsdien het Handvest van de Regionale Ontwapening. Voortaan dienen staten en regionale organisaties te zorgen voor concrete voorstellen op dit gebied, terwijl België er echter op zal toezien dat het probleem op de agenda van de Algemene Vergaderingen wordt gehandhaafd.

e) Instelling van een controlemechanisme voor het naleven van het Protocol van Genève van 1925 op het gebruik van chemische en bacteriologische wapens

België diende op de 2^e bijzondere zitting van de Algemene UNO-vergadering gewijd aan de Ontwapening (1982) een memorandum in met een beschrijving van het overwogen mechanisme. Dit voorstel werd niet besproken, als zodanig, maar blijft in aanmerking komen :

(i) In de studie van de Secretaris-Generaal van de UNO (resolutie 37/98D).

(ii) In de werkgroep van het O.C. voor de chemische wapens.

f) De Minister van Buitenlandse Betrekkingen, de heer L. Tindemans heeft voorgesteld en bekomen dat het Internationaal Arbeidsbureau een studie zou maken over het probleem van de omschakeling van de wapenindustrie naar burgerlijke doeleinden. Het is een van de fundamentele problemen die in het kader van de tweeterm « Ontwapening - Ontwikkeling » moeten worden opgelost en dat vooral belangrijk is voor de ontwikkelingslanden.

g) België steunt de inspanningen die in de UNO worden gedaan om tot een verlaging van de militaire begrotingen te komen. Het is een van de weinige landen die jaarlijks aan de UNO uitvoerige inlichtingen over zijn militair potentieel.

3. In het kader van het Ontwapeningscomité

a) Maatregelen die het vertrouwen op nucleair gebied kunnen opvoeren

Zoals Minister Tindemans in juni 1983 in zijn rede in het O.C. aankondigde, heeft België een werkprogramma voorgesteld, dat de vermeerdering en het multilateraal maken mogelijk zou maken van bepaalde bilaterale maatregelen, die door kernmogenheid werden genomen of genomen zouden worden om het vertrouwen te verminderen en het gevaar van een toevallige kernoorlog te verminderen (document O.C. 380). Dit voorstel werd goed onthaald en zou eerlang zijn eerste uitbreiding kunnen beleven.

b) Ook nog in zijn rede voor het O.C. in juni 1983 heeft de Minister van Buitenlandse een nieuw terrein opgelegd voor de maatregelen die het vertrouwen kunnen doen toenemen : wederzijdse informatie over de vormen van de militaire dienstplicht en andere burgerlijke verplichtingen van dezelfde aard in de verschillende landen. Dit voorstel moet ingepast worden in het kader van de Oostenrijkse resolutie om objectieve inlichtingen over militair potentieel te verstrekken (37/99G) en (38/188C).

c) La Belgique participe, très activement à la négociation par le C.D. d'une convention couvrant les armes chimiques. Elle a ratifié, dès 1928, le Protocole de Genève de 1925 qui interdit l'utilisation des armes chimiques et bactériologiques.

d) Arrêt complet des essais nucléaires

La Belgique appuie la négociation au Comité de Désarmement d'une convention sur l'interdiction complète et permanente de tous les essais nucléaires. Elle est signataire du Traité de 1963 sur l'interdiction de ces essais dans l'atmosphère, dans l'espace et sous l'eau.

e) Espace extra-atmosphérique

La Belgique appuie la négociation par le C.D. d'une ou de plusieurs conventions destinées à prévenir la course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique. Elle est signataire du Traité de 1967 sur l'Espace extra-atmosphérique.

4. Dans le cadre de l'Accord d'Helsinki de 1975 (C. S. C. E.)

a) Conférence sur les mesures de confiance et de sécurité et le désarmement en Europe (C. D. E.)

Cette conférence, partie intégrante du processus de la C. S. C. E., a débuté au niveau ministériel le 17 janvier 1984, à Stockholm.

Conformément à son mandat qui fut fixé lors de la Conférence de Madrid, la C.D.E. doit dans une première phase contribuer à l'élaboration d'une série de mesures de confiance et de sécurité (C. S. B. M.).

Ce n'est que lors d'une deuxième phase que la problématique du désarmement proprement dit pourra être abordée.

Dès le début les Occidentaux ont pris des initiatives. C'est ainsi que le 24 janvier dernier la Belgique avec d'autres partenaires de l'OTAN a déposé une série de C. S. B. M. (Confidence and Security Building measures).

Ces mesures sont destinées à diminuer le risque d'attaque par surprise en créant une plus grande transparence.

b) La Belgique participera à Athènes à la réunion d'experts qui aura pour objectif de poursuivre, sur la base de l'Acte final d'Helsinki, l'examen d'une méthode généralement acceptable de règlement pacifique des différends visant à compléter les méthodes existantes.

Cette réunion fait suite à celle qui avait eu lieu à Montreux à l'issue de laquelle les participants s'étaient mis d'accord sur une approche commune quant à l'élaboration d'une méthode de règlement pacifique des différends entre deux ou plusieurs Etats participants.

La méthode à élaborer devrait contribuer à la paix, à la sécurité et à la justice en Europe, ainsi qu'au développement ultérieur de la détente et de la coopération entre les Etats participants.

C. TRAITES ET CONVENTIONS SIGNES PAR LA BELGIQUE

1. La Belgique est signataire du *Traité de non-prolifération des armes nucléaires* de 1968 (T.N.P.).

Elle a toujours considéré ce traité comme une étape dans la politique mondiale de désarmement.

Certes, cet accord ne constitue pas comme tel un Traité de désarmement, mais, en fixant une situation donnée à un moment donné, c'est-à-dire en empêchant qu'un plus grand nombre d'Etats que les cinq ayant déjà fait exploser un engin nucléaire au 1^{er} janvier 1968 n'accède à l'arme nucléaire, ce Traité devait rendre plus aisé le démarrage des négociations devant conduire d'abord à la stabilisation des armements dans le monde tant nucléaires que conventionnels pour amorcer ensuite un désarmement graduel tant nucléaire que conventionnel sous un contrôle international efficace.

2. La Belgique compte parmi les 12 pays signataires originels du *Traité de l'Antarctique* (1959).

Seules les activités pacifiques sont autorisées dans l'Antarctique (article 1^{er}).

Toute explosion nucléaire y est interdite (article V).

Depuis la signature la Belgique participe aux réunions périodiques des Parties consultatives du Traité sur l'Antarctique. C'est ainsi que notre pays a été représenté à la XI^e Réunion consultative à Buenos Aires (23 juin-7 juillet 1981) et à la XII^e Réunion consultative à Canberra (13-27 septembre 1983).

3. La Belgique est signataire du Traité de 1972 interdisant le développement, la production et le stockage des armes bactériologiques.

4. La Belgique est signataire du Traité de 1971 qui interdit de placer des armes nucléaires et autres armes de destruction massive sur le fond des mers et des océans.

5. La Belgique est signataire du Traité de 1977 qui interdit l'utilisation militaire ou à des fins hostiles des techniques de modification de l'environnement.

c) België neemt zeer actief deel aan de onderhandeling in het Ontwapeningscomité over een conventie betreffende chemische wapens. In 1928 al keurde het Protocol van Genève van 1925 goed, dat het gebruik van chemische en bacteriologische wapens verbiedt.

d) Volledige stopzetting van de kernproeven

België steunt de onderhandeling in het Ontwapeningscomité over een conventie betreffende het volledig en permanent verbod van alle kernproeven. Het ondertekende het Verdrag van 1963 over het verbod van deze proeven in de atmosfeer, in de ruimte en onder water.

e) Ruimte buiten de atmosfeer

België steunt de onderhandeling in het O.C. over een of meer conventies bedoeld om de bewapeningswedloop in de ruimte buiten de atmosfeer te voorkomen. Het ondertekende het Verdrag van 1967 betreffende de Ruimte buiten de atmosfeer.

4. In het kader van het akkoord van Helsinki van 1975 (C. S. C. E.)

a) Conferentie over de vertrouwens- en veiligheidsmaatregelen en de ontwapening in Europa (C.V.E.)

Deze conferentie die een integrerend onderdeel van het proces van de C. S. C. E. uitmaakte, begon op ministerieel niveau op 17 januari 1984 te Stockholm.

Overeenkomstig haar opdracht, die op de Conferentie van Madrid werd vastgesteld, moet de C.V.E. in een eerste fase bijdragen tot het uitwerken van een reeks maatregelen inzake vertrouwen en veiligheid (C. S. B. M.).

Pas in een tweede fase zal de problematiek van de eigenlijke ontwapening behandeld kunnen worden.

Van bij de aanvang namen de Westerse landen initiatieven. Zo diende België op 24 januari jl. met andere NAVO-partners een reeks C. B. S. M.-voorstellen in (Confidence and Security Building Measures).

Deze maatregelen zijn bedoeld om het risico van een verrassingsaanval te verminderen door te zorgen voor een grotere doorzichtigheid.

b) België zal te Athene deelnemen aan de bijeenkomst van deskundigen die tot doel zal hebben op basis van de Slotakte van Helsinki, het onderzoek voort te zetten met het oog op een algemeen aanvaardbare methode voor een vreedzame regeling van geschillen, met de bedoeling de bestaande methodes aan te vullen.

Deze bijeenkomst volgt op die, welke te Montreux is gehouden en waar de deelnemers aan het einde het eens waren geworden over een gemeenschappelijke benadering in verband met het uitwerken van een methode tot vreedzame regeling van de geschillen tussen twee of meer deelnemende Staten.

C. DOOR BELGIË ONDERTEKENDE VERDRAGEN EN CONVENTIES

1. België ondertekende het *Verdrag tot non-prolifering van Kernwapens* van 1968 (T. N. P.).

Het heeft dit verdrag altijd gezien als een mijlpaal in de ontwapeningspolitiek in de wereld.

Dit akkoord is als zodanig beslist geen Ontwapeningsverdrag, maar doordat een bepaalde toestand op een bepaald ogenblik vastlegt, d.w.z. doordat het belet dat een groter aantal Staten dan de vijf die per 1 januari 1968 al een kerntuig hadden laten ontploffen, in het bezit van het kernwapen komen, moest dit Verdrag de start van onderhandelingen die eerst tot stabilisering van de bewapening in de wereld, zowel wat nucleaire als conventionele wapens betreft, vergemakkelijken, waarna een begin gemaakt zou kunnen worden met een geleidelijke, zowel nucleaire, als conventionele ontwapening onder doeltreffende internationale controle.

2. België behoort tot de oorspronkelijke 12 ondertekenende landen van het *Antarcticaverdrag* (1959).

Alleen vreedzame activiteiten worden in het Zuidpoolgebied toegestaan (art. 1).

Elke kernexplosie is er verboden (art. V).

Sinds de ondertekening neemt België deel aan de periodieke bijeenkomsten van de Adviserende Partijen van het Antarcticaverdrag. Zo was ons land vertegenwoordigd op de XI^e Adviserende Bijeenkomst te Buenos Aires (23 juni - 7 juli 1981) en op de XII^e Adviserende Bijeenkomst te Canberra (13-27 september 1983).

3. België ondertekende het Verdrag van 1972 waarbij de ontwikkeling, de productie en de opslag van bacteriologische wapens wordt verboden.

4. België ondertekende het Verdrag van 1971 waarbij verboden wordt kern- en andere massale vernietigingswapens op de bodem van zeeën en oceanen te plaatsen.

5. België ondertekende het Verdrag van 1977 waarbij het militair gebruik of gebruik tot vijandelijke doeleinden van technieken tot wijziging van het leefmilieu wordt verboden.

ANNEXE III

Eléments statistiques au sujet des dépenses militaires
et des effectifs des pays européens et des Etats-Unis (1)

BIJLAGE III

Statistische gegevens over militaire uitgaven
en het aantal manschappen van de Europese landen
en de Verenigde Staten (1)

	Pays européens de l'OTAN — Europese NAVO-landen	Etats-Unis — Verenigde Staten	Belgique — België	
Dépenses de défense en % du P.I.B. en 1982	3,8	6,5	3,4	Defensie-uitgaven in % van het B. I. P. 1982.
Dépenses de défense en chiffres ab- solut 1982	94 895 millions/miljoenen \$	196 345 millions/miljoenen \$	2 900 millions/miljoenen \$	Defensie-uitgaven in absolute cijfers 1982.
Dépenses de défense per capita (1983)	308 \$	862 \$	322 \$	Defensie-uitgaven per capita (1983).
P.I.B. per capita 1983	7 881 \$	12 561 \$	9 877 \$	B. I. P. per capita 1983.
Dépenses de défense en % du budget national 1983	Allemagne/ Duitsland : 22 Royaume Uni/Verenigd Koninkrijk : 16,5 France/Frankrijk : 18 Pays-Bas/ Nederland : 9,5	29,4	8,3	Defensie-uitgaven in % van de na- tionale begroting 1983.
% de dépenses d'équipements dans dépenses de défense 1983	Pays-Bas/ Nederland : 22 Allemagne/ Duitsland : 17,6 Royaume Uni/Verenigd Koninkrijk : 25,4	26,1	14,9	% van de uitrustingsuitgaven in de defensie-uitgaven.
Forces armées 1983	3.289.000	2 253 000	109 000	Strijdkrachten 1983
en % de population active	2,8	2,9	2,7	in % van de beroepsbevolking.
Aide au développement des P.V.D. en % du P.I.B. en 1982	France/Frankrijk : 2,51 Royaume Uni/Verenigd Koninkrijk : 1,29 Pays-Bas/ Nederland : 1,82 Allemagne/ Duitsland : 1,06	1	0,78	Ontwikkelingshulp voor ontwikke- lingslanden in % van het B. I. P. in 1982.

(1) Données extraites de documents OTAN.

1. Pour l'Europe, le pourcentage de 3,8 % du P.I.B. consacré à la défense est à peu près moyen depuis 1973. Pour les Etats-Unis, il y a croissance; ainsi le pourcentage de 5,7 moyen pour la période 1973-1977, est passé à 6,9 en 1983. Le pourcentage moyen de la Belgique pour la période de 1973-1977 était de 3 %, il est passé à 3,4 % en 1982 et a maintenant tendance à régesser.

2. Le pourcentage des dépenses de défense en fonction du P.I.B. est le moyen le plus sûr pour comparer les efforts respectifs. Les autres facteurs, comme le pourcentage du budget, sont assez aléatoires. Ainsi, par exemple, la composition des budgets peut être fort différente et fausser le critère.

3. En ce qui concerne l'effort militaire américain en Europe, on doit naturellement considérer en premier lieu le nombre d'effectifs. Les Etats-Unis stationnent quelque 360 000 hommes en Europe (150 000 dans le Pacifique et Extrême-Orient et 40 000 dans les autres régions). Mais dans ce contexte, il faudrait sans doute s'efforcer de distinguer le supplément de coût du stationnement en Europe par rapport à un stationnement aux Etats-Unis.

En effet, certaines dépenses d'infrastructure, bâtiment et fonctionnement sont à charge des pays européens. D'autre part, en plus des forces, les Etats-Unis stationnent du matériel en Europe en vue de l'envoi de renforcement.

(1) Gegevens ontleend aan NAVO-stukken.

1. Voor Europa is het percentage van 3,8 % van het B. I. P. dat aan landsverdediging wordt besteed nagenoeg gemiddeld zoveel sinds 1973. Voor de Verenigde Staten is er een stijging: zo is het gemiddeld percentage van 5,7 voor de periode 1973-1977 tot 6,9 opgelopen in 1983. Het gemiddelde percentage in België voor de periode 1973-1977 3 %; het steeg tot 3,4 % in 1982 en vertoont nu de neiging te dalen.

2. Het percentage van de defensie-uitgaven op basis van het B. I. P. is het zekerste middel om de respectieve inspanningen te vergelijken. De overige factoren, zoals het percentage van de begroting, zijn nogal wisselvallig. Zo kan, bijvoorbeeld, de samenstelling van de begroting zeer verschillen en het criterium vervormen.

3. Wat de Amerikaanse militaire inspanning in Europa betreft, moet natuurlijk in de eerste plaats het aantal manschappen in aanmerking worden genomen. De Verenigde Staten hebben ongeveer 360 000 manschappen in Europa gestationeerd (150 000 in de Stille Oceaan en het Verre Oosten en 40 000 in de overige gebieden). Maar in de context moet ongetwijfeld gepoogd worden na te gaan wat de bijkomende kosten zijn van stationering in Europa tegenover stationering in de Verenigde Staten.

Sommige uitgaven voor infrastructuur, gebouwen en functionering zijn immers ten laste van de Europese landen. Voorts stationeren de Verenigde Staten naast de strijdkrachten materieel in Europa met het oog op het zenden van versterkingen.

4. Pour ce qui concerne le budget de l'OTAN proprement dit, les formules de partage se présentent actuellement comme suit :

	Etats-Unis (%)	Canada (%)	Belgique (%)
Budget civil à 16	23,6	5,6	2,76
Budget militaire à 15	25,0	5,8	2,95
Budget militaire à 14	30,16	6,99	3,56
Infrastructure à 14	27,4	6,3	5,59
Infrastructure à 15	23,7	5,5	4,8

5. Enfin, l'évaluation de l'effort de défense de part et d'autre de l'Atlantique, touche également à la balance des paiements, à l'industrie des armements, au commerce des armes, aux fluctuations de change, etc...

4. Wat de eigenlijke NAVO-begroting betreft, zien de verdelingsformules er thans als volgt uit :

	Verenigde Staten (%)	Canada (%)	Belgie (%)
Burgerlijke begroting met 16	23,6	5,6	2,26
Militaire begroting met 15 ...	25,0	5,8	2,95
Militaire begroting met 14 ...	30,16	6,99	3,56
Infrastructuur met 14	27,4	6,3	5,59
Infrastructuur met 15	23,7	5,5	4,8

5. Tenslotte raakt de waardering van de defensie-inspanning aan weerszijden van de Atlantische Oceaan ook de betalingsbalans, de wapenindustrie, de wapenhandel, de valutaschommelingen enz...

ANNEXE IV

Le rapport Kissinger

(Synthèse)

1. La mission de la Commission Kissinger consistait à « définir une politique américaine à long terme qui puisse répondre aux défis sociaux et économiques qu'implique la situation en Amérique centrale, favoriser l'évolution vers la démocratie de cette région et y éloigner les menaces intérieures et extérieures pesant sur la sécurité et la stabilité ». La Commission s'est surtout laissée guider par des considérations relatives à la sécurité des Etats-Unis et elle, a dès lors analysé les problèmes à la lumière des relations Est-Ouest. Ainsi, le rapport précise que la faculté qu'ont les Etats-Unis de maintenir un équilibre stratégique acceptable au niveau mondial dépend de la sécurité de ses frontières. L'extension de l'influence soviéto-cubaine sur le continent américain compromet cet équilibre global. Les Etats-Unis se verraient dans l'obligation d'augmenter sans cesse leurs dépenses en matière de défense ou de réduire certains engagements importants qu'ils ont pris ailleurs dans le monde. Une détérioration de la situation en Amérique centrale poserait en outre d'importants problèmes au niveau des voies de communication avec les autres continents. En cas de conflit, environ 50 % du tonnage destiné au front européen devrait, au départ du Golfe du Mexique, transiter par les Caraïbes et l'Amérique centrale. En cas de conflit dans l'Est asiatique, ce chiffre serait de 40 %.

2. Le rapport Kissinger souligne que la misère, les injustices sociales et les régimes politiques fonctionnant en vase clos sont à l'origine de la crise en Amérique centrale. Cette crise a été aggravée dans les années septante par la récession économique internationale : l'augmentation du prix du pétrole, l'augmentation des taux d'intérêt, la faiblesse de la demande pour les produits agricoles provenant de cette région (café, bananes, sucre, coton) et l'effondrement des prix à l'exportation qui en a résulté. Cette situation a créé les conditions favorables à une extension de l'influence soviéto-cubaine.

La Commission Kissinger estime que les réformes intérieures et même les révolutions internes en Amérique centrale ne mettent pas en péril le système interaméricain. En revanche, ce système se trouve en danger lorsque les mouvements dont elles émanent sont manipulés à partir de l'étranger.

3. Le rapport Kissinger constate que les perspectives économiques actuelles pour l'Amérique centrale sont tout à fait insuffisantes et qu'un effort plus important s'impose pour venir en aide à la région. Les besoins de financement des sept pays de la région (le Salvador, le Guatemala, le Nicaragua, Costa Rica, le Honduras, Panama et Belize) sont évalués à 24 milliards de dollars d'ici 1990. Le rapport propose, d'une part, un programme d'urgence américain de stabilisation économique et, d'autre part, un programme de reconstruction et de développement à moyen et à long terme destiné à améliorer le sort des populations de la région. En ce qui concerne le programme d'urgence, la Commission propose que l'aide bilatérale américaine pour l'exercice financier 1984 soit majorée de 400 millions de dollars par rapport au montant initialement prévu de 477 millions de dollars. Pour ce qui est du programme de reconstruction et de développement, elle recommande une aide économique de 8 milliards de dollars échelonnée sur cinq ans. Afin de pouvoir faire face aux importantes obligations que cette aide implique, le Congrès devrait libérer les fonds nécessaires sur une base pluriannuelle. Le rapport souligne que le programme économique d'urgence et le programme de reconstruction et de développement ont pour seul but de ramener le revenu par habitant en 1990 au niveau de 1980.

Dans le cadre du programme de reconstruction et de développement, la Commission Kissinger recommande la création d'une « Central American Development Organisation » dont pourraient faire partie, outre les sept pays d'Amérique centrale et les Etats-Unis, les pays du groupe de Contadora, les pays d'Europe occidentale, le Canada et le Japon. L'adhésion des pays d'Amérique centrale serait subordonnée à la reconnaissance d'un certain nombre de principes tels que notamment la protection des libertés individuelles, le respect du pluralisme politique, la non-ingérence, la limitation des armements et la mise en œuvre d'une politique économique et sociale saine. Parallèlement à la « Central American Development Organisation » serait également créée une société privée, la « Central American Development Corporation », chargée d'encourager les investissements privés en Amérique centrale.

4. Le rapport Kissinger contient également des recommandations ayant trait à l'épanouissement humain. Les mesures proposées, qui font partie du programme de développement économique, portent notamment sur

BIJLAGE IV

Het rapport Kissinger

(Samenvatting)

1. De opdracht van de Kissinger Commissie bestond er in « een Amerikaanse politiek op lange termijn te formuleren die het best aan de sociale en economische uitdagingen van de Centraal-Amerikaanse regio zou beantwoorden, de democratische ontwikkeling aldaar in de hand werken en de interne en externe bedreiging van de veiligheid en de stabiliteit afweren ». De Commissie heeft zich vooral laten inspireren door overwegingen die de veiligheid van de Verenigde Staten aanbelangen en zij ontleedt daarom de problemen in het licht van de bestaande verhoudingen tussen Oost en West. Het rapport stelt aldus vast dat het vermogen van de V.S. om een aanvaardbaar strategisch evenwicht op wereldvlak te handhaven afhangt van de veiligheid van zijn landsgrenzen. De vooruitgang van de Russische en Cubaanse macht op het Amerikaanse vasteland brengt dit globaal evenwicht in gevaar. De V.S. zou er toe worden genoopt op permanente wijze de kosten van zijn verdediging op te voeren of anderszins belangrijke verbintenissen elders in de wereld terug te schroeven. De verslechtering van de toestand in Centraal Amerika zou bovendien de lijnen van communicatie met de andere continenten ernstig bemoeilijken. Rond 50 % van de scheepstonnemaat bestemd voor het Europese front moet in geval van conflict van de Golf van Mexico doorheen de Caraïbische en Centraal Amerikaanse zone passeren. In geval van conflict in Oost Azië is dit percentage 40 %.

2. Het rapport Kissinger onderstreept dat armoede, sociale onrechtvaardigheid en gesloten politieke systemen aan de basis liggen van de crisis in Centraal Amerika. Deze crisis werd in de jaren 70 aangewakkerd door de internationale economische recessie: de stijging van de petroleumprijzen, de verhoogde interestvoeten en de zwakke vraag naar landbouwproducten die de regio voortbrengt (koffie, bananen, suiker, katoen) en de daarmee gepaard gaande instorting der exportprijzen. Hierdoor werd voor de Sovjet-Unie en voor Cuba een gunstige voedingsbodem geschapen om hun invloed uit te breiden.

De Kissinger Commissie oordeelt dat inwendige hervormingen — zelfs interne revoluties in Centraal Amerika het inter-Amerikaanse systeem niet in gevaar brengen. Dit is echter wel het geval wanneer de bewegingen van wie ze uitgaan vanuit het buitenland worden gemanipuleerd.

3. Het rapport Kissinger stelt vast dat de huidige economische vooruitzichten voor Centraal Amerika volstrekt onvoldoende zijn en dat een grotere inspanning moet worden gedaan om de regio ter hulp te komen. De financieringsbehoeften van de zeven landen uit de regio (El Salvador, Guatemala, Nicaragua, Costa Rica, Honduras, Panama en Belize) worden van nu tot 1990 op 24 miljard dollar geraamd. Het rapport stelt enerzijds een Amerikaans spoedprogramma van economische stabilisatie voor en anderzijds een programma van wederopbouw en ontwikkeling op half-lange en lange termijn om de noden van het gebied te lenigen. Voor het spoedprogramma stelt de Commissie voor dat de Amerikaanse bilaterale hulp voor het financieel jaar 1984 met 400 miljoen dollar zou worden verhoogd boven het voorziene bedrag van 477 miljoen dollar. Voor het programma van wederopbouw en ontwikkeling adviseert zij een economische bijstand over 5 jaar van 8 miljard dollar. Om te kunnen voldoen aan de belangrijke verplichtingen die er uit voortvloeien zou het Congres de nodige fondsen op een meerjaarlijkse basis moeten ter beschikking stellen. Het rapport drukt er op dat door het economisch spoedprogramma en het programma voor wederopbouw en ontwikkeling enkel wordt beoogd het per capita inkomen in 1990 terug op het peil te brengen van dit van 1980.

In het kader van het programma van wederopbouw en ontwikkeling beveelt de Kissinger Commissie de oprichting aan van een « Central American Development Organisation » waarvan naast de zeven Centraal Amerikaanse landen en de Verenigde Staten ook de landen van de Contadora-groep, de West-Europese Staten, Canada en Japan zouden kunnen deel uitmaken. Het lidmaatschap van de Centraal Amerikaanse landen zou afhankelijk worden gesteld van de aanvaarding van een aantal principes zoals o.m. de bescherming van de individuele vrijheden, de eerbiediging van het politiek pluralisme, het verzaken aan interventie, de beperking der wapenarsenaal en het volgen van een gezonde economische en sociale politiek. Naast de Central American Development Organisation zou ook een private maatschappij, de « Central American Development Corporation » in het leven kunnen worden geroepen door dewelke privé-investeringen in Centraal Amerika zouden kunnen worden aangemoedigd.

4. Het rapport Kissinger houdt ook aanbevelingen in op het gebied der menselijke ontplooiing. De voorgestelde maatregelen, die deel uitmaken van het economisch ontwikkelingsprogramma, behelzen o.m. de

la création d'un « Literacy Corps » en vue d'éliminer l'analphabétisme, sur l'octroi par le Gouvernement américain de 10 000 bourses d'études à des étudiants d'Amérique centrale et sur la mise au point d'un programme à long terme visant à élever le niveau des universités d'Amérique centrale. Le rapport comporte également des suggestions visant à améliorer les soins médicaux et à faire face aux problèmes posés par l'urbanisation croissante en Amérique centrale.

5. La Commission Kissinger accorde, comme il a déjà été mentionné ci-dessus, une attention particulière aux aspects de la sécurité en Amérique centrale. Elle constate que les fronts populaires marxistes-léninistes qui se sont soulevés contre le régime n'ont jamais évolué dans le sens de la démocratie après leur victoire. Les leaders démocrates bien intentionnés qui se sont ralliés à ces fronts populaires n'ont pas pu empêcher que les instruments du pouvoir restent aux mains des guérilleros. La politique soviétique dans l'hémisphère occidental est conforme au modèle de la politique soviétique dans le reste du monde : Moscou ne manque pas d'exploiter toutes les occasions d'étendre son influence. Depuis les années 60, l'U. R. S. S. a continuellement augmenté ses livraisons d'armes à Cuba. Cuba est ainsi devenu la deuxième puissance militaire d'Amérique latine après le Brésil. En tant que tremplin, le Nicaragua revêt une importance cruciale pour l'Union soviétique et Cuba.

La Commission a surtout été préoccupée par la situation au Salvador. L'économie du pays et l'appareil gouvernemental étant de plus en plus ébranlés par les actions de la guérilla, un effondrement du régime n'est pas à exclure. On peut estimer, précise le rapport de la Commission, qu'il ne faut rien faire pour venir en aide au régime du Salvador; on peut aussi estimer qu'il faut faire beaucoup plus. La plus mauvaise politique que l'on puisse mener à l'égard de ce pays consiste cependant à lui accorder une aide juste suffisante pour permettre la poursuite de la guerre, mais insuffisante pour permettre le succès final. Aussi la Commission recommande-t-elle une augmentation sensible et aussi rapide que possible de l'aide militaire au Salvador. Cette aide ne devrait toutefois être accordée qu'à condition que soient publiés des rapports réguliers témoignant des progrès faits, du côté salvadorien, dans le domaine de l'organisation d'élections libres, de la liberté d'association, du respect de la loi, de l'efficacité du système judiciaire et de la lutte contre les « escadrons de la mort ».

6. En ce qui concerne les options politiques et diplomatiques des Etats-Unis en Amérique centrale, la Commission Kissinger réserve à nouveau une place particulière au Salvador. Sur le plan politique, il y a deux possibilités : ou bien on est partisan de l'organisation d'élections libres dans ce pays, ou bien on est partisan d'un partage du pouvoir entre le gouvernement et les forces d'opposition. Le rapport rejette l'idée d'un partage du pouvoir. Il recommande au gouvernement salvadorien de prendre toutes les mesures qui s'imposent afin que les élections présidentielles prévues pour le 25 mars prochain soient aussi ouvertes et sûres que possible. L'invitation d'observateurs étrangers contribuerait à rendre le processus électoral plus ouvert. Les élections du 25 mars ne sont cependant qu'un premier pas. Elles seront suivies par des élections législatives et des élections locales. En ce qui concerne les élections, le rapport propose qu'une négociation soit organisée entre le Gouvernement et le F. D. R.-F. M. L. N. dans le but d'élaborer des procédures électorales acceptables, qu'une commission électorale au sein de laquelle siègeraient également des représentants de l'opposition soit constituée, que toutes les parties mettent fin à la violence durant la campagne électorale et durant les élections et que des observateurs internationaux de l'Organisation des Etats américains, des pays du groupe de Contadora et de pays tiers soient présents pour garantir la régularité de l'ensemble du processus électoral.

A propos de la situation au Nicaragua, la Commission estime que l'établissement d'un régime politique ouvert avec une presse libre et une opposition active constituerait une garantie de sécurité importante pour les autres pays de la région et formerait un élément clé dans la recherche d'une solution à la crise par le biais de négociations. La Commission constate que depuis l'intervention américaine à la Grenade, certains signes dans la politique extérieure et intérieure du Nicaragua semblent indiquer que ce pays serait disposé à accepter un compromis. Cependant ces signes sont encore trop vagues pour permettre à la Commission de se prononcer sur leur signification et leur sincérité. Les Etats-Unis ne doivent toutefois épargner aucun effort en matière diplomatique et ils doivent tester par des négociations ou d'autres actions la volonté du Nicaragua de parvenir à un accord général. Le Gouvernement des Etats-Unis doit montrer au peuple américain et aux autres pays de la région qu'il tente réellement de trouver une solution pacifique au conflit qui déchire l'Amérique Centrale. En ce qui concerne le problème très controversé de l'aide américaine aux rebelles nicaraguayens, la Commission estime qu'une enquête approfondie sur ce sujet exigerait la consultation d'informations secrètes, ce qui n'est pas indiqué pour un rapport public. La majorité des membres de la Commission estiment néanmoins que les actions des rebelles au Nicaragua constituent une incitation à parvenir à une solution négociée dans la région. D'après la Commission, une solution globale n'implique pas que la gouvernement sandiniste doive disparaître au Nicaragua ni abandonner ses idéaux révolutionnaires, mais bien qu'il se soumette au test d'élections libres.

élimination van het analfabetisme door het oprichten van een « Literacy Corps » het toekennen door de Amerikaanse regering van 10 000 studiebeurzen aan Centraal Amerikaanse studenten en het ontwerpen van een programma op lange termijn om het niveau van de Centraal Amerikaanse universiteiten te verhogen. Verder zijn er suggesties om de geneeskundige zorgen te verbeteren en de problemen gepaard gaande met de groeiende urbanisatie in Centraal Amerika op te vangen.

5. De Kissinger Commissie besteedt, zoals hierboven reeds vermeld, bijzondere aandacht aan de Centraal Amerikaanse veiligheidsaspecten. Het stelt vast dat opstanden van Marxistisch-Leninistische Volksfronten nooit in democratische zin zijn geëvolueerd na hun overwinning. Welmenende democratische leiders die tot deze volksfronten zijn toegetreden hebben niet kunnen beletten dat de guerilla's de instrumenten van de macht in eigen handen hebben gehouden. De Sovjet-politiek in de Westerse hemisfeer volgt het patroon van de Sovjet-politiek in de rest van de wereld : Moskou is er op uit de kansen voor expansie van de Sovjet-invloed uit te buiten. De U. S. S. R. heeft sinds de jaren 60 haar wapenleveringen aan Cuba gestadig opgevoerd. Cuba is aldus de tweede militaire macht geworden in Latijns Amerika na Brazilië. Als springplank is Nicaragua voor de Sovjet-Unie en Cuba van cruciaal belang.

De Commissie is vooral begaan met de toestand in El Salvador. Ingevolge de toenemende schade door de guerilla aan de economie en het regeringsapparaat toegebracht is een ineenstorting van het regime niet ondenkbaar. Men kan de mening zijn toegedaan, aldus het rapport van de Commissie, dat niets hoeft gedaan te worden om de Regering van El Salvador te helpen; men kan ook de mening zijn toegedaan dat veel meer moet worden gedaan. De slechtste politiek voor El Salvador is evenwel juist genoeg hulp te geven om de oorlog gaande te houden, maar niet genoeg om hem tot een succesvol einde te brengen. De Commissie beveelt daarom een beduidende verhoging van de militaire hulp aan El Salvador aan en zulks zo snel mogelijk. Deze hulp moet echter gekoppeld worden aan de voorwaarde van het publiceren van periodieke verslagen waaruit zou blijken dat van Salvadoriaanse zijde vooruitgang wordt gemaakt op het stuk van vrije verkiezingen, vrijheid van vereniging, het naleven van de wet, de effectiviteit van het rechterlijke systeem en het beteugelen van de zogeheten doodseskaders.

6. Wat de politieke en diplomatieke opties van de Verenigde Staten in Centraal Amerika betreft, ruimt de Kissinger Commissie weer een bijzondere plaats in voor El Salvador. Op politiek vlak zijn er twee mogelijkheden : ofwel is men voor het organiseren van verkiezingen in dat land ofwel is men voor een verdeling van de macht tussen de Regering en de oppositiekrachten. Het verslag verworpt het idee van « power sharing ». Het beveelt de Regering van El Salvador aan alle maatregelen te nemen opdat de geplande presidentiële verkiezingen van 25 maart a.s. zo open en veilig mogelijk zouden verlopen. Het uitnodigen van buitenlandse waarnemers is van aard de openheid van het electorale proces te bevorderen. De verkiezingen van 25 maart zijn echter geen eindpunt. Zij zullen worden gevolgd door wetgevende en lokale verkiezingen. Voor die verkiezingen stelt het rapport voor dat tussen de Regering en het F. D. R.-F. M. L. N. onderhandelingen worden aangevat om aanvaardbare verkiezingsprocedures uit te werken, dat een electorale commissie wordt gevormd waarin ook vertegenwoordigers van de oppositie zouden zeten, dat door alle partijen een eind wordt gesteld aan het geweld gedurende de verkiezingscampagne en de verkiezingen en dat o.m. internationale waarnemers van de Organisatie voor Amerikaanse Staten, de Contadora-landen en derde Staten de eerlijkheid van het hele proces zouden waarborgen.

In verband met de toestand in Nicaragua is de Commissie van mening dat de ontwikkeling van een open politiek systeem met een vrije pers en een actieve oppositie een belangrijke veiligheidswaarborg zou betekenen voor de andere landen van de regio en een sleutelement zou zijn voor elke oplossing van de crisis via onderhandelingen. De Commissie noteert dat Nicaragua na het Amerikaans optreden in Grenada tekenen heeft gegeven van compromis-bereidheid zowel in zijn interne- als buitenlandse politiek. Die tekenen zijn voorsnóg te vaag om de Commissie toe te laten zich over hun betekenis en oprechtheid uit te spreken. De Verenigde Staten moeten echter geen inspanning ongemoeid laten om het diplomatieke pad te volgen en door onderhandelingen en andere acties de wil van Nicaragua te testen om tot een algemeen akkoord te komen. De Regering van de Verenigde Staten moet aan het Amerikaanse volk en aan de volkeren in de regio antoonen dat zij in alle ernst naar een vredelievende oplossing van het conflict in Centraal Amerika streeft. Wat de controverse kwestie van de Amerikaanse hulp aan de Nicaraguase opstandige bewegingen betreft, is de Kissinger Commissie van oordeel dat een passend onderzoek ervan het nader ingaan op geheime informatie zou vergen wat niet aangewezen is voor een publiek verslag. Niettemin gelooft de meerderheid van de Commissieleden dat de acties van de opstandelingen in Nicaragua een aansporing betekenen om tot een genegocieerde oplossing in de regio te komen. Een globale oplossing betekent volgens de Commissie niet dat de Sandinistische Regering in Nicaragua moeten verdwijnen of dat ze haar revolutionaire idealen moet opgeven maar wel dat ze zich aan de test van vrije verkiezingen zou onderwerpen.

7. Dans ses recommandations en vue d'aboutir à une solution régionale en Amérique centrale, la Commission Kissinger s'inspire dans une large mesure du programme en 21 points du Groupe des pays de Contadora (Venezuela, Mexique, Colombie, Panama) en reconnaissant expressément les mérites des initiatives qu'il contient. L'objectif des Etats-Unis doit consister à promouvoir le développement d'un système autonome de relations régionales complété d'une assistance économique, diplomatique et militaire américaine. Le rapport note que les intérêts et la ligne de conduite des quatre pays du groupe de Contadora ne sont pas identiques et ne correspondent pas toujours à ceux des Etats-Unis. Le processus de Contadora n'a pas encore été mis à l'épreuve en ce qui concerne l'élaboration d'une politique spécifique de sécurité régionale qu'il est censé permettre. C'est pourquoi le processus de Contadora ne peut se substituer à la politique des Etats-Unis. Les Etats-Unis doivent toutefois tenter de donner un contenu plus concret aux principes formulés par le groupe des pays de Contadora.

8. Enfin, le rapport Kissinger contient également quelques considérations au sujet du rôle de l'Europe occidentale en Amérique centrale. Selon le rapport, l'Europe occidentale n'a pas d'intérêts vitaux dans cette région du monde. Elle y a cependant des intérêts indirects, en ce sens que la propre sécurité des Etats-Unis détermine la mesure dans laquelle ceux-ci pourront s'acquitter de leurs obligations dans le cadre de l'alliance occidentale. Sur le plan économique, le rapport demande que l'Europe collabore au programme de reconstruction et de développement de l'Amérique centrale. La C.E. devrait pouvoir étendre à l'Amérique centrale le régime préférentiel prévu dans les accords de Lomé, étant donné que les pays A.C.P. des Caraïbes bénéficient de leur côté des avantages de la « Caribbean Basin Initiative » américaine. Sur le plan politique, la Commission Kissinger propose que des contacts réguliers aient lieu entre l'Amérique et ses partenaires européens au sujet de l'Amérique centrale. L'Amérique doit tenter d'obtenir le soutien politique et diplomatique de l'Europe là où cela est possible, dans les autres cas, l'Europe devrait se tenir sur la réserve. La Commission déconseille en tout cas à l'Europe de fournir une aide au régime sandiniste du Nicaragua tant que celui-ci n'aura pas modifié fondamentalement sa politique.

* * *

Le rapport de 132 pages de la Commission Kissinger ne comporte que quatre pages de remarques individuelles des membres, dont celles du président, M. Kissinger lui-même. Ces remarques concernent essentiellement l'aide militaire au Salvador et l'aide « en sous-main » accordée aux rebelles nicaraguayens, que certains désapprouvent. Ces remarques individuelles ne sont pas de nature à remettre en cause les orientations générales du rapport qui ont été adoptées à l'unanimité.

7. In haar aanbevelingen om een regionale oplossing in Centraal Amerika te bereiken laat de Kissinger Commissie zich in grote mate inspireren door het 21-puntenprogramma van de Groep der Contadora-landen (Venezuela, Mexico, Colombia, Panama) waarvan de initiatieven uitdrukkelijk worden geloofd. Het objectief van de Verenigde Staten moet er in bestaan de ontwikkeling van een onafhankelijk systeem van regionale betrekkingen te bevorderen, aangevuld door Amerikaanse economische, diplomatieke en militaire steun. Het verslag noteert dat de belangen en de gedragslijn van de vier Contadora-landen niet identiek zijn en ook niet altijd overeenstemmen met die van de Verenigde Staten. Het Contadora-proces werd nog niet getest op zijn vermogen om een specifieke politiek van regionale veiligheid uit te werken. Daarom kan het Contadora-proces geen substituuut zijn voor de politiek van de Verenigde Staten. Wel moeten de Verenigde Staten aan de principes geformuleerd door de Groep der Contadora-landen een meer concrete inhoud proberen te geven.

8. Het rapport Kissinger houdt tenslotte ook enkele beschouwingen in over de rol van West-Europa in Centraal Amerika. Volgens het rapport heeft West-Europa geen vitale belangen in de regio, wel indirecte belangen in die zin dat de eigen veiligheid van de Verenigde Staten bepalend is voor de mate in dewelke Washington zijn verplichtingen in het kader van de Westerse alliantie zal kunnen nakomen. Op economisch gebied vraagt het rapport dat Europa zou deelnemen aan het programma voor wederopbouw en ontwikkeling in Centraal Amerika. De E.G. zou het preferentieel regime van het Lomé-akkoord ook tot de Centraal Amerikaanse regio moeten kunnen uitbreiden gezien de Caraïbische A.C.P.-landen van hun kant van de voordelen van het Amerikaanse « Caribbean Basin Initiative » kunnen genieten. Op politiek vlak adviseert de Kissinger Commissie dat regelmatige contacten tussen de Verenigde Staten en zijn Europese partners over Centraal Amerika zouden plaatsgrijpen. Waar mogelijk dient de politieke en diplomatieke steun van Europa te worden nagestreefd; waar dit niet mogelijk is zou van Europese zijde terughoudendheid moeten worden aan de dag gelegd. In elk geval wordt door de Commissie een Europese hulp aan het Sandinistisch regime in Nicaragua afgeraden zolang dit regime geen fundamentele koerswijziging doorvoert.

* * *

Het verslag van 132 bladzijden van de Kissinger Commissie houdt slechts 4 bladzijden van opmerkingen in van individuele leden, waaronder die van de voorzitter, de heer Kissinger zelf. Zij hebben hoofdzakelijk betrekking op de militaire steun aan El Salvador en aan de « bedekte hulp » aan de Nicaraguaanse opstandelingen die door sommigen wordt afgekeurd. Deze individuele opmerkingen zijn niet van aard afbreuk te doen aan de algemene lijnen van het verslag die eenparig werden goedgekeurd.

ANNEXE V

La situation à la Grenade

Le 25 octobre dernier, une force internationale composée de troupes américaines et de soldats de différents pays des Caraïbes (*) est intervenue à l'île de la Grenade.

Cette intervention se plaçait dans le cadre des graves événements qui se sont produits sur l'île quelques jours avant l'invasion. Un conflit idéologique opposant le Premier Ministre Maurice Bishop et son Vice-Premier Bernard Coard avait abouti à un coup d'Etat militaire au cours duquel le Premier, plusieurs de ses ministres, des syndicalistes et un grand nombre de civils avaient été tués.

Le Gouvernement belge a publié le 28 octobre 1983 un communiqué au sujet des événements à la Grenade, dont copie en annexe.

En exécution du dernier point de ce communiqué, il convient de signaler que lors du débat que l'Assemblée générale des Nations Unies a consacré aux événements à la Grenade, la Belgique a déposé un amendement posant le principe d'élections libres sur l'île afin que le peuple de Grenade puisse désigner ses représentants de façon démocratique. Cet amendement fut adopté par 71 voix contre 32 et 41 abstentions.

Le 15 novembre 1983, un Conseil exécutif provisoire, désigné par le Gouverneur général, M. Paul Scoon, a commencé à s'attaquer aux problèmes politiques et économiques aigus qui se posaient sur l'île. Ce Conseil est dirigé par M. Nicolas Braithwaite.

Une des priorités du Conseil a été de mettre au point une procédure pour l'établissement de listes électorales en vue des élections générales qui devraient pouvoir se dérouler à la fin de cette année. Le gouvernement de la Barbade a promis son aide pour mener cette opération à bonne fin. Le Conseil se propose aussi de traduire devant la justice les membres de l'ancien gouvernement et de l'armée qui sont responsables de la mort de M. Bishop. Le gouvernement britannique, de son côté, se chargera de former de nouveaux cadres pour la force de police locale et fournira l'équipement nécessaire. Le journal *Grenadian Voice*, supprimé par le régime Bishop à cause de sa défense des libertés fondamentales, vient de réparaître.

Au plan politique, les partis politiques commencent à se réorganiser. Le « New Jewel Monument », parti de M. Bishop, semble avoir gardé une certaine popularité, de même que le « Grenade United Labor Party », parti de l'ancien Premier Ministre Sir Eric Gray (**), qui vient de rentrer à Grenade après cinq ans d'exil aux Etats-Unis.

Les Etats-Unis, qui ont retiré toutes leurs troupes de combat, gardent encore 250 à 300 militaires sur place. Ceux-ci ont essentiellement des tâches médicales, administratives et logistiques. Le gouvernement américain a indiqué qu'ils resteront à la Grenade — de même que les soldats de la force de paix des Caraïbes — jusqu'à ce que les forces de l'ordre grenadines puissent assumer la responsabilité de la sécurité interne. Les Etats-Unis, qui ont promis une aide économique de l'ordre de 15 millions de dollars à la Grenade, mettront prochainement une première tranche de 5 millions à la disposition du gouvernement provisoire de l'île pour permettre l'importation de produits alimentaires, de matières premières et de pièces de rechange.

Communiqué publié le 28 octobre 1983 par le Gouvernement belge au sujet des événements à la Grenade.

« C'est avec préoccupation que le Gouvernement belge suit, depuis un certain temps, l'évolution de la situation en Amérique centrale et dans la région des Caraïbes.

Les nouveaux développements intervenus à la Grenade et ayant abouti au récent coup d'état, qui a provoqué de nombreuses victimes, dont le Premier Ministre Bishop et plusieurs de ses ministres, ont fortement accru le climat d'inquiétude et de tension dans le pays et dans toute la région.

Cela s'est notamment manifesté au sein de l'organisation des Etats des Caraïbes de l'est (O.E.C.S.) et a donné lieu à une action internationale qui — selon les assurances fournies au Gouvernement — est limitée dans le temps et ne vise que des objectifs strictement humanitaires, à savoir la sauvegarde de vies humaines.

De façon générale, le Gouvernement belge entend réaffirmer son attachement indéfectible aux règles essentielles qui doivent régir les

BIJLAGE V

De toestand op Grenada

Op 25 oktober 11. is een internationale troepenmacht, bestaande uit Amerikaanse eenheden en soldaten van verschillende Caraïbische landen (*), op het eiland Grenada geland.

Die interventie volgde op de ernstige gebeurtenissen die zich enkele dagen vóór de invasie op het eiland hebben voorgedaan. Een ideologisch conflict tussen Eerste Minister Maurice Bishop en zijn Vice-Minister Bernard Coard mondde uit in een militaire staatsgreep waarbij de premier, enkele van zijn ministers, vakbondsmensen en een groot aantal burgers het leven lieten.

De Belgische Regering heeft op 28 oktober 1983 een communiqué uitgegeven over de gebeurtenissen te Grenada (een copie ervan is bijgevoegd).

Er zij aangestipt dat België, ter uitvoering van het laatste punt van bedoeld communiqué, tijdens het debat van de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties over de gebeurtenissen te Grenada een amendement heeft ingediend waarbij het beginsel van vrije verkiezingen op het eiland wordt gesteld, om de bevolking van Grenada in staat te stellen op een democratische wijze haar vertegenwoordigers aan te duiden. Dat amendement werd met 71 tegen 32 stemmen en 41 onthoudingen aangenomen.

Op 15 november 1983 is een Voorlopige Uitvoerende Raad, aangeduid door Gouverneur-Generaal Paul Scoon begonnen met de aanpak van de enorme politieke en economische problemen die op het eiland bestaan. De Raad wordt geleid door Nicolas Braithwaite.

De Raad heeft bij voorrang een procedure uitgewerkt voor het samenstellen van kiezerslijsten met het oog op de algemene verkiezingen die eind dit jaar zouden moeten plaatshebben. De Regering van Barbados heeft haar steun beloofd om die operatie tot een goed einde te brengen. De Raad is ook van plan de leden van de gewezen regering en van het leger die voor de moord op Maurice Bishop aansprakelijk zijn, voor het gerecht te brengen. De Britse Regering heeft harerzijds de opleiding van nieuw kaderpersoneel voor de lokale politiemacht op zich genomen en zal tevens de nodige uitrusting leveren. De krant « Grenadian Voice », die door de regering-Bishop wegens de verdediging van de fundamentele vrijheden werd afgeschaft, verschijnt nu opnieuw.

Op politiek vlak beginnen de politieke partijen zich te reorganiseren. De « New Jewel Monument », de partij van Maurice Bishop, lijkt enige populariteit te hebben behouden, zowel als de « Grenade United Labor Partij », de partij van gewezen Eerste Minister Sir Eric Gairy (**), die na vijf jaar ballingschap in de Verenigde Staten onlangs naar Grenada is teruggekeerd.

De Verenigde Staten hebben al hun gevechtseenheden teruggetrokken maar houden nog een 250 tot 300 militairen ter plaatse. Die hebben hoofdzakelijk medische, administratieve en logistische opdrachten. De Amerikaanse regering heeft te kennen gegeven dat zij — zoals de soldaten van de Caraïbische vredesmacht — op Grenada zullen blijven tot de ordestrejdkrachten van Grenada de verantwoordelijkheid voor de interne veiligheid kunnen overnemen. De Verenigde Staten hebben een economische steun van 15 miljoen dollar aan Grenada beloofd en een eerste tranche van 5 miljoen zal binnenkort ter beschikking van de voorlopige regering van het eiland worden gesteld om de invoer van voedingsmiddelen, grondstoffen en wisselstukken mogelijk te maken.

Communiqué van de Regering in verband met de toestand in Grenada (28 oktober 1983)

« De Belgische Regering volgt sedert enkele tijd met bezorgdheid de ontwikkeling in Centraal Amerika en in het Caraïbisch gebied.

De jongste verwikkelingen die zich in Grenada hebben voorgedaan hebben deze internationale onrust sterk doen toenemen. De staatsgreep die onlangs aldaar plaats had en talrijke slachtoffers heeft geëist waaronder Eerste Minister Bishop en meerdere van zijn ministers, heeft een dramatische sfeer van onrust en spanning doen ontstaan in het land en in de ganse regio.

Deze ongerustheid is onder meer tot uiting gekomen in de schoot van de Organisatie van Oost-Caraïbische Staten (O.E.C.S.). De Belgische regering kan deze ernstige bezorgdheid begrijpen, zoals ze, in de moeilijke voorwaarden in Grenada een humanitaire aktie kan begrijpen beperkt in de tijd, en met als objectief de vrijwaring van mensenlevens.

De Belgische Regering wenst nochtans, te dezer gelegenheid, zoals in gelijkaardige gevallen, haar onverbreekbare gehechtheid te bevestigen aan

(*) Il s'agit de la Jamaïque, de la Barbade, de la Dominique, d'Antigua, de St. Vincent et de Ste Lucie.

(**) Celui-ci affirme ne pas être candidat aux prochaines élections.

(*) Het zijn Jamaica, Barbados, Dominica, Antigua, Sint Vincent en Santa Lucia.

(**) Sir Eric Gairy deelt mee bij de volgende verkiezingen niet te zullen kandideren.

relations internationales telles qu'elles sont fixées dans la Charte des Nations Unies et notamment le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats et le non-recours à la force.

Cette question est actuellement débattue au Conseil de sécurité des Nations Unies. Dans le cadre de cette organisation, le Gouvernement belge s'engage à apporter son soutien effectif pour qu'un retour au calme et à des conditions de vie normales puisse s'opérer le plus tôt possible.

Le Gouvernement espère fermement que les organisations régionales, à savoir en particulier, l'organisation des états américains et l'organisation des Etats des Caraïbes de l'est, qui sont appelés à remplir une mission spécifique de paix dans la région, réussiront à établir, dans les plus brefs délais, un processus démocratique à la Grenade.

Le Gouvernement belge demeure en consultation constante avec ses partenaires des Dix ainsi qu'avec les Etats-Unis et les pays de la région. Il a pris acte avec satisfaction de la volonté clairement exprimée des parties directement impliquées dans le conflit de retirer leurs troupes dans les meilleurs délais. Il insiste sur le fait que la population de l'île devra pouvoir bientôt décider de son propre sort et choisir comme il l'entend son gouvernement.

de basisprincipes die de internationale betrekkingen moeten beheersen en die vastgelegd zijn in het Handvest van de Verenigde Naties en meer bepaald de niet-inmenging in de interne aangelegenheden van staten en het verzaken aan geweld.

Deze kwestie werd reeds ter hand genomen in de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties. België is bereid daadwerkelijk mede te werken in de schoot van deze organisatie.

De Regering hoopt eveneens dat de Organisatie van Amerikaanse Staten en de Organisatie van Oost-Caraïbische Staten de vredesrol zullen kunnen vervullen die hen toekomt in dit gebied.

De Belgische Regering blijft in voortdurend overleg met haar partners van de Tien alsmede met de Verenigde Staten en de rechtstreeks betrokken landen. De Regering heeft nota genomen van de duidelijke wil van de Verenigde Naties om de troepen te spoedigste terug te trekken. Zij drukt de hoop uit dat normale levensvoorwaarden zeer binnenkort zullen worden hersteld in Grenada en dat de bevolking van het eiland over haar eigen lot zal kunnen beschikken en vrij zal kunnen beslissen over de keuze van haar regering.

ANNEXE VI

Convention n° 147 concernant les normes minima à observer sur les navires marchands, adoptée à Genève le 29 octobre 1976 par la Conférence internationale du Travail lors de sa soixante-deuxième session

Cette Convention a été approuvée par la loi du 6 août 1982 (*Moniteur belge* du 26 octobre 1982).

L'instrument de ratification de la Belgique a été déposé le 16 septembre 1982.

La Convention est entrée en vigueur pour la Belgique le 16 septembre 1983, douze mois après la date du dépôt de l'instrument.

Liste des Etats liés

Etats	Date du dépôt de l'instrument de ratification	Date de l'entrée en vigueur
Allemagne (Rép. féd.)	14 juillet 1980	28 novembre 1981
Belgique	16 septembre 1982	16 septembre 1983
Costa Rica	24 juin 1981	24 juin 1982
Danemark	28 juillet 1980	28 novembre 1981
Espagne	28 avril 1978	28 novembre 1981
Grèce	2 octobre 1978	28 novembre 1981
France	2 mai 1978	28 novembre 1981
Irlande	18 septembre 1979	28 novembre 1981
Italie	23 juin 1981	23 juin 1982
Liberia	8 juillet 1981	8 juillet 1982
Maroc	15 juin 1981	15 juin 1982
Norvège	24 janvier 1979	28 novembre 1981
Pays-Bas	25 janvier 1979	28 novembre 1981
Royaume-Uni	28 novembre 1980	28 novembre 1981
Suède	20 décembre 1978	28 novembre 1981

Autres Conventions sur la marine marchande

Convention (n° 138) (pas encore ratifiée par la Belgique) sur l'âge minimum, 1973, ou convention (n° 58) (*Moniteur belge* du 14 septembre 1938) sur l'âge minimum (travail maritime), révisée, 1936, ou convention (n° 7) (*Moniteur belge* du 29 mars 1925) sur l'âge minimum (travail maritime), 1920;

Convention (n° 55) (*Moniteur belge* du 14 septembre 1938) sur les obligations de l'armateur en cas de maladie ou d'accident des gens de mer, 1936, ou

Convention (n° 56) (*Moniteur belge* du 9 septembre 1949) sur l'assurance-maladie des gens de mer, 1936, ou

Convention (n° 130) (pas encore ratifiée par la Belgique) concernant les soins médicaux et les indemnités de maladie, 1969;

Convention (n° 73) (*Moniteur belge* du 14 mars 1952) sur l'examen médical des gens de mer, 1946;

Convention (n° 134) (pas encore ratifiée par la Belgique) sur la prévention des accidents (gens de mer), 1970 (art. 4 et 7);

Convention (n° 92) (*Moniteur belge* du 12 octobre 1962) sur le logement des équipages (révisée), 1949;

Convention (n° 68) (*Moniteur belge* du 14 mars 1952) sur l'alimentation et le service de table (équipage des navires), 1946 (art. 5);

Convention (n° 53) (*Moniteur belge* du 14 septembre 1938) sur les brevets de capacité des officiers, 1936 (art. 3 et 4) (*);

Convention (n° 22) (*Moniteur belge* du 13 avril 1928) sur le contrat d'engagement des marins, 1926;

Convention (n° 23) (*Moniteur belge* du 17 novembre 1927) sur le rapatriement des marins, 1926;

Convention (n° 87) (*Moniteur belge* du 16 janvier 1952) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948;

Convention (n° 98) (*Moniteur belge* du 30 décembre 1953) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949.

(*) Au cas où le strict respect des normes pertinentes de la Convention sur les brevets de capacité des officiers, 1936, poserait des problèmes susceptibles de porter préjudice aux systèmes et aux procédures établis par un Etat pour l'octroi des brevets de capacité, le principe d'équivalence d'ensemble s'appliquera afin qu'il n'y ait pas conflit avec les arrangements pris par cet Etat dans ce domaine.

BIJLAGE VI

Verdrag n° 147 betreffende minimumnormen op koopvaardischepen, aangenomen te Genève op 29 oktober 1976 door de Internationale Arbeidsconferentie tijdens haar tweënzestigste zitting

Dit Verdrag werd goedgekeurd bij wet van 6 augustus 1982 (*Belgisch Staatsblad* van 26 oktober 1982).

De bekrachtigingsoorkonde van België werd neergelegd op 16 september 1982.

Het Verdrag is voor België in werking getreden op 16 september 1983, twaalf maanden na de datum van neerlegging van de oorkonde.

Lijst der gebonden Staten

Staten	Datum van de neerlegging van de bekrachtigingsoorkonde	Datum van inwerkingtreding
België	16 september 1982	16 september 1983
Costa Rica	24 juni 1981	24 juni 1982
Duitsland (Bondsrep.)	14 juli 1980	28 november 1981
Denemarken	28 juli 1980	28 november 1981
Frankrijk	2 mei 1978	28 november 1981
Finland	2 oktober 1978	28 november 1981
Griekenland	18 september 1979	28 november 1981
Italië	23 juni 1981	23 juni 1982
Liberia	8 juli 1981	8 juli 1982
Marokko	15 juni 1981	15 juni 1982
Nederland	25 januari 1979	28 november 1981
Noorwegen	24 januari 1979	28 november 1981
Spanje	28 april 1978	28 november 1981
Verenigd Koninkrijk	28 november 1980	28 november 1981
Zweden	20 december 1978	28 november 1981

Andere Koopvaardijverdragen

Verdrag betreffende de minimumleeftijd, 1973 (n° 138) (nog niet bekrachtigd door België) of (herzien) Verdrag betreffende de minimumleeftijd (arbeid op zee), 1936 (n° 58) (*Belgisch Staatsblad* van 14 september 1938) of Verdrag betreffende de minimumleeftijd (arbeid op zee), 1920 (n° 7) (*Belgisch Staatsblad* van 29 maart 1925);

Verdrag betreffende aansprakelijkheid van reders (ziekte en ongeval zeelieden), 1936 (n° 55) (*Belgisch Staatsblad* van 14 september 1938) of

Verdrag betreffende ziekteverzekering van zeelieden, 1936 (n° 56) (*Belgisch Staatsblad* van 9 september 1949), of

Verdrag betreffende geneeskundige verzorging en uitkeringen bij ziekte, 1969 (n° 130) (nog niet bekrachtigd door België);

Verdrag betreffende het geneeskundig onderzoek (zeelieden), 1946 (n° 73) (*Belgisch Staatsblad* van 14 maart 1952);

Verdrag betreffende het voorkomen van ongevallen (zeeverendende), 1970 (n° 134) (art. 4 en 7) (nog niet bekrachtigd door België);

Verdrag betreffende huisvesting van de bemanning aan boord van schepen (herzien), 1949 (n° 92) (*Belgisch Staatsblad* van 12 oktober 1962);

Verdrag betreffende de voeding en de daarmee verband houdende verzorging (bemanning van schepen), 1946 (n° 68) (art. 5) (*Belgisch Staatsblad* van 14 maart 1952);

Verdrag betreffende de minimumeisen van beroepsbekwaamheid van kapiteins en officieren ter koopvaardij, 1936 (n° 53) (art. 3 en 4) (*) (*Belgisch Staatsblad* van 14 september 1938);

Verdrag betreffende de arbeidsovereenkomst van zeelieden, 1926 (n° 22) (*Belgisch Staatsblad* van 13 april 1928);

Verdrag betreffende repatriëring van schepelingen, 1926 (n° 23) (*Belgisch Staatsblad* van 17 november 1927);

Verdrag betreffende de vrijheid tot het oprichten van vakverenigingen en de bescherming van het vakverenigingsrecht, 1948 (n° 87) (*Belgisch Staatsblad* van 16 januari 1952);

Verdrag betreffende het recht zich te organiseren en collectief te onderhandelen, 1949 (n° 98) (*Belgisch Staatsblad* van 30 december 1953).

(*) In gevallen waarbij aan het bestaande stelsel van een Staat voor het verlenen van diploma's en bewijzen van bekwaamheid afbreuk zou worden gedaan als gevolg van moeilijkheden bij een strikte toepassing van de desbetreffende normen van het Verdrag betreffende minimumeisen van beroepsbekwaamheid van kapiteins en officieren ter koopvaardij, 1936, dient het principe van wezenlijke gelijkwaardigheid te worden toegepast opdat geen strijdigheid ontstaat met de in die Staat bestaande regelingen voor het verlenen van diploma's.

ANNEXE VII

Traités signés
et non encore ratifiés

- 1) Convention sur la nationalité de la femme mariée, faite à New York le 20 février 1957.
- 2) Convention relative aux changements de noms et de prénoms, faite à Istanbul le 4 septembre 1958.
- 3) Convention européenne relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs, faite à Strasbourg le 20 avril 1959.
- 4) Convention relative à l'unification de certaines règles en matière d'abordage en navigation intérieure, faite à Genève le 15 mars 1960.
- 5) Charte européenne de sécurité sociale, faite à Turin le 18 octobre 1961.
- 6) Convention internationale sur la protection des artistes, interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radio-diffusions, faite à Rome le 26 octobre 1961.
- 7) Convention internationale pour la protection des obtentions végétales du 2 décembre 1961, révisée à Genève le 10 novembre 1972 et le 23 octobre 1978.
- 8) Instrument d'amendement de l'accord à Genève le 21 mai 1954, concernant les conditions de travail des bateliers rhénans, fait à Genève le 24 mai 1963.
- 9) Convention relative à l'immatriculation des bateaux de navigation intérieure, faite à Genève le 25 janvier 1965.
- 10) Convention européenne d'établissement des sociétés, faite à Strasbourg le 20 janvier 1966.
- 11) Convention sur la reconnaissance des décisions relatives au lien conjugal, faite à Luxembourg le 8 septembre 1967.
- 12) Convention sur la circulation routière, faite à Vienne le 8 novembre 1968.
- 13) Convention sur la signalisation routière, faite à Vienne le 8 novembre 1968.
- 14) Accord européen sur le placement au pair, fait à Strasbourg le 24 novembre 1969.
- 15) Convention européenne sur la valeur internationale des jugements répressifs, faite à La Haye le 28 mai 1970.
- 16) Convention sur la légitimation par mariage, faite à Rome le 10 septembre 1970.
- 17) Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicite des biens culturels, adoptée à Paris le 14 novembre 1970.
- 18) Convention sur la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers en matière civile et commerciale, et Protocole additionnel, faits à La Haye le 1^{er} février 1971.
- 19) Protocole portant amendement à la Convention unique sur les stupéfiants de 1961, fait à Genève le 25 mars 1971.
- 20) Accord européen complétant la Convention faite à Vienne le 8 novembre 1968, sur la circulation routière, fait à Genève le 1^{er} mai 1971.
- 21) Accord européen complétant la Convention faite à Vienne le 8 novembre 1968 sur la signalisation routière, fait à Genève le 1^{er} mai 1971.
- 22) Convention universelle sur le droit d'auteur et Protocoles et annexes 1 et 2, faits à Paris le 24 juillet 1971.
- 23) Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques du 9 septembre 1886, révisée à Paris le 24 juillet 1971.

BIJLAGE VII

Verdragen die ondertekend
maar nog niet bekrachtigd werden

- 1) Overeenkomst betreffende de nationaliteit van de gehuwde vrouw, opgemaakt te New York op 20 februari 1957.
- 2) Overeenkomst inzake veranderingen van geslachtsnamen en voor- en achternamen, opgemaakt te Istanbul op 4 september 1958.
- 3) Europese Overeenkomst betreffende de verplichte verzekering van de burgerlijke aansprakelijkheid inzake motorrijtuigen opgemaakt te Straatsburg op 20 april 1959.
- 4) Verdrag tot vaststelling van enige eenvormige regelen inzake aanva- ring in de binnenvaart, opgemaakt te Genève op 15 maart 1960.
- 5) Europees Sociaal Handvest opgemaakt te Turijn op 18 oktober 1961.
- 6) Internationaal Verdrag betreffende de bescherming van kunstenaars, van vertolker of uitvoerders, van de makers fonogrammen en van de organismen voor radio-omroep, opgemaakt te Rome op 26 oktober 1961.
- 7) Internationaal Verdrag tot bescherming van kweekprodukten van 2 december 1961, herzien te Genève op 10 november 1972 en 23 oktober 1978.
- 8) Oorkonde van wijziging, opgemaakt te Genève op 24 mei 1963, van het Verdrag betreffende de arbeidsvoorwaarden van Rijnvaarders, ondertekend te Genève op 21 mei 1954.
- 9) Overeenkomst inzake de inschrijving van binnenschepen, opgemaakt te Genève op 25 januari 1965.
- 10) Europese Overeenkomst inzake de vestiging van vennootschappen opgemaakt te Straatsburg op 20 januari 1966.
- 11) Overeenkomst over erkenningsbeslissingen betreffende de huwelijksbanden, opgemaakt te Luxemburg op 8 september 1967.
- 12) Overeenkomst betreffende het wegverkeer, opgemaakt te Wenen op 8 november 1968.
- 13) Overeenkomst betreffende de verkeerstekens, opgemaakt te Wenen op 8 november 1968.
- 14) Europees Akkoord over de plaatsing « au pair », opgemaakt te Straatsburg op 24 november 1969.
- 15) Europees Verdrag inzake de internationale geldigheid van strafvonnis- sen, opgemaakt te 's Gravenhage op 28 mei 1970.
- 16) Overeenkomst inzake wettiging door huwelijk, opgemaakt te Rome op 10 september 1970.
- 17) Overeenkomst inzake de middelen om de onrechtmatige invoer, uitvoer of eigendomsoverdracht van culturele goederen te verbieden en te verhinderen, opgemaakt te Parijs op 14 november 1970.
- 18) Overeenkomst betreffende de erkenning en uitvoering van in het buitenland gewezen vonnissen in burgerlijke en Handelszaken, en Aanvul- lend Protocol, opgemaakt te 's Gravenhage op 1 februari 1971.
- 19) Protocol houdende wijziging van het Enkelvoudig Verdrag inzake verdovende middelen van 1961, opgemaakt te Genève op 25 maart 1971.
- 20) Europese Overeenkomst tot aanvulling van het Verdrag, opge- maakt te Wenen op 8 november 1968, inzake het wegverkeer, opge- maakt te Genève op 1 mei 1971.
- 21) Europese Overeenkomst tot aanvulling van het Verdrag, opge- maakt te Wenen op 8 november 1968, inzake verkeerstekens, opgemaakt te Genève op 21 mei 1971.
- 22) Universele Auteursrechtconventie en Bijgevoegde Protocollen 1 en 2, opgemaakt te Parijs op 24 juli 1971.
- 23) Berner Conventie voor de bescherming van werken van letter- kunde en kunst van 9 september 1886, herzien te Parijs op 24 juli 1971.

24) Amendements au texte modifié de la Convention internationale de 1954 pour la prévention de la pollution des eaux de mer par des hydrocarbures relatifs à la protection du récif de la Grande Barrière, adoptés à Londres le 12 octobre 1971.

25) Amendements à la Convention internationale pour la prévention de la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures de 1954, sous sa forme modifiée, relatifs à la disposition des citernes et à la limitation des dimensions des citernes, adoptés à Londres le 15 octobre 1971.

26) Convention européenne sur la transmission des procédures répressives, et annexes, faits à Strasbourg le 15 mai 1972.

27) Convention européenne sur la computation des délais, faite à Bâle le 16 mai 1972.

28) Convention pour la protection du patrimoine mondial culturel et naturel, faite à Paris le 16 novembre 1972.

29) Convention européenne de sécurité sociale, Annexes 1 à 7 et Accord complémentaire pour l'application de cette Convention et de ses Annexes, faits à Paris le 14 décembre 1972.

30) Convention sur la prévention de la pollution des mers résultant de déchets, et Annexes faites à Londres, Mexico, Moscou et Washington le 29 décembre 1972.

31) Protocole sur les marques routières, et annexes, additionnel à l'Accord européen de Genève du 1^{er} mars 1973.

32) Convention relative à l'indication des noms et prénoms dans les registres de l'état civil, faite à Berne le 13 septembre 1973.

33) Convention concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions relatives aux obligations alimentaires, faite à La Haye le 2 octobre 1973.

34) Convention sur la loi applicable aux obligations alimentaires, faite à La Haye le 2 octobre 1973.

35) Convention Benelux relative à la classe pénale, et Annexe (dispositions communes), signées à La Haye le 26 novembre 1973.

36) Convention relative à un code de conduite des conférences maritimes et Annexe, faite à Genève le 6 avril 1974.

37) Traité entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas sur la transmission des poursuites, et Annexe, signés à Bruxelles le 11 mai 1974.

38) Convention concernant la distribution de signaux porteurs de programmes transmis par satellite, faite à Bruxelles le 21 mai 1974.

39) Convention créant un livret de famille international, et Annexe, faites à Paris le 12 septembre 1974.

40) Accord européen sur les grandes routes de trafic international (A.G.R.), et Annexes, faits à Genève le 15 novembre 1975.

41) Accord international de 1976 sur le café, fait à Londres le 3 décembre 1975.

42) Convention relative à la délivrance d'extraits plurilingues d'actes d'état civil, et Annexes, faites à Vienne le 8 septembre 1976.

43) Convention entre le Royaume de Belgique et la République socialiste de Roumanie relative à l'extradition et à l'entraide judiciaire en matière pénale, signée à Bucarest le 14 octobre 1976.

44) Convention européenne sur la responsabilité du fait des produits en cas de lésions corporelles ou de décès, et Annexes, faites à Strasbourg le 27 janvier 1977.

45) Protocole avec annexes à l'accord du 22 novembre 1950 pour l'importation d'objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel, fait à New York le 1^{er} mars 1977.

46) Convention portant dispense de légalisation pour certains actes et documents, et Annexe, faites à Athènes le 15 septembre 1977.

47) Amendements à la Convention portant création de l'O.M.C.I., du 6 mars 1948, adoptés à Londres le 17 novembre 1977.

24) Wijzigingen aan het Internationaal Verdrag ter voorkoming van verontreiniging van de zee door olie, 1954, zoals gewijzigd, betreffende de bescherming van het Great Barrier Reef, aangenomen te Londen op 12 oktober 1971.

25) Wijzigingen aan het Internationaal Verdrag ter voorkoming van verontreiniging van deze door olie, 1954, betreffende tankindeling en beperking van de grootte van tanks, aangenomen te Londen op 15 oktober 1971.

26) Europees Verdrag betreffende de overdracht van strafvervolgning, en Bijlagen, opgemaakt te Straatsburg op 15 mei 1972.

27) Europese Overeenkomst betreffende de berekening van termijnen, opgemaakt te Bazel op 16 mei 1972.

28) Overeenkomst inzake de bescherming van het cultureel en natuurlijke erfgoed van de wereld, opgemaakt te Parijs op 16 november 1972.

29) Europees Verdrag inzake sociale zekerheid, Bijlagen 1 t/m 7 en Aanvullend Akkoord bij dit Verdrag en Bijlagen, opgemaakt te Parijs op 14 december 1972.

30) Verdrag ter voorkoming van verontreiniging van de zee tengevolge van het storten van afval, en Bijlagen, opgemaakt te Londen, Mexico, Moskou en Washington op 29 december 1972.

31) Aanvullend Protocol betreffende de op het wegdek aangebrachte tekens, en Bijlagen bij de Europese Overeenkomst van Genève op 1 maart 1973.

32) Verdrag betreffende de vermelding van de namen en voornamen in de registers van de burgerlijke stand, opgemaakt te Bern op 13 september 1973.

33) Verdrag nopens de erkenning en tenuitvoerlegging van beslissingen over onderhoudsverplichtingen, opgemaakt te 's Gravenhage op 2 oktober 1973.

34) Verdrag inzake de wet die van toepassing is op onderhoudsverplichtingen, opgemaakt te 's Gravenhage op 2 oktober 1973.

35) Benelux-Overeenkomst betreffende het boetebeding, en Bijlagen (gemeenschappelijke bepalingen), ondertekend te 's Gravenhage op 26 november 1973.

36) Verdrag inzake een gedragscode voor lijnvaartconferenties en Bijlage, opgemaakt te Genève op 6 april 1974.

37) Verdrag tussen het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden inzake het overnemen van strafvorderingen, en Bijlage, ondertekend te Brussel op 11 mei 1974.

38) Overeenkomst betreffende de verdeling van signalen waarbij programma's worden doorgezonden per satelliet, opgemaakt te Brussel op 21 mei 1974.

39) Overeenkomst tot instelling van een internationaal familieboekje, en Bijlage, opgemaakt te Parijs op 12 september 1974.

40) Europese Overeenkomst inzake internationale hoofdverkeerswegen, met Bijlagen, opgemaakt te Genève op 15 november 1975.

41) Internationale Koffieovereenkomst 1976, opgemaakt te Londen op 3 december 1975.

42) Overeenkomst betreffende de afgifte van meertalige uittreksels uit akten van de burgerlijke stand, en Bijlagen, opgemaakt te Wenen op 8 september 1976.

43) Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Socialistische Republiek Roemenië betreffende de uitlevering en wederzijdse rechtshulp in strafzaken, ondertekend te Boekarest op 14 oktober 1976.

44) Europese Overeenkomst inzake de aansprakelijkheid van lichamelijke schade en overlijdensschade veroorzaakt door produkten, opgemaakt te Straatsburg op 27 januari 1977.

45) Protocol met bijlagen bij de overeenkomst van 22 november 1950 inzake de invoer van voorwerpen van opvoedkundige, wetenschappelijke of culturele aard, opgemaakt te New York op 1 maart 1977.

46) Overeenkomst tot vrijstelling van legalisatie voor bepaalde akten en documenten, opgemaakt te Athene op 15 september 1977.

47) Wijzigingen, aan het Verdrag houdende de oprichting van de I.M.C.O., van 6 maart 1948, aangenomen te Londen op 17 november 1977.

48) Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole 1).

Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux (Protocole 2).

Adoptés à Genève le 8 juin 1977.

49) Protocole, fait à Strasbourg le 24 novembre 1977, portant modification à la Convention sur la réduction des cas de pluralité de nationalités et sur les obligations militaires en cas de pluralité de nationalités et à l'Annexe, faites à Strasbourg le 6 mai 1963.

Protocole et Annexe, fait à Strasbourg le 24 novembre 1977, additionnel à la Convention sur la réduction des cas de pluralité de nationalités et sur les obligations militaires en cas de pluralité de nationalités et l'Annexe, faites à Strasbourg le 6 mai 1963.

50) Convention européenne relative au statut juridique du travailleur migrant, faite à Strasbourg le 24 novembre 1977.

51) Protocole, fait à Strasbourg le 17 mars 1978, additionnel à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale.

52) Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République de Cuba en matière de tourisme, signé à Bruxelles le 4 octobre 1978.

53) Convention relative à l'adhésion du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à la Convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, ainsi qu'au Protocole concernant son interprétation par la Cour de Justice, et Annexes, signées à Luxembourg le 9 octobre 1978.

54) Amendements à la Convention de 1972 sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets (règlement des différends), adoptés à Londres le 12 octobre 1978.

55) Amendements à la Convention de 1972 sur la prévention de la pollution des mers par l'immersion de déchets (incinération en mer), adoptés à Londres le 12 octobre 1978.

56) Accord entre le Gouvernement belge et le Gouvernement portugais relatif aux conditions de vie et de travail, à la formation professionnelle et à la promotion sociale et culturelle des travailleurs portugais et des membres de leur famille résidant en Belgique, signé à Bruxelles le 29 novembre 1978.

57) Convention d'extradition entre le Royaume de Belgique et la République d'Italie, signée à Bruxelles le 29 novembre 1978.

58) Accord international de 1979 sur l'huile d'olive, fait à Genève le 30 mars 1979.

59) Convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe, faite à Berne le 19 septembre 1979.

60) Convention entre le Royaume de Belgique et la République socialiste de Roumanie sur la reconnaissance et l'exécution des décisions judiciaires en matière d'obligations alimentaires, signée à Bucarest le 30 octobre 1979.

61) Convention sur la pollution atmosphérique transfrontalière à longue distance, faite à Genève le 13 novembre 1979.

62) Protocole, signé à Bucarest le 30 octobre 1979, additionnel à la Convention entre le Royaume de Belgique et la République socialiste de Roumanie relative à l'entraide judiciaire en matière civile et commerciale, signée à Bucarest le 3 octobre 1975.

63) Dublin, terrorisme (4 décembre 1979).

64) Convention internationale contre la prise d'otages, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies à New York le 19 décembre 1979.

65) Projet de loi portant approbation de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, faite à New York le 18 décembre 1979.

66) Convention sur la reconnaissance des études et des diplômes relatifs à l'enseignement supérieur dans les Etats de la région Europe, faite à Paris le 21 décembre 1979.

48) Aanvullend Protocol bij de Conventies van Genève van 12 augustus 1949 betreffende de bescherming van de slachtoffers van gewapende internationale conflicten (Protocol 1).

Aanvullend Protocol bij de Conventies van Genève van 12 augustus 1949 betreffende de bescherming van de slachtoffers van gewapende niet internationale conflicten (Protocol 2).

Aangenomen te Genève op 8 juni 1977.

49) Protocol, opgemaakt te Straatsburg op 24 november 1977, tot wijziging van het Verdrag betreffende beperking van gevallen van meervoudige nationaliteit en betreffende militaire verplichtingen in geval van meervoudige nationaliteit, opgemaakt te Straatsburg op 6 mei 1963.

Aanvullend Protocol en Bijlage, opgemaakt te Straatsburg op 24 november 1977, bij het Verdrag betreffende beperking van gevallen van meervoudig nationaliteit en betreffende militaire verplichtingen in geval van meervoudige nationaliteit, opgemaakt te Straatsburg op 6 mei 1963.

50) Europese Overeenkomst betreffende de status van de migrerende arbeiders, opgemaakt te Straatsburg op 24 november 1977.

51) Aanvullend Protocol, opgemaakt te Straatsburg op 17 maart 1978, bij het Europees Verdrag aangaande de wederzijdse rechtshulp in strafzaken.

52) Akkoord tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van de Republiek Cuba betreffende de samenwerking inzake toerisme, ondertekend te Brussel op 4 oktober 1978.

53) Verdrag inzake de toetreding van het Koninkrijk Denemarken, Ierland en het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland tot het Verdrag betreffende de rechterlijke bevoegde en de tenuitvoerlegging van beslissingen in burgerlijke en handelszaken, alsmede tot het Protocol betreffende de uitlegging daarvan door het Hof van Justitie, getekend te Luxemburg op 9 oktober 1978.

54) Wijziging van het Verdrag van 1972 ter voorkoming van verontreiniging van de zee (regeling van geschillen) tengevolge van het storten van afval, aangenomen te Londen op 12 oktober 1978.

55) Wijziging aan het Verdrag van 1972 ter voorkoming van verontreiniging van de zee tengevolge van het storten van afval (verbranding in zee), aangenomen te Londen op 12 oktober 1978.

56) Overeenkomst tussen de Belgische Regering en de Portugese Regering betreffende de levens- en arbeidsvoorwaarden, de beroepsopleiding en de sociale en culturele promotie van de Portugese werknemers en hun gezinsleden die in België verblijven, ondertekend te Brussel op 29 november 1978.

57) Overeenkomst betreffende uitlevering tussen het Koninkrijk België en de Italiaanse Republiek, ondertekend te Brussel op 29 november 1978.

58) Internationaal Olijfolie-akkoord 1979, gedaan te Genève op 30 maart 1979.

59) Overeenkomst inzake het behoud van wilde dieren en planten in hun natuurlijk milieu in Europa, en Bijlagen, opgemaakt te Bern op 19 september 1979.

60) Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Socialistische Republiek Roemenië nopens de erkenning en tenuitvoerlegging van rechterlijke beslissingen inzake verplichtingen tot onderhoud, ondertekend te Boekarest op 30 oktober 1979.

61) Overeenkomst inzake de grensoverschrijdende luchtvervuiling op lange afstand, opgemaakt te Genève op 13 november 1979.

62) Aanvullend Protocol, ondertekend te Boekarest op 30 oktober 1979, bij de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Socialistische Republiek Roemenië betreffende de wederzijdse rechtshulp in burgerlijke zaken en handelszaken, ondertekend te Boekarest op 3 oktober 1975.

63) Dublin, terrorisme (4 december 1979).

64) Internationale Conventie tegen gijzelname aangenomen door de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties te New York op 17 december 1979.

65) Verdrag inzake de uitbanning van alle vormen van discriminatie van vrouwen, opgemaakt te New York op 18 december 1979.

66) Overeenkomst inzake de erkenning van studies aan, en diploma's of graden van instellingen van hoger onderwijs in de Staten behorende tot de Europese regio, opgemaakt te Parijs op 21 december 1979.

- 67) Benelux, publication règles juridiques communes (6 février 1980).
- 68) Convention sur la protection physique des matières nucléaires, faite à Vienne et New York le 3 mars 1980.
- 69) Convention entre le Royaume de Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg au sujet des eaux de la Sûre, et Annexes, signées à Bruxelles le 17 mars 1980.
- 70) Convention entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas relatif au pont E-39 sur la Meuse et le Canal Juliana, et Annexe, signées à La Haye le 24 avril 1980.
- 71) Convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles, faites à Rome le 19 juin 1980.
- 72) Accord-cadre de coopération entre la C.E.E. et la République Fédérative du Brésil, signé à Bruxelles le 18 septembre 1980.
- 73) Convention entre le Royaume de Belgique et la République fédérale d'Allemagne sur l'assistance mutuelle en cas de catastrophes ou d'accidents graves, signée à Bruxelles le 6 novembre 1980.
- 74) Convention entre le Royaume de Belgique et la République socialiste de Roumanie sur la reconnaissance des décisions relatives au divorce, signée à Bruxelles le 6 novembre 1980.
- 75) Convention entre le Royaume de Belgique et la République socialiste fédérative de Yougoslavie tendant à éviter la double imposition sur le revenu et sur la fortune, signée à Belgrade le 21 novembre 1980.
- 76) Protocole et Annexes 1, 2 et 3, signé à Bruxelles le 12 février 1981, amendant la Convention Internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne «Eurocontrol» du 13 décembre 1960.
- Accord multilatéral relatif aux redevances de route, et annexes, signé à Bruxelles le 12 février 1981.
- 77) Protocole modifiant l'article 1^o du Traité relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux, signé à Bruxelles le 10 juin 1981.
- 78) Accord conclu par échange de lettres datées à Rome les 31 août et 27 octobre 1981, modifiant l'article 6 de la Convention Culturelle entre la Belgique et l'Italie, signée à Bruxelles le 29 novembre 1948.
- 79) Protocole concernant la personnalité juridique du bureau Benelux des marques et du bureau Benelux des dessins ou modèles, fait à Bruxelles le 6 novembre 1981.
- 80) Convention entre la Belgique et les U.S.A. sur la sécurité sociale, signée à Washington le 19 février 1982.
- 81) Accord instituant une Fondation européenne, fait à Bruxelles le 29 mars 1982.
- 82) Accord-cadre entre la Belgique et l'Algérie dans le domaine du développement des Energies Nouvelles et Renouvelables, signé à Alger le 8 avril 1982.
- 83) Convention Benelux en matière de conservation de la nature et de protection des paysages, faite à Bruxelles le 8 juin 1982.
- 84) Protocole modifiant la Convention Benelux concernant le transfert du contrôle des personnes vers les frontières extérieures du territoire du Benelux, signé à Bruxelles le 18 août 1982.
- 85) Accord entre la Belgique et le Danemark concernant le transport par route de personnes et de marchandises, signé à Bruxelles le 6 janvier 1983.
- 86) Convention concernant la coopération économique et technologique entre l'U.E.B.L. et la Tunisie, signée à Bruxelles le 5 mai 1983.
- 67) Benelux, bekendmaking bepaalde gemeenschappelijke rechtsregels (6 februari 1980).
- 68) Verdrag inzake de externe beveiliging van kernmateriaal, opgemaakt te Wenen en New York op 3 maart 1980.
- 69) Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en het Groothertogdom Luxemburg betreffende het water van de Sûre, en Bijlage, ondertekend te Brussel op 17 maart 1980.
- 70) Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden betrekking hebbende op de brug E-39 over de Maas en het Julianakanaal, en Bijlage, ondertekend te Den Haag op 24 april 1980.
- 71) Verdrag inzake het recht dat van toepassing is op verbintenissen uit overeenkomst, opgemaakt te Rome op 19 juni 1980.
- 72) Kaderovereenkomst voor samenwerking tussen de E.E.G. en de Federatieve Republiek Brazilië, ondertekend te Brussel op 18 september 1980.
- 73) Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Bondsrepubliek Duitsland inzake wederzijdse hulpverlening bij rampen of ernstige ongevallen, ondertekend te Brussel op 6 november 1980.
- 74) Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Socialistische Republiek Roemenië betreffende de erkenning van de beslissingen inzake echtscheiding, ondertekend te Brussel op 6 november 1980.
- 75) Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Socialistische Federatieve Republiek Joegoslavië tot het vermijden van dubbele belasting inzake het inkomen en het vermogen, ondertekend te Belgrado op 21 november 1980.
- 76) Protocol met Bijlagen 1, 2 en 3, ondertekend te Brussel op 12 februari 1981, tot wijziging van het Internationaal Verdrag tot samenwerking in het belang van de veiligheid van de luchtvaart «Eurocontrol» van 13 december 1960.
- Multilaterale overeenkomst betreffende de «en route»-heffingen, en bijlagen, ondertekend te Brussel op 12 februari 1981.
- 77) Protocol tot wijziging van artikel 1 van het Verdrag betreffende de vaststelling en het statuut van een Benelux-Gerechtshof, ondertekend te Brussel op 10 juni 1981.
- 78) Akkoord gesloten bij wisseling van brieven gedagtekend te Rome op 31 augustus en 27 oktober 1981, houdende wijziging van artikel 6 van het Cultureel Akkoord tussen België en Italië, ondertekend te Brussel op 29 november 1948.
- 79) Protocol betreffende de rechtspersoonlijkheid van het Beneluxmerkenbureau en van het Beneluxbureau voor tekeningen of modellen, ondertekend te Brussel op 6 november 1981.
- 80) Overeenkomst tussen België en de Verenigde Staten inzake sociale zekerheid, ondertekend te Washington op 19 februari 1982.
- 81) Overeenkomst tot oprichting van een Europese Stichting, opgemaakt te Brussel op 29 maart 1982.
- 82) Kaderovereenkomst tussen België en Algerië inzake de ontwikkeling van nieuwe en hernieuwbare energiebronnen, ondertekend te Algiers op 8 april 1982.
- 83) Benelux-overeenkomst op het gebied van natuurbehoud en landschapsbescherming, opgemaakt te Brussel op 8 juni 1982.
- 84) Protocol tot wijziging van de Benelux overeenkomst inzake de verlegging van de personencontrole naar de buitengrenzen van het Beneluxgebied, ondertekend te Brussel op 18 augustus 1982.
- 85) Akkoord tussen België en Denemarken betreffende het vervoer over de weg van personen en goederen ondertekend te Brussel op 6 januari 1983.
- 86) Overeenkomst inzake economische en technologische samenwerking tussen de B.L.E.U. en Tunesië, ondertekend te Brussel op 5 mei 1983.

ANNEXE VIII

**Note du Gouvernement à propos de la compétence
des Communautés et des Régions
dans le domaine des relations internationales**

(approuvée le vendredi 6 mai 1983)

Traités internationaux

I. Les Communautés

1° Exposé du problème

La question est de savoir si, à la suite de la révision de la Constitution et de son article 59bis nouveau, les Communautés ont, ou non, une compétence exclusive quant à la conclusion de traités internationaux portant sur des matières qui relèvent de leurs attributions. L'argument invoqué est qu'en ces matières, il n'existe plus de compétence des Ministres nationaux, la compétence appartenant désormais aux Exécutifs des Communautés. On se trouve donc en présence d'autorités autonomes, indépendantes des organes de l'Etat national dont elles ont été détachées. Cette autonomie implique la seule compétence des Communautés non seulement sur le plan interne mais aussi dans le domaine international, d'autant plus que la coopération internationale est expressément prévue par l'article 59bis dans les domaines de l'enseignement, de la culture et des matières personnalisables.

2° Examen du problème

a) Traités internationaux

La procédure tendant à la conclusion des traités internationaux implique une «interaction mutuelle» de l'ordre interne et de l'ordre international (P. Reuter, *Droit international public*, p. 49).

Il est donc impérieux de se référer au droit international public pour examiner le problème posé.

Le traité international suppose, tout d'abord, pour être valablement conclu, des sujets de droit international.

L'Etat belge, comme tous les autres Etats, possède cette qualité. Lui seul fait partie de la Communauté des Etats. Lui seul représente la Belgique dans cette Communauté. Lui seul peut engager notre pays dans l'ordre international.

En effet, au regard du droit international, l'Etat fédéral se présente comme un Etat unitaire. Seule la collectivité globale est directement régie par le droit international (1). La méconnaissance de cette règle essentielle entraînerait deux conséquences particulièrement graves.

D'une part, elle porterait atteinte au principe de la souveraineté des Etats fédéraux en limitant celle-ci (2) et, d'autre part, elle irait à l'encontre du principe de l'égalité des Etats en accordant aux Etats fédéraux une surreprésentation, en particulier, dans les organisations internationales.

Le rôle de l'Etat central, quant à la conclusion des traités internationaux, est confirmé par la Convention de Vienne sur le droit des Traités du 23 mai 1969 au sujet de laquelle il convient d'observer que :

(1) Collard, *Institutions internationales*, n° 141. V. aussi Masquelin, *Le droit des Traités dans le cadre juridique et dans la pratique diplomatique belges*. Bruylant, n°s 39 et 40, dont nous relevons les passages suivants : «Au point de vue international, l'Etat fédéral se présente comme une entité unique, apte comme telle à traiter et qui engage uniformément tous ses membres, ces derniers ne possédant pas individuellement le droit de conclure des Conventions... Si certaines questions peuvent intéresser l'une ou l'autre Communauté, ce sera néanmoins l'Etat belge qui les négociera avec les Etats étrangers et l'organe apte à négocier restera le Roi...».

(2) L'Etat fédéral, incompétent pour légiférer par voie interne dans les domaines réservés aux autorités locales peut conclure des traités dans ces matières et ces traités lient les autorités locales. Telle est la logique des institutions à défaut de laquelle l'Etat fédéral serait dans les relations internationales un *Etat diminué*... Ainsi se vérifie une loi sociologique très importante : les relations extérieures sont un instrument de centralisation pour les groupes d'Etats (P. Reuter-Combacau, *Institutions et relations internationales*, pp. 123 et 124).

BIJLAGE VIII

**Nota van de Regering over de bevoegdheid
van de Gemeenschappen en de Gewesten
inzake internationale betrekkingen**

(goedgekeurd op vrijdag 6 mei 1983)

Internationale Verdragen

I. De Gemeenschappen

1° Uiteenzetting van het probleem

Het probleem bestaat erin te weten of ingevolge de Grondwetsherziening en haar nieuw artikel 59bis, de Gemeenschappen al dan niet de uitsluitende bevoegdheid bezitten om internationale verdragen te sluiten inzake aangelegenheden die onder hun bevoegdheid ressorteren. Het argument dat wordt aangehaald is dat de nationale Ministers geen bevoegdheid meer bezitten voor deze aangelegenheden daar de bevoegdheid voortaan tot de Gemeenschappen behoort. Men heeft hier dus te maken met autonome overheden die onafhankelijk zijn van de organen van de nationale Staat waarvan ze werden losgemaakt. Die autonomie houdt de uitsluitende bevoegdheid in van de Gemeenschappen niet alleen op binnenlands vlak maar ook op internationaal vlak, te meer daar de internationale samenwerking uitdrukkelijk vastgelegd is in artikel 59bis inzake onderwijs, cultuur en persoonsgebonden aangelegenheden.

2° Onderzoek van het probleem

a) Internationale Verdragen

De procedure strekkende tot het sluiten van internationale verdragen houdt een «wederzijdse interactie» in van de interne en internationale orde (P. Reuter, *Droit international public*, blz. 49).

Men moet dus naar het internationaal publiekrecht verwijzen om het gestelde probleem te onderzoeken.

Om geldig te worden gesloten vergt het internationaal verdrag vooreerst internationale rechtssubjecten.

De Belgische Staat, net als alle andere Staten, bezit deze eigenschap. Hij alleen maakt deel uit van de Gemeenschap van Staten. Hij alleen vertegenwoordigt België in deze Gemeenschap, hij alleen kan ons land verbinden in de internationale orde.

Inderdaad, in het internationaal recht, komt de federale Staat naar voren als een unitaire Staat. Het internationaal recht is enkel rechtstreeks toepasselijk op de collectiviteit in haar geheel (1). De niet-naleving van die grondregel zou twee bijzonder ernstige gevolgen meebrengen.

Eenzijds zou dit een schending van het soevereiniteitsprincipe van de federale Staten betekenen omdat het beperkt wordt (2), en anderzijds zou dit tegen het principe van de gelijkheid van de Staten indruisen door aan de federale Staten een over-vertegenwoordiging toe te kennen, meer bepaald in de internationale organisaties.

Wat het sluiten van internationale verdragen betreft, wordt de rol van de centrale Staat bevestigd door de Conventie van Wenen over het Verdragsrecht van 23 mei 1969 waaromtrent dient opgemerkt te worden dat :

(1) Collard, *Institutions internationales*, n° 141. Zie ook Masquelin, *Le droit des Traités dans le cadre juridique et dans la pratique diplomatique belges*. Bruylant, 1980, n°s 39 en 40, waaruit wij de volgende passages aanhalen : «Au point de vue international, l'Etat fédéral se présente comme une entité unique, apte comme telle à traiter et qui engage uniformément tous ses membres, ces derniers ne possédant pas individuellement le droit de conclure des conventions... Si certaines questions peuvent intéresser l'une ou l'autre Communauté, ce sera néanmoins l'Etat belge qui les négociera avec les Etats étrangers et l'organe apte à négocier restera le Roi...».

(2) De federale Staat, die niet bevoegd is om in de interne orde wetten uit te vaardigen in de domeinen die aan de lokale overheden voorbehouden zijn, kan voor die materies verdragen sluiten welke voor de logica de federale Staat in de internationale betrekkingen een afgezwakte Staat zou zijn. Aldus wordt een zeer belangrijke sociologische wet bewaarheid : de buitenlandse betrekkingen zijn een centralisatie-instrument voor de Statengroepen (P. Reuter-Combacau, *Institutions et relations internationales*, blz. 123 en 124).

a) elle ne s'applique qu'aux traités conclus entre Etats (art. 1^{er}) et que tout Etat a la capacité de conclure des traités (art. 6);

b) en vertu de leurs fonctions et sans avoir à produire de pleins pouvoirs, sont considérées comme représentant leur Etat, pour tous les actes relatifs à la conclusion d'un Traité: les Chefs d'Etat, les Chefs de Gouvernement et les Ministres des Affaires étrangères (art. 7, 2 A).

On peut déduire de ces dispositions qu'il existe non seulement une vocation universellement admise mais aussi une compétence expressément confirmée par le droit international de ces autorités, qui sont des autorités centrales, pour engager leur Etat.

b) Relations internationales

La conclusion d'un traité n'est qu'un élément parmi d'autres relevant des relations internationales ou, si l'on préfère, de la politique étrangère. En vue de mener celle-ci, tout Etat est amené à centraliser ses relations extérieures tant pour assurer sa propre cohésion que pour répondre au besoin de sécurité des Etats tiers. Ceux-ci doivent trouver, les uns chez les autres, un organe bien connu et unique qui puisse leur certifier l'expression de sa volonté: cet organe est le chef de l'Etat agissant sous la responsabilité du Ministre des Affaires étrangères (1).

Dans notre pays, cette règle a été constamment confirmée par les instructions du Premier Ministre (2).

c) La réforme de la Constitution

Il importe de prendre en considération le nouvel article 59bis de la Constitution et les articles 16 et 81 de la loi du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

L'article 59bis prévoit que les Conseils des Communautés règlent par décret la coopération internationale en matière culturelle, en matière d'enseignement dans les limites fixées par cet article et dans les matières personnalisables. L'article 16 de la loi de 1980 prévoit que l'« assentiment » à tout traité ou accord relatif à la coopération internationale dans ces matières est donné par les Conseils des Communautés et que ces traités sont présentés au Conseil compétent par l'Exécutif de la Communauté.

L'article 81 de cette même loi ajoute que, dans les matières qui relèvent de la compétence du Conseil, son Exécutif est « associé » aux négociations des accords et, il importe de le souligner, « le Roi restant le seul interlocuteur sur le plan international dans le respect de l'article 68 de la Constitution ».

Les Communautés n'ayant, comme nous l'avons vu, aucune compétence, à défaut de personnalité reconnue pour conclure des traités, sur la base du droit international régissant ceux-ci, comment concilier les exigences de ce droit international avec celles qui résultent de la révision de la Constitution? Cette question est évidemment importante du point de vue des Etats tiers pour lesquels l'Etat belge constitue le seul interlocuteur valable.

La thèse consistant à défendre pour les Communautés une compétence qu'elles n'ont pas, est évidemment de nature à mener à des impasses, les Etats tiers pouvant, à juste titre, refuser de s'engager avec des entités sans pouvoir dans l'ordre international. Le problème est d'ordre juridique puisque la Belgique est toujours un Etat de droit.

Pour répondre à la question posée, il nous semble que :

1) Le Chef de l'Etat — et son Ministre des Affaires étrangères — restent seuls compétents pour conclure des traités internationaux. Cette règle — de base — est non seulement conforme au droit international, mais aussi à l'article 68 de la Constitution et à l'article 81 de la loi du 8 août 1980.

2) Les Communautés ont en vertu de la Constitution une compétence sur le plan international dans les matières relevant de leurs attributions.

La voie de la conciliation est donc nécessaire.

Elle est aussi possible. En ce sens, il y a lieu de s'en référer à la technique de l'élaboration des traités.

(1) P. Reuter et J. Combacau, *Loc. cit.*, p. 150 et 151 et qui observent, en outre, que « la réciprocité qui est une conséquence de l'égalité des Etats a ainsi établi une symétrie dans les organes chargés des relations étrangères de tous les Etats ».

(2) Les dernières instructions qui ont fait l'objet de circulaires des Services du Premier Ministre des 17 décembre 1981 et 8 mars 1982 rappellent la règle selon laquelle « c'est au Ministre des Affaires étrangères qu'incombe la responsabilité fondamentale de nos relations internationales ».

a) ze slechts van toepassing is op de verdragen, gesloten tussen Staten (art. 1) en dat elke Staat de bevoegdheid heeft verdragen te sluiten (art. 6);

b) krachtens hun functies en zonder volmachten te moeten voorleggen worden de volgende personen als vertegenwoordigers van hun Staat beschouwd en dit voor alle handelingen betreffende het sluiten van een verdrag: de Staatshoofden, de Regeringsleiders en de Ministers van Buitenlandse Zaken (art. 7, 2, A).

Uit die bepalingen kan men dus afleiden dat die overheden — die centrale overheden zijn — niet alleen een universeel aanvaarde roeping hebben, maar ook een bevoegdheid bezitten, die uitdrukkelijk bevestigd wordt door het internationaal recht, om hun Staat te verbinden.

b) Internationale betrekkingen

Het sluiten van een verdrag is slechts één element onder vele andere die tot de internationale betrekkingen, of zo men het verkiest, tot het buitenlandse beleid behoren. Om dit beleid te voeren, wordt elke Staat ertoe gebracht zijn buitenlandse betrekkingen te centraliseren en dit zowel om zijn eigen cohesie te waarborgen als om tegemoet te komen aan de nood aan rechtszekerheid van derde landen. Deze moeten bij elkaar een welbekend en uniek orgaan vinden dat hun de uitdrukking van de Staatswil waarborgt: dat orgaan is het Staatshoofd dat onder de verantwoordelijkheid handelt van de Minister van Buitenlandse Zaken (1).

In ons land werd die regel voortdurend bevestigd door de instructies van de Eerste Minister (2).

c) De grondwetsherziening

Er dient rekening gehouden te worden met het nieuw artikel 59bis van de Grondwet en met de artikelen 16 en 81 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Artikel 59bis bepaalt dat de Gemeenschappen bij decreet de internationale samenwerking regelen inzake culturele aangelegenheden inzake onderwijsaangelegenheden binnen de grenzen bepaald in dit artikel, en inzake persoonsgebonden aangelegenheden. Artikel 16 van de wet van 1980 bepaalt dat « instemming » met de verdragen of akkoorden betreffende de internationale samenwerking in die aangelegenheden wordt verleend door de Gemeenschapsraden en dat deze verdragen bij de bevoegde Raad ingediend worden door de betrokken Gemeenschapsexecutieve.

Artikel 81 van diezelfde wet voegt hieraan toe dat in aangelegenheden waarvoor de Raad bevoegd is, zijn Executieve « betrokken » wordt bij onderhandelingen over akkoorden waarbij, het dient onderstreept, « de Koning de enige gesprekspartner op het internationale vlak blijft met inachtneming van artikel 68 van de Grondwet ».

Aangezien de Gemeenschappen, zoals we gezien hebben, bij gebrek aan erkende rechtspersoonlijkheid, geen enkele bevoegdheid bezitten om verdragen te sluiten, op basis van het internationaal recht dat deze regelt, hoe moeten dan de eisen van dit internationaal recht verzoend worden met die welke uit de grondwetsherziening voortvloeien? Die vraag is uiteraard belangrijk vanuit het oogpunt van de derde Staten, die de Belgische Staat als de enig geldige gesprekspartner beschouwen.

De stelling om voor de Gemeenschappen een bevoegdheid te verdedigen die ze niet hebben, kan uiteraard tot impasses leiden, aangezien derde Staten terecht kunnen weigeren verbintenissen aan te gaan met entiteiten die geen bevoegdheid hebben in de internationale rechtsorde. Het probleem situeert zich vooral op juridisch vlak, aangezien België nog steeds een rechtsstaat is.

Op de gestelde vraag kan worden geantwoord dat :

1) Alleen het Staatshoofd — en zijn Minister van Buitenlandse Zaken — bevoegd zijn om internationale verdragen te sluiten. Die grondregel is niet alleen in overeenstemming met het internationaal recht, maar eveneens met artikel 68 van de Grondwet en met artikel 81 van de wet van 8 augustus 1980.

2) De Gemeenschappen krachtens de Grondwet op internationaal vlak een bevoegdheid bezitten betreffende de aangelegenheden die onder hun bevoegdheid vallen.

Het is dus noodzakelijk dat er een verzoening tot stand komt.

Dit is ook mogelijk. In die zin dient er verwezen te worden naar de techniek van het uitwerken van verdragen.

(1) P. Reuter en J. Combacau, *Loc. cit.*, blz. 150 en 151 die bovendien opmerken dat « la réciprocité qui est une conséquence de l'égalité des Etats a ainsi établi une symétrie dans les organes chargés des relations étrangères de tous les Etats ».

(2) De laatste instructies die het voorwerp uitmaakten van de omzendbrieven van de Diensten van de Eerste Minister van 17 december 1981 en 8 maart 1982 verwijzen naar de regel volgens dewelke: « c'est au Ministre des Affaires étrangères qu'incombe la responsabilité fondamentale de nos relations internationales ».

1) La négociation

Les Exécutifs doivent y être associés en vertu de l'article 81 de la loi du 8 août 1980 (1).

Quant aux modalités de cette association, elles peuvent être précisées. A noter cependant que, selon le Conseil d'Etat, l'article 81 doit être interprété comme ne concernant que « la préparation des instructions » destinées aux négociateurs. Si, d'autre part, dans une conférence diplomatique, des pleins pouvoirs sont exigés pour la participation à la Conférence, ceux-ci, ne peuvent être établis que par le Ministre des Affaires étrangères.

2) La signature

De même, les pleins pouvoirs requis pour signer ne peuvent être délivrés que par le Roi sous la responsabilité du Ministre des Affaires étrangères, seuls habilités à exprimer le consentement de l'Etat belge sur le plan international.

3) L'approbation ou assentiment

Dans les matières communautaires, l'assentiment doit être donné par les Conseils des Communautés, par voie de décret.

A cet égard, il nous semble que, d'une manière générale, les pouvoirs du Parlement (article 68 de la Constitution) ont été transférés aux Conseils des Communautés (2).

Toutefois, à cet égard, il convient, tout d'abord, de s'interroger sur ce que couvre la notion d'assentiment (ou d'approbation).

Cette question a été examinée par la Cour de Cassation notamment dans son important arrêt du 27 mai 1971 rendu dans l'affaire Fromagerie Franco-Suisse Leski c/Etat belge (J.T. 1971 p. 460 et suiv.) (3).

Suivant notre Cour de Cassation, « lorsque l'assentiment à un traité, exigé par l'article 66 alinéa 2 de la Constitution, est donné dans la forme d'une loi, le pouvoir législatif, en accomplissant cet acte, n'exerce pas une fonction normative ».

En transposant, on peut donc considérer qu'un décret nécessaire pour l'assentiment d'un traité dans les matières relevant de la compétence des Communautés — est équivalent à une loi d'assentiment (il serait en effet curieux qu'un décret soit supérieur à une loi) mais n'est qu'un acte « permissif » c'est-à-dire l'acte qui doit permettre au Roi — seul compétent — de lier définitivement la Belgique par la ratification (v. Conclusions de M. Ganshof Van der Meersch au sujet de l'arrêt précité J.T. 1971 p. 468).

Il importe, en effet d'observer que « c'est le traité lui-même qui est le siège des normes juridiques et non pas l'acte d'assentiment donné par les Chambres » (4).

En effet, la norme n'entre en vigueur que par les dispositions du traité consacrant la manifestation des consentements des Etats parties au Traité qui s'exprime généralement dans les relations relatives à l'échange ou au dépôt des instruments de ratification et à l'entrée en vigueur du Traité (5).

4) La ratification (adhésion)

En Belgique, c'est le Roi qui ratifie les traités sous forme d'un acte qui consiste en une formule par laquelle il déclare avoir pris connaissance de la Convention, l'accepter et la confirmer.

(1) Selon M. Moureaux, cet article ne s'appliquerait qu'aux régions mais il semble ne s'agir que d'une opinion isolée. Voir « Les Communautés et les régions belges dans les relations internationales » par Yves Lejeune, *Revue belge de droit international*, 1981, p. 56.

(2) Sur ce point, nous partageons l'avis exprimé par Y. Lejeune (loc. cit. p. 68) selon lequel les Conseils (des Communautés) sont « en principe substitués aux Chambres législatives dans l'exercice du pouvoir d'assentiment ». Reste la question du contrôle parlementaire de l'acte de ratification fait par le Roi sous la responsabilité du Ministre des Affaires étrangères.

(3) Rappelons que, d'après cet arrêt, la règle établie par un traité international l'emporte sur celle qui résulte d'une loi interne sans quoi la supériorité du droit interne serait « la condamnation du droit international » (conclusions Ganshof, 1971, p. 532).

(4) Conclusions Ganshof J.T. 1971 p. 532.

(5) Nous n'examinerons pas ici la question de la validité d'un traité si l'assentiment requis n'est pas obtenu (v. à ce sujet Masquelin loc. cit. n° 214). Voir aussi l'article 46 de la Convention de Vienne selon lequel, en principe, la violation d'une disposition de droit interne concernant la compétence pour conclure des traités ne peut être invoquée par cet Etat comme violant son consentement.

1) De onderhandelingen

De Executieven dienen hierbij betrokken te worden krachtens artikel 81 van de wet van 8 augustus 1980 (1).

De manier waarop zij erbij worden betrokken kan nader omschreven worden. Er dient nochtans opgemerkt te worden dat artikel 81 volgens de Raad van State geïnterpreteerd moet worden als uitsluitend betrekking hebbend op « de voorbereiding van de instructies » bestemd voor de onderhandelaars. Indien anderzijds volmachten vereist zijn om aan een diplomatieke Conferentie deel te nemen, mogen die slechts door de Minister van Buitenlandse Zaken worden gegeven.

2) Ondertekening

Zo ook mogen de volmachten die voor de ondertekening vereist zijn, slechts door de Koning worden verstrekt onder de verantwoordelijkheid van de Minister van Buitenlandse Zaken, daar zij alleen gemachtigd zijn de toestemming van de Belgische Staat op internationaal vlak tot uitdrukking te brengen.

3) Goedkeuring of instemming

In de communautaire aangelegenheden dienen de Gemeenschapsraden bij decreet hun instemming te verlenen.

In dit verband komt het ons voor dat in algemene zin de bevoegdheden van het Parlement (artikel 68 van de Grondwet) aan de Gemeenschapsraden werden overgedragen (2).

Toch dient in dit opzicht eerst en vooral de vraag gesteld te worden wat instemming (of goedkeuring) juist inhoudt.

Het Hof van Cassatie heeft deze kwestie onderzocht, meer bepaald in het belangrijk arrest van 27 mei 1971 m.b.t. de zaak Fromagerie Franco-Suisse Leski t/ Belgische Staat (J.T. 1971, p. 460 en vlg.) (3).

Volgens ons Hof van Cassatie « oefent de wetgevende macht geen normatieve functie uit, wanneer zij bij wet aan een verdrag de goedkeuring verleent die door artikel 68, alinea 2, van de Grondwet vereist wordt ».

Wanneer we dit transponeren, mag men aannemen dat een decreet vereist voor de instemming met een verdrag betreffende materies die onder de bevoegdheid van de Gemeenschappen vallen — gelijkwaardig is met een instemmingswet (het zou inderdaad eigenaardig zijn zo een decreet voorrang zou hebben op een wet), maar dat het decreet slechts een « permissieve » akte is, d.w.z. de akte die de Koning — als enige bevoegde — in staat moet stellen België definitief door de bekrachtiging te binden (cfr. besluiten van de heer Ganshof van der Meersch m.b.t. hovenvermeld arrest, J.T. 1971, p. 468).

Er weze opgemerkt dat « de rechtsnormen stoelen op het verdrag zelf, en niet op de akte van instemming gegeven door de Kamers (4).

De norm treedt immers slechts in werking door de beschikkingen van het verdrag waarbij de verdragsluitende partijen hun instemming vastleggen. Dit zijn meestal de beschikkingen inzake het uitwisselen of het deponeren van de bekrachtigingsinstrumenten of de inwerkingtreding van het verdrag (5).

4) Bekraching (toetreding)

In België bekrachtigt de Koning de verdragen door middel van een akte die bestaat uit een formule waarbij hij verklaart kennis te hebben genomen van de Overeenkomst, deze te aanvaarden en te bevestigen.

(1) Volgens de heer Moureaux zou dit artikel alleen van toepassing zijn op de Gewesten, naar blijkbaar handelt het zich hier slechts om een geïsoleerde mening. Zie « Les Communautés et les Régions belges dans les relations internationales » door Yves Lejeune, *Revue belge de droit international*, 1981, p. 66.

(2) Wij delen hieromtrent de mening van Y. Lejeune (loc. cit., p. 68) volgens dewelke de Raden (van de Gemeenschappen) « in principe in de plaats van de Wetgevende Kamers werden gesteld voor de uitoefening van het instemmingsrecht ». Blijft nog het probleem van het Parlementair toezicht op de bekrachtigingsakte gegeven door de Koning onder verantwoordelijkheid van de Minister van Buitenlandse Zaken.

(3) Laten we eraan herinneren dat, volgens deze uitspraak, de door een internationaal verdrag gevestigde regel voorrang heeft op de beschikking van een interne wet, zoniet zou de superioriteit van het nationale recht « de veroordeling van het internationale recht » meebrengen (besluiten Ganshof, J.T. 1971, p. 532).

(4) Besluiten Ganshof, J.T. 1971, p. 532.

(5) We zullen het probleem van de rechtsgeldigheid van een verdrag, wanneer de nodige instemming niet wordt verkregen hier niet onderzoeken (cfr. daaromtrent Masquelin, loc. cit. n° 214). Zie ook artikel 46 van de Conventie van Wenen volgens hetwelk de inbreuk op een beschikking van intern recht m.b.t. de bevoegdheid voor het sluiten van verdragen door de betrokken Staat in principe niet ingeroepen kan worden als zijnde een inbreuk op zijn instemming.

La ratification est donnée par le Roi; l'instrument est signé par Lui et contresigné par le Ministre des Affaires étrangères (Nouvelles lois politiques et administratives — II — Conventions ou Traités Internationaux n°s 23 à 27).

Aucune modification n'a été apportée sur ce point, par la révision de la Constitution, à la règle selon laquelle « c'est une prérogative exclusive de l'exécutif que d'engager l'Etat belge dans l'ordre international » (1).

5) La responsabilité des Etats et le règlement pacifique des différends

D'autres points pourraient être examinés portant sur la responsabilité des Etats ou sur le règlement pacifique des différends.

La règle en matière de responsabilité des Etats est que si un ou plusieurs Etats locaux, agissant dans les matières qui relèvent de leur compétence, violent le droit international, ces actes peuvent être imputés à l'Etat fédéral.

La supériorité du droit international sur le droit interne et la nécessité pour les Etats de mettre en accord leur droit interne avec leurs obligations internationales imposent cette solution (P. Reuter, *Droit international public*, p. 153).

Pour le règlement pacifique des différends, on notera que les négociations diplomatiques restent le mode de solution normal des litiges internationaux.

En résumé, s'agissant de traités internationaux :

1. Les règles du droit international fondées sur les principes de la souveraineté et de l'égalité des Etats ne peuvent être méconnues en ce qu'elles reconnaissent la compétence du Roi et de son Ministre des Affaires étrangères.

2. La conclusion des traités n'est qu'un volet de la politique étrangère et celle-ci ne peut que rester centralisée tant pour assurer la cohésion de l'Etat que pour répondre au besoin de sécurité des Etats tiers.

3. Les Communautés doivent être « associées » à la conclusion des traités. Cette association doit se réaliser à deux stades: celui de la négociation et celui de l'assentiment par les Conseils.

Le fait que ces traités sont présentés aux Conseils par les Exécutifs est secondaire, il s'agit d'une forme de présentation du traité aux Conseils en vue de leur assentiment. C'est et ce n'est qu'une modalité, d'autant plus que les Exécutifs, ayant été associés aux négociations, sont à même d'éclairer le Conseil sur la portée des engagements pris par le traité.

S'agissant particulièrement d'un traité multilatéral, à notre avis, si l'assentiment était obtenu dans un Conseil et refusé dans un autre, il est concevable que ce traité ne soit applicable que dans le ressort territorial de la Communauté qui l'a approuvé.

Ce système est reconnu dans de nombreuses Conventions internationales pour les Etats qui ont un régime juridique non unifié.

4. Les remarques ci-dessus ne valent que pour la conclusion des traités. Elles n'empêchent pas les Communautés de développer une activité internationale « en tant que personnes juridiques de droit public » à la condition que les prérogatives du Roi soient respectées.

On est donc à l'opposé d'une compétence exclusive des Communautés dans le domaine du « treaty making power ».

II. Les Régions

A la différence de l'article 59bis, l'article 107quater n'a donné aucune compétence aux Conseils des Régions en matière de coopération internationale.

La seule compétence qui est reconnue aux Régions est déterminée à l'article 81 de la loi du 8 août 1980 relatif à l'association des Exécutifs aux négociations.

Le seul problème consiste donc dans les modalités de l'association des Exécutifs des Régions aux négociations.

(1) J. Salmon, « Le conflit entre le traité international et la loi interne en Belgique à la suite de l'arrêt rendu le 27 mai 1971 par la Cour de Cassation », *J. T.*, 1971, p. 511.

De Koning geeft de bekrachtiging; hij tekent het instrument dat door de Minister van Buitenlandse Zaken medeondertekend wordt (Nouvelles lois politiques et administratives — II — Conventions ou Traités Internationaux n°s 23 tot 27).

De Grondwetsherziening heeft op dit vlak geen enkele wijziging gebracht aan de regel volgens dewelke « het een exclusief voorrecht van de uitvoerende macht is, de Belgische Staat in de internationale orde te verbinden » (1).

5) De verantwoordelijkheid van de Staten en de vreedzame regeling van de geschillen

Andere punten zouden kunnen onderzocht worden i.v.m. de verantwoordelijkheid van de Staten of de vreedzame regeling van geschillen.

De algemene regel inzake de verantwoordelijkheid van de Staten is dat wanneer één of meer lokale Staten, die optreden in aangelegenheden die onder hun bevoegdheid vallen, het internationaal recht schenden, deze handelingen ten laste kunnen gelegd worden van de federale Staat.

De voorrang van het internationaal recht op het nationaal recht en de noodzaak voor de Staten om hun nationaal recht in overeenstemming te brengen met hun internationale verbintenissen dringen die oplossing op (P. Reuter, *Droit international public*, blz. 153).

Wat de vreedzame regeling van geschillen betreft, dient opgemerkt te worden dat de diplomatieke onderhandelingen de normale weg blijven om tot oplossingen te komen voor internationale geschillen.

Kortom, met betrekking tot internationale verdragen kan men het volgende stellen :

1. Men mag de regels van het internationaal recht, gebaseerd op de beginselen van de soevereiniteit en de gelijkheid van de Staten niet miskennen, daar waar zij de bevoegdheid van de Koning en van zijn Minister van Buitenlandse Zaken erkennen.

2. Het sluiten van verdragen is slechts een luik van het buitenlands beleid dat gecentraliseerd dient te blijven, zowel om de cohesie van de Staat te waarborgen, als om tegemoet te kunnen komen aan de nood aan rechtszekerheid van derde Staten.

3. De Gemeenschappen moeten bij het sluiten van de verdragen worden « betrokken ». Die « betrokkenheid » moet op twee vlakken worden gerealiseerd : bij de onderhandelingen en bij de instemming door de Raden.

Dat die verdragen door de Executieven bij de Raden worden ingediend, is bijzaak, want dit is slechts een wijze van voorlegging van het verdrag aan de Raden met het oog op hun instemming. Het is een modaliteit, en niet meer dan dat, te meer daar de Executieven, die bij de onderhandelingen betrokken zijn geweest de Raad kunnen voorlichten over de draagwijdte van de verbintenissen vervat in het verdrag.

Wanneer het meer bepaald een multilateraal verdrag betreft, zou het, ons inziens, denkbaar zijn dat wanneer in één Raad instemming verleend wordt, terwijl ze in de andere geweigerd wordt, het verdrag slechts van toepassing zou zijn op het grondgebied van de Gemeenschap die het heeft goedgekeurd.

Dit systeem wordt in tal van internationale overeenkomsten erkend voor Staten die geen eenvormig juridisch stelsel bezitten.

4. Bovenstaande beschouwingen gelden slechts voor het sluiten van verdragen. Zij beletten de Gemeenschappen niet een internationale activiteit te ontwikkelen « in hun hoedanigheid van publiekrechtelijke rechtspersonen », op voorwaarde dat de prerogatieven van de Koning worden gerespecteerd.

Het is dus het tegenovergestelde van een uitsluitende bevoegdheid van de Gemeenschappen inzake « treaty making power ».

II. De Gewesten

In tegenstelling tot artikel 59bis, verleent artikel 107quater geen enkele bevoegdheid aan de Gewestraden op het gebied van de internationale samenwerking.

De enige bevoegdheid die aan de Gewesten wordt toegekend is vastgelegd in artikel 81 van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de betrokkenheid van de Executieven bij de onderhandelingen.

Het enige probleem ligt dus in de manier waarop de Gewestexecutieven bij de onderhandelingen betrokken zullen worden.

(1) J. Salmon, « Le conflit entre le traité international et la loi interne en Belgique à la suite de l'arrêt rendu le 27 mai 1971 par la Cour de Cassation », *J. T.*, 1971, blz. 511.

ANNEXE IX

OTAN

Nom de l'organisation : « Organisation du Traité de l'Atlantique Nord », Secrétariat International.

Budget total (initial 1984) : 3 117 655 000 FB.

Contribution belge : 86 182 248 FB.

Quote-part belge dans le budget : 2,76 %, (3,31 % sur 24 540 000 FB payés « à 15 pays »).

Effectifs totaux au niveau des administrateurs : 257, (à l'exception des traducteurs et interprètes).

Nombre de Belges au niveau des administrateurs : 34.

Quote-part des Belges dans le personnel : 13,22 %.

C. E. E.

Base : budget 1984.

Total : 25 139 385 463 Ecu.

part de la Belgique : 1 338 770 814 Ecu = 5,3254 %.

Effectifs de niveau 1 :

Commission : 2 358; Belges : 303 = 12,85 %.

Conseil des Ministres : 180; Belges : 21 = 11,6 %.

ONU (année 1983)

BIJLAGE IX

NAVO

Naam van de Organisatie : « Noord-Atlantische Verdragsorganisatie », Internationaal Secretariaat.

Totale begroting (aanvankelijk 1984) : 3 117 665 000 FB.

Belgische bijdrage : 86 182 248 FB.

Belgisch aandeel in de begroting : 2,76 %, (3,31 % op 24 540 000 BF betaald met 15 landen).

Totale getalsterkte op het niveau van de administrateurs : 257, (vertalers en volken uitgezonderd).

Aantal Belgen op het niveau van de administrateurs : 34.

Aandeel van de Belgen in het personeel : 13,22 %.

E. E. G.

Basis : begroting 1984.

Totaal : 25 139 385 463 Ecu.

aandeel van België : 1 338 770 814 Ecu = 5,3254 %.

Personeelsbestand op niveau 1 :

Commissie : 2 358; Belgen : 303 = 12,85 %.

Ministerraad : 180; Belgen : 21 = 11,6 %.

UNO (jaar 1983)

Nom de l'organisation — Naam van de organisatie	Budget total — Totale begroting (en/in \$)	Contribution Belge — Belgische bijdrage (en/in \$)	Quote-part Belge dans le budget (%) — Belgisch aandeel in de begroting (%)	Effectifs totaux au niveau des administrateurs (chiffres 1981) — Aantal Belgen op het niveau van de administrateurs	Nombre de Belges au niveau des administrateurs — Totaal personeelsbestand op het niveau van de administrateurs	Quote-part des Belges dans le personnel — Aandeel van de Belgen in het personeel (en in %)	Remarques — Opmerkingen
ONU-Secrétariat New-York et autres sièges / UNO-Secretariaat New-York en andere zetels	638 358 150	7 530 853	1,28	3 814	28	0,73	Fourchette entre 25 et 37. Marge tussen 25 en 37.
ONU/UNO (Genève)				—	15	—	
N.C.R.				325	10	3,08	
GATT				126	3	2,38	
P.N.U.E. (Nairobi)				—	3	—	
UNICEF				435	5	1,15	
ONUDI				400	7	1,75	Fourchette entre 12 et 18 / Marge tussen 12 en 18. Fourchette autour de 7 / Marge om en bij 7.
P.N.U.D.				760	20	2,76	
Total partiel ONU / Gedeeltelijk totaal UNO	638 358 150			5 860	92	1,57	
F.A.O.	183 320 000	2 625 231	1,49	1 526	59	3,87	
O.M.S.	234 450 000	2 699 600	1,20	953	20	2,10	
UNESCO	208 458 000	2 409 836	1,21	1 086	13	1,38	Fourchette entre 5 et 9 / Marge tussen 5 en 9. Fourchette 3 Marge 3.
O.I.T.	183 320 000	1 492 955	1,21	714	17	2,38	
A.I.E.A.	92 821 000	1 033 177	1,28	523	8	1,53	
O. A.C.I.	26 218 000	278 185	1,15	314	5	1,59	
U.I.T.	52 172 159	1 154 177	1,17	213	6	2,82	
O.M.M.	18 108 200	187 829	1,25	120	4	3,33	
O.M.C.I.	14 353 400	61 412	0,44	92	1	1,09	
O.M.P.I.	20 392 329	± 208 999	2,81	83	2	2,41	
U.P.U.	11 805 795	142 671	1,42	66	1	1,52	
U.M.T.	4 606 450	67 047	1,50	40	0	0	
O.C.O.E.	—	—	—	—	1	—	

O. C. D. E. - A. I. E (1984)

1. Budget

O. C. D. E.	...	...	705 464 150 FF
A. I. E.	...	...	71 193 700 FF
Total...	...	...	776 657 850 FF ou 5 436 604 900 FB.

2. Quote-part belge

FB	FF	
73 260 000	10 465 714	dont 1 380 287 FF ou 9 662 000 FB au sein de l'A. I. E.
10 885 000	1 555 000	coopération scientifique
3 525 780	503 683	programmes divers
87 670 780	ou 12 524 397	

3. Quote-part belge dans le budget

O. C. D. E. : $\pm 1,61\%$.
A. I. E. : $\pm 1,98\%$.

4. Administration niveau A. (A1 à A7)

Total : 590.
Belges : 24 (y compris l'A. I. E.).

5. Pourcentage de Belges dans l'effectif global.

4 %.

O. E. S. O. - I. E. A. (1984)

1. Budget

O. E. S. O.	...	...	705 464 150 FF
A. I. E.	...	...	71 193 700 FF
Totaal	...	...	776 657 850 FF of 5 436 604 900 BF.

2. Belgisch aandeel

BF	FF	
73 260 000	10 465 714	waarvan 1 380 287 FF of 9 662 000 BF voor I. E. A.
10 885 000	1 555 000	wetenschappelijke samenwerking
3 525 780	503 683	diverse programma's
87 670 780	of 12 524 397	

3. Belgisch aandeel in de begroting

O. E. S. O. : $\pm 1,61\%$.
I. E. A. : $\pm 1,98\%$.

4. Administratie niveau A. (A1 tot A7)

Totaal : 590.
Belgen : 24 (I. E. A. inbegrepen).

5. Aandeel van Belgen in het totaal.

4 %.